« Les assassins financiers, écrit John Perkins, sont des professionnels grassement payés qui escroquent des milliards de dollars à divers pays du globe. Leurs armes principales : les rapports financiers frauduleux, les élections truquées, les pots-de-vin, l'extorsion, le sexe et le meurtre. »

John Perkins sait très bien de quoi il parle… Il a été lui-même un assassin financier. Son travail consistait à convaincre certains pays stratégiquement importants pour les États-Unis, comme le Panamá ou l'Indonésie, d'accepter d'énormes prêts pour le développement de leurs infrastructures, et à s'assurer que tous les projets lucratifs étaient confiés à des entreprises américaines. Ainsi affligés de lourdes dettes, ces pays se retrouvaient alors sous le contrôle du gouvernement américain, de la Banque mondiale et d'autres organisations humanitaires dominées par les États-Unis, qui se comportaient envers eux comme des usuriers, leur dictant les conditions de remboursement et forçant leurs gouvernements à la soumission.

Cet extraordinaire récit véridique dévoile la corruption et les intrigues internationales, ainsi que des activités gouvernementales ou entrepreneuriales peu connues, qui ont de graves conséquences pour la démocratie américaine et le monde entier.

« Une bombe. Voici que quelqu'un de profondément engagé dans notre structure gouvernementale et entrepreneuriale impérialiste ose en révéler sans équivoque les rouages internes. Un ouvrage d'une grande vision et d'un grand courage moral. »
– John E. Mack, professeur à l'université Harvard et auteur de *A Prince of Our Disorder: The Life of T. E. Lawrence*, prix Pulitzer

« Combinant la brillance et le suspense d'un thriller de Graham Greene avec l'autorité de l'expert, Perkins raconte une histoire vraie, puissante, révélatrice et terrifiante, où il cite des noms et établit des liens… »
– David Korten, auteur du best-seller *When Corporations Rule the World*

« Provocateur et troublant… Ce livre réussit à éveiller le lecteur, qui ne peut s'empêcher d'évaluer son propre rôle et de ressentir le besoin d'un changement. »
– R. Paul Shaw, ex-économiste en chef et conseiller de programme du Groupe de travail du développement humain de l'Institut de la Banque mondiale

« John Perkins nous apporte la preuve éclatante que la démocratie est incompatible avec l'Empire… »
– Robert Jasmin, président de *ATTAC-Québec* (Association pour la taxation des transactions financières et l'aide aux citoyens)

« L'auteur amène le lecteur derrière les portes closes des grandes corporations et institutions financières internationales. Un témoignage bouleversant sur les enjeux de la mondialisation. »
– Michel Chossudovsky, directeur, Centre de recherche sur la mondialisation, et auteur de *La Mondialisation de la pauvreté*



ISBN : 2-89626-001-3

John Perkins

Les confessions d'un assassin financier

alTERRE

John Perkins

Les confessions d'un assassin financier

Révélations sur la manipulation des économies du monde par les États-Unis



alTERRE

John Perkins

LES CONFESSIONS d'un **assassin financier**

Revélations sur la manipulation
des économies du monde par les États-Unis

al'TERRE

Titre original anglais
Confessions of an economic hit man

publié par Berrett-Kœhler Publishers, Inc.
235 Montgomery Street, suite 650, San Francisco, CA 94104-2916
Tél. : (415) 288-0260 Fax. : (415) 362-2512
www.bkconnection.com

al'Terre
1209, av. Bernard O., bureau 110, Outremont, Qc
Canada H2V 1V7
Tél. : (514) 276-2949,
Fax. : (514) 276-4121
Courrier électronique : info@al-terre.net
www.al-terre.net

Traduction : Louis Royer

Révision linguistique : Michelle Bachand
Graphisme : Carl Lemyre
Photo page couverture : Hartmut Schwarzbach/Alpha presse
Mise en page : Kessé Soumahoro

Première impression : août 2005

ISBN : 2-89626-001-3
Dépôt légal : 3e trimestre 2005
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque nationale de Paris

Diffusion

Canada : ADA Diffusion—(450) 929-0296
www.ada-inc.com
France, Belgique : D.G. Diffusion—05.61.000.999
www.dgdiffusion.com
Suisse : Transat—23.42.77.40

Imprimé au Canada

À ma mère et à mon père,
Ruth Moody et Jason Perkins,
qui m'ont appris à vivre et à aimer,
et m'ont inculqué le courage, qui m'a permis d'écrire ce livre.

Table des matières

Préface

Les assassins financiers sont des professionnels grassement payés qui escroquent des milliards de dollars à divers pays du globe. Ils dirigent l'argent de la Banque mondiale, de l'Agence américaine du développement international (U.S. Agency for International Development — USAID) et d'autres organisations « humanitaires » vers les coffres de grandes compagnies et vers les poches de quelques familles richissimes qui contrôlent les ressources naturelles de la planète. Leurs armes principales : les rapports financiers frauduleux, les élections truquées, les pots-de-vin, l'extorsion, le sexe et le meurtre. Ils jouent un jeu vieux comme le monde, mais qui a atteint des proportions terrifiantes en cette époque de mondialisation.

Je sais très bien de quoi je parle... car j'ai été moi-même un assassin financier.

J'ai écrit ces quelques lignes en 1982, au début d'un manuscrit qui avait pour titre provisoire *La conscience d'un assassin financier*. Cet ouvrage était dédié à deux hommes d'État qui avaient été mes clients, que je respectais et pour qui j'avais énormément d'estime : Jaime Roldós, président de l'Équateur, et Omar Torrijos, président du Panama. Tous deux venaient de périr dans des écrasements d'avion qui n'avaient rien d'accidentel. Ils furent assassinés parce qu'ils s'opposaient à la coalition formée par de grandes compagnies, le gouvernement américain et des banquiers, dans le but d'établir un empire global. Nous, les assassins financiers, n'avions pas réussi à obtenir la collaboration de Roldós et de Torrijos, et les tueurs à gages de la CIA, qui nous suivaient toujours de près, sont donc intervenus.

On a toutefois réussi à me convaincre de renoncer à écrire ce livre. Je l'ai recommencé quatre fois dans les vingt années qui ont suivi. Chaque fois, ma décision fut suscitée par un événement important : l'invasion du Panama par les États-Unis en 1989, la première guerre du Golfe, l'intervention militaire américaine en Somalie et la montée d'Oussama ben Laden. Cependant, des menaces ou des pots-de-vin m'ont toujours fait abandonner mon projet.

En 2003, le directeur d'une grande maison d'édition, filiale d'une puissante société multinationale, a lu mon manuscrit, désormais titré *Les confessions d'un assassin financier*. Après m'avoir dit qu'il s'agissait là d'une «histoire captivante» qu'il fallait absolument raconter, il me sourit tristement en déclarant qu'il ne pouvait se permettre de se risquer à la publier, car les grands patrons s'y opposeraient sûrement. Il me conseilla de la romancer. «Nous pourrions la mettre en marché dans le même créneau que les œuvres de John Le Carré ou de Graham Greene.»

Mais il se trouve que ce n'est pas de la fiction! C'est plutôt la véritable histoire de ma vie. Un éditeur plus courageux, dont la maison n'est pas la propriété d'une multinationale, a bien voulu m'aider à la rendre publique.

Cette histoire doit vraiment être racontée. Le monde traverse actuellement une crise terrible, qui nous offre cependant une occasion extraordinaire. Cette histoire d'un assassin financier explique pourquoi nous en sommes arrivés au point où nous sommes maintenant et pourquoi nous faisons face constamment à des crises qui nous semblent insurmontables. Oui, cette histoire doit être racontée, pour les raisons suivantes : c'est uniquement en comprenant nos erreurs passées que nous pourrons tirer avantage des occasions futures; il y a eu les événements du 11 septembre 2001, ainsi que la deuxième guerre d'Irak; en plus des trois mille personnes qui sont mortes le 11 septembre 2001 dans des attentats terroristes, vingt-quatre mille autres sont mortes de faim ou de causes associées. En fait, vingt-quatre mille personnes meurent chaque jour parce qu'elles n'ont pu obtenir la nourriture nécessaire à leur subsistance[1]. Surtout, cette histoire doit être racontée parce que, pour la première fois de l'histoire, une nation possède la capacité, les moyens financiers et le

pouvoir nécessaires pour y changer quelque chose. Cette nation est celle où je suis né et que j'ai servie en tant qu'assassin financier : les États-Unis d'Amérique.

Qu'est-ce qui m'a donc finalement convaincu d'ignorer les menaces et d'écarter les pots-de-vin?

J'ai deux réponses à cela. La première est brève : ma fille unique, Jessica, a terminé ses études et est devenue autonome. Quand je lui ai annoncé que j'allais publier ce livre et que je lui ai fait part de mes craintes, elle m'a dit : «Papa, ne t'inquiète pas. S'ils t'attrapent, je prendrai la relève. Nous nous devons d'accomplir cela pour les petits-enfants que j'espère te donner un jour!»

Ma deuxième réponse, plus longue, est liée à mon dévouement au pays où j'ai grandi, à mon amour des idéaux énoncés par les pères fondateurs, à mon profond engagement envers cette république américaine qui promet aujourd'hui «la vie, la liberté et la poursuite du bonheur» pour tous et partout, et à ma décision, après le 11 septembre 2001, de ne plus demeurer passif tandis que les assassins financiers transforment ladite république en un empire global. C'est là l'essentiel de cette deuxième réponse, dont les détails seront livrés dans les chapitres qui suivent.

C'est donc une histoire vraie, dont j'ai vécu chaque instant. Les lieux, les gens, les conversations et les sentiments que j'y décris ont tous fait partie de ma vie. C'est mon histoire personnelle, et pourtant elle s'est déroulée dans le contexte plus large d'événements historiques qui ont mené à la situation actuelle et qui constituent les fondements de l'avenir de nos enfants. Je me suis efforcé de présenter ces expériences, ces gens et ces conversations avec le plus d'exactitude possible. Chaque fois que j'évoque un événement historique ou que je reconstitue une conversation, je m'aide de plusieurs outils : des documents publiés, mes notes et registres personnels, des souvenirs—les miens et ceux des autres personnes impliquées—, mes cinq manuscrits précédents, et les ouvrages d'autres auteurs, particulièrement de récentes publications divulguant des informations jusque-là secrètes ou non disponibles. Les références sont fournies dans les notes en fin de volume, à l'intention des lecteurs qui désireraient étudier le sujet en profondeur. Dans certains cas, j'ai condensé

en une seule conversation plusieurs échanges que j'ai eus avec la même personne, afin de faciliter le déroulement du récit.

Mon éditeur m'a demandé si nous nous appelions réellement des «assassins financiers» entre nous. Je l'ai assuré que oui, même si nous n'utilisions couramment que les initiales «EHM». [En anglais : *Economic Hit Men*. (*N.d.T.*)] En fait, le jour de 1971 où j'ai commencé à travailler avec mon entraîneuse, Claudine, elle m'informa que sa tâche était de faire de moi un assassin financier et que personne ne devait être mis au courant de mon engagement, pas même mon épouse. Très sérieusement, elle me dit : «Quand on s'embarque là-dedans, c'est pour la vie.»

Le rôle de Claudine constitue un exemple fascinant de la manipulation régnant dans le secteur où je venais d'entrer. C'était une femme belle et intelligente, hautement efficace, qui sut percevoir mes faiblesses et les utiliser à son avantage. La façon dont elle exécutait sa tâche témoigne de la subtilité des gens qui dirigent ce système.

Claudine n'y est pas allée par quatre chemins lorsqu'elle m'a décrit la nature de mon travail. Je devrais, dit-elle, «encourager les dirigeants de divers pays à s'intégrer à un vaste réseau promouvant les intérêts commerciaux des États-Unis. Au bout du compte, poursuivit-elle, ces dirigeants se retrouvent criblés de dettes, ce qui assure leur loyauté. Nous pouvons alors faire appel à eux n'importe quand pour nos besoins politiques, économiques ou militaires. De leur côté, ils consolident leur position politique en créant pour leur peuple des zones industrielles, des centrales électriques et des aéroports. Les propriétaires des compagnies américaines d'ingénierie et de construction s'enrichissent ainsi fabuleusement.»

Nous voyons aujourd'hui les résultats de ce système qui a dérapé. Nos compagnies les plus respectables paient des salaires de famine à des gens qu'elles font suer dans des conditions inhumaines dans des ateliers clandestins d'Asie. Les sociétés pétrolières déversent sans justification des toxines dans les fleuves des forêts tropicales, tuant consciemment des gens, des animaux et des plantes, commettant le génocide d'anciennes cultures. L'industrie pharmaceutique refuse à des millions d'Africains infectés par le V.I.H. des médicaments qui pourraient leur sauver la vie. Aux États-Unis même, douze millions de

familles ne mangent pas à leur faim[2]. L'industrie énergétique crée des Enron et l'industrie comptable crée des Andersen. Le ratio du revenu moyen du cinquième de la population des pays les plus riches à celui du cinquième de la population des pays les plus pauvres est passé de 30/1 en 1960 à 74/1 en 1995[3]. Les États-Unis ont dépensé plus de 87 milliards de dollars pour la guerre d'Irak alors que les Nations unies estiment que nous pourrions, avec la moitié de ce montant, fournir de l'eau potable, une nourriture équilibrée, des services sanitaires et une instruction élémentaire à chaque habitant de la planète[4].

Et nous nous demandons pourquoi des terroristes nous attaquent!

Certains attribuent nos problèmes actuels à une vaste conspiration. Si seulement c'était aussi simple! On peut dénicher les membres d'une conspiration et les traduire en justice. Ce système s'alimente malheureusement à quelque chose de plus dangereux qu'une conspiration. Il n'est pas guidé par un petit groupe d'hommes, mais par un concept devenu parole d'évangile : l'idée que toute croissance économique est bénéfique à l'humanité et que plus cette croissance est grande, plus les bienfaits en sont répandus. Cette croyance possède aussi un corollaire : ceux qui entretiennent le feu de la croissance économique doivent être félicités et récompensés, tandis que ceux qui vivent en marge sont disponibles pour l'exploitation.

Cette idée est évidemment erronée. Nous savons que, dans plusieurs pays, la croissance économique ne profite qu'à une petite partie de la population et a même pour résultat une aggravation de la situation de la majorité. Cet effet est renforcé par la croyance dérivée que les capitaines d'industrie qui dirigent ce système doivent jouir d'un statut particulier, une croyance qui se trouve à la source de plusieurs de nos problèmes actuels et qui explique peut-être aussi pourquoi abondent les thèses de conspiration. Quand des hommes et des femmes se voient récompensés pour leur cupidité, celle-ci devient facilement un encouragement à la corruption. Quand la consommation vorace des ressources de la planète est associée à un statut proche de la sainteté, que nous enseignons à nos enfants à imiter des gens qui mènent une vie déséquilibrée et que nous considérons comme normal que de

larges secteurs de la population soient asservis à une élite minoritaire, nous ne pouvons que nous attirer des ennuis.

Dans leur quête d'un empire mondial, les multinationales, les banques et les gouvernements (dénommés collectivement «corporatocratie») utilisent leur pouvoir financier et politique pour s'assurer que nos écoles, nos entreprises et nos médias soutiennent leur idée fallacieuse et son corollaire. Ils nous ont conduits au point où notre culture globale est devenue une machine monstrueuse qui requiert sans cesse davantage de carburant et d'entretien, tant et si bien qu'elle finira par consumer tout ce qui existe et qu'elle devra ensuite se dévorer elle-même.

La corporatocratie n'est pas une conspiration, mais ses membres partagent réellement les mêmes valeurs et les mêmes buts. L'une des fonctions les plus importantes de cette coalition est de perpétuer, d'étendre sans cesse et de renforcer le système. La vie de ceux qui ont «réussi», ainsi que tout leur attirail—leurs maisons, leurs yachts et leurs jets personnels—, nous est présentée comme un modèle nous incitant à consommer sans interruption. On ne manque pas une occasion de nous convaincre qu'acheter des biens est un devoir civique, que le pillage de la planète est bon pour l'économie et qu'il sert donc nos intérêts. Des gens reçoivent un salaire scandaleux pour servir le système. S'ils échouent, des hommes de main moins gentils, les chacals, entrent en scène. S'ils échouent également, les militaires prennent le relais.

Ce livre est la confession d'un homme qui, lorsqu'il était un assassin financier, faisait partie d'un groupe relativement restreint. Ceux qui jouent un tel rôle maintenant sont plus nombreux. Ils portent des titres plus euphémiques et ils hantent les corridors de Monsanto, General Electric, Nike, General Motors, Wal-Mart et presque toutes les autres grandes compagnies du globe. En un sens, *Les confessions d'un assassin financier* racontent leur histoire tout autant que la mienne.

Il s'agit également de votre propre histoire, celle de votre monde et du mien, celle du premier véritable empire global de l'histoire humaine. Celle-ci nous enseigne d'ailleurs que les empires ne durent jamais, qu'ils échouent toujours lamentablement, et il en sera donc de même pour celui-là. Il prendra fin assurément par une tragédie si

nous ne changeons pas le cours actuel des choses. Dans leur quête d'une plus grande domination, les empires détruisent plusieurs cultures, puis ils s'écroulent eux-mêmes. Aucun pays ni aucune coalition de nations ne peut prospérer à long terme en exploitant les autres.

J'ai écrit ce livre afin que nous puissions en prendre conscience et réorienter notre histoire. Je suis convaincu que, lorsqu'un assez grand nombre d'entre nous se seront rendu compte que nous sommes exploités par une machine économique générant un appétit insatiable pour les ressources de la planète et résultant en des systèmes qui favorisent l'esclavage, nous ne le tolérerons plus. Nous réexaminerons notre rôle dans un monde où quelques-uns nagent dans l'opulence tandis que la majorité se noie dans la pauvreté, la pollution et la violence. Nous mettrons le cap sur la compassion, la démocratie et la justice sociale pour tous.

L'admission d'un problème est la première étape de sa solution. La confession d'un péché est le début de la rédemption. Que ce livre soit donc le commencement de notre salut. Qu'il nous inspire un plus grand dévouement et nous incite à réaliser notre rêve de vivre dans des sociétés honorables et équilibrées.

Ce livre n'aurait pu être écrit sans les nombreuses personnes que j'ai côtoyées et dont il est question dans les pages qui suivent. Je leur suis reconnaissant des expériences partagées avec elles et pour les leçons que j'ai apprises à leur contact.

En outre, je désire remercier toutes les personnes qui m'ont encouragé à prendre le risque de raconter mon histoire : Stephan Rechtschaffen, Bill et Lynne Twist, Ann Kemp, Art Roffey, tous les gens qui ont participé aux voyages et aux ateliers de Dream Change, particulièrement mes coanimateurs, Eve Bruce, Lyn Roberts-Herrick et Mary Tendall, ainsi que ma merveilleuse épouse et partenaire depuis vingt-cinq ans, Winifred, et notre fille Jessica.

Je suis reconnaissant aux nombreux hommes et femmes qui m'ont fourni des informations et des observations personnelles sur les banques et les compagnies multinationales, ainsi que des renseignements politiques confidentiels sur divers pays. Je remercie particulièrement Michael Ben-Eli, Sabrina Bologni, Juan Gabriel Carrasco, Jamie Grant, Paul Shaw et quelques autres qui désirent garder l'anonymat.

Lorsque mon manuscrit fut terminé, le fondateur des éditions Berrett-Koehler, Steven Piersanti, non seulement a eu le courage de l'accepter, mais il m'a également aidé à l'améliorer considérablement. Je le remercie donc vivement, tout comme je remercie Richard Perle, qui nous a présentés l'un à l'autre, et aussi Nova Brown, Randi Fiat, Allen Jones, Chris Lee, Jennifer Liss, Laurie Pellouchoud et Jenny Williams, qui ont lu et critiqué le manuscrit; David Corten, qui, en plus de le lire et de le critiquer, m'a fait faire plusieurs acrobaties pour me conformer à ses très hautes normes d'excellence; Paul Fedorko, mon agent ; Valerie Brewster, qui a conçu la maquette du livre ; et Todd Manza, mon réviseur, un véritable génie des mots et un philosophe extraordinaire.

J'exprime aussi toute ma gratitude à Jeevan Sivasubramanian, rédacteur en chef de Berrett-Koehler, et à Ken Lupoff, Rick Wilson, María Jesús Aguiló, Pat Anderson, Marina Cook, Michael Crowley, Robin Donovan, Kristen Frantz, Tiffany Lee, Catherine Lengronne et Dianne Platner, membres du personnel, qui reconnaissent le besoin d'éveiller les consciences et qui travaillent inlassablement à l'amélioration de ce monde.

Je dois enfin remercier tous ces hommes et toutes ces femmes qui ont travaillé avec moi à MAIN et qui ne savaient pas qu'ils aidaient un assassin financier à créer l'empire global; je remercie particulièrement ceux qui ont travaillé pour moi et avec qui j'ai voyagé en des pays lointains, où nous avons partagé d'heureux moments. Je remercie également Ehud Sperling et son personnel à Inner Traditions International, éditeur de mes ouvrages précédents, portant sur les cultures et le shamanisme indigènes; ce sont ces bons amis qui m'ont initié à ma carrière d'auteur.

Je serai éternellement reconnaissant aux hommes et aux femmes qui m'ont accueilli chez eux dans la jungle, dans le désert ou dans les montagnes, dans les cabanes de carton plantées le long des canaux de Jakarta, ou dans les taudis d'innombrables villes du monde, partageant leurs repas et leur vie avec moi. Ils ont été ma plus grande source d'inspiration.

John Perkins
Août 2004

Prologue

Quito, la capitale de l'Équateur, s'étend dans une haute vallée volcanique des Andes, à une altitude de deux mille sept cents mètres. Les habitants de cette ville, qui fut fondée bien avant l'arrivée de Colomb en Amérique, sont habitués à voir de la neige sur les pics environnants, bien qu'ils vivent à quelques kilomètres à peine de l'équateur.

La ville de Shell, un avant-poste frontière et une base militaire créée en pleine jungle amazonienne par la compagnie pétrolière dont elle porte le nom, se trouve à deux mille quatre cents mètres plus bas que Quito. C'est une ville très animée, habitée surtout par des soldats, des travailleurs pétroliers et des indigènes des tribus de Shuar et de Kichwa, qui y travaillent comme ouvriers ou prostituées.

Pour passer d'une ville à l'autre, on doit voyager sur une route sinueuse et dangereuse. Les gens du lieu disent que ce voyage nous fait voir quatre saisons en une journée.

Bien que j'aie effectué ce trajet plusieurs fois, je ne me lasse jamais de ce paysage spectaculaire. D'un côté s'élèvent des falaises abruptes, ponctuées de cascades et de broméliacées éclatantes. De l'autre, la terre s'abaisse brusquement en un abîme au fond duquel le fleuve Pastaza, l'un des affluents de l'Amazone, descend vers la mer en serpentant à travers les Andes. Le Pastaza transporte jusqu'à l'océan Atlantique, à cinq mille kilomètres de là, l'eau des glaciers du Cotopaxi, qui est l'un des plus hauts volcans actifs du globe et qui était un dieu des Incas.

En 2003, j'ai quitté Quito dans une Subaru Outback, à destination de Shell, pour accomplir une mission très différente de toutes celles que j'avais acceptées jusque-là. J'espérais mettre fin à une guerre que j'ai contribué à déclencher. Comme bien des choses dont les assassins

financiers sont responsables, cette guerre est pratiquement ignorée en dehors du pays où elle a lieu. Je m'en allais rencontrer les Achuars, les Zaparos et les Shiwiars, des tribus déterminées à empêcher nos compagnies pétrolières de détruire leurs maisons, leurs familles et leurs terres, au prix de leur vie s'il le faut. Pour eux, c'est la survie de leurs enfants et de leur culture qui est l'enjeu de cette guerre, tandis que pour nous c'est le pouvoir, l'argent et les ressources naturelles. Elle fait partie de la lutte pour la domination mondiale et la réalisation du rêve d'empire global de quelques hommes cupides[1].

C'est ce que les assassins financiers font le mieux : construire un empire global. Ils constituent un groupe d'élite d'hommes et de femmes qui utilisent les organisations financières internationales pour créer les conditions permettant d'assujettir d'autres nations à la corporatocratie formée par nos plus grandes compagnies, notre gouvernement et nos banques. Comme leurs homologues de la Mafia, les assassins financiers accordent des faveurs. Lesquelles ? Des prêts pour développer les infrastructures : centrales électriques, autoroutes, ports, aéroports ou zones industrielles. Ces prêts sont octroyés à la condition suivante : ce sont des compagnies d'ingénierie et de construction américaines qui doivent réaliser tous ces projets. On peut donc dire qu'en réalité l'argent ne quitte jamais les États-Unis, mais qu'il est simplement transféré des banques de Washington aux compagnies d'ingénierie de New York, Houston ou San Francisco.

Bien que l'argent retourne presque immédiatement aux compagnies membres de la corporatocratie (le créancier), le pays récipiendaire doit tout rembourser, capital et intérêts. Si l'assassin financier a bien travaillé, les prêts sont si élevés que le débiteur faillit à ses engagements au bout de quelques années. Alors, tout comme la Mafia, nous réclamons notre dû, sous l'une ou l'autre des formes suivantes : le contrôle des votes aux Nations unies, l'installation de bases militaires ou l'accès à de précieuses ressources comme le pétrole ou le canal de Panama. Évidemment, le débiteur nous doit encore l'argent… et voilà donc un autre pays qui s'ajoute à notre empire global.

Alors que je faisais route vers Shell en cette belle journée ensoleillée de 2003, je repensais à ma première venue dans cette partie du monde, trente-cinq ans auparavant. J'avais lu quelque part que l'Équateur, bien que sa superficie ne soit guère plus grande que celle du Nevada, comptait plus de trente volcans actifs, plus de quinze pour cent de toutes les espèces d'oiseaux du globe ainsi que des milliers de plantes non encore répertoriées, et qu'il comportait diverses cultures où il y avait presque autant de gens parlant une ancienne langue indigène qu'il y a d'hispanophones. Je trouvais cela fascinant ; toutefois, les mots qui me venaient alors le plus souvent à l'esprit étaient les suivants : *pur*, *intact*, *innocent*.

Beaucoup de choses ont changé en trente-cinq ans.

À l'époque de ma première visite, en 1968, Texaco venait tout juste de découvrir du pétrole dans la région amazonienne de l'Équateur. Aujourd'hui, le pétrole constitue près de la moitié des exportations du pays. Un pipeline transandin qui fut construit peu de temps après mon premier séjour a acheminé depuis lors plus d'un demi-million de barils de pétrole dans la fragile forêt tropicale humide, soit plus de deux fois la quantité déversée par l'*Exxon Valdez*[2]. Aujourd'hui, un nouveau pipeline de près de cinq cents kilomètres, construit au coût de 1,3 milliard de dollars par un consortium créé par des assassins financiers, fera bientôt de l'Équateur l'un des dix principaux fournisseurs de pétrole des États-Unis[3]. De grands secteurs de la forêt ont été détruits, les aras et les jaguars ont disparu, trois cultures indigènes équatoriales ont été sérieusement mises en danger et de magnifiques rivières sont devenues des égouts sordides.

Pendant cette même période, les indigènes ont commencé à riposter. Par exemple, le 7 mai 2003, un groupe d'avocats américains représentant plus de trente mille indigènes équatoriens a intenté une action en justice de un million de dollars contre ChevronTexaco. Selon les plaignants, le géant pétrolier, entre 1971 et 1992, a déversé quotidiennement, dans des trous béants et des rivières, plus de quatre millions de gallons d'eaux usées, contaminées par le pétrole, par des métaux lourds et par des produits carcinogènes, et la compagnie a laissé à l'air libre près de trois cent cinquante fosses à déchets qui continuent de semer la mort chez les humains et les animaux[4].

Par la fenêtre de mon Outback, je voyais de grosses nappes de brouillard passer lentement de la forêt aux canyons du Pastaza. J'avais la chemise trempée de sueur et l'estomac retourné, mais ce n'était

pas seulement à cause de l'intense chaleur tropicale et des sinuosités de la route. Le rôle que j'avais joué dans la destruction de ce beau pays n'en finissait pas de me torturer. À cause de moi et de mes collègues assassins financiers, l'Équateur est en bien plus mauvais état qu'avant que nous lui ayons apporté les miracles de l'économie moderne, des banques et de l'ingénierie. Depuis 1970, durant cette période nommée par euphémisme le boom pétrolier, le niveau de pauvreté officiel est passé de 50% à 70%, le sous-emploi ou le chômage, de 15% à 70%, et la dette publique, de 240 millions de dollars à 16 milliards. Entre-temps, la part des ressources nationales allouée aux segments les plus pauvres de la population est passée de 20% à 6%[5].

Malheureusement, l'Équateur n'est pas une exception. Presque tous les pays que les assassins financiers ont mis sous la « protection » de l'empire global ont connu un sort analogue[6]. La dette du tiers-monde est maintenant de deux billions et demi de dollars et sa gestion, en 2004, coûte environ trois cent soixante-quinze milliards par an, soit plus que les dépenses totales du tiers-monde en matière de santé et d'éducation, et vingt fois le montant reçu en aide étrangère par les pays en voie de développement. Plus de la moitié des habitants du globe survivent avec moins de deux dollars par jour, ce qui équivaut à peu près au montant qu'ils recevaient au début des années 70. Par ailleurs, un pour cent des foyers les plus riches du tiers-monde détiennent, selon les pays, 70% à 90% de toute la richesse financière privée et des propriétés foncières de leur nation[7].

La Subaru ralentit en s'engageant dans les rues de la belle petite ville de Baños, célèbre pour sa station thermale, résultant de rivières volcaniques souterraines s'écoulant du mont Tungurahgua, qui est très actif. Des enfants couraient le long de la voiture en nous envoyant la main et en nous offrant d'acheter de la gomme et des biscuits. Baños a toutefois rapidement disparu derrière nous. Le paysage spectaculaire a pris fin abruptement lorsque la Subaru a accéléré pour sortir de ce paradis et entrer dans un véritable enfer dantesque.

Un monstre gigantesque se dressait hors de la rivière, un énorme mur gris en béton qui était tout à fait incompatible avec le paysage. Évidemment, je n'aurais pas dû être surpris car je savais depuis

longtemps que je l'apercevrais au détour. Je l'avais déjà vu plusieurs fois et l'avais admiré en tant que symbole de mes réalisations d'assassin financier. Ce jour-là, pourtant, il me donna la chair de poule.

Ce mur hideux et incongru qui obstrue le fleuve Pastaza est un barrage qui en détourne les eaux par d'énormes tunnels creusés dans la montagne et convertit l'énergie en électricité. C'est la centrale hydroélectrique d'Agoyan, de 156 mégawatts. Elle alimente les industries qui enrichissent une poignée de familles équatoriennes et elle fut à la source d'indicibles souffrances pour les fermiers et les indigènes qui vivent le long du fleuve. Elle est l'un des nombreux projets que j'ai contribué à développer, avec d'autres assassins financiers. C'est à cause de tels projets que l'Équateur est maintenant un membre de l'empire global, et que les Shuars et les Kichwas ainsi que leurs voisins menacent de faire la guerre à nos compagnies pétrolières.

L'Équateur est maintenant enlisé dans les dettes et doit consacrer une part anormale de son budget national à leur remboursement au lieu d'utiliser cet argent pour aider ses millions de citoyens qui sont officiellement classés comme dangereusement appauvris. Ce pays ne peut s'acquitter de ses obligations qu'en vendant ses forêts tropicales aux compagnies pétrolières. En effet, la principale raison de l'activité des assassins financiers en Équateur, c'est que la mer de pétrole enfouie sous la région de l'Amazonie équivaudrait à tous les gisements du Moyen-Orient[8]. L'empire global réclame son dû sous la forme de concessions pétrolières.

Ces demandes sont devenues particulièrement urgentes après le 11 septembre 2001, alors que Washington craignait un arrêt de l'approvisionnement en provenance du Moyen-Orient. En outre, le Venezuela, qui est notre troisième fournisseur pétrolier, venait d'élire un président populiste, Hugo Chávez, qui a adopté une position ferme à l'égard de l'impérialisme américain. Il a menacé d'interrompre les ventes de pétrole aux États-Unis. Les assassins financiers avaient échoué en Irak et au Venezuela, mais réussi en Équateur. Nous allions donc tenter d'en profiter au maximum.

L'Équateur est très représentatif des divers pays que les assassins financiers ont mis au pas sur le plan politico-économique. Pour chaque 100 $ de pétrole issu des forêts équatoriennes, les compagnies

pétrolières reçoivent 75 $. Des 25 $ qui restent, les trois quarts doivent servir à rembourser la dette étrangère. Le reste couvre surtout les dépenses militaires ou autres, ce qui ne laisse qu'environ 2,50 $ pour la santé, l'éducation et les programmes d'aide aux pauvres[9]. Ainsi, Pour chaque 100 $ de pétrole tiré de l'Amazonie, moins de 3 $ vont aux gens qui en ont le plus besoin, et dont la vie a été chambardée par les barrages, le forage et les pipelines, et qui meurent par manque de nourriture saine et d'eau potable.

Tous ces gens, c'est-à-dire des millions en Équateur et des milliards sur tout le globe, sont des terroristes en puissance. Non parce qu'ils croient au communisme ou à l'anarchie ou qu'ils sont foncièrement méchants, mais simplement parce qu'ils sont désespérés. En regardant ce barrage, je me demandai, tout comme je l'ai fait souvent en plusieurs endroits du monde, quand ces gens passeraient à l'action, comme les Américains l'ont fait contre l'Angleterre dans les années 1770 ou les Latino-Américains contre l'Espagne au début des années 1800.

La subtilité des moyens utilisés pour créer cet empire moderne ferait rougir de honte les centurions romains, les conquistadors espagnols et les puissances coloniales européennes des XVIIIe et XIXe siècles. Les assassins financiers sont rusés ; ils ont su tirer des leçons de l'histoire. Aujourd'hui, on ne porte plus l'épée. On ne porte ni armure ni costume distinctif. Dans des pays comme l'Équateur, le Nigeria ou l'Indonésie, les saboteurs sont vêtus comme des enseignants ou des boutiquiers. À Washington et à Paris, ils se confondent avec les bureaucrates et les banquiers. Ils semblent de simples individus normaux. Ils visitent les sites des projets et se promènent dans les villages appauvris. Ils professent l'altruisme, discourant, pour les journaux locaux, de la merveilleuse œuvre humanitaire qu'ils accomplissent. Ils couvrent de leurs bilans et de leurs projections financières les tables rondes des comités gouvernementaux et ils donnent des conférences sur les miracles de la macroéconomie à l'École de commerce de Harvard. Ils travaillent à découvert. Ou, tout au moins, ils savent se faire accepter tels qu'ils se présentent. C'est ainsi que le système fonctionne. Ils commettent rarement des actes illégaux, car le système lui-même repose sur le subterfuge et est légitime par définition.

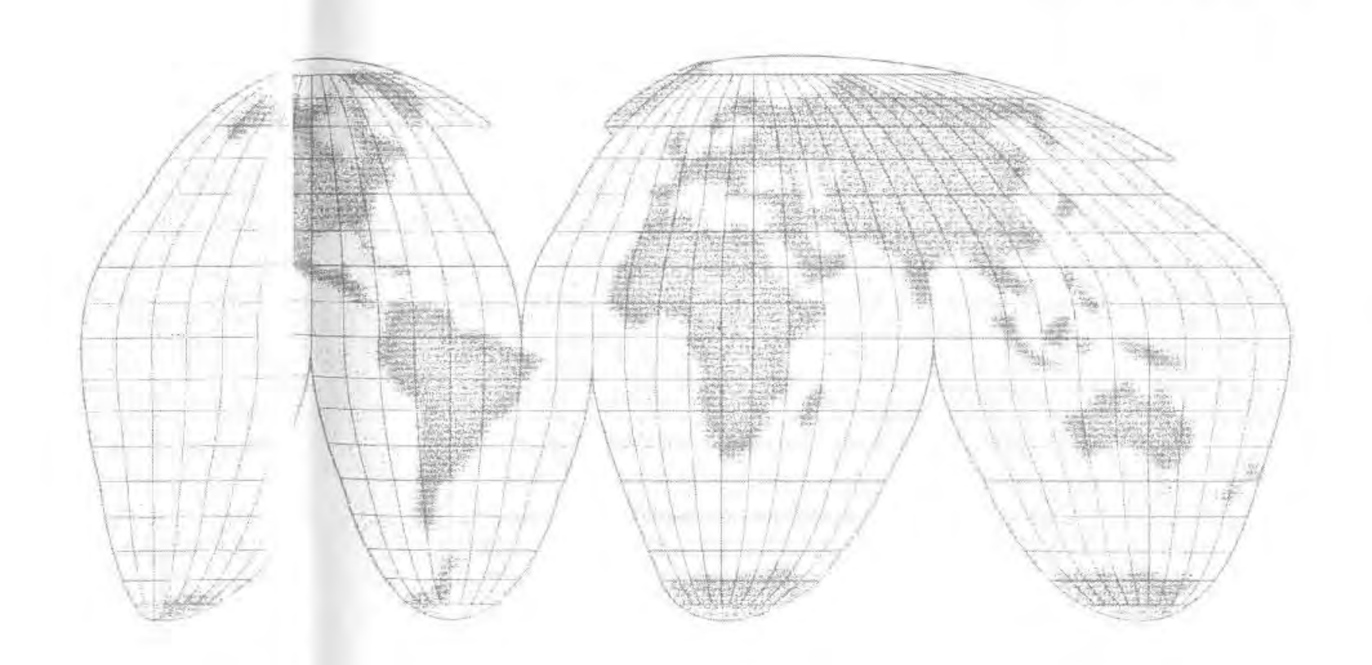
Cependant — et c'est là un sévère avertissement —, s'ils échouent, une espèce plus sinistre encore entre en scène, ceux que l'on appelle les chacals, qui sont les héritiers directs des empires de jadis. Ils sont toujours présents, tapis dans l'ombre. Quand ils en sortent, des chefs d'État sont renversés ou meurent dans des « accidents » violents[10]. Et si, par hasard, les chacals échouent, comme en Afghanistan ou en Irak, les vieux modèles ressurgissent. Quand les chacals échouent, de jeunes Américains sont envoyés au combat, pour tuer et pour mourir.

En dépassant le gros monstre de béton s'élevant de la rivière, j'étais très conscient d'avoir les vêtements trempés de sueur et les tripes contractées. Je me dirigeais vers la jungle afin d'y rencontrer des indigènes déterminés à se battre à mort pour arrêter cet empire que j'ai contribué à créer et j'étais en proie à la culpabilité.

Je me demandais comment le gentil petit campagnard du New Hampshire que j'avais été autrefois avait pu finir par exercer un si sale métier.

PREMIÈRE PARTIE :

1963-1971



1

La naissance d'un assassin financier

Tout a commencé de façon bien innocente.

Je suis né en 1945, fils unique d'une famille de la classe moyenne. Mes deux parents étaient issus de familles établies en Nouvelle-Angleterre depuis trois siècles ; leur attitude stricte, moraliste et résolument républicaine était l'héritage de plusieurs générations d'ancêtres puritains. Ils furent les premiers de leur famille à fréquenter l'université, grâce à des bourses. Ma mère est devenue professeur de latin à l'école secondaire. Mon père s'est enrôlé pendant la Deuxième Guerre mondiale et fut un lieutenant chargé de l'équipe d'artilleurs d'un bateau-citerne de la marine marchande sur l'Atlantique. À ma naissance, à Hanover, au New Hampshire, il était en convalescence dans un hôpital du Texas, après s'être brisé la hanche. Je ne l'ai pas vu avant l'âge d'un an.

Il fut engagé comme professeur de langues à l'école Tilton, un pensionnat pour garçons établi dans le New Hampshire rural. Le campus se trouvait sur une haute colline, dominant avec fierté, voire arrogance, la petite ville du même nom. Cette institution exclusive n'acceptait qu'une cinquantaine d'étudiants de chaque niveau, du neuvième au douzième. Ils étaient issus surtout de familles riches de Buenos Aires, de Caracas, de Boston et de New York.

Bien que ma famille fût pauvre, nous ne nous considérions certes pas comme tels. Les professeurs de l'école ne recevaient qu'un maigre salaire, mais tout nous était fourni gratuitement : la nourriture, le

logement, le chauffage, l'eau, ainsi que les ouvriers qui tondaient notre gazon et pelletaient la neige obstruant notre entrée. À quatre ans, je prenais mes repas dans la salle à manger de l'étude, ramassais les ballons des équipes de soccer dont mon père était l'entraîneur, et passais les serviettes aux joueurs dans le vestiaire.

Les professeurs et leurs épouses se sentaient très supérieurs aux gens du lieu. J'entendis souvent mes parents dire en riant qu'ils étaient les seigneurs du manoir et qu'ils régnaient sur les humbles paysans vivant au pied de la colline. Je savais que ce n'était pas seulement une blague.

Mes camarades de l'école primaire et de l'école secondaire appartenaient à la classe paysanne et ils étaient très pauvres. Leurs parents étaient de petits fermiers, des bûcherons ou des ouvriers, qui jalousaient les «B.C.B.G. de la colline», tout comme mon père et ma mère m'interdisaient de fréquenter les jeunes paysannes, qu'ils qualifiaient de «souillonnes» et de «putes». J'avais pourtant partagé mes manuels scolaires et mes crayons avec ces filles depuis ma première année d'école, et, au fil des ans, je suis tombé amoureux de trois d'entre elles : Ann, Priscilla et Judy. J'avais beaucoup de difficulté à comprendre le point de vue de mes parents, mais je me soumettais quand même à leur volonté.

Chaque année, pendant les vacances d'été de mon père, nous passions trois mois à un chalet construit par mon grand-père près d'un lac. C'était en pleine forêt et, la nuit, nous entendions crier les hiboux et les lynx. Nous n'avions pas de voisins; j'étais donc le seul enfant des environs. Les premières années, je m'amusais à imaginer que les arbres étaient les chevaliers de la Table ronde et que leurs dames en détresse s'appelaient Ann, Priscilla ou Judy. Il ne faisait aucun doute que ma passion secrète était aussi intense que celle de Lancelot pour Guenièvre.

À quatorze ans, j'obtins la scolarité gratuite à l'école Tilton. Sous l'incitation de mes parents, je rompis entièrement avec la ville et je ne revis jamais plus mes amis. Quand mes nouveaux camarades retournaient chez eux, dans leur manoir ou leur appartement luxueux, pour la période des vacances, je restais seul sur la colline. Ils avaient pour copines des débutantes, mais moi, je n'avais pas d'amie, car toutes

les filles que je connaissais étaient des «putes», que j'avais rejetées et qui m'avaient oublié. J'étais donc seul et terriblement frustré.

Mes parents étaient passés maîtres dans l'art de la manipulation ; ils m'assuraient que j'étais privilégié et qu'un jour je leur en serais reconnaissant. Je trouverais l'épouse parfaite, convenant à nos normes morales élevées. Je rageais intérieurement. J'avais tellement besoin de compagnie féminine que même les putes m'attiraient.

Cependant, plutôt que de me rebeller, j'ai réprimé ma rage et exprimé ma frustration par l'excellence scolaire. Je figurais au tableau d'honneur, j'étais capitaine de deux équipes sportives et directeur du journal de l'école. Je voulais humilier mes riches camarades de classe et quitter Tilton pour toujours. La dernière année, j'obtins une bourse d'athlétisme pour l'université Brown et une bourse d'études pour Middlebury. Je choisis Brown, parce que je préférais être un athlète et aussi parce que cette université se trouvait dans une ville. Comme ma mère était diplômée de Middlebury et que mon père y avait obtenu sa maîtrise, ils préféraient cette institution, même si Brown était l'une des huit universités les plus prestigieuses du Nord-Est.

«Et si tu te cassais une jambe? me dit mon père. Tu devrais plutôt choisir la bourse d'études.» J'ai cédé.

Pour moi, Middlebury n'était qu'une version élargie de Tilton, située dans le Vermont rural plutôt que le New Hampshire. Bien sûr, c'était une institution mixte, mais j'étais pauvre et presque tous les autres étaient riches, et je n'avais pas eu de fille comme camarade de classe depuis quatre ans. Je manquais de confiance en moi, je me sentais surclassé et j'étais malheureux. Je suppliai mon père de me laisser prendre un an de congé. Je voulais déménager à Boston pour apprendre la vie et connaître des femmes. Il ne voulut rien entendre. «Comment est-ce que je peux prétendre préparer pour l'université les enfants des autres si le mien n'y reste même pas?» me demanda-t-il.

J'ai fini par comprendre que la vie est faite d'une série de coïncidences et que ce sont nos réactions à celles-ci qui importent, c'est-à-dire la manière dont nous exerçons ce que l'on appelle le «libre arbitre»; ce sont les choix que nous effectuons devant les événements qui déterminent ce que nous devenons. À Middlebury, j'ai fait deux rencontres capitales qui ont changé ma vie. J'ai d'abord connu un

Iranien, fils d'un général qui était le conseiller personnel du shah ; ensuite, j'ai connu une belle jeune femme portant le nom d'Ann, tout comme mon amour d'enfance.

Cet Iranien, que j'appellerai Farhad, avait pratiqué professionnellement le soccer à Rome. Doté d'un physique athlétique, il avait les cheveux noirs et frisés, et de beaux yeux noisette ; ses origines et son charisme le rendaient irrésistible aux yeux des femmes. Il était mon opposé sous plusieurs aspects et je dus travailler très fort pour gagner son amitié, mais il m'apprit plusieurs choses qui allaient grandement me servir plus tard.

Quant à Ann, bien qu'elle fréquentât sérieusement un jeune étudiant d'une autre université, elle m'adopta aussitôt. Cette relation platonique fut ma première véritable liaison amoureuse.

Farhad m'encouragea à boire et à fêter, et à ignorer mes parents. Je choisis alors délibérément de ne plus étudier, me vengeant ainsi de mon père, qui avait craint que je me casse une jambe si j'allais en athlétisme. Mes notes se dégradèrent rapidement et je perdis ma bourse. Au milieu de ma deuxième année, je décidai d'abandonner. Mon père menaça de me déshériter, mais Farhad m'encouragea. Un jour, j'entrai en trombe dans le bureau du doyen pour lui annoncer mon départ. Ce moment fut décisif pour mon avenir.

Avec Farhad, j'allai célébrer dans un bar ma dernière soirée en ville. Nous nous y sommes bien amusés jusqu'à ce qu'un fermier ivre, un vrai géant, m'accuse de flirter avec son épouse. Me soulevant dans les airs, il me projeta contre un mur. Farhad s'interposa, sortit son couteau et lui coupa la joue, puis il me traîna dans la pièce et me poussa par la fenêtre sur la haute berge de la rivière Otter. Nous avons ensuite sauté en bas et nous sommes retournés à notre dortoir en longeant la rivière.

Le lendemain matin, quand la police du campus est venue m'interroger, j'ai prétendu ne rien savoir de l'incident. Farhad fut néanmoins expulsé. Nous avons alors déménagé ensemble à Boston, où nous nous sommes installés dans le même appartement. J'ai rapidement trouvé un emploi aux journaux *Record American/Sunday Advertiser*, de Randolph Hearst, comme assistant personnel du rédacteur en chef du *Sunday Advertiser*.

Plus tard en cette même année 1965, plusieurs de mes amis du journal furent recrutés pour le service militaire. Afin de ne pas subir le même sort qu'eux, j'entrai à l'École d'administration commerciale de l'université de Boston. Entre-temps, Ann avait rompu avec son ami et, bien que vivant toujours à Middlebury, elle venait souvent me voir, ce qui me rendait très heureux. Elle obtint son diplôme en 1967, alors qu'il me restait encore une année d'études à l'université. Elle refusait obstinément d'habiter avec moi avant que nous soyons mariés. Je l'accusai de faire du chantage… mais, en fait, j'y voyais avec amertume la continuation du moralisme prude et archaïque de mes parents. Comme j'aimais être avec elle et que j'en désirais davantage, nous nous sommes mariés.

Son père était un brillant ingénieur qui avait conçu le système de navigation d'une importante catégorie de missiles et avait été récompensé par un poste de haut niveau au ministère de la Marine. Son meilleur ami, qu'Ann appelait l'oncle Frank (ce n'était pas son vrai nom), fut engagé comme cadre à l'Agence de sécurité nationale (National Security Agency—NSA), l'organisme de renseignements le moins connu du pays, mais, selon certains, le plus important.

Peu de temps après notre mariage, les militaires me convoquèrent pour un examen physique. Le résultat fut positif et je risquais donc d'aller au Viêtnam après mes études. Bien que j'aie toujours été fasciné par la guerre, l'idée d'aller combattre en Asie du Sud-Est me chavirait. Plus jeune, j'étais captivé par les histoires de mes ancêtres coloniaux, dont Thomas Paine et Ethan Allen, et j'avais visité tous les sites des champs de bataille de la Nouvelle-Angleterre et du nord de l'État de New York, tant ceux des guerres françaises et amérindiennes que de la guerre de l'Indépendance. Je lisais tous les romans historiques que je trouvais. En fait, lorsque les unités des forces spéciales de l'armée ont pénétré en Asie du Sud-Est, j'avais hâte de m'enrôler. Mais quand les médias se mirent à rapporter les atrocités et les incohérences de la politique extérieure américaine, je changeai d'idée. Je me demandai quel parti Thomas Paine aurait choisi. J'étais certain qu'il se serait joint à nos ennemis du Viêt-cong.

L'oncle Frank est venu à ma rescousse. Il m'informa qu'un emploi à la NSA me rendrait éligible à l'exemption du service militaire et

il organisa pour moi une série de rencontres aux bureaux de son agence, dont une journée épuisante d'interviews soumis au détecteur de mensonge. On me dit que ces tests détermineraient si j'étais apte au recrutement et à l'entraînement, et, le cas échéant, fourniraient un excellent profil de mes forces et de mes faiblesses, lequel servirait à définir ma carrière. Vu mon attitude à l'endroit de la guerre du Viêtnam, j'étais sûr d'échouer.

Au cours de l'interrogatoire, j'admis que je m'opposais à cette guerre en tant qu'Américain loyal et je fus très surpris que les interviewers ne poursuivent pas sur le sujet. Ils se concentrèrent plutôt sur mon passé, sur mon attitude à l'égard de mes parents, sur les effets émotionnels de mon éducation puritaine dans la pauvreté parmi des B.C.B.G. riches et hédonistes. Ils explorèrent aussi ma frustration causée par le manque de femmes, de sexe et d'argent dans ma vie, et le monde fantasmatique qui en avait résulté. Je fus ahuri par leur grand intérêt pour ma relation avec Farhad et pour le fait que j'aie osé mentir à la police du campus afin de le protéger.

Je crus d'abord que tous ces éléments négatifs me disqualifiaient pour un emploi dans la NSA, mais les interviews continuèrent, m'indiquant le contraire. Plusieurs années plus tard, j'ai réalisé que tous ces éléments négatifs étaient en réalité très positifs du point de vue de la NSA. On ne m'a pas évalué en fonction de ma loyauté envers mon pays, mais plutôt de mes frustrations personnelles. Mon ressentiment contre mes parents, mon obsession des femmes et ma recherche du plaisir indiquaient à mes examinateurs que j'étais facile à séduire. Ma décision d'exceller à l'école et dans les sports, mon ultime rébellion contre mon père, mon aptitude à communiquer avec les étrangers et ma capacité de mentir à la police, voilà exactement le genre de qualités qu'ils recherchaient. Plus tard, j'ai aussi découvert que le père de Farhad travaillait pour le groupe américain de renseignements établi en Iran ; mon amitié pour Farhad était donc un atout majeur.

Quelques semaines après cet examen par la NSA, on m'offrit un emploi pour commencer ma formation en espionnage, qui devait débuter après l'obtention de mon diplôme universitaire. Cependant, avant d'accepter officiellement cette offre, j'allai impulsivement assister à un séminaire donné à l'université de Boston par un recruteur des

Peace Corps. Comme la NSA, les Peace Corps rendaient éligibles à l'exemption du service militaire et c'est ce qui m'attirait.

À l'époque, ma décision d'assister à ce séminaire me semblait une bien insignifiante coïncidence, mais elle eut par la suite des conséquences importantes sur ma vie. Le recruteur décrivit plusieurs endroits du monde où l'on avait besoin de volontaires et l'un d'eux était la forêt tropicale de l'Amazonie, où, disait-il, des indigènes vivaient à peu près comme les autochtones d'Amérique du Nord avant l'arrivée des Européens.

J'avais toujours rêvé de vivre comme les Abénaquis du New Hampshire, où s'étaient établis mes ancêtres. Je savais que j'avais du sang abénaqui dans les veines et je désirais acquérir leur connaissance de la forêt. J'approchai le recruteur après sa conférence et l'interrogeai sur la possibilité d'une affectation en Amazonie. Il m'assura que la région avait grandement besoin de volontaires et que mes chances étaient excellentes. J'appelai l'oncle Frank.

À ma grande surprise, il m'encouragea à solliciter mon admission dans les Peace Corps. Il me confia que, après la chute de Hanoï, qui était alors une certitude pour lui et ses collègues, l'Amazonie deviendrait un point chaud.

« C'est plein de pétrole, me dit-il. Nous aurons besoin de bons agents là-bas, des gens qui comprennent les autochtones. » Il m'assura que d'être membre des Peace Corps constituerait pour moi un excellent entraînement et m'exhorta à apprendre l'espagnol ainsi que les dialectes indigènes locaux. « Il se peut très bien que tu finisses par travailler pour une compagnie privée plutôt que pour le gouvernement », me dit-il en riant.

À l'époque, je ne compris pas ce qu'il voulait dire. Je venais de passer soudain de l'espionnage au sabotage d'économie, même si je n'entendrais cette expression pour la première fois que quelques années plus tard. J'ignorais que des centaines d'hommes et de femmes disséminés sur le globe servaient les intérêts de l'empire en travaillant pour des firmes de consultation ou d'autres compagnies privées et sans recevoir de salaire d'aucune agence gouvernementale. Jamais je n'aurais deviné non plus qu'un nouveau type d'agent, portant un titre plus euphémique, se compterait par milliers à la fin du

millénaire et que je jouerais un rôle significatif dans la formation de cette armée grandissante.

Ann et moi avons donc postulé chez les Peace Corps, en demandant à être affectés en Amazonie. Quand arriva notre avis d'acceptation, je fus d'abord très déçu car la lettre mentionnait que nous serions affectés en Équateur.

« Oh non ! me dis-je. J'avais demandé l'Amazonie, pas l'Afrique. »

Je pris un atlas et j'y cherchai l'Équateur. Je fus consterné de ne le trouver nulle part sur le continent africain. Parcourant l'index, je découvris que ce pays se trouvait en Amérique latine, et je vis alors sur la carte que le réseau fluvial s'écoulant des glaciers des Andes formait les sources du grand fleuve Amazone. En lisant davantage, j'appris que les jungles équatoriennes étaient parmi les plus riches et les plus belles du monde, et que les indigènes y vivaient à peu près de la même façon depuis des millénaires. Nous avons donc accepté.

Nous avons suivi un entraînement dans le sud de la Californie et nous sommes partis pour l'Équateur en septembre 1968. Là-bas, nous avons vécu chez les Shuars, dont le mode de vie ressemblait effectivement à celui des autochtones nord-américains d'avant la colonisation ; nous avons aussi travaillé dans les Andes, avec les descendants des Incas. Je n'aurais jamais cru qu'un tel monde existait encore. Les seuls Latino-Américains que j'avais connus jusque-là étaient les riches B.C.B.G. fréquentant l'école où mon père enseignait. Je me suis retrouvé à sympathiser avec ces indigènes vivant de la chasse et de la culture de la terre. Je me sentais une étrange parenté avec eux. Ils me rappelaient un peu les paysans de mon enfance.

Un jour, un homme d'affaires nommé Einar Greve atterrit sur la petite piste de notre communauté. Il était vice-président de Chas. T. Main Inc. (MAIN), une firme de consultation internationale très discrète, qui effectuait des études pour déterminer si la Banque mondiale devait prêter des milliards de dollars à l'Équateur et aux pays voisins pour construire des barrages hydroélectriques et d'autres infrastructures. Einar était aussi colonel dans l'armée de réserve des États-Unis.

Il me parla des avantages de travailler pour une compagnie comme MAIN. Quand je lui mentionnai que j'avais été accepté par la NSA avant de me joindre aux Peace Corps et que j'envisageais d'y

retourner éventuellement, il m'informa qu'il servait parfois d'agent de liaison pour la NSA. Le regard qu'il me jeta alors me fit soupçonner qu'il avait aussi pour mission d'évaluer mes capacités. Je crois maintenant qu'il mettait à jour mon profil, évaluant particulièrement mes aptitudes à survivre dans un environnement que la plupart des Nord-Américains trouveraient hostile.

Après avoir passé deux jours ensemble en Équateur, nous avons communiqué par courrier. Il me demanda de lui envoyer des rapports sur l'économie de l'Équateur. Comme j'avais une petite machine à écrire portative et que j'adorais écrire, je fus donc très heureux de me plier à ses demandes. Sur une période d'environ un an, je lui envoyai au moins une quinzaine de longues lettres dans lesquelles je spéculais sur l'économie et la politique de l'Équateur, tout en évaluant la frustration grandissante des communautés indigènes dans leur lutte contre les compagnies pétrolières et les agences de développement international qui tentaient de les faire entrer dans la modernité.

Lorsque mon stage dans les Peace Corps fut terminé, Einar m'invita à passer une entrevue au siège social de MAIN, à Boston. Au cours de notre rencontre privée, il insista sur le fait que l'ingénierie était l'activité principale de MAIN, mais que son plus gros client, la Banque mondiale, lui avait demandé dernièrement de garder des économistes parmi le personnel afin de produire les prévisions économiques indispensables pour déterminer l'envergure et la faisabilité des projets d'ingénierie. Il me confia qu'il avait déjà engagé trois économistes très qualifiés et possédant des références impeccables ; deux d'entre eux avaient une maîtrise, et le troisième, un doctorat. Ils avaient toutefois échoué lamentablement.

« Aucun, me dit-il, ne sait comment produire des prévisions économiques pour un pays où des statistiques fiables ne sont pas disponibles. » Il poursuivit en me disant que tous les trois avaient trouvé impossible de remplir leur contrat, qui requérait qu'ils se rendent dans des pays éloignés, comme l'Équateur, l'Indonésie, l'Iran et l'Égypte, afin d'y interviewer les dirigeants locaux et de fournir des évaluations personnelles sur les perspectives de développement économique de ces régions. L'un avait subi une dépression nerveuse dans un village

isolé du Panama ; il avait été conduit à l'aéroport par la police panaméenne et mis dans un avion à destination des États-Unis.

« Vos lettres m'indiquent que vous ne craignez pas de prendre des risques, même en l'absence d'informations sûres. Étant donné vos conditions de vie en Équateur, je crois que vous pourriez survivre n'importe où. » Il me dit qu'il avait déjà congédié l'un de ces économistes et qu'il était prêt à congédier les deux autres si j'acceptais l'emploi.

C'est ainsi qu'en janvier 1971 l'on m'offrit un poste d'économiste à MAIN. Je venais d'avoir vingt-six ans, l'âge magique auquel on ne peut plus être recruté par l'armée. Je consultai les parents d'Ann, qui m'encouragèrent à accepter l'emploi, et je présumai que ce serait également l'attitude de l'oncle Frank. Je me souvins qu'il avait mentionné la possibilité que je finisse par travailler pour une compagnie privée. Rien ne fut jamais établi ouvertement, mais il n'y avait aucun doute que mon engagement par MAIN résultait des arrangements faits par l'oncle Frank trois ans auparavant, ainsi que de mes expériences en Équateur et de mon enthousiasme à écrire sur la situation politique et économique de ce pays.

J'en fus euphorique durant des semaines car j'avais un très gros ego. Je ne possédais qu'une licence de l'université de Boston, ce qui ne semblait nullement garantir un poste d'économiste dans une firme de consultation aussi prestigieuse. Je savais que plusieurs de mes confrères qui avaient été rejetés par l'armée et s'étaient ensuite mis en quête d'une maîtrise de gestion ou d'autres diplômes seraient jaloux de moi. Je me voyais déjà comme un intrépide agent secret voyageant dans des pays lointains ou me prélassant au bord d'une piscine d'hôtel en buvant un martini, entouré de magnifiques femmes en bikini.

Bien que ce ne fût là qu'un fantasme classique, j'allais bientôt découvrir qu'il contenait un fond de vérité. Einar m'avait engagé comme économiste, mais je m'aperçus rapidement que mon véritable travail allait beaucoup plus loin et s'apparentait beaucoup plus à celui de James Bond que je n'aurais pu l'imaginer.

2

« C'est pour la vie »

En jargon juridique, MAIN serait qualifiée de compagnie « étroitement contrôlée » ; environ cinq pour cent de ses deux mille employés en étaient propriétaires. On les désignait sous le nom de partenaires ou d'associés et leur position était très enviée. Non seulement exerçaient-ils un pouvoir sur tous, mais ils recevaient aussi les plus gros salaires. Ils étaient la discrétion même : ils négociaient avec des chefs d'État et des cadres supérieurs, lesquels attendent de leurs consultants, qu'il s'agisse d'avocats ou de psychothérapeutes, qu'ils observent une confidentialité absolue. Toute relation avec la presse leur était interdite. En conséquence, presque personne à l'extérieur de MAIN n'avait entendu parler de nous, bien que nos compétiteurs, comme Arthur D. Little, Stone & Webster, Brown & Root, Halliburton et Bechtel, fussent bien connus.

J'utilise ici le mot « compétiteur » au sens large, car, en fait, MAIN constituait une catégorie en elle-même. Notre personnel professionnel était constitué en majeure partie d'ingénieurs, et pourtant nous ne possédions aucun équipement et n'avions même jamais rien construit, pas même un hangar. Plusieurs employés étaient des anciens militaires ; cependant, nous n'avions pas de contrat avec le ministère de la Défense ni avec aucun service de l'armée. Nos activités s'écartaient tellement de la norme que, les premiers mois, je ne savais pas réellement en quoi elles consistaient. Je savais seulement que ma première vraie mission devait s'effectuer en Indonésie et que je ferais

partie d'une équipe de onze hommes qui iraient y concevoir une stratégie énergétique globale pour l'île de Java.

Je savais aussi qu'Einar et les autres qui m'avaient parlé de mon travail désiraient me convaincre que l'économie de Java connaîtrait un boom et que, si je voulais me distinguer en tant que pronostiqueur (et donc me qualifier pour une éventuelle promotion), je devais produire des projections qui le démontreraient.

« Ça va défoncer le plafond ! » disait-il. Il faisait planer ses doigts dans les airs jusqu'au-dessus de sa tête en ajoutant : « L'économie va monter en flèche comme un oiseau ! »

Einar faisait souvent de courts voyages de deux ou trois jours. Personne n'en parlait beaucoup ni ne semblait trop savoir où il allait. Quand il était au bureau, il m'invitait souvent à prendre un café avec lui. Il me posait des questions sur Ann, sur notre nouvel appartement et sur le chat que nous avions ramené de l'Équateur. Quand je le connus un peu mieux, je m'enhardis à l'interroger sur lui-même et sur ce qu'on attendait de moi. Il ne m'a cependant jamais répondu d'une manière satisfaisante ; il était passé maître dans l'art de détourner les conversations.

Un jour, il me regarda d'une façon inhabituelle. « Tu n'as pas à t'inquiéter, me dit-il. Nous attendons beaucoup de toi. Je suis allé à Washington dernièrement... » Il s'interrompit et sourit longuement. « En tout cas, tu sais que nous avons un gros projet au Koweït. Tu n'iras pas en Indonésie avant un petit moment. Je te conseille de te documenter un peu sur le Koweït. Tu trouveras beaucoup de choses à la Bibliothèque publique de Boston, et nous te fournirons des laissez-passer pour les bibliothèques de l'Institut de technologie du Massachusetts et de l'université Harvard. »

J'ai donc passé plusieurs heures dans ces bibliothèques, particulièrement celle de Boston, qui se trouvait à quelques rues à peine du bureau et tout près de mon appartement de Back Bay. Je me suis familiarisé avec le Koweït ainsi qu'avec les statistiques économiques publiées par les Nations unies, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Comme je savais que j'aurais à produire des modèles économétriques pour Java et l'Indonésie, je me suis dit que je pouvais tout aussi bien en commencer un pour le Koweït.

Cependant, ma licence d'administration commerciale ne m'ayant pas préparé à l'économétrie, je me suis demandé longtemps comment je me débrouillerais. J'ai même suivi deux cours sur le sujet. J'y ai découvert que l'on peut manipuler les statistiques de façon à produire tout un éventail de conclusions, y compris celles qui démontrent les préférences de l'analyste.

MAIN était une compagnie macho. En 1971, quatre femmes seulement y occupaient des postes professionnels, alors qu'il y avait environ deux cents secrétaires — une pour chaque vice-président et directeur de service — et sténographes, lesquelles étaient au service des autres employés. Je m'étais habitué à cette discrimination sexuelle et je fus donc particulièrement ahuri par ce qui se produisit un jour dans la section de référence de la Bibliothèque publique de Boston.

Une très jolie brunette vint s'asseoir en face de moi, à la table où je lisais. Vêtue d'un complet vert foncé, elle semblait très sophistiquée. J'estimai qu'elle avait quelques années de plus que moi. Je m'efforçai toutefois de ne pas lui prêter attention, de jouer l'indifférence. Au bout de quelques minutes, sans dire un mot, elle me glissa un livre ouvert, qui contenait une table comportant de l'information que je cherchais sur le Koweït, ainsi qu'une carte d'affaires portant le nom de Claudine Martin, consultante spéciale de Chas. T. Main, Inc. Je regardai ses beaux yeux verts et elle me tendit la main.

« On m'a demandé de vous aider dans votre entraînement », me dit-elle. Je n'en croyais pas mes yeux ni mes oreilles.

Dès le lendemain, nous nous sommes vus à son appartement de Beacon Street, à quelques rues du siège social de MAIN, situé au Prudential Center. Pendant la première heure, elle m'expliqua que mon poste était inhabituel et que tout devait demeurer confidentiel. Elle me dit que personne ne m'avait donné de précisions sur mon travail tout simplement parce qu'elle était la seule personne autorisée à le faire. Elle m'informa ensuite que son rôle consistait à faire de moi un assassin financier.

Ce seul nom réveilla mes vieux rêves d'espionnage. J'eus un rire nerveux qui m'embarrassa. Elle sourit et m'assura que ce nom avait été choisi pour des raisons d'humour. « Qui peut prendre cela au sérieux ? » demanda-t-elle.

J'avouai mon ignorance quant au rôle des assassins financiers.

« Vous n'êtes pas le seul, dit-elle en riant. Nous sommes une espèce rare et nous faisons une sale besogne. Personne ne doit être au courant de votre engagement, pas même votre épouse. » Puis elle redevint sérieuse. « Je serai très franche avec vous et je vais vous enseigner tout ce que je peux pendant les prochaines semaines. Ensuite, vous devrez choisir. Votre décision sera finale. Quand on s'embarque là-dedans, c'est pour la vie. » Par la suite, elle ne prononça plus jamais le nom au complet ; nous étions tout simplement des « EHM ».

Je sais maintenant que Claudine a tiré profit des faiblesses de personnalité révélées par mon profil établi par la NSA. Je ne sais pas qui lui avait fourni ces informations — Einar, la NSA, le service du personnel de MAIN ou quelqu'un d'autre — mais elle les a utilisées fort habilement. Son approche, un mélange de séduction physique et de manipulation verbale, était faite sur mesure pour moi et pourtant elle correspondait au processus d'opération classique que j'ai vu utiliser depuis par plusieurs compagnies lorsque les enjeux sont de taille et que la pression est forte pour conclure des ententes lucratives. Elle savait depuis le début que je n'oserais pas mettre mon mariage en péril en divulguant nos activités clandestines. Et elle fut d'une franchise brutale quand vint le moment de me décrire l'aspect sombre de mes futures activités.

Je ne sais pas qui lui payait son salaire, bien que je n'aie aucune raison de soupçonner que ce n'était pas MAIN, tel qu'inscrit sur sa carte d'affaires. À l'époque, j'étais à la fois trop naïf, trop intimidé et trop fasciné pour poser des questions qui aujourd'hui me semblent évidentes.

Claudine me dit que mon travail comportait deux objectifs principaux. Premièrement, je devrais justifier d'énormes prêts internationaux dont l'argent serait redirigé vers MAIN et d'autres compagnies américaines (comme Bechtel, Halliburton, Stone & Webster et Brown & Root) par le biais de grands projets de construction et d'ingénierie. Deuxièmement, je devrais mener à la banqueroute les États qui recevraient ces prêts (après qu'ils auraient payé MAIN et les autres entreprises américaines, évidemment), de sorte qu'ils seraient à jamais redevables à leurs créanciers et constitueraient donc des cibles faciles quand nous aurions besoin d'obtenir leurs faveurs sous la forme de bases militaires, de votes aux Nations unies ou de l'accès au pétrole et à d'autres ressources naturelles.

Mon travail, me dit-elle, serait de prévoir les effets qu'aurait l'investissement de milliards de dollars dans tel ou tel pays. Plus spécifiquement, je devrais produire des études établissant des projections de croissance économique pour les vingt ou vingt-cinq prochaines années et évaluant les conséquences de divers projets. Par exemple, si l'on décidait de prêter à un certain pays un milliard de dollars afin de le persuader de ne pas s'aligner sur l'Union soviétique, je devrais comparer les bénéfices que rapporterait l'investissement de cet argent dans des centrales électriques avec ceux d'un investissement dans un nouveau réseau ferroviaire national ou un système de télécommunications. Ou encore on offrirait à ce pays d'y installer un système d'électricité public moderne et je devrais alors démontrer que ce système aurait pour résultat une croissance économique suffisante pour justifier le prêt. Dans chaque cas, le facteur critique était le P.N.B. Le projet ayant pour résultat la plus forte croissance annuelle moyenne du P.N.B. l'emporterait. Si un seul projet était envisagé, je devrais démontrer que sa réalisation apporterait des bénéfices supérieurs au P.N.B.

L'aspect clandestin de chacun de ces projets, c'est qu'ils avaient pour but de générer d'énormes profits pour les entreprises et de rendre heureuses une poignée de familles riches et influentes du pays récipiendaire, tout en assurant la dépendance financière à long terme et donc la loyauté politique de plusieurs gouvernements du globe. Le montant du prêt devait être le plus gros possible. On ne tenait nul compte du fait que le fardeau de dettes du pays récipiendaire priverait ses plus pauvres citoyens de soins de santé, d'éducation et d'autres services sociaux pendant des décennies.

Claudine et moi avons discuté ouvertement de la nature trompeuse du P.N.B. Par exemple, celui-ci peut croître même si cela ne profite qu'à une seule personne, tel un individu possédant une entreprise de services, et même si la plus grande partie de la population est accablée de dettes. Les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent. Pourtant, les statistiques révèlent un progrès économique.

Tout comme les citoyens américains en général, la plupart des employés de MAIN croyaient que nous accordions des faveurs à ces pays en y construisant des centrales électriques, des autoroutes et des installations portuaires. L'école et la presse nous ont appris à percevoir ces actions comme altruistes. Au cours des ans, j'ai souvent entendu des commentaires comme celui-ci : « S'ils manifestent devant notre ambassade et brûlent le drapeau américain, pourquoi ne quittons-nous pas leur fichu pays et ne les laissons-nous pas croupir dans leur pauvreté ? »

Bien que les gens qui tiennent de tels propos soient souvent des diplômés, donc des individus bien éduqués, ils ne savent pas que notre principale raison d'établir des ambassades à l'étranger est de servir nos propres intérêts, ce qui, durant la seconde moitié du XX[e] siècle, voulait dire de transformer la république américaine en un empire global. Malgré leurs qualifications, ces gens sont aussi peu éduqués que les colonialistes du XVIII[e] siècle, qui croyaient que les Amérindiens qui se battaient pour défendre leur territoire étaient au service du diable.

Dans quelques mois, je partirais donc pour l'île de Java, en Indonésie, que l'on décrivait à l'époque comme la propriété foncière la plus peuplée de la planète. Ce pays était aussi une nation musulmane riche en pétrole et un foyer d'activité communiste.

« Ce sera le prochain domino à tomber après le Viêtnam, me dit Claudine. Nous devons gagner les Indonésiens. S'ils se joignent au bloc communiste, eh bien... » Elle fit le geste de se trancher la gorge avec un doigt, en souriant doucement. « Disons que vous devrez fournir des prévisions économiques très optimistes, décrivant l'essor qui résultera de la construction de nouvelles centrales électriques et de nouvelles lignes de distribution. Cela permettra à USAID et aux banques internationales de justifier leurs prêts. Vous serez bien récompensé, évidemment, et vous pourrez passer à d'autres projets ailleurs. Vous n'en avez pas fini de voyager. » Elle poursuivit en me prévenant que mon rôle serait difficile. « Les experts des banques s'en prendront à vous. C'est leur travail de trouver en défaut vos prévisions ; ils sont payés pour ça. Cela les fait bien paraître de vous faire mal paraître. »

Un jour, je rappelai à Claudine que l'équipe de MAIN qui serait envoyée à Java comprendrait dix autres hommes et je lui demandai s'ils recevaient tous le même entraînement que moi. Elle m'assura que non.

« Ce sont des ingénieurs, dit-elle. Ils conçoivent des centrales électriques, des lignes de transmission et de distribution, ainsi que des ports et des routes pour apporter le carburant. C'est vous qui prédisez l'avenir. Vos pronostics déterminent l'ampleur des systèmes qu'ils conçoivent et le montant des prêts qui sont alloués. Vous voyez bien que vous jouez un rôle-clé. »

Chaque fois que je quittais son appartement, je me demandais si j'étais dans le droit chemin. Mon cœur me disait que non. Mais j'étais hanté par mes frustrations passées et MAIN semblait m'offrir tout ce qui m'avait manqué jusque-là dans ma vie. Pourtant, je continuais à me demander si Tom Paine m'eût approuvé. Finalement, je me dis que, si j'en apprenais davantage par l'expérience, je pourrais ensuite tout dévoiler. Je me réfugiais dans la vieille justification de celui « qui a vu les choses de l'intérieur ».

Quand j'en fis part à Claudine, elle me jeta un regard perplexe. « Ne soyez pas ridicule. Une fois que l'on s'est embarqué, on ne peut plus débarquer. » Je compris très bien ce qu'elle voulait dire et ses paroles me firent peur. Sorti de chez elle, je descendis Commonwealth Avenue et je m'engageai dans Dartmouth Street en me disant que je n'étais pas comme les autres.

Quelques mois plus tard, un après-midi, j'étais assis avec elle sur son canapé et nous regardions tomber la neige sur Beacon Street. « Nous constituons un petit club exclusif, me dit-elle. Nous sommes payés, et fort bien, pour escroquer des milliards de dollars à divers pays du globe. Une bonne partie de votre travail consiste à encourager les dirigeants de divers pays à s'intégrer à un vaste réseau promouvant les intérêts commerciaux des États-Unis. Au bout du compte, ces dirigeants se retrouvent criblés de dettes, ce qui assure leur loyauté. Nous pouvons alors faire appel à eux n'importe quand pour nos besoins politiques, économiques ou militaires. De leur côté, ils consolident leur position politique en créant pour leur peuple des zones industrielles, des centrales électriques et des aéroports. Les propriétaires des

compagnies américaines d'ingénierie et de construction s'enrichissent ainsi fabuleusement. »

Cet après-midi-là, assis dans le décor romantique de l'appartement de Claudine et regardant tourbillonner la neige à l'extérieur, j'appris les origines de la profession que j'allais bientôt exercer. Claudine me raconta comment, dans toute l'histoire, les empires s'étaient construits par la force ou la menace militaire. Mais, avec la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'émergence de l'Union soviétique et le spectre de l'holocauste nucléaire, la solution militaire était devenue trop risquée.

Le moment décisif est survenu en 1951, quand l'Iran se rebella contre une compagnie pétrolière britannique qui exploitait ses ressources naturelles et son peuple. Cette compagnie allait devenir plus tard la British Petroleum, aujourd'hui la BP. Le très populaire Premier ministre iranien Muhammad Mossadegh, démocratiquement élu (et nommé l'homme de l'année 1951 par le magazine *Time*), réagit en nationalisant tous les capitaux pétroliers. Outragée, la Grande-Bretagne chercha le soutien de son grand allié de la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis. Cependant, les deux pays craignaient que des représailles militaires ne provoquent une action soviétique en faveur de l'Iran.

Au lieu d'envoyer les marines, Washington dépêcha donc l'agent Kermit Roosevelt (petit-fils de Theodore), de la CIA. Ce dernier œuvra brillamment, réussissant à rallier des gens par des menaces et des pots-de-vin. Il les engagea ensuite pour organiser une série d'émeutes et de démonstrations violentes qui créèrent l'impression que Mossadegh était impopulaire et inapte. Finalement, le gouvernement fut renversé et Mossadegh fut condamné à trois ans de prison. Le shah Muhammad Reza, proaméricain, devint le dictateur incontesté. Kermit Roosevelt avait établi les bases d'une nouvelle profession, celle que je m'apprêtais à exercer[1].

Les manœuvres de Roosevelt ont changé l'histoire du Moyen-Orient tout en rendant désuètes les anciennes stratégies utilisées pour établir des empires. Elles coïncidèrent aussi avec le début de certaines expériences d'« actions militaires non nucléaires » qui finirent par mener les États-Unis à l'humiliation en Corée et au Viêtnam. En 1968, l'année où je fus interviewé par la NSA, il était devenu évident

que si les États-Unis voulaient réaliser leur rêve d'empire global (tel que défini par les présidents Johnson et Nixon), ils devaient utiliser des stratégies calquées sur le modèle de l'intervention de Roosevelt en Iran. C'était la seule façon de battre les Soviets sans risquer de déclencher une guerre nucléaire.

Il y avait toutefois un problème. Kermit Roosevelt était un employé de la CIA. Il avait orchestré la première opération américaine destinée à renverser un gouvernement étranger, et il y en aurait vraisemblablement d'autres, mais il fallait trouver une approche qui n'impliquerait pas Washington directement.

Heureusement pour les stratèges, les années 60 ont aussi vu apparaître un autre type de révolution : l'augmentation du pouvoir des compagnies internationales et des organisations multinationales comme la Banque mondiale et le FMI. Ce dernier était financé principalement par les États-Unis et par ses alliés européens constructeurs d'empire. Une relation symbiotique se développa alors entre les gouvernements, les compagnies et les organisations multinationales.

Au moment où je m'inscrivais à l'École de commerce de l'université de Boston, on avait déjà trouvé une solution au problème posé par l'appartenance de Roosevelt à la CIA. Les agences de renseignements américaines, y compris la NSA, dénicheraient d'éventuels assassins financiers, qui seraient alors engagés par des compagnies internationales. Ces hommes ne seraient pas payés par le gouvernement, mais plutôt par le secteur privé. Ainsi, leur sale travail, si jamais il était découvert, serait attribué à la cupidité entrepreneuriale plutôt qu'à la politique gouvernementale. De plus, les compagnies qui les engageraient, bien que payées par les agences gouvernementales et leurs contreparties banquières internationales (avec l'argent des contribuables), seraient à l'abri de la surveillance du Congrès et de la curiosité du public, grâce à des initiatives législatives de plus en plus nombreuses, telles que les lois sur les marques de commerce, sur le commerce international et sur la liberté de l'information[2].

« Vous voyez, conclut Claudine, nous sommes simplement la nouvelle génération d'une éminente tradition qui a débuté quand vous étiez à la petite école. »

3

Première mission : l'Indonésie

En plus d'apprendre les ficelles de ma nouvelle carrière, je lisais aussi des ouvrages sur l'Indonésie. «Plus vous en saurez sur un pays avant de vous y rendre, plus votre travail en sera facilité», m'avait dit Claudine. J'avais pris ses paroles au sérieux.

Quand Colomb a pris la mer en 1492, il essayait d'atteindre l'Indonésie, connue alors sous le nom d'îles aux Épices. À l'époque coloniale, ces terres étaient considérées comme beaucoup plus précieuses que les Amériques. Java, avec ses riches tissus, ses célèbres épices et ses royaumes opulents, était à la fois le joyau de la couronne et la scène d'affrontements violents entre les aventuriers espagnols, hollandais, portugais ou britanniques. Les Pays-Bas en sortirent vainqueurs en 1750, mais, même si les Hollandais contrôlaient Java, il leur fallut encore un siècle et demi pour soumettre les îles extérieures.

Quand les Japonais envahirent l'Indonésie pendant la Deuxième Guerre mondiale, les forces hollandaises opposèrent peu de résistance. En conséquence, les Indonésiens, particulièrement les Javanais, souffrirent terriblement. Après la reddition du Japon, un leader charismatique du nom de Sukarno proclama l'indépendance. Le 27 décembre 1949, après quatre ans de combats, les Pays-Bas baissèrent leur drapeau et rendirent sa souveraineté à un peuple qui n'avait connu que lutte et domination pendant plus de trois siècles. Sukarno devint le premier président de la nouvelle république.

Gouverner l'Indonésie s'avéra toutefois une tâche plus difficile que de vaincre les Hollandais. Loin d'être homogène, cet archipel d'environ 17 500 îles était un amalgame de tribalisme, de cultures divergentes, de nombreuses langues et dialectes, et de groupes ethniques nourrissant les uns envers les autres une animosité séculaire. Les conflits y étaient aussi fréquents que brutaux, et Sukarno les réprima. Il suspendit le Parlement en 1960 et fut nommé président à vie en 1963. Il forma d'étroites alliances avec divers gouvernements communistes, en échange d'équipement et d'entraînement militaires. Il envoya en Malaisie, un pays voisin, des troupes armées par les Soviétiques, dans une tentative pour répandre le communisme dans toute l'Asie du Sud-Est et gagner l'approbation des leaders socialistes du monde entier.

Une opposition se forma, qui fomenta un coup d'État en 1965. Sukarno n'échappa à la mort que grâce aux astuces de sa maîtresse. Ses officiers militaires supérieurs et ses proches associés eurent moins de chance. Ces événements rappelaient ceux d'Iran en 1953. Finalement, le parti communiste en fut jugé responsable, particulièrement les factions alignées sur la Chine. Lors des massacres suscités ensuite par l'armée, trois cent mille à cinq cent mille personnes périrent. Le chef des militaires, le général Suharto, devint président en 1968[1].

En 1971, l'issue de la guerre du Viêtnam semblant incertaine, les États-Unis devinrent encore plus déterminés à séduire l'Indonésie pour l'éloigner du communisme. Le président Nixon avait amorcé le retrait des troupes à l'été 1969 et les stratèges américains commençaient à adopter une perspective plus globale. La stratégie fut concentrée sur la prévention d'un effet d'entraînement par lequel plusieurs pays tomberaient l'un après l'autre sous la domination communiste et l'on s'intéressa plus particulièrement à deux d'entre eux ; l'Indonésie était le pays-clé. Le projet d'électrification de MAIN faisait partie d'un plan global visant à assurer la domination américaine en Asie du Sud-Est.

La politique étrangère américaine s'appuyait sur la présomption que Suharto servirait Washington de la même manière que le shah d'Iran. Les États-Unis espéraient aussi que l'Indonésie servirait de modèle aux autres pays de la région. Washington basait partiellement

sa stratégie sur l'espoir que les gains effectués en Indonésie auraient des répercussions positives dans tout le monde islamique, particulièrement au Moyen-Orient, où la situation était explosive. Et si cela n'était pas un incitatif suffisant, l'Indonésie avait du pétrole. Personne ne connaissait vraiment l'ampleur ni la qualité de ses réserves, mais les sismologues des compagnies pétrolières étaient enthousiastes quant au potentiel qu'elles recelaient.

Plongé dans les livres de la bibliothèque de l'université de Boston, je devins de plus en plus excité par les aventures qui m'attendaient. En travaillant pour MAIN, je me trouverais à troquer le rude mode de vie des Peace Corps contre une existence plus douce et attrayante. Le temps passé avec Claudine représentait déjà la réalisation de l'un de mes fantasmes ; tout cela semblait trop beau pour être vrai. Mon douloureux passage à l'école de garçons s'en trouvait partiellement compensé.

Il se passait aussi autre chose dans ma vie : Ann et moi, nous ne nous entendions plus. Elle avait dû deviner que je menais une double vie. Je me disais que c'était là la conséquence logique de mon ressentiment envers elle parce qu'elle m'avait forcé au mariage. Même si elle m'avait soutenu financièrement et autrement tout au long de mon affectation en Équateur au sein des Peace Corps, elle perpétuait à mes yeux ma soumission aux caprices de mes parents. Évidemment, avec le recul, je suis sûr que ma relation avec Claudine fut un facteur majeur. Je ne pouvais en parler à Ann, mais elle sentait bien qu'il se passait quelque chose. Quoi qu'il en soit, nous avons décidé d'habiter séparément.

Un jour de 1971, environ une semaine avant mon départ pour l'Indonésie, j'allai chez Claudine et, en arrivant, je vis que la petite table de la salle à manger était couverte de pain et de fromages. Il y avait aussi une bonne bouteille de Beaujolais. Claudine me porta un toast.

« Tu as réussi, me dit-elle en souriant. Tu es maintenant l'un des nôtres. » Toutefois elle ne me semblait pas tout à fait sincère.

Nous avons causé de choses et d'autres pendant environ une demi-heure, puis, alors que nous terminions la bouteille, elle me regarda d'une façon vraiment inhabituelle. « Ne parle jamais de nos rencontres à personne, dit-elle d'une voix grave. Je ne te le pardonnerais jamais et je nierais tout. » Me fixant alors dans les yeux, elle ajouta en riant froidement : « Il serait dangereux pour ta vie de parler de nous à quiconque. » C'est la seule fois où je me suis senti menacé par elle.

J'étais ahuri. Je me sentais mal. Mais, plus tard, en m'en retournant au Prudential Center, je dus admettre l'habileté du plan. Nous ne nous étions toujours vus qu'à son appartement. Notre relation n'avait laissé aucune trace et personne de chez MAIN n'était impliqué d'aucune façon. D'une certaine manière, j'appréciais son honnêteté ; elle ne m'avait pas trompé comme mes parents l'avaient fait au sujet de Tilton et de Middlebury.

4

Sauver un pays du communisme

De l'Indonésie, ce pays où je vivrais pendant les trois prochains mois, j'avais une vision plutôt romantique. Dans les livres que j'avais consultés, j'avais vu de jolies femmes vêtues d'un sarong aux couleurs vives, des danseuses balinaises, des shamans cracheurs de feu et des guerriers pagayant dans un long canoë creusé dans un tronc, sur des eaux couleur d'émeraude au pied d'un volcan au cratère fumant. J'avais été particulièrement impressionné par une série de photographies montrant les magnifiques galions aux voiles noires des célèbres pirates bûgis, qui sillonnaient toujours les mers de l'archipel et qui avaient tellement terrorisé les premiers marins européens que ceux-ci, revenus chez eux, disaient à leurs enfants : «Si tu n'es pas sage, les Bûgis vont venir te chercher!» Ces images m'émouvaient beaucoup.

L'histoire et les légendes de ce pays abondent en personnages démesurés : dieux colériques, dragons de Komodo, sultans tribaux; des histoires qui, longtemps avant l'ère chrétienne, ont traversé les montagnes d'Asie, les déserts de Perse et la Méditerranée pour s'implanter au plus profond de notre psyché collective. Les noms mêmes de ces îles légendaires—Java, Sumatra, Bornéo, Sulawesi—séduisaient mon imagination. C'était une terre de mysticisme, de mythe et de beauté érotique; un trésor que Colomb a cherché, mais n'a jamais trouvé; une princesse convoitée, mais jamais possédée, ni par l'Espagne, ni par la Hollande, ni par le Portugal, ni par le Japon : un rêve et un fantasme.

J'avais d'immenses espoirs, qui reflétaient sans doute ceux des grands explorateurs. Comme Colomb, toutefois, j'aurais dû savoir modérer mes fantasmes. Peut-être aurais-je dû deviner que le destin ne s'accomplit pas toujours comme nous le prévoyons. L'Indonésie recelait effectivement des trésors, mais ce n'était pas le coffre à panacées que je m'attendais d'y trouver. En fait, les premiers jours que j'ai passés à Jakarta, la trépidante capitale de ce pays, à l'été 1971, furent traumatisants.

La beauté était certes au rendez-vous. Il y avait des femmes magnifiques en sarong multicolore, de luxuriants jardins de fleurs tropicales, de séduisantes danseuses balinaises, des cyclopousses avec de jolies images peintes sur le côté des sièges des passagers, des manoirs coloniaux hollandais et des mosquées à tourelle. Mais la ville avait aussi un côté laid et tragique. Il y avait des lépreux tendant leurs moignons saignants, des jeunes filles offrant leur corps pour quelques sous, des cloaques à la place des splendides canaux hollandais d'autrefois, des taudis de carton abritant des familles entières le long des rives, encombrées de détritus, des rivières noires, un tintamarre de klaxons et des fumées suffocantes. S'y côtoyaient la beauté et la laideur, l'élégance et la vulgarité, le spirituel et le profane. Tel était Jakarta, où l'enivrant parfum des girofliers en fleurs et des orchidées se mêlait aux miasmes des égouts à ciel ouvert.

Ce n'était pas mon premier contact avec la pauvreté. Certains de mes camarades d'école, au New Hampshire, ne portaient en hiver qu'un mince blouson et des tennis élimés; sans eau chaude pour se laver, ils empestaient la sueur séchée et le fumier. J'avais vécu dans les cabanes de boue de paysans andins ne se nourrissant que de patates et de maïs séché, où un nouveau-né avait autant de chances de mourir que de survivre. J'avais donc déjà vu la pauvreté, mais rien de comparable à celle de Jakarta.

Bien sûr, notre équipe était logée dans le meilleur hôtel de la ville, l'Intercontinental Indonesia. Propriété de Pan American Airways tout comme les autres établissements de cette chaîne éparpillée sur tout le globe, cet hôtel satisfaisait les caprices de riches étrangers, particulièrement les directeurs des compagnies pétrolières et leurs familles.

Le premier soir, notre directeur de projet, Charlie Illingworth, nous invita à dîner dans le chic restaurant du dernier étage.

Charlie était un expert en matière de guerre; il occupait presque tous ses temps libres à lire des livres d'histoire et des romans historiques portant sur les grands chefs militaires et les batailles importantes. Il était le type parfait du soldat de salon partisan de la guerre du Viêtnam. Ce soir-là, comme d'habitude, il portait un pantalon kaki et une chemise de la même couleur, garnie d'épaulettes de style militaire.

Après nous avoir accueillis, il s'alluma un cigare, puis il leva son verre de champagne en murmurant : «À la belle vie!»

Nous répétâmes après lui, en entrechoquant nos verres : «À la belle vie!»

À travers la fumée de son cigare, Charlie jeta un regard dans la salle. «Nous serons très bien traités ici, dit-il en hochant la tête d'un air approbateur. Les Indonésiens vont prendre bien soin de nous. Les gens de l'ambassade américaine aussi. Mais n'oublions pas que nous avons une mission à accomplir.» Il regarda ses notes, inscrites sur une série de petites cartes. «En effet, nous sommes ici pour développer une stratégie globale pour l'électrification de Java, la terre la plus populeuse du monde. Mais ce n'est là que la pointe de l'iceberg.»

Son visage devint sérieux; il me fit penser à George C. Scott dans le rôle du général Patton, l'un de ses héros. «Nous sommes ici pour sauver ce pays de l'emprise du communisme, rien de moins. Comme vous le savez, l'Indonésie a une longue et tragique histoire. Maintenant, alors qu'elle s'apprête à entrer dans le XXe siècle, elle est encore une fois éprouvée. Nous avons la responsabilité de nous assurer qu'elle ne suive pas les traces de ses voisins du Nord, le Viêtnam, le Cambodge et le Laos. Un système électrique intégré est l'élément-clé de notre succès. Voilà ce qui, beaucoup plus que n'importe quel autre facteur à l'exception peut-être du pétrole, assura le règne du capitalisme et de la démocratie.

«Parlant du pétrole, dit-il en tirant une autre bouffée de son cigare et en tournant ses cartes de notes, nous savons tous à quel point notre propre pays en est dépendant. L'Indonésie peut constituer un puissant allié à cet égard. Par conséquent, alors que vous développerez cette stratégie globale, veuillez faire le maximum pour vous assurer que l'industrie pétrolière et toutes les autres qui la desservent—les ports, les pipelines, les compagnies de construction—obtiendront toute l'électricité dont elles auront besoin pendant toute la durée de ce plan de vingt-cinq ans.»

Il leva les yeux et me regarda. «Mieux vaut faire l'erreur d'une surévaluation que le contraire. Vous ne voulez certainement pas avoir les mains souillées du sang des enfants indonésiens ou des nôtres. Vous ne voulez certainement pas qu'ils vivent sous la faucille et le marteau ou sous le drapeau rouge de la Chine!»

Ce soir-là, alors que je reposais dans mon lit, bien en sécurité dans cette suite de première classe d'un hôtel de luxe dominant la ville, le visage de Claudine s'imposa à moi. Ses discours sur la dette étrangère me hantaient. J'essayai de me rassurer en me rappelant les leçons de mes cours de macroéconomie à l'École de commerce. Après tout, me dis-je, je suis ici pour aider l'Indonésie à se sortir d'une économie médiévale et à prendre sa place dans le monde industriel moderne. Mais je savais qu'au matin, en regardant par la fenêtre, je verrais, au-delà de l'opulence des jardins et des piscines de l'hôtel, les taudis qui s'étendaient sur des kilomètres. Je savais que des bébés y mouraient par manque de nourriture et d'eau potable, et que les enfants comme les adultes y vivaient dans de terribles conditions et y souffraient d'horribles maladies.

Dans mon insomnie, il m'était impossible de nier que Charlie et tous les autres membres de notre équipe étaient ici pour des raisons égoïstes. Nous promouvions les intérêts de la politique étrangère des États-Unis et des compagnies américaines. Nous étions animés par la cupidité plutôt que par le désir d'améliorer la vie de la majorité des Indonésiens. Un mot me vint à l'esprit : corporatocratie. Je ne savais pas si je l'avais déjà entendu ou si je venais de l'inventer, mais je trouvais qu'il décrivait parfaitement la nouvelle élite qui avait décidé de dominer la planète.

C'était une fraternité très unie de quelques hommes aux buts communs, et dont les membres passaient facilement des conseils d'administration de compagnies à des postes gouvernementaux. Je me rendis compte que Robert McNamara, alors président de la Banque

mondiale, en était l'exemple parfait. Il était passé du poste de président de Ford Motor Company à celui de secrétaire à la Défense sous les présidences de Kennedy et de Johnson, et il occupait maintenant le poste le plus important de la plus puissante institution financière du monde.

Je me rendis compte aussi que mes professeurs d'université n'avaient pas compris la véritable nature de la macroéconomie. Dans plusieurs cas, aider à la croissance économique d'un pays ne fait qu'enrichir les quelques personnes se trouvant au sommet de la pyramide, tout en appauvrissant davantage ceux qui se trouvent au bas. En effet, la promotion du capitalisme a souvent pour résultat un système qui ressemble aux sociétés féodales du Moyen-Âge. Si mes professeurs le savaient, ils ne l'avaient pas avoué, sans doute parce que les grandes compagnies et ceux qui les dirigent subventionnent les universités. Dévoiler la vérité leur aurait fait sans aucun doute perdre leur emploi, tout comme à moi.

Ces pensées continuèrent à troubler mon sommeil pendant tout mon séjour à l'hôtel InterContinental. Finalement, ma principale justification fut très personnelle : j'avais réussi à sortir de mon village du New Hampshire et de l'école privée, et à échapper au service militaire. Par une série de coïncidences ainsi que par mes propres efforts, je m'étais taillé une belle place dans la vie. Je me confortais aussi en me disant que je faisais ce qu'il fallait faire dans le contexte de ma culture. J'étais en voie de devenir un économiste prospère et respecté. Je faisais ce que l'École de commerce m'avait préparé à faire. Je contribuais au développement d'un modèle sanctionné par les plus grands esprits des meilleurs groupes de réflexion du monde.

Néanmoins, je devais souvent me consoler au milieu de la nuit par la promesse qu'un jour je dévoilerais la vérité. Je parvenais ensuite à m'endormir en lisant les romans de Louis L'Amour sur les bandits armés du Far West.

5

J'ai vendu mon âme

Notre équipe de onze hommes passa six jours à Jakarta, au cours desquels nous nous sommes enregistrés à l'ambassade américaine, avons rencontré divers personnages officiels, organisé notre séjour et… trouvé le temps de nous prélasser autour de la piscine de l'hôtel. J'étais étonné du grand nombre d'Américains qui logeaient à l'InterContinental. J'avais du plaisir à observer les belles jeunes femmes, épouses des directeurs de compagnies pétrolières et de construction américaines, qui passaient leurs journées à la piscine et leurs soirées dans l'un des restaurants huppés de l'hôtel ou des environs.

Charlie emmena l'équipe dans la ville de montagne de Bandung. Il y régnait un climat plus doux qu'à Jakarta, la pauvreté y était moins visible et les distractions y étaient moins nombreuses. On nous fournit une maison de pension gouvernementale appelée Wisma, comportant les services d'une gérante, d'un cuisinier, d'un jardinier et d'une équipe de domestiques. Il s'agissait d'un refuge construit pendant la période coloniale hollandaise. De la spacieuse véranda, on voyait des plantations de thé s'étendant dans les collines et sur les flancs des volcans de Java. En plus du logement, on nous fournit onze véhicules tout-terrain Toyota, avec chauffeur et interprète. Enfin, on nous donna des cartes de membres du club sélect de golf et de tennis de Bandung, puis on nous logea dans une suite de bureaux de la succursale locale de la Perusahaan Umum Listrik Negara (PLN), la compagnie de services électriques publics gérée par le gouvernement.

Au cours des premiers jours, il me fallut rencontrer à quelques reprises Charlie et Howard Parker. Charlie, un septuagénaire, était l'ex-chef pronostiqueur de charge du New England Electronic System. Son travail consistait à prévoir la quantité d'énergie et la capacité de production (la charge) dont aurait besoin l'île de Java au cours des vingt-cinq années suivantes, ainsi qu'à intégrer ces données dans les pronostics municipaux et régionaux. Puisque la demande d'électricité est étroitement liée à la croissance économique, ses pronostics dépendaient de mes projections économiques. Le reste de l'équipe développerait la stratégie globale en fonction de ces pronostics, localisant et concevant les centrales électriques, les lignes de transmission et de distribution ainsi que les systèmes de transport de combustibles de manière à satisfaire le plus efficacement possible à nos projections. Lors de nos rencontres, Charlie ne cessa d'insister sur l'importance de mon rôle, me disant à plusieurs reprises que mes pronostics devaient absolument être très optimistes. Claudine avait raison : j'occupais une position clé dans cette stratégie.« Pendant les premières semaines, il s'agit de recueillir des données », m'expliqua Charlie.

Nous étions assis, lui, Howard et moi, sur de grosses chaises de rotin dans son luxueux bureau privé. Les murs étaient décorés de batiks illustrant des passages du *Rāmāyana*, un très vieux poème épique sanscrit. Charlie fumait un énorme cigare.

« Les ingénieurs vont tracer un tableau détaillé du système électrique actuel ainsi que des capacités portuaires, routières et ferroviaires. » Il pointa son cigare vers moi. « Tu devras agir rapidement. Dès la fin du premier mois, Howard aura besoin d'avoir une très bonne idée de l'ampleur des miracles économiques qui se produiront quand le nouveau réseau sera installé. À la fin du deuxième mois, il aura besoin de détails spécifiques sur les régions. Pendant le dernier mois, on s'occupera de combler les vides. Ce sera crucial. Nous y mettrons ensemble tous nos efforts. Ainsi, il faut qu'en repartant nous soyons absolument certains de posséder toute l'information dont nous aurons besoin. Je veux que nous rentrions au pays pour l'Action de grâces. Nous ne reviendrons pas ici. »

Bien qu'il eût l'air d'un gentil grand-père, Howard était en réalité un vieil homme amer qui considérait que la vie avait été injuste à son

endroit. Il n'avait jamais atteint le sommet de la hiérarchie du New England Electric System et il en nourrissait du ressentiment. « On m'a écarté parce que j'avais refusé d'entériner la ligne de conduite de la compagnie », m'a-t-il répété souvent. On l'avait forcé à prendre sa retraite. Ne pouvant supporter de rester à la maison avec son épouse, il avait accepté un emploi de consultant à MAIN. Il en était sa à deuxième mission, et autant Einar que Charlie m'avaient prévenu de me méfier de lui car c'était, disaient-ils, un homme « entêté, mesquin et vindicatif ».

Il s'avéra toutefois que Howard fut l'un de mes plus sages professeurs, bien que je ne fusse nullement prêt à l'admettre à ce moment-là. Il n'avait jamais bénéficié du genre d'entraînement que Claudine m'avait dispensé. Je présume qu'on le considérait comme trop vieux ou peut-être trop têtu. Ou peut-être ne devait-il jouer qu'un rôle temporaire en attendant que l'on déniche un permanent plus docile. Quoi qu'il en soit, il était problématique pour eux. Il voyait très clairement la situation et refusait d'être un pion. Tous les adjectifs utilisés par Einar et Charlie pour le décrire étaient appropriés, mais son entêtement était dû au moins partiellement à sa volonté de ne pas leur obéir servilement. Je doute qu'il ait jamais entendu l'expression « assassin financier », mais il savait très bien qu'ils désiraient l'utiliser pour promouvoir une forme d'impérialisme qu'il ne pouvait accepter.

Après l'une de nos rencontres avec Charlie, il me prit à part. Il portait un appareil auditif et il en régla le volume au moyen de la petite boîte placée sous sa chemise.

« Ceci doit rester entre nous », me dit-il à voix basse. Debout près de la fenêtre du bureau que nous partagions, nous regardions le canal stagnant qui serpentait près de l'édifice de la PLN. Une jeune femme se baignait dans ces eaux infectes, vêtue uniquement d'un sarong lâchement enroulé autour de son corps, pour conserver un semblant de pudeur. « Ils vont tenter de te convaincre que l'économie de ce pays va monter en flèche, me dit-il. Charlie est impitoyable. Ne te laisse pas avoir par eux. »

Ses paroles me bouleversèrent, mais, en même temps, elles m'incitèrent à le contredire. Ma carrière ne dépendait-elle pas de mon obéissance à mes patrons de MAIN ?

« Bien sûr que l'économie va grimper », dis-je en regardant la jeune femme qui se baignait dans le canal. « C'est inévitable. »

Il murmura alors, tout à fait indifférent à la scène qui se déroulait sous nos yeux : « Donc, tu as déjà acheté leur salade ! »

Un mouvement attira soudain mon attention sur le canal. Un vieillard était descendu de la berge, avait enlevé son pantalon et s'était accroupi dans l'eau pour répondre à l'appel de la nature. La jeune femme l'aperçut, mais elle n'en fit aucun cas et continua à se baigner. Je tournai le dos à la fenêtre et fixai Howard dans les yeux.

« J'ai fait du chemin, lui dis-je. Je sais que je suis jeune, mais je viens de passer trois ans en Amérique du Sud. J'ai vu ce qui se produit quand on découvre du pétrole. La situation change rapidement. »

« Oh ! moi aussi, j'ai fait du chemin, répliqua-t-il d'un ton moqueur. Pendant de nombreuses années. Je vais te dire une chose, jeune homme. Je me fous complètement de vos découvertes pétrolières et de tout le reste. J'ai pronostiqué les charges d'électricité pendant toute ma vie : la dépression des années 30, la Deuxième Guerre mondiale, des périodes de prospérité comme des périodes de crise. J'ai vu les effets qu'a eus sur Boston la route 128, ce prétendu miracle du Massachusetts. Et je peux dire que jamais une charge électrique n'a connu un accroissement soutenu de plus de 7 $ à 9 $ en un an. Et ça, c'était dans le meilleur des cas. Plus couramment, l'accroissement était de 6 $. »

Je le regardai en me disant qu'il avait peut-être raison, mais j'étais sur la défensive. Je devais tenter de le convaincre qu'il avait tort, car ma propre conscience avait grandement besoin d'une justification.

« Howard, l'Indonésie n'est pas Boston. Jusqu'à maintenant, dans ce pays, personne ne pouvait avoir de l'électricité. La situation est très différente. »

Il me tourna le dos en faisant un geste de la main qui m'envoyait au diable. « Vas-y, grogna-t-il, vends ton âme. Je me fiche de ce que tu inventeras. » Il tira la chaise de son bureau et s'y laissa choir. « Je vais baser mes pronostics d'électricité sur ce que je crois et non sur une étude économique fantaisiste. » Il prit alors son crayon et commença à griffonner sur un bloc-notes.

Ne pouvant ignorer le défi qu'il venait de me lancer, j'allai me planter devant son bureau.

« Vous aurez l'air bien stupide si je prédis ce à quoi tout le monde s'attend, c'est-à-dire un boom de l'ampleur de celui qui fut causé par la ruée vers l'or en Californie, et que vous pronostiquez une croissance électrique d'un taux comparable à celui de Boston dans les années 60. »

Il laissa tomber son crayon et me fixa. « Sans scrupules ! Voilà ce que vous êtes ! » Désignant d'un geste vague les autres bureaux se trouvant dans l'édifice, il s'écria : « Vous avez tous vendu votre âme au diable. Seul l'argent vous intéresse. » Puis, feignant un sourire, il mit la main sous sa chemise et me dit : « Je ferme mon appareil et je continue à travailler. »

Extrêmement choqué, je sortis rapidement de ce bureau pour me diriger vers celui de Charlie. Je m'arrêtai toutefois à mi-chemin, incertain de ce que j'allais faire. Je me retournai et descendis plutôt l'escalier pour aller dehors, dans la lumière de l'après-midi. La jeune femme sortait du canal, enserrée dans son sarong. Le vieillard avait disparu. Quelques jeunes garçons jouaient dans l'eau, criant et s'arrosant les uns les autres. Une femme d'âge moyen, dans l'eau jusqu'aux genoux, se brossait les dents tandis qu'une autre lavait des vêtements.

J'avais une boule dans la gorge. Je m'assis sur un bloc de béton endommagé, en essayant d'ignorer l'odeur fétide du canal. J'avais du mal à réprimer mes larmes. J'essayai de comprendre pourquoi j'étais si malheureux.

« Seul l'argent vous intéresse. » Ces mots de Howard résonnaient sans cesse dans ma tête. Il m'avait piqué au vif.

Les garçonnets continuaient à s'asperger en poussant des cris joyeux. Je me demandais ce que je devais faire. Que me manquait-il pour devenir aussi insouciants qu'eux ? Cette question me hantait tandis que je les regardais s'amuser en toute innocence, apparemment inconscients du risque qu'ils prenaient ainsi en jouant dans l'eau polluée. Un vieillard bossu s'appuyant sur une canne noueuse s'avançait en boitillant sur la berge surplombant le canal. Il s'arrêta pour regarder les garçonnets, le visage fendu par un sourire édenté.

Peut-être que si je me confiais à Howard, nous trouverions ensemble une solution. Je me sentis immédiatement soulagé. Je lançai un caillou dans le canal. Mon euphorie disparut toutefois aussi rapidement que les ondulations de l'eau. Je ne pouvais pas faire ça. Howard était vieux et aigri. Il avait déjà laissé passer des occasions d'avancement. Il ne céderait pas. Moi, j'étais jeune, je débutais, et je ne voulais certainement pas finir comme lui.

Plongeant mon regard dans l'eau de ce canal putride, je revis en pensée l'école privée du New Hampshire où j'avais passé mes vacances pendant que les autres garçons allaient à leur bal de débutants. La dure réalité s'imposa peu à peu à mon esprit : je ne pouvais me confier à personne.

Ce soir-là, dans mon lit, je pensai longuement à tous les gens qui faisaient partie de ma vie—Howard, Charlie, Claudine, Ann, Einar, l'oncle Frank—, en me demandant ce que serait mon existence si je ne les avais jamais rencontrés. Où vivrais-je? Sûrement pas en Indonésie. Je m'interrogeai aussi sur mon avenir. Je soupesai la décision qu'il me fallait prendre. Charlie avait été très clair : il s'attendait que Howard et moi lui fournissions un taux de croissance d'au moins 17 $ par an. Quel genre de pronostic allais-je produire?

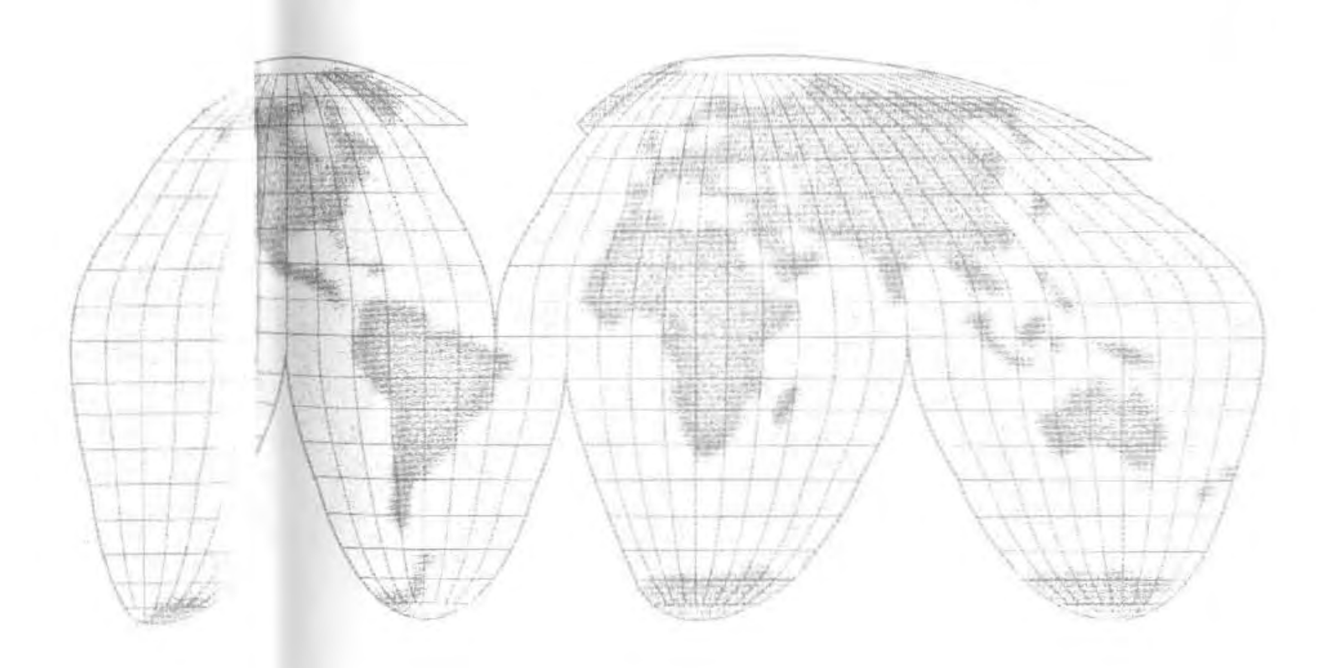
Il me vint soudain une pensée qui me réconforta. Mais pourquoi donc ne m'en étais-je pas rendu compte plus tôt? La décision ne m'appartenait pas. Howard m'avait dit qu'il ferait ce qu'il considérait comme correct, quelles que soient mes conclusions. Je satisferais mes patrons en leur présentant un pronostic économique optimiste et il prendrait sa propre décision de son côté; mon travail n'affecterait aucunement la stratégie globale. Tout le monde soulignait l'importance de mon rôle, mais ils avaient tort. Soulagé d'un énorme fardeau, je sombrai dans un sommeil profond.

Quelques jours plus tard, Howard fut atteint d'une maladie amibienne et transporté à l'hôpital des missionnaires catholiques. Le médecin lui prescrivit des médicaments et lui recommanda fortement de retourner aussitôt aux États-Unis. Howard nous assura qu'il possédait déjà toutes les données dont il avait besoin et qu'il pourrait facilement compléter son pronostic de charge à Boston. Il me quitta en me réitérant son avertissement précédent.

«Inutile de gonfler les chiffres, me dit-il. Je ne participerai pas à cette supercherie, quoi que vous disiez sur les miracles de la croissance économique!»

DEUXIÈME PARTIE :

1971-1975



6

Mon rôle d'inquisiteur

Selon nos contrats avec le gouvernement indonésien, la Banque asiatique de développement et USAID, un membre de notre équipe devait aller visiter toutes les importantes agglomérations de la région qui seraient touchées par la stratégie globale. C'est moi qui fus désigné pour cette tâche. Charlie me dit : « Tu as survécu à l'Amazonie ; tu sais comment échapper aux insectes, aux serpents et à l'eau polluée. »

En compagnie d'un chauffeur et d'un interprète, je visitai plusieurs endroits magnifiques et logeai dans des maisons plutôt lugubres. J'ai rencontré des dirigeants politiques et commerciaux, et recueilli leur opinion sur les chances de croissance économique. Ils semblaient toutefois intimidés par ma présence et réticents à partager ces informations avec moi. Invariablement, ils me disaient que je devrais les vérifier auprès de leurs patrons, des agences gouvernementales ou des sièges sociaux, à Jakarta. J'avais parfois l'impression qu'il existait une conspiration contre moi.

Ces voyages étaient habituellement très brefs, ne durant pas plus de deux ou trois jours. Entre-temps, je retournais à la Wisma de Bandung. La gérante avait un fils un peu plus jeune que moi, qui s'appelait Rasmon, mais que tout le monde sauf sa mère appelait Rasy. Comme il étudiait l'économie dans une université locale, il s'intéressa immédiatement à mon travail. En fait, je croyais qu'il finirait par me demander un emploi. Il entreprit de m'enseigner le bahasa indonésien.

La plus grande priorité du président Sukarno après que l'Indonésie eut obtenu son indépendance de la Hollande fut la création d'une langue facile à apprendre. On parle environ trois cent cinquante langues et dialectes dans tout l'archipel et Sukarno comprit que son pays avait besoin d'une langue commune afin que les gens de toutes les îles et de toutes les cultures puissent communiquer facilement entre eux. Il recruta donc une équipe internationale de linguistes, et le bahasa indonésien fut l'heureux résultat de leur travail. Basé sur le malais, il évite plusieurs changements de temps, les verbes irréguliers et diverses autres complications qui caractérisent la plupart des langues. Dès le début des années 70, la majorité des Indonésiens le parlait, tout en continuant à utiliser couramment le javanais et d'autres dialectes locaux dans leurs communautés. Rasy était un excellent professeur, plein d'humour, et, comparativement au shuar ou même à l'espagnol, le bahasa indonésien était facile à apprendre.

Comme il possédait un scooter, il décida de l'utiliser pour me faire connaître sa ville et son peuple. «Je vais te montrer un aspect de l'Indonésie que tu n'as jamais vu», me promit-il un soir en m'exhortant à m'asseoir derrière lui sur son motocycle.

Nous passâmes devant des spectacles d'ombres chinoises, des musiciens jouant des instruments traditionnels, des cracheurs de feu, des jongleurs, et des vendeurs de rue offrant un éventail de marchandises inimaginable, allant des cassettes américaines de contrebande à de rares artefacts indigènes. Finalement, nous nous sommes arrêtés dans un petit café dont les jeunes clients, tous indonésiens, étaient vêtus et coiffés comme les spectateurs des concerts des Beatles dans les années 60. Rasy me présenta à un groupe d'amis installés autour d'une table et nous nous sommes assis avec eux.

Tous parlaient l'anglais plus ou moins bien, mais ils m'encouragèrent dans mes efforts pour communiquer avec eux en bahasa. Ils me demandèrent pourquoi les Américains n'apprenaient pas leur langue. Je ne sus que répondre. Je ne pouvais leur expliquer non plus pourquoi j'étais le seul Américain, voire le seul Occidental, présent dans cette partie de la ville, alors qu'il s'en trouvait plusieurs au club de golf et de tennis, dans les restaurants huppés, dans les cinémas et dans les supermarchés.

Je n'oublierai jamais cette soirée, où Rasy et ses amis me traitèrent comme l'un des leurs. Partager leur nourriture et leur musique, sentir l'odeur de girofle de leurs cigarettes ainsi que les autres arômes qui leur étaient coutumiers, blaguer et rire avec eux, cela me rendit euphorique. C'était exactement comme dans les Peace Corps et je me demandai pourquoi j'avais préféré voyager en première classe, séparé de ces gens-là. Alors que la soirée avançait, ils s'intéressèrent davantage à mes opinions sur leur pays et sur la guerre que faisait le mien au Viêtnam. Chacun d'eux était horrifié par ce qu'ils appelaient une «invasion illégale» et ils furent soulagés d'apprendre que je partageais leur sentiment.

Quand nous retournâmes à la pension, il était très tard et toutes les lumières y étaient éteintes. Je remerciai vivement Rasy de m'avoir invité dans son monde et il me remercia de m'être ouvert à ses amis. Après nous être promis de récidiver, nous nous donnâmes l'accolade et nous dirigeâmes vers nos chambres respectives.

Cette escapade en compagnie de Rasy me donna le goût de passer désormais plus de temps loin de l'équipe de MAIN. Le lendemain matin, au cours d'une rencontre avec Charlie, je lui dis que j'avais beaucoup de difficultés à obtenir des informations des gens de l'endroit. De plus, la plupart des statistiques dont j'avais besoin pour établir mes pronostics économiques, je ne pourrais les trouver qu'aux bureaux gouvernementaux de Jakarta. Nous nous mîmes donc d'accord sur le fait qu'il me faudrait aller passer une semaine ou deux dans la capitale.

Comme je semblais répugner à quitter Bandung pour ce séjour dans la trépidante métropole, il m'exprima sa sympathie. Secrètement, cependant, j'étais très heureux d'avoir l'occasion d'explorer Jakarta tout seul et de rester au chic hôtel InterContinental Indonesia. Rendu dans la capitale, toutefois, je m'aperçus que je voyais maintenant la vie différemment. La soirée passée avec Rasy et ses jeunes amis, tout comme mes voyages à travers le pays, avait changé ma perception. Je voyais mes compatriotes sous un autre jour. Je ne trouvais plus aussi belles les jeunes épouses des hommes d'affaires. La clôture de chaîne autour de la piscine de l'hôtel et les barreaux d'acier aux fenêtres du rez-de-chaussée, que j'avais à peine remarqués auparavant,

me semblaient maintenant menaçants. Même la nourriture des élégants restaurants de l'établissement me semblait insipide.

Je remarquai aussi autre chose. Au cours de mes rencontres avec les dirigeants politiques et les présidents de compagnies, je pris conscience de la subtilité avec laquelle ils me traitaient. Je ne m'en étais pas aperçu auparavant, mais maintenant je voyais bien que plusieurs d'entre eux n'aimaient vraiment pas ma présence. Par exemple, quand ils me présentaient à l'un d'eux, ils utilisaient souvent des termes bahasas qui, d'après mon dictionnaire, signifiaient «inquisiteur» et «interrogateur». Je leur cachais volontairement ma connaissance de leur langue; même mon interprète croyait que je ne savais que quelques phrases types. Je m'étais procuré un bon dictionnaire bahasa/anglais, que je consultais d'ailleurs souvent après ces rencontres.

Ces appellations n'étaient-elles que des coïncidences langagières? Ou bien interprétais-je mal mon dictionnaire? J'essayai de me convaincre que c'était le cas. Pourtant, plus je passais de temps avec ces hommes, plus j'étais persuadé que j'étais un intrus avec qui ils avaient reçu l'ordre de coopérer et qu'ils n'avaient pas le choix. Je ne savais pas si cet ordre était venu d'un ministre du gouvernement, d'un banquier, d'un général ou de l'ambassade américaine. Je savais seulement que, même s'ils m'invitaient dans leurs bureaux, m'offraient du thé, répondaient poliment à mes questions et semblaient être heureux de ma présence, la résignation et la rancœur les habitaient.

En conséquence, je me mis à douter de leurs réponses à mes questions et de la validité des données qu'ils me fournissaient. Par exemple, jamais je ne pouvais me rendre simplement à un bureau avec mon interprète pour y rencontrer quelqu'un. Il fallait d'abord fixer un rendez-vous. Cela n'avait rien en soi d'inusité, sauf que c'était une énorme perte de temps. Comme les téléphones fonctionnaient très mal, nous devions nous déplacer à travers des embouteillages dans un réseau de voies si compliqué qu'il fallait une heure pour se rendre quelques rues plus loin. Rendus là, nous devions remplir plusieurs formulaires. Finalement, un secrétaire arborant le célèbre sourire courtois des Javanais venait m'interroger sur le genre d'information que je désirais, puis il fixait la date du rendez-vous.

Ce rendez-vous était toujours établi pour plusieurs jours plus tard, et quand la rencontre avait finalement lieu, on me remettait une chemise de documents. Les industries me fournissaient leurs plans quinquennaux ou décennaux, les banques présentaient des tableaux et des graphiques, et le gouvernement, la liste des projets sur le point de quitter les planches à dessin pour devenir des moteurs de croissance économique. Toute cette information fournie par les capitaines d'industrie et le gouvernement, ainsi que celle qui me fut transmise de vive voix, indiquait que Java connaîtrait un essor économique sans précédent. Personne, absolument personne, ne mettait en doute cette prémisse ni ne m'a jamais fourni aucune information négative.

Alors que je m'en retournais à Bandung, je m'interrogeai toutefois sur toutes ces expériences car il y avait là quelque chose de profondément troublant. Je compris que toutes mes activités en Indonésie relevaient plus du jeu que de la réalité. C'était comme une partie de poker. Nous cachions bien notre jeu. Nous ne nous faisions pas mutuellement confiance ni ne comptions sur la fiabilité de l'information que nous partagions. Pourtant, il s'agissait d'un jeu extrêmement sérieux, dont l'issue aurait des conséquences sur la vie de millions de personnes pendant des décennies.

7

La civilisation en jugement

Je t'emmène voir un *dalang*, me dit Rasy. Il y en a un très grand en ville ce soir.» Les *dalangs* sont les célèbres maîtres marionnettistes indonésiens. Mon jeune ami était manifestement heureux que je sois revenu à Bandung.

Sur son scooter, nous avons traversé des secteurs de la ville qui m'étaient totalement inconnus, des quartiers remplis de ces jolies maisons traditionnelles javanaises appelées *kampong*, qui me semblaient une version pauvre des petits temples au toit de tuiles. Il n'y avait là aucune trace des majestueux manoirs coloniaux hollandais ni des immeubles à bureaux que je m'étais habitué à voir partout. Manifestement, ces gens étaient pauvres, mais ils semblaient fiers d'eux-mêmes. Ils portaient des sarongs de batik élimés, mais propres, des blouses de couleurs vives et des chapeaux de paille à large bord. Nous fûmes accueillis partout par des rires et des sourires. Quand nous nous arrêtâmes, des enfants s'empressèrent de toucher mes jeans. Une fillette piqua une fleur de frangipanier dans mes cheveux.

Nous avons rangé le scooter près du trottoir d'un théâtre où s'étaient rassemblées quelques centaines de personnes, certaines debout, d'autres assises sur des chaises portables. Il faisait un temps superbe. Même si nous nous trouvions au cœur du plus vieux secteur de Bandung, il n'y avait pas de lampadaires et nous voyions donc parfaitement briller les étoiles. L'air était rempli d'une odeur de feu de bois, d'arachides et de giroflier.

Ray disparut dans la foule et revint bientôt avec plusieurs de ses jeunes amis que j'avais précédemment rencontrés au café. Ils m'offrirent du thé chaud, des petits gâteaux et du *sate*, des petits morceaux de viande cuits dans l'huile d'arachide. J'ai sans doute hésité un peu avant d'accepter ce dernier mets, car l'une des femmes me dit en riant, un doigt pointé vers le feu : «Viande très fraîche. On vient de la cuire.»

Puis la musique commença. Je fus séduit par le son magique du *gamalong*, un instrument qui évoque les cloches des temples.

«Le *dalang* joue toute la musique lui-même, murmura Rasy. Il actionne aussi les marionnettes et les fait parler en plusieurs langues. Nous te traduirons leurs paroles.»

Ce fut un spectacle remarquable, combinant des légendes traditionnelles avec des événements actuels. J'appris plus tard que le *dalang* est un shaman qui travaille en état de transe. Il avait plus d'une centaine de marionnettes, pour chacune desquelles il empruntait une voix différente. Jamais je n'oublierai cette soirée, l'une des plus marquantes de ma vie.

Après avoir mis en scène quelques passages classiques du *Rāmāyana*, le *dalang* exhiba une marionnette de Richard Nixon, très ressemblante avec son long nez caractéristique et ses bajoues pendantes. Le président américain était vêtu en Oncle Sam, avec sa queue-de-pie et son haut-de-forme décoré de la bannière étoilée. Il était accompagné d'une autre marionnette, en costume rayé, qui portait d'une main un seau décoré du symbole du dollar, et, de l'autre, faisait flotter un drapeau américain au-dessus de la tête de Nixon, à la manière d'un esclave éventant son maître.

Une carte du Moyen-Orient et de l'Extrême-Orient apparut alors derrière les deux personnages, avec les divers pays suspendus à des crochets, dans leur position respective. Nixon s'approcha aussitôt de la carte, enleva le Viêtnam de son crochet et le fourra dans sa bouche. Il cria quelque chose qui me fut traduit ainsi : «C'est dégueulasse! Un déchet! On n'a pas besoin de ça!» Puis il le jeta dans le seau et se livra au même manège avec les autres pays.

Je fus étonné de voir que les pays dominos de l'Asie du Sud-Est ne faisaient pas partie de ses captures suivantes. Il a plutôt pris tous

les pays du Moyen-Orient : la Palestine, le Koweït, l'Arabie saoudite, l'Irak, la Syrie et l'Iran. Ensuite, il a pris le Pakistan et l'Afghanistan. Chaque fois, la marionnette criait une épithète avant de jeter le pays dans le seau, et, chaque fois, ses propos étaient anti-islamiques : «Chiens de musulmans!», «Monstres de Mahomet!», «Démons islamiques!».

La foule est devenue très excitée. La tension augmentait chaque fois qu'un pays se retrouvait dans le seau. Les spectateurs semblaient partagés entre le rire, l'indignation et la rage. Parfois, je les sentais offensés par le langage du marionnettiste. J'étais également mal à l'aise. Plus grand que tout le monde, j'étais très visible dans cette foule et je craignais qu'elle ne reporte sa colère sur moi. Puis Nixon dit quelque chose qui me causa des picotements dans le cuir chevelu quand Rasy me le traduisit.

«Donnez celui-ci à la Banque mondiale. Allons voir si l'on peut faire un peu d'argent avec l'Indonésie.» Il arracha l'Indonésie de la carte et il s'apprêtait à la jeter dans le seau quand une autre marionnette surgit soudain de la pénombre. Elle représentait un Indonésien, vêtu d'une chemise de batik et d'un pantalon kaki, et portant un écriteau sur lequel son nom était inscrit très clairement.

«C'est un politicien populaire de Bandung», m'expliqua Rasy.

La marionnette se précipita entre Nixon et l'homme au seau, et leva la main.

«Arrêtez! cria-t-il. L'Indonésie est un pays souverain.»

La foule applaudit très fort. L'homme au seau leva alors son drapeau et le projeta comme une lance sur l'Indonésien, qui chancela et connut une mort affreuse. Les spectateurs se mirent à rugir en brandissant le poing. Nixon et l'homme au seau nous regardaient. Ils s'inclinèrent et sortirent de scène.

«Je crois que je devrais m'en aller», dis-je à Rasy.

M'entourant l'épaule d'une main protectrice, il me dit : «Ça va. Ils ne t'en veulent pas personnellement.» Je n'en étais pas aussi certain.

Plus tard, nous nous sommes tous rendus au café, où Rasy et ses amis m'assurèrent qu'ils ne savaient pas à l'avance que le *dalang* ferait cette parodie de Nixon. «On ne sait jamais à quoi s'attendre avec ce marionnettiste», me dit l'un des jeunes hommes.

Je me demandai tout haut si cela n'avait pas été expressément organisé en mon honneur. Quelqu'un éclata de rire et dit que j'avais un très gros ego. «C'est typique des Américains», ajouta-t-il en me tapant sur le dos amicalement.

«Les Indonésiens sont très politisés, me dit mon voisin de table. Les Américains ne font pas de spectacles de ce genre?»

Une jeune femme très belle, qui étudiait l'anglais à l'université, s'assit alors en face de moi. «Vous travaillez pour la Banque mondiale, n'est-ce pas?» me demanda-t-elle.

Je lui répondis que j'étais présentement en mission pour la Banque asiatique de développement et l'Agence américaine pour le développement international.

«Ne sont-elles pas toutes semblables?» Sans attendre de réponse, elle poursuivit : «N'est-ce pas comme dans la pièce de ce soir? Votre gouvernement traite l'Indonésie et d'autres pays comme s'ils n'étaient qu'une vulgaire poignée de...» Elle chercha ses mots.

«De raisins», dit l'une de ses amies.

«C'est exactement ça. Une poignée de raisins. On peut cueillir et choisir. Conserver l'Angleterre, manger la Chine et jeter l'Indonésie.»

«Après avoir pris notre pétrole», précisa une autre femme.

Je voulus me défendre, mais je n'étais pas du tout à la hauteur. J'étais fier d'être venu dans cette partie de la ville et d'y être resté pour assister à ce spectacle antiaméricain, que j'aurais pu considérer comme une attaque personnelle. Je désirais qu'ils se rendent compte de mon courage et qu'ils sachent que j'étais le seul membre de mon équipe qui se fût donné la peine d'apprendre le bahasa et de se familiariser avec leur culture, et aussi le seul étranger à avoir assisté à ce spectacle. Je jugeai toutefois plus prudent de ne rien leur livrer de ces pensées et je tentai plutôt de détourner la conversation, en leur demandant pourquoi, selon eux, le *dalang* n'avait choisi que des pays musulmans, mis à part le Viêtnam.

La belle étudiante d'anglais éclata de rire. «Parce que c'est là leur plan.»

«Le Viêtnam n'est qu'une opération de maintien, fit l'un des hommes, comme le fut la Hollande pour les nazis. Un tremplin.»

«La vraie cible, poursuivit l'étudiante, c'est le monde musulman.»

Je devais absolument répondre à cela. «Les États-Unis ne sont sûrement pas anti-islamiques», répliquai-je.

«Non? s'exclama-t-elle. Depuis quand? Il faut que vous lisiez l'un de vos propres historiens, un Britannique du nom de Toynbee. Dans les années 50, il a prédit que la vraie guerre du prochain siècle n'aurait pas lieu entre les communistes et les capitalistes, mais entre les chrétiens et les musulmans.»

«Arnold Toynbee a écrit cela?» J'étais ahuri.

«Oui. Lisez *La civilisation en jugement* et *Le monde et l'Occident.*»

«Mais pourquoi y aurait-il une telle animosité entre les musulmans et les chrétiens?» demandai-je.

Mes interlocuteurs se regardèrent. Ils semblaient avoir de la difficulté à croire que je puisse poser une question aussi stupide.

«Parce que, répondit-elle lentement comme si elle s'adressait à un malentendant, l'Occident, particulièrement son leader, les États-Unis, désire contrôler le monde entier, pour créer le plus grand empire de l'histoire. Il a d'ailleurs presque réussi. L'Union soviétique l'en empêche actuellement, mais les Soviets ne dureront pas. Toynbee a compris cela. Ils n'ont ni foi ni religion, et leur idéologie est sans substance. L'histoire démontre que la foi, c'est-à-dire l' «âme», la croyance en une puissance supérieure, est essentielle. Nous, les musulmans, nous l'avons. Nous l'avons même plus que tout le monde, y compris les chrétiens. Alors, nous attendons. Nous nous renforçons.»

«Nous prendrons notre temps, intervint l'un des hommes, puis nous frapperons comme un serpent.»

«Quelle idée horrible! Que pouvons-nous faire pour que cela n'arrive pas?» J'avais du mal à me contenir.

L'étudiante d'anglais me fixa dans les yeux. «Cessez donc d'être si cupides et égoïstes, répondit-elle. Rendez-vous compte qu'il y a autre chose dans le monde que vos grosses maisons et vos jolis magasins. Des gens souffrent de la faim et vous vous inquiétez du pétrole qui fait fonctionner vos voitures. Des enfants meurent de soif et vous cherchez la dernière mode dans des magazines. Des nations comme la nôtre sont enlisées dans la pauvreté, mais votre peuple n'entend même pas nos appels au secours. Vous fermez l'oreille à ceux qui tentent de vous en parler. Vous les étiquetez comme radicaux ou communistes. Il faut ouvrir votre cœur aux pauvres et aux opprimés, au lieu d'accroître leur pauvreté et leur servitude. Le temps presse. Si vous ne changez pas, vous êtes condamnés.»

Quelques jours plus tard, le politicien populaire de Bandung dont la marionnette avait défié Nixon et avait été empalée par l'homme au seau fut frappé mortellement par un chauffard qui a ensuite pris la fuite.

8

Une vision différente de Jésus

Je ne pouvais oublier le spectacle qu'avait donné le *dalang* ni les paroles de la belle étudiante d'anglais. Cette soirée que j'avais passée à Bandung me fit énormément réfléchir et me rendit beaucoup plus sensible au sort de ces gens. Bien sûr, avant cette expérience, j'étais loin d'ignorer les implications de notre action en Indonésie, et mes réactions avaient toujours été dominées par les émotions, mais j'avais pu jusque-là faire appel à la raison pour les calmer, en me guidant sur l'histoire et sur les impératifs biologiques. Je justifiais notre implication en me disant qu'elle faisait partie de la condition humaine et que, au fond, Einar, Charlie et tous les autres ne faisaient que ce que les hommes avaient toujours fait, c'est-à-dire prendre soin d'eux-mêmes et de leur famille.

Ma discussion avec ces jeunes Indonésiens me força cependant à voir la situation sous un autre angle. Grâce à eux, j'ai compris qu'une approche égoïste en politique étrangère ne sert ni ne protège les futures générations de quelque pays que ce soit. C'est de la myopie, tout comme les rapports annuels des compagnies et les stratégies électorales des politiciens qui formulent cette politique étrangère.

Il se trouva que les données dont j'avais besoin pour mes pronostics économiques nécessitaient de fréquentes visites à Jakarta. Je profitai de ces moments de solitude là-bas pour réfléchir à toutes ces questions et les traiter dans mon journal. J'errais dans les rues de la ville, faisant l'aumône aux mendiants et tentant d'engager la conversation avec des lépreux, des prostituées et des voyous.

Entre-temps, je réfléchis à la nature de l'aide internationale ainsi qu'au rôle légitime que les pays développés (P.D., dans le jargon de la Banque mondiale) pourraient jouer dans le soulagement de la pauvreté et de la misère des pays moins développés (P.M.D.). Je commençai par me demander quand l'aide internationale était authentique et quand elle était intéressée, c'est-à-dire motivée par la cupidité. Cette aide était-elle vraiment altruiste ? Et, si elle ne l'était pas, pouvait-on y changer quelque chose ? Autant j'étais certain que les pays comme le mien devaient poser des gestes décisifs pour aider les malades et les affamés de ce monde, autant j'étais certain également que ce n'était pas souvent, sinon jamais, la principale raison de notre intervention.

Je revenais toujours à cette question fondamentale : si l'aide étrangère a pour but l'impérialisme, est-ce vraiment un mal ? J'enviais souvent les gens comme Charlie, qui croyaient tellement en notre système qu'ils voulaient l'imposer par la force au monde entier. Je doutais fort que les ressources limitées du globe permettraient au monde entier de vivre dans la même opulence que les États-Unis, alors même que des millions de citoyens américains vivaient dans la pauvreté. De plus, il n'était pas tout à fait évident pour moi que les autres nations veuillent vivre comme nous. Nos propres statistiques sur la violence, la dépression, l'abus des drogues, le divorce et le crime démontraient que notre société était l'une des moins heureuses, même si elle était aussi l'une des plus riches de l'histoire. Pourquoi les autres devraient-ils nous imiter ?

Claudine m'avait peut-être prévenu de tout cela. Je ne savais plus trop ce qu'elle avait essayé de me dire. Quoi qu'il en soit, tout argument intellectuel mis à part, il m'était devenu douloureusement évident que j'avais perdu à jamais mon innocence. J'écrivis ceci dans mon journal :

> Y a-t-il un seul Américain qui soit innocent ? Bien que ce soient ceux qui se trouvent au sommet de la pyramide qui y gagnent le plus, nous sommes des millions à dépendre, directement ou indirectement, pour vivre, de l'exploitation des P.M.D.

Les ressources et la main-d'œuvre bon marché qui alimentent presque toutes nos industries proviennent de pays comme l'Indonésie, et très peu de ce qu'elles produisent y retourne. Les prêts de l'aide étrangère assurent que les enfants d'aujourd'hui et leurs petits-enfants seront tenus en otages. Ceux-ci devront permettre à nos compagnies de piller leurs ressources naturelles et ils devront se passer d'éducation, de soins de santé et d'autres services sociaux, simplement pour nous rembourser. Le fait que nos propres compagnies aient déjà reçu la plus grande partie de cet argent pour construire des centrales électriques, des aéroports et des zones industrielles n'est pas un facteur inclus dans la formule. Est-ce de l'innocence que de ne pas être conscient de cette situation? Les Américains ne sont pas informés et ils sont même victimes d'une désinformation délibérée, mais sont-ils innocents pour autant?

Évidemment, je devais admettre que je faisais maintenant partie activement des désinformateurs.

Bien que l'idée d'une guerre sainte mondiale me troublât, plus j'y pensais et plus elle me paraissait possible. Il me semblait toutefois que, si jamais ce djihad se produisait, ce ne serait pas tellement entre les musulmans et les chrétiens qu'entre les P.D. et les P.M.D., avec peut-être les musulmans au premier rang. Nous, des P.D., étions les utilisateurs des ressources, alors que les P.M.D. en étaient les fournisseurs. C'était encore là le bon vieux système mercantile colonial, conçu de façon à permettre facilement aux pays qui possèdent tout le pouvoir, mais des ressources naturelles limitées, d'exploiter ceux qui possèdent beaucoup de ressources, mais n'ont aucun pouvoir.

Je n'avais pas d'exemplaires des livres de Toynbee sous la main, mais je connaissais suffisamment l'histoire pour comprendre que les fournisseurs qui se font exploiter assez longtemps finissent par se rebeller. Je n'avais qu'à prendre l'exemple de Tom Paine et de la révolution américaine. L'Angleterre justifiait ses taxes en alléguant qu'elle fournissait aux colonies une protection militaire contre les Français et les Amérindiens, mais les colons avaient un tout autre point de vue.

Ce que Paine offrit à ses compatriotes, dans son brillant pamphlet intitulé *Le sens commun*, c'était justement cette «âme» à laquelle avaient fait allusion mes jeunes amis indonésiens : une idée, une foi en la justice d'un puissance supérieure, et une religion de liberté et d'égalité, qui était diamétralement opposée à la monarchie britannique et à son système de classes élitiste. Ce qu'offraient les musulmans était similaire : la foi en une puissance supérieure, et la croyance que les pays développés n'avaient pas le droit de subjuguer et d'exploiter le reste du monde. Comme les volontaires de la guerre de l'Indépendance américaine, les musulmans étaient prêts à combattre pour leurs droits, et, comme les Anglais de ces années 1770, nous qualifiions leurs actes de terroristes. L'histoire semblait se répéter.

Je me demandai ce que serait le monde si les États-Unis et leurs alliés utilisaient tout l'argent englouti dans les guerres coloniales, comme celle du Viêtnam, pour éradiquer la faim ou pour rendre disponibles à tous, y compris à leur propre peuple, une éducation et des soins de santé élémentaires. Je me demandai comment les générations futures en seraient affectées si nous soulagions les causes de la misère et protégions les cours d'eau, les forêts et les autres lieux naturels qui nous assurent de l'eau et de l'air non pollués, ainsi que tout ce qui nourrit autant notre esprit que notre corps. Je ne pouvais pas croire que les pères fondateurs n'avaient envisagé le droit à la vie, à la liberté et à la poursuite du bonheur que pour les Américains. Pourquoi donc établissions-nous maintenant des stratégies promouvant les valeurs impérialistes qu'ils avaient combattues?

Lors de ma dernière nuit en Indonésie, je me suis fait réveiller par un rêve. Je m'assis aussitôt dans mon lit et j'allumai la lampe. J'avais l'étrange impression de ne pas être seul dans ma chambre. Je regardai le mobilier, les tapisseries de batik, les silhouettes encadrées suspendues aux murs, et je me souvins soudain de mon rêve.

J'avais vu le Christ à quelques pas de moi. Il ressemblait au Jésus avec qui, chaque soir de mon enfance, je partageais mes réflexions après avoir fait mes prières habituelles. La seule différence, c'est que le Jésus de mon enfance avait les cheveux blonds et la peau blanche, tandis que celui-ci avait des cheveux noirs frisés et le teint foncé. Il se baissa et souleva quelque chose qu'il mit sur ses épaules. Au lieu de la

croix à laquelle je m'attendais, je vis un essieu de voiture avec la jante de roue dépassant au-dessus de sa tête comme un halo métallique. De la graisse coulait comme du sang sur son front. Il se redressa, me fixa dans les yeux et me dit : «Si je devais revenir maintenant, tu me verrais différemment.» Je lui demandai pourquoi et il me répondit ceci : «Parce que le monde a changé.»

Il faisait presque jour. Comme il était trop tard pour que je me rendorme, je m'habillai, pris l'ascenseur jusqu'au hall et allai me promener dans les jardins entourant la piscine. La lune brillait sur les orchidées, dont le doux parfum remplissait l'atmosphère. Je m'assis dans un fauteuil et je me demandai ce que je faisais là. Pourquoi les hasards de la vie m'avaient-ils mené jusqu'en Indonésie? Je savais que mon existence n'était plus la même, mais je ne me doutais pas à quel point.

En route vers les États-Unis, je revis Ann à Paris pour tenter une réconciliation. Même pendant ce séjour dans la capitale française, nous avons continué à nous quereller. Bien que nous y ayons vécu aussi plusieurs moments heureux, nous convînmes tous deux que nous nous étions trop disputés jusque-là pour pouvoir continuer ensemble. De plus, il y avant tant de choses que je ne pouvais lui dire. Je ne pouvais en parler qu'avec Claudine, à qui je pensais d'ailleurs constamment. Après notre atterrissage à l'aéroport Logan de Boston, nous prîmes chacun un taxi pour retrouver nos appartements respectifs de Back Bay.

9

Une occasion unique

C'est à MAIN que je fus vraiment mis à l'épreuve dans ma mission indonésienne. M'étant rendu au siège social du Prudential Center en début de matinée, je me retrouvai dans l'ascenseur avec un grand nombre d'employés, desquels j'appris que Mac Hall, l'énigmatique P.D.G. octogénaire, avait promu Einar au poste de président du bureau de Portland, dans l'Oregon. En conséquence, je devrais désormais me rapporter officiellement à Bruno Zambotti.

Surnommé «le renard argenté» en raison de la couleur de ses cheveux et de son étrange habileté à déjouer quiconque s'opposait à lui, Bruno Zambotti était aussi bel homme que l'acteur Cary Grant. Il était éloquent et très soigné de sa personne. Titulaire d'un diplôme d'ingénierie et d'une maîtrise de gestion, il comprenait toutes les subtilités de l'économétrie. Vice-président chargé de la division de l'électricité de MAIN et de tous nos projets internationaux, il était aussi le candidat le plus plausible à la présidence de la compagnie, pour succéder à son mentor, Jake Dauber, quand ce dernier prendrait sa retraite. Comme la plupart des employés de MAIN, je craignais Bruno Zambotti.

Juste avant le lunch, je fus convoqué à son bureau. Après une cordiale conversation sur l'Indonésie, il me dit quelque chose qui me fit bondir de mon siège.

«Je vais congédier Howard Parker. Nul besoin d'entrer dans les détails, sauf pour dire qu'il a perdu contact avec la réalité.» Il souriait

d'une façon déconcertante en tapant d'un doigt contre une liasse de papiers sur son bureau. «Huit pour cent par année! C'est son pronostic de charge! Incroyable pour un pays possédant le potentiel de l'Indonésie!»

Son sourire s'estompa et il me regarda dans le blanc des yeux. «Charlie Illingworth m'a dit que votre pronostic économique était parfaitement conforme aux objectifs prévus et qu'il justifierait une croissance de charge de 17 $ à 20 $. Est-ce exact?»

J'acquiesçai.

Il se leva et me tendit la main. «Félicitations. Vous venez d'obtenir une promotion.»

J'aurais peut-être dû aller célébrer cela dans un chic restaurant avec d'autres employés, ou même tout seul, mais je n'avais de pensées que pour Claudine. J'avais hâte de lui annoncer cette promotion et de lui parler de mes expériences en Indonésie. Comme elle m'avait demandé de ne pas lui téléphoner de l'étranger, je m'en étais abstenu. Lorsque je composai son numéro, je fus déconcerté de découvrir qu'il n'était plus en service et qu'aucun autre ne le remplaçait. Je me mis donc à sa recherche.

C'est un jeune couple qui avait emménagé dans son appartement. Bien que ce fût l'heure du lunch, j'ai dû les tirer du lit car ils semblaient très ennuyés par ma visite. Ils ne savaient rien de Claudine. Je me suis alors rendu à l'agence immobilière, où je me présentai comme l'un de ses cousins. Selon leurs dossiers, aucun appartement n'avait jamais été loué à aucune Claudine et le dernier locataire à avoir quitté son logement avait demandé à garder l'anonymat. Je retournai au Prudential Center, où les préposés au bureau de l'emploi de MAIN me dirent qu'on n'y possédait aucun dossier sur elle. Ils admirent toutefois qu'il existait un dossier de «consultants spéciaux» auquel je ne pouvais avoir accès.

Vers la fin de l'après-midi, j'étais épuisé et je me sentais vidé. Je commençais aussi à sentir les effets du décalage horaire. Je rentrai chez moi. Dans le désert de mon appartement, je me sentis désespérément seul et abandonné. Ma promotion me semblait dépourvue de sens, ou, pire, me paraissait une récompense pour ma capitulation. Je me jetai sur mon lit, en proie au désespoir. Déterminé cependant

à ne pas céder à l'angoisse, je refoulai mes émotions. Je crois bien avoir passé des heures à regarder les murs de ma chambre.

J'ai fini par me ressaisir. Je me suis levé, j'ai bu une bière, puis j'ai fracassé la bouteille vide contre une table. J'ai regardé ensuite par la fenêtre. Au bout de la rue, une femme s'en venait. Croyant que c'était elle, je me dirigeai vers la porte, puis je retournai à la fenêtre pour la regarder encore. Elle s'était approchée. Elle était belle et avait la même démarche que Claudine, mais ce n'était pas elle. J'eus le cœur serré. Je cédai à la colère, puis à la révolte et à la peur.

J'eus soudain la vision de Claudine s'affaissant dans la rue, le corps criblé de balles. Je repoussai cette image, pris deux comprimés de Valium et sombrai lourdement dans le sommeil.

Le lendemain matin, je fus réveillé par un appel du directeur du service du personnel de MAIN, Paul Mormino. Il comprenait mon besoin de repos, mais il désirait me voir dans l'après-midi.

«J'ai de bonnes nouvelles, me dit-il. Ça va te remonter.»

Il n'avait pas menti. Quand je me présentai à son bureau, il m'apprit que j'avais été promu à l'ancien poste de Howard. Je porterais désormais le titre d'économiste en chef et recevrais un meilleur salaire. Ça me remonta un peu, en effet.

Je pris congé pour l'après-midi et j'allai me promener le long de la rivière Charles en buvant une pinte de bière. M'assoyant ensuite sur un banc, je regardai passer les voiliers en tentant de me remettre du décalage horaire et des émotions de la veille. Je me dis que Claudine avait rempli sa mission et été affectée ailleurs. Elle avait toujours insisté sur la nécessité du secret. Elle me téléphonerait bientôt, j'en étais sûr. Je me sentis mieux; les effets du décalage ainsi que mon anxiété se dissipèrent.

Les semaines suivantes, j'essayai de ne plus penser à elle. Je me plongeai dans la rédaction de mon rapport sur l'économie de l'Indonésie et la révision des pronostics de charge de Howard. Je produisis le genre d'étude que mes patrons désiraient, prévoyant une croissance moyenne de la demande d'électricité de 19 $ par an pour les douze premières années suivant l'installation du nouveau système, puis de 17 $ pour les huit années suivantes et de 15 $ pour le reste de cette projection s'étalant sur vingt-cinq ans.

Je présentai mes conclusions lors de rencontres formelles avec les agences de crédit internationales. Leurs équipes d'experts m'ont questionné longuement et impitoyablement. J'avais toutefois retrouvé la farouche détermination qui autrefois m'avait permis d'exceller plutôt que de me rebeller, quand je fréquentais l'école privée. Néanmoins, le souvenir de Claudine revenait souvent me hanter. Lorsqu'un jeune économiste gonflé, qui ne cherchait qu'à se faire un nom à la Banque asiatique de développement, me cuisina pendant tout un après-midi, je me souvins d'un conseil que m'avait donné Claudine plusieurs mois auparavant, dans son appartement de Beacon Street.

« Qui donc peut voir vingt-cinq ans d'avance ? m'avait-elle dit. Tes pronostics sont aussi valables que les leurs. Ce n'est qu'une question de confiance. »

Je me persuadai que j'étais un expert, me rappelant que j'avais vécu plus d'expériences dans des pays en développement que la plupart de ces hommes qui jugeaient maintenant mon travail et dont certains avaient le double de mon âge. J'avais vécu en Amazonie et je m'étais rendu dans des secteurs de Java où personne d'autre ne voulait aller. J'avais suivi quelques cours intensifs destinés à familiariser les cadres avec les subtilités de l'économétrie, et je me disais que je faisais partie de cette race nouvelle de jeunes prodiges axés sur les statistiques et friands d'économétrie qui séduisaient Robert McNamara, le respectable président de la Banque mondiale, ancien président de la compagnie Ford Motor et secrétaire à la Défense de l'administration de John Kennedy. Cet homme avait construit sa réputation sur les chiffres, sur la loi des probabilités et sur les modèles mathématiques, ainsi que, sans doute, sur l'audace associée à un très gros ego.

J'essayais d'imiter à la fois McNamara et mon patron, Bruno. J'adoptai la façon de parler du premier et la démarche arrogante du second, qui se déplaçait en balançant son attaché-case au bout de son bras. Avec le recul, je suis étonné de mon culot. En vérité, j'avais une expertise extrêmement limitée, mais mon audace compensait mon manque de connaissances et d'expérience.

Ça a fonctionné. L'équipe d'experts finit par approuver mes rapports.

Au cours des mois suivants, j'ai assisté à des rencontres à Téhéran, à Caracas, à Ciudad Guatemala, à Londres, à Vienne et à Washington. J'ai fait la connaissance de diverses personnalités célèbres, comme le shah d'Iran, les anciens présidents de plusieurs pays et Robert McNamara lui-même. Tout comme l'école privée de ma jeunesse, c'était exclusivement un monde d'hommes. Je fus stupéfait de constater à quel point mon nouveau titre ainsi que mes récents succès devant les agences de crédit internationales influençaient le comportement des gens à mon endroit.

Au début, toute cette attention que l'on m'accordait me monta à la tête. Je me voyais comme une espèce de Merlin l'enchanteur qui n'avait qu'à étendre la main sur un pays pour qu'il soit soudain électrifié et que des industries y poussent comme des champignons. Puis je me désillusionnai. Je m'interrogeai sur mes motifs et sur ceux de tous les gens avec qui je travaillais. Il m'apparut évident que ni un titre impressionnant ni un diplôme universitaire ne pouvaient aider quiconque à comprendre le sort des lépreux vivant près des cloaques de Jakarta, et qu'un talent pour la manipulation des statistiques ne pouvait permettre à personne de prédire l'avenir. Plus je fréquentais les gens qui ont le pouvoir de transformer le monde par leurs décisions, plus je devenais sceptique quant à leurs aptitudes et à leurs buts. En observant leurs visages autour des tables de conférences, je devais souvent faire des efforts pour réprimer ma colère.

Mon point de vue finit toutefois par évoluer. Je compris que la plupart de ces hommes croyaient sincèrement faire pour le mieux. Comme Charlie, ils étaient convaincus que le communisme et le terrorisme étaient des forces du mal plutôt que des réactions prévisibles à leurs décisions et à celles de leurs prédécesseurs, et qu'il était de leur devoir envers leur pays, envers leurs descendants et envers Dieu de convertir le monde au capitalisme. Ils s'accrochaient aussi au principe de la survie du plus fort ; puisqu'ils avaient eu la chance de naître au sein d'une classe privilégiée plutôt que dans un bidonville, ils avaient l'obligation de transmettre cet héritage à leurs descendants.

Ces gens formaient-ils une véritable conspiration ou n'étaient-ils qu'une simple fraternité encline à dominer le monde ? J'hésitais entre les deux. Avec le temps, j'en vins à les comparer aux propriétaires de

plantations du Sud d'avant la guerre civile. Ces hommes formaient une association informelle fondée sur des croyances et des intérêts communs, plutôt qu'un groupe fermé se réunissant clandestinement pour ourdir de sinistres complots. Les despotes des plantations avaient grandi avec des serviteurs et des esclaves, et on leur avait inculqué que c'était leur droit et même leur devoir de prendre soin des «barbares» en les convertissant à la religion et au mode de vie des propriétaires. Même si l'esclavage leur répugnait sur le plan philosophique, ils pouvaient, tout comme Thomas Jefferson, le justifier comme étant une nécessité, vu que sa disparition eût entraîné inévitablement le chaos économique et social. Les leaders des oligarchies modernes, que je voyais maintenant comme une corporatocratie, me semblaient faits sur le même moule.

Je me demandai aussi à qui profitaient la guerre et la production massive d'armements, la construction de barrages et la destruction d'habitats et de cultures indigènes. Qui donc bénéficiait de la mort de centaines de personnes par manque de nourriture et d'eau potable ou encore par des maladies qui pouvaient se soigner ? J'en vins à réaliser peu à peu qu'au bout du compte personne n'en profitait, mais qu'à court terme ceux qui occupaient le sommet de la pyramide, soit mes patrons et moi-même, semblaient en bénéficier, tout au moins sur le plan matériel.

Cela souleva plusieurs autres questions. Pourquoi cette situation persistait-elle ? Pourquoi durait-elle depuis si longtemps ? La réponse se trouvait-elle tout simplement dans le vieil adage qui dit que «la raison du plus fort est toujours la meilleure», c'est-à-dire que ceux qui possèdent le pouvoir perpétuent le système ?

Je ne pouvais croire que la persistance de cette situation était due uniquement au pouvoir. Bien que la «raison du plus fort» expliquât bien des choses, j'avais l'impression de voir à l'œuvre ici une force plus irrésistible. Je me souvins d'un professeur d'économie qui m'enseignait à l'École de commerce. Originaire du nord de l'Inde, il discourait sur les ressources limitées de la planète, sur le besoin constant de croissance de l'humanité et sur le principe du travail d'esclave. Selon lui, toutes les sociétés capitalistes qui avaient réussi le devaient à une structure hiérarchique bien établie : une poignée d'hommes au sommet, contrôlant les divers échelons de subordonnés, et une armée massive de travailleurs au bas, qui, économiquement parlant, pouvaient véritablement être qualifiés d'esclaves. Finalement, j'acquis la conviction que nous encourageons ce système parce que la corporatocratie nous a persuadés que Dieu nous a donné le droit de placer quelques individus au sommet de la pyramide capitaliste et d'exporter notre système partout dans le monde.

Nous ne sommes évidemment pas les premiers à agir ainsi. La liste de ceux qui nous ont précédés dans cette voie remonte aux anciens empires d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et de l'Asie ; elle comprend aussi la Perse, la Grèce, Rome, les croisades chrétiennes, et tous les bâtisseurs d'empire de l'ère postcolombienne. La pulsion impérialiste a été et continue d'être la cause de la plupart des guerres, des génocides, des famines, de la pollution et de l'extinction des espèces. En outre, elle a toujours eu des effets néfastes sur la conscience et le bien-être des citoyens de ces empires, contribuant au malaise social et résultant en cette situation absurde où les cultures les plus riches de l'histoire humaine sont affligées des plus haut taux de suicide, d'abus de drogues et de violence.

Je réfléchis longuement à ces questions, mais j'évitais toujours de considérer mon propre rôle dans tout cela. Je préférais me voir comme un économiste en chef plutôt que comme un assassin financier. Mon titre me semblait très légitime et, s'il m'en fallait la preuve, je n'avais qu'à regarder mes talons de chèques de paye, tous libellés par MAIN, une compagnie privée. Jamais je n'avais reçu un seul sou de la NSA ni d'aucune agence gouvernementale. C'est ainsi que je me convainquis moi-même. Enfin, presque.

Un après-midi, Bruno me convoqua à son bureau. Au bout d'un moment, il vint se poster derrière ma chaise et me tapota l'épaule. «Tu as fait un excellent travail, me susurra-t-il. Pour te montrer à quel point nous nous sommes satisfaits, nous allons t'offrir une occasion unique qui est fournie à très peu d'hommes, même deux fois plus âgés que toi.»

10

L'héroïque président du Panama

J'ai atterri à l'aéroport international Tocumen de Panama un soir d'avril 1972, en plein déluge tropical. Comme c'était la coutume à l'époque, je partageai un taxi avec d'autres cadres, et, puisque je parlais l'espagnol, je me retrouvai assis sur le siège avant, à côté du chauffeur. À travers le pare-brise battu par la pluie, j'aperçus soudain, sur un panneau d'affichage éclairé par les phares de la voiture, le portrait d'un bel homme aux yeux vifs et aux sourcils proéminents. Il portait un chapeau à larges bords dont un côté était relevé, ce qui lui donnait un air désinvolte. Je reconnus le héros du Panama moderne, Omar Torrijos.

Je m'étais préparé pour ce voyage de la même façon que pour les précédents, en fréquentant la section de référence de la Bibliothèque publique de Boston. Je savais que Torrijos était très populaire auprès de son peuple parce qu'il était un ardent défenseur du droit du Panama à l'autonomie ainsi que de ses revendications de souveraineté sur le canal de Panama. Il était déterminé à éviter à son pays les embûches ignominieuses que celui-ci avait connues par le passé.

Le Panama faisait partie de la Colombie quand l'ingénieur français Ferdinand de Lesseps, qui avait dirigé la construction du canal de Suez, décida de construire un canal à travers l'isthme de l'Amérique centrale afin de faire communiquer l'océan Atlantique avec l'océan Pacifique. Cette tâche colossale, qui fut entreprise par les Français en 1881, fut marquée par une série de catastrophes et se termina par un désastre financier, en 1889. Elle avait toutefois inspiré un rêve à Theodore Roosevelt. Dans les premières années du XXe siècle, les États-Unis demandèrent à la Colombie de signer un traité livrant l'isthme à un consortium nord-américain. Elle refusa.

En 1903, le président Roosevelt y envoya le navire de guerre *Nashville*. Les soldats américains débarquèrent, capturèrent et tuèrent un populaire commandant de la milice locale, puis décrétèrent l'indépendance du Panama. Après l'installation d'un gouvernement fantoche, un premier traité fut signé, établissant une zone américaine des deux côtés du futur canal, légalisant l'intervention militaire des États-Unis et accordant à Washington le contrôle virtuel sur cette nouvelle nation « indépendante ».

Il est intéressant de souligner que ce traité fut signé par le secrétaire d'État américain Hay et par un ingénieur français, Philippe Bunau-Varilla, qui avait fait partie de l'équipe originelle, mais qu'il ne le fut par aucun Panaméen. Essentiellement, le Panama fut forcé à se séparer de la Colombie afin de servir les intérêts des États-Unis, par une entente conclue entre un Américain et un Français. On peut dire rétrospectivement que ce fut là un début bien prophétique[1].

Pendant plus d'un demi-siècle, le Panama fut dirigé par une oligarchie de riches familles fortement liées à Washington. C'étaient des dictateurs de droite, qui prenaient toutes les mesures jugées nécessaires pour promouvoir les intérêts américains. Comme la plupart des dictateurs latino-américains qui s'alliaient à Washington, les dirigeants panaméens se faisaient ainsi un devoir de réprimer tout mouvement populiste à odeur de socialisme. Ils appuyaient aussi la CIA et la NSA dans leurs activités anticommunistes partout dans l'hémisphère, tout comme ils aidaient les grandes compagnies américaines, telles la Standard Oil de Rockefeller et la United Fruit (qui fut achetée par George H. W. Bush). Selon toute apparence, pour ces gouvernements, l'amélioration de la condition des gens vivant dans une extrême pauvreté ou travaillant comme des esclaves pour les plantations et les grandes compagnies n'était pas dans l'intérêt des États-Unis.

Les familles dirigeantes du Panama furent bien récompensées pour leur appui. Les forces américaines sont intervenues en leur faveur une douzaine de fois entre la déclaration de l'indépendance panaméenne

et 1968. Cette année-là, cependant, alors que je me trouvais toujours en Équateur pour les Peace Corps, le cours de l'histoire panaméenne changea soudainement. Arnulfo Arias, le dernier d'une série de dictateurs, fut renversé par un coup d'État, et Omar Torrijos émergea comme chef de la nation, bien qu'il n'eût pas participé activement au putsch[2].

Torrijos était très bien vu par les classes populaires du Panama. Il avait lui-même grandi dans la ville rurale de Santiago, où ses parents enseignaient. Il avait rapidement gravi les échelons de la garde nationale, la principale unité militaire du Panama, une institution qui, durant les années 60, gagna de plus en plus l'appui des pauvres. Torrijos se fit la réputation d'écouter les demandes des dépossédés. Il parcourait les rues des bidonvilles et organisait des réunions dans des taudis où les politiciens n'auraient pas osé entrer. Il aidait les chômeurs à trouver un emploi et puisait souvent dans ses propres ressources financières pour secourir des familles frappées par la maladie ou la tragédie[3].

Son amour de la vie et sa compassion pour son peuple étaient connus même au-delà des frontières du Panama. Torrijos désirait que son pays devienne un refuge pour tous ceux qui fuyaient la persécution, un asile pour les réfugiés de toutes tendances politiques, qu'il s'agît des opposants gauchistes du Chili de Pinochet ou des guérilleros anticastristes de droite. Plusieurs le considéraient comme un pacificateur, ce qui lui attira des louanges dans tout l'hémisphère. Il acquit aussi la réputation d'être un leader voué à la résolution des différends entre les diverses factions qui déchiraient tant de pays d'Amérique latine : le Honduras, le Guatemala, le Salvador, le Nicaragua, Cuba, la Colombie, le Pérou, l'Argentine, le Chili et le Paraguay. Son petit pays de deux millions d'habitants fut un modèle de réformes sociales dont s'inspirèrent autant les chefs syndicaux qui ont fomenté le démembrement de l'Union soviétique que des militants islamiques comme le Libyen Muammar al-Kadhafi[4].

Dans ce taxi qui me conduisait à l'hôtel après mon arrivée à Panama et qui venait de s'immobiliser à une intersection, je regardais donc à travers le pare-brise, bruyamment balayé par les essuie-glaces, le beau visage émouvant de cet homme charismatique et courageux qui me souriait du haut de son panneau d'affichage. J'avais appris par

mes lectures à la Bibliothèque publique de Boston qu'il agissait conformément à ses convictions. Pour la première fois de son histoire, le Panama n'était pas manipulé par Washington ni par personne. Torrijos ne céda jamais à la tentation offerte par Moscou ou Pékin. Il croyait aux réformes sociales et à l'amélioration des conditions de vie des pauvres, mais il ne soutenait pas le communisme. Contrairement à Castro, il désirait se libérer des États-Unis sans créer d'alliance avec leurs ennemis.

À la bibliothèque, j'étais tombé sur un article publié dans un obscur journal et présentant Torrijos comme un homme qui changerait le cours de l'histoire des Amériques en renversant la vieille tendance à se soumettre à la domination américaine. L'auteur commençait par citer la *Destinée manifeste*[5], populaire aux États-Unis dans les années 1840 et qui proclamait que la conquête de l'Amérique du Nord avait été ordonnée par Dieu ; que c'était Dieu, et non les hommes, qui avait ordonné la destruction des Amérindiens, des forêts et des bisons, l'assèchement des marais et la canalisation des rivières, ainsi que le développement d'une économie basée sur l'exploitation continuelle de la main-d'œuvre et des ressources naturelles.

Cet article me fit réfléchir sur l'attitude de mon pays envers le reste du monde. La doctrine Monroe, énoncée originellement par le président James Monroe en 1823, fut utilisée pour pousser encore plus loin la thèse de la *Destinée manifeste* lorsqu'on l'invoqua dans les années 1850 et 1860 pour affirmer que les États-Unis avaient des droits particuliers sur l'hémisphère, y compris celui d'envahir tout pays d'Amérique centrale ou d'Amérique du Sud qui refusait d'appuyer les politiques américaines. Teddy Roosevelt invoqua la doctrine Monroe pour justifier l'intervention américaine en République dominicaine et au Venezuela, ainsi qu'au Panama lors de sa «libération» de la Colombie. Ultérieurement, une série de présidents américains, notamment William Howard Taft, Woodrow Wilson et Franklin Roosevelt, s'appuyèrent sur elle pour étendre les activités panaméricaines de Washington, et ce jusqu'après la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Enfin, pendant la seconde moitié du XXe siècle, les États-Unis utilisèrent la menace communiste pour justifier l'application de ce concept à divers pays du globe, dont le Viêtnam et l'Indonésie[6].

Et maintenant un homme semblait barrer la route à Washington. Je savais qu'il n'était pas le premier à le faire, car Castro et Allende l'avaient précédé dans cette voie, mais lui seul le faisait en dehors de l'idéologie communiste et sans parler de révolution. Il disait simplement que le Panama avait ses propres droits — à la souveraineté de son peuple, à la propriété de son territoire et du canal qui le traversait — et que ces droits étaient aussi valides et divins que tous ceux dont jouissaient les États-Unis.

Torrijos s'opposait également à la présence de l'École des Amériques et du centre d'entraînement militaire tropical du U.S. Southern Command, tous deux situés dans la zone du canal. Pendant des années, les forces armées américaines avaient invité les dictateurs et présidents latino-américains à envoyer leurs fils et leurs chefs militaires dans ces établissements, les plus grands et les mieux équipés à l'extérieur de l'Amérique du Nord. Ils y apprenaient des techniques d'interrogatoire et d'opérations secrètes ainsi que des tactiques militaires qu'ils utiliseraient pour combattre le communisme et protéger leurs propres biens ainsi que ceux des compagnies pétrolières et d'autres entreprises privées. Ils y avaient aussi l'occasion de nouer des liens avec les autorités militaires américaines.

Les Latino-Américains, sauf évidemment les riches qui en bénéficiaient, détestaient ces établissements, où avaient été formés les escadrons de la mort et les tortionnaires qui avaient transformé tant de nations en régimes totalitaires. Torrijos affirma clairement qu'il ne voulait pas de centres d'entraînement au Panama et que la zone du canal se trouvait à l'intérieur de ses frontières[7].

En voyant ce beau général sur le panneau d'affichage et en lisant la légende inscrite sous son visage — « L'idéal d'Omar, c'est la liberté. Aucun missile ne pourra jamais détruire cet idéal ! » —, je sentis un frisson me parcourir l'échine. J'eus l'intuition que l'histoire du Panama en ce XXe siècle était loin d'être terminée et que Torrijos vivrait des moments difficiles, sinon tragiques.

Le feu de circulation devint vert et le chauffeur du taxi klaxonna à l'intention de la voiture qui nous précédait. Je pensai à ma propre position. On m'avait envoyé au Panama pour y conclure l'entente sur la première stratégie globale de développement vraiment complète

jamais créée par MAIN. Cette stratégie justifierait l'investissement, par la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et USAID, de milliards de dollars dans les secteurs de l'énergie, des transports et de l'agriculture de ce petit pays d'une importance cruciale pour les États-Unis. Il s'agissait évidemment d'un subterfuge destiné à endetter le Panama pour toujours et à lui faire ainsi retrouver son statut de marionnette.

Alors que le taxi reprenait sa route dans la nuit, ma culpabilité atteignit son paroxysme, mais je la refoulai. Pourquoi tant me préoccuper ? Je m'étais jeté à l'eau à Java, j'avais vendu mon âme, et maintenant on m'offrait une occasion unique. Je deviendrais à la fois riche, célèbre et puissant.

11

Des pirates dans la zone du canal

Le lendemain de mon arrivée, le gouvernement panaméen m'envoya un guide. C'était un homme grand et mince, qui s'appelait Fidel et que je trouvai extrêmement sympathique. Il était manifestement très fier de son pays. Son arrière-arrière-grand-père avait combattu aux côtés de Bolivar dans la lutte contre l'Espagne pour obtenir l'indépendance. Quand je lui appris que j'étais un descendant de Tom Paine, il me dit qu'il avait lu *Le sens commun* en espagnol, ce qui me fit chaud au cœur. Il parlait l'anglais, mais il fut très ému de savoir que je parlais parfaitement sa langue.

«Plusieurs Américains vivent ici pendant des années sans se donner la peine de l'apprendre», me dit-il.

Il m'emmena visiter un secteur étonnamment prospère de sa ville, qu'il appelait le Nouveau-Panama. Lorsque nous passâmes devant de modernes gratte-ciel de verre et d'acier, il m'expliqua qu'il y avait à Panama plus de banques internationales que dans tout autre pays situé au sud du Rio Grande.

«On dit souvent que nous sommes la Suisse des Amériques, précisa-t-il. Nous posons très peu de questions à nos clients.»

Vers la fin de l'après-midi, alors que le soleil descendait lentement vers le Pacifique, nous entrâmes dans une avenue qui suivait les contours de la baie. Une longue file de navires étaient ancrés là. Je demandai à mon guide s'il y avait un problème au canal.

«C'est toujours comme ça, me répondit-il en riant. Ils attendent leur tour. La moitié viennent du Japon ou y retournent. Ils sont même plus nombreux que ceux qui viennent des États-Unis.»

J'avouai que je n'étais pas au courant.

«Ça ne m'étonne pas, me dit-il. Les Nord-Américains ne savent pas grand-chose du reste du monde.»

Nous nous arrêtâmes dans un parc magnifique où des bougainvillées grimpaient sur d'anciennes ruines. On pouvait lire sur un écriteau qu'il s'agissait là d'un fort construit pour protéger la ville contre les pirates anglais. Une famille s'installait pour pique-niquer; le père, la mère, le fils et la fille, ainsi qu'un vieil homme qui était sans doute le grand-père des enfants. J'enviai leur tranquillité. Lorsque nous passâmes près d'eux, le couple sourit en agitant la main et nous salua en anglais. Quand je leur demandai s'ils étaient des touristes, ils éclatèrent de rire. L'homme s'avança alors vers nous.

«Je suis de la troisième génération à habiter dans la zone du canal, me déclara-t-il fièrement. Mon grand-père est arrivé ici trois ans après sa construction. Il conduisait l'un des tracteurs qui tiraient les bateaux à travers les écluses.» Désignant le vieil homme qui aidait les enfants à installer la table de pique-nique, il expliqua : «Mon père était ingénieur et j'ai suivi ses traces.»

La femme était retournée aider son beau-père et ses enfants. Derrière eux, le soleil s'enfonçait dans la mer. La scène était d'une beauté idyllique, comparable à un tableau de Monet. Je demandai à mon interlocuteur s'ils étaient citoyens américains.

Il me regarda d'un air incrédule. «Évidemment! La zone du canal est un territoire américain.» Le garçon vint dire à son père que le dîner était prêt.

«Votre fils formera-t-il la quatrième génération?»

L'homme joignit les mains et les leva vers le ciel.

«Je prie le Seigneur tous les jours pour qu'il le puisse. La vie est merveilleuse dans la zone du canal.» Puis il baissa les mains et regarda Fidel. «J'espère seulement que nous y resterons encore au moins cinquante ans. Ce despote de Torrijos fait des vagues. C'est un homme dangereux!»

Pris d'une pulsion soudaine, je lui dis, en espagnol : «*Adios*. J'espère que vous et votre famille, vous vous amuserez bien ici et que vous apprendrez beaucoup de choses sur la culture du Panama.»

Il me jeta un regard de dégoût. «Je ne parle pas leur langue», me dit-il. Il tourna aussitôt les talons pour aller rejoindre sa famille.

Fidel s'approcha de moi, plaça un bras autour de mes épaules et me serra fort en disant : «Merci.»

De retour en ville, il me fit ensuite visiter un secteur qu'il qualifia de quartier pauvre.

«Ce n'est pas le pire, déclara-t-il, mais ça donne une bonne idée des autres.»

La rue était bordée de cabanes de bois longées par un fossé plein d'eau stagnante. Ces fragiles habitations faisaient penser à des bateaux délabrés, échoués dans un cloaque. Une odeur de pourriture et d'égout envahit soudain le véhicule, autour duquel couraient des enfants au ventre distendu. Quand nous ralentîmes, ils se rassemblèrent de mon côté, en m'appelant «mon oncle» et en me demandant de l'argent. Ça me rappelait Jakarta.

Plusieurs murs étaient couverts de graffitis. Il y avait évidemment des cœurs où étaient inscrits les noms de deux amoureux, mais la plupart étaient des slogans de haine à l'endroit des États-Unis : «Va-t'en chez toi, gringo», «Arrêtez de chier dans notre canal», «Oncle Sam l'esclavagiste» et «Dites à Nixon que le Panama n'est pas le Viêtnam». Celui qui me glaça le plus fut toutefois celui-ci : «Mourir pour la liberté mène au Christ.» Parmi ces phrases étaient disséminés des posters d'Omar Torrijos.

«Allons maintenant de l'autre côté, me dit Fidel. Nous pouvons y accéder car j'ai des papiers officiels et vous êtes citoyen américain.» Sous un ciel magenta, nous fîmes donc route vers la zone du canal. Moi qui croyais m'être bien préparé, j'eus un choc. L'opulence qui s'étalait sous mes yeux me laissa incrédule : d'énormes édifices blancs, des maisons luxueuses, des pelouses impeccables, des terrains de golf, des magasins et des cinémas.

«Voici les faits, me dit mon guide. Tout ce qui se trouve ici appartient aux États-Unis. Tous les commerces—supermarchés, salons de coiffure, restaurants—sont exempts des lois et des taxes panaméennes.

Il y a des terrains de golf à dix-huit trous, des bureaux de poste un peu partout, des cours de justice américaines et des écoles. C'est vraiment un pays à l'intérieur d'un pays.»

«Quel affront!»

Il me lança un regard éloquent. «Oui, acquiesça-t-il. C'est bien le mot! Là-bas, poursuivit-il en désignant la ville, le revenu moyen est de moins de mille dollars par année et le taux de chômage est de 30%. Bien sûr, dans le bidonville que nous venons de visiter, personne ne gagne mille dollars... En fait, presque personne n'a d'emploi.»

«Qu'est-ce qui est fait pour eux?»

Il se retourna et me jeta un regard mêlé de colère et de tristesse.

«Que pouvons-nous bien faire?» Il secoua la tête. «Je ne sais pas, mais je peux dire ceci : Torrijos essaye de trouver des solutions. Il y laissera peut-être sa peau, mais il fait vraiment tout ce qu'il peut. Il est prêt à mourir pour son peuple.»

Quand nous fûmes sortis de la zone du canal, Fidel me sourit. «Vous aimeriez aller danser?» Sans attendre ma réponse, il me dit : «Allons manger, puis je vous ferai voir encore un autre visage de Panama.»

12

Des soldats et des prostituées

Après avoir mangé un excellent steak accompagné d'une bonne bière froide, nous avons quitté le restaurant pour nous engager dans une rue sombre. Fidel me conseilla de ne jamais m'aventurer à pied dans ce secteur. «Quand vous viendrez ici, prenez un taxi jusqu'à la porte. Juste au-delà de cette clôture, fit-il en pointant le doigt, c'est la zone du canal.»

Nous continuâmes à rouler jusqu'à un terrain vague rempli de voitures. Il trouva rapidement une place vacante et se gara. Un vieil homme vint aussitôt vers nous en boitillant. Fidel sortit de la voiture et lui donna une tape amicale dans le dos, puis glissa une main affectueuse sur le pare-chocs.

«Prends-en bien soin, lui dit-il. C'est ma dame.» Il lui tendit un billet.

Nous sortîmes du parc de stationnement par un petit sentier et nous nous retrouvâmes soudain dans une rue inondée de néons clignotants. Deux jeunes garçons passaient en courant, chacun pointant un bâton vers l'autre et imitant le bruit d'un fusil. L'un échoua entre les jambes de Fidel. Il s'arrêta et recula.

«Je suis désolé, monsieur», dit-il en espagnol, tout haletant.

Fidel plaça ses deux mains sur les épaules du jeune garçon. «Il n'y a pas de mal, petit bonhomme... Mais, dis-moi, sur quoi tiriez-vous, toi et ton ami?»

L'autre garçon s'approcha et mit son bras autour de l'autre d'une manière protectrice. «C'est mon frère, dit-il. Nous sommes désolés.»

«C'est correct, fit gentiment Fidel. Il ne m'a pas fait mal. Je lui demandais seulement sur quoi vous tiriez. Je pense que je jouais à la même chose quand j'avais votre âge.»

Les deux frères se regardèrent. Le plus vieux dit en souriant : «Il est le général gringo de la zone du canal. Il a essayé de violer notre mère et je le force à retourner chez lui.»

Fidel me regarda. «Où c'est, chez lui?»

«Aux États-Unis.»

«Est-ce que ta mère travaille ici?»

«Là-bas», firent les deux garçons en désignant fièrement un néon au bout de la rue. «Elle est barmaid.»

«Vous pouvez y aller», leur dit Fidel en donnant à chacun une pièce de monnaie. «Mais soyez prudents. Restez sous les lumières.»

«Oui, monsieur. Merci.» Ils s'en allèrent en courant.

Tout en marchant, Fidel m'expliqua que la loi panaméenne interdisait aux femmes de se prostituer. «Elles peuvent servir et danser dans un bar, mais elles ne peuvent vendre leur corps. Seules les étrangères le peuvent.»

Nous entrâmes dans le bar et fûmes assaillis par une chanson populaire américaine. Mes yeux et mes oreilles mirent un moment à s'adapter. Une paire de soldats américains costauds se tenait debout près de la porte, le bras ceint d'un bandeau les identifiant comme membres de la police militaire.

Fidel m'entraîna le long du bar et j'aperçus alors la scène. Trois jeunes femmes y dansaient, entièrement nues... ou presque. L'une n'était vêtue que d'une casquette de marin, la deuxième, d'un béret vert, et la troisième, d'un chapeau de cow-boy. Elles avaient des formes spectaculaires. Riant à gorge déployée, elles feignaient de participer à un concours de danse. À voir le décor et à entendre la musique sur laquelle elles se contorsionnaient, on aurait pu se croire dans une discothèque de Boston, sauf que ces filles étaient nues...

Nous traversâmes un groupe de jeunes anglophones en t-shirt et en jeans. Leurs cheveux courts les trahissaient : c'étaient des soldats de la base militaire de la zone du canal. Fidel tapota l'épaule d'une

serveuse, qui, se retournant aussitôt, poussa un cri de joie et l'enlaça. Les jeunes soldats, qui les observaient intensément, se lancèrent des regards désapprobateurs. Je me demandai si cette jeune Panaméenne était incluse dans les desseins de la *Destinée manifeste*. Elle nous conduisit dans un coin, où elle fit surgir de l'obscurité une petite table et deux chaises.

Pendant que nous nous installions, Fidel échangea des salutations en espagnol avec deux hommes assis à la table voisine. Contrairement aux soldats, ils étaient vêtus d'une chemise de couleur à manches courtes et d'un pantalon froissé. La serveuse revint avec deux bières Balboa. Fidel lui donna une petite tape sur les fesses quand elle s'en retourna. Elle sourit et lui souffla un baiser. Je regardai en direction des soldats et fus soulagé de voir qu'ils ne nous observaient plus ; ils étaient concentrés sur les danseuses.

La plupart des clients étaient des soldats anglophones, mais il y avait aussi là quelques Panaméens, tout comme les deux hommes de la table voisine. Ils tranchaient vraiment sur les autres car ils ne portaient ni t-shirt ni jeans et leur chevelure n'aurait pas survécu à l'inspection. Quelques-uns étaient assis aux tables tandis que d'autres étaient appuyés contre les murs. Ils semblaient sur le qui-vive, comme des chiens de berger gardant un troupeau de moutons.

Les femmes passaient d'une table à une autre, s'assoyant sur les genoux des clients, criant une commande aux serveuses, dansant, chantant, se relayant sur la scène. Elles avaient une jupe serrée ou des jeans, un t-shirt, ou une robe ajustée et des talons hauts. L'une était vêtue d'une robe victorienne et d'un voile. Une autre était en bikini. Il était évident que seules les plus belles pouvaient survivre dans ce lieu. J'étais très étonné du grand nombre de jeunes femmes qui se trouvaient là et je me demandais quel désespoir avait bien pu les y conduire.

« Elles sont toutes étrangères ? » demandai-je à Fidel en criant pour me faire entendre par-dessus la musique.

Il acquiesça. « Sauf... », cria-t-il en désignant les serveuses. « Elles sont panaméennes. »

« De quels pays ? »

« Le Honduras, le Salvador, le Nicaragua et le Guatemala. »

« Les pays voisins. »

« Pas tout à fait. Nos plus proches voisins sont le Costa Rica et la Colombie. »

La serveuse qui nous avait amenés à cette table vint s'asseoir sur les genoux de Fidel, qui lui frotta gentiment le dos.

« Clarissa, tu veux bien expliquer à mon ami nord-américain pourquoi elles ont quitté leur pays ? » lui demanda-t-il en hochant la tête en direction de la scène. Trois nouvelles filles venaient de prendre les coiffures des précédentes, qui sautèrent en bas et se rhabillèrent. Les nouvelles venues se mirent à danser en enlevant leurs vêtements au rythme d'une salsa.

Clarissa me tendit sa main droite. « Je suis enchantée de vous connaître », me dit-elle. Puis elle se leva et ramassa nos bouteilles vides. « Pour répondre à la question de Fidel, reprit-elle, ces filles viennent ici pour échapper à la brutalité. Je vais chercher deux autres Balboa. »

Quand elle fut partie, je me tournai vers Fidel. « Voyons, lui dis-je, elles sont ici pour les dollars américains. »

« C'est vrai, mais pourquoi sont-elles si nombreuses à venir de pays dirigés par des dictateurs fascistes ? »

Je regardai encore la scène. Les trois danseuses y gloussaient en se lançant la casquette de marin. Je regardai Fidel dans le blanc des yeux. « Tu ne blagues pas ? »

« Non, me répondit-il sérieusement. J'aimerais bien. La plupart de ces filles ont perdu leur père, leur frère, leur mari, leur ami. Elles ont grandi parmi la torture et la mort. La prostitution leur semble un moindre mal. Elles gagnent beaucoup d'argent ici et elles peuvent ensuite aller commencer une autre vie ailleurs, acheter une boutique, ouvrir un café. »

Il fut interrompu par une altercation près du bar. Une serveuse montrait le poing à un soldat, qui lui attrapa la main et lui tordit le poignet. Elle tomba à genoux en criant. Il rit et poussa un cri à l'intention de ses camarades, qui se mirent tous à rigoler. Elle essaya de le frapper avec sa main libre, mais il la serra plus fort. Son visage se tordit de douleur.

Les policiers militaires demeurèrent à leur poste près de la porte, observant tranquillement ce qui se passait. Fidel se leva et se dirigea

vers le bar. L'un des hommes de la table voisine tenta de le retenir. «*Tranquilo, hermano*, lui dit-il. Calme-toi, mon frère. Enrique contrôle la situation.»

Un grand Panaméen sortit soudain de l'ombre près de la scène et, avec l'agilité d'un chat, se dirigea rapidement vers le soldat. Lui entourant la gorge d'une main, il lui vida de l'autre un verre d'eau en pleine figure. La serveuse s'éclipsa. Plusieurs des Panaméens qui étaient appuyés contre le mur formèrent un demi-cercle protecteur autour du videur, qui souleva alors le soldat contre le bar en lui disant quelque chose que je n'ai pas compris. Puis il éleva la voix pour dire lentement en anglais, assez fort pour que tout le monde l'entende malgré la musique :

«Vous ne pouvez pas toucher aux serveuses, les gars, et vous ne pouvez toucher aux autres qu'après les avoir payées.»

Les deux policiers militaires passèrent finalement à l'action. Ils s'approchèrent du groupe de Panaméens. «Nous prenons le relais, Enrique», dirent-ils.

Le videur remit le soldat au sol et lui serra le cou encore une fois, lui faisant pousser un cri de douleur.

«Tu m'as bien compris?» On entendit un faible gémissement. «C'est bien.» Poussant alors le soldat vers les deux policiers, il leur dit : «Sortez-le d'ici.»

13

Une bonne conversation avec le général

L'invitation était tout à fait inattendue. Un matin, lors de cette même visite à Panama, en 1972, alors que je révisais un tableau statistique dans le bureau que l'on m'avait prêté à l'Instituto de Recursos Hidraulicos y Electrificación, la compagnie d'électricité publique appartenant au gouvernement, un homme frappa gentiment à ma porte entrouverte. Je l'invitai à entrer, nullement mécontent de faire une pause dans l'analyse de tous ces chiffres. Il me dit qu'il était le chauffeur du général et qu'il venait me chercher pour m'emmener à l'un de ses bungalows.

Une heure plus tard, j'étais assis à une table basse, face au général Omar Torrijos. C'était un homme grand, mince et séduisant, avec une boucle de cheveux noirs tombant sur son front proéminent. Il était vêtu d'une manière bien ordinaire, dans le typique style panaméen : pantalon kaki et chemise bleu pâle à manches courtes, à col boutonné, avec un délicat motif vert. Pour un homme ayant de lourdes responsabilités, il semblait étrangement détendu.

Il m'interrogea sur mes récents voyages en Indonésie, au Guatemala et en Iran. Ces trois pays le fascinaient, mais il semblait particulièrement intrigué par le roi d'Iran, le shah Muhammad Reza Pahlavi. Le shah avait pris le pouvoir en 1941, après que les Britanniques et les Soviétiques eurent renversé son père, qu'ils accusaient de collaborer avec Hitler [1].

«Vous rendez-vous compte? me demanda Torrijos. Participer à un complot pour détrôner son propre père!»

Le président du Panama connaissait bien l'histoire de l'Iran. Nous parlâmes de ce spectaculaire renversement de situation qui avait eu lieu en 1951, alors que le shah avait été forcé par son propre Premier ministre, Muhammad Mossadegh, à s'exiler. Torrijos savait, comme presque tout le reste du monde, que la CIA avait ensuite étiqueté comme communiste le Premier ministre et contribué au rétablissement du shah. Il ne semblait pas connaître toutefois la partie de l'histoire que m'avait apprise Claudine, c'est-à-dire les brillantes manœuvres de Kermit Roosevelt, qui avaient marqué le début d'une nouvelle ère impérialiste et amorcé l'édification d'un empire global.

«Après que le shah fut réinstallé, poursuivit Torrijos, il lança une série de programmes révolutionnaires destinés à développer le secteur industriel et à moderniser l'Iran.»

Je lui demandai pourquoi il s'intéressait tant à l'histoire de l'Iran.

«Voici où je veux en venir. Je n'ai pas une très haute opinion des politiques du shah. Sa volonté de renverser son père et de devenir une marionnette de la CIA n'a rien de glorieux. Il semble toutefois faire de bonnes choses pour son pays... et peut-être apprendrai-je quelque chose de lui s'il survit.

— Vous en doutez?

— Il a de puissants ennemis.

— Et les meilleurs gardes du corps du monde.»

Torrijos me lança un regard moqueur. «Sa police secrète, la SAVAK, a la réputation d'être d'une brutalité impitoyable. Ça ne crée pas beaucoup d'amis. Il ne durera pas très longtemps.» Il fit une pause, puis leva les yeux au ciel. «Des gardes du corps? J'en ai moi-même quelques-uns», dit-il en montrant la porte d'un geste de la main. «Vous croyez qu'ils me sauveraient la vie si votre pays décidait de se débarrasser de moi?»

Je lui demandai s'il considérait vraiment cela comme une possibilité.

Il fronça les sourcils d'une telle façon que je me sentis ridicule d'avoir posé cette question. «Nous avons le canal. C'est beaucoup plus gros qu'Arbenz et la United Fruit.»

J'avais fait des recherches sur le Guatemala et je savais donc très bien à quoi Torrijos faisait allusion. La compagnie United Fruit avait été pour ce pays l'équivalent politique du canal de Panama. Fondée à la fin du XIXe siècle, la United Fruit devint rapidement l'une des plus grandes forces de l'Amérique centrale. Au début des années 50, le candidat réformiste Jacobo Arbenz fut élu président du Guatemala lors d'un scrutin qui fut acclamé dans tout l'hémisphère comme un modèle de processus démocratique. À l'époque, 70% des terres du Guatemala appartenaient à moins de 3% des habitants. Arbenz promit d'aider les pauvres à sortir de la famine et, une fois élu, il entreprit une réforme agraire complète.

«Arbenz fut applaudi par les classes pauvres et les classes moyennes de toute l'Amérique latine, me dit Torrijos. Il était l'un de mes héros. Mais nous retenions notre souffle. Nous savions que la United Fruit s'opposait à ces mesures, puisqu'elle était l'un des plus grands propriétaires terriens du Guatemala ainsi que l'un des plus répressifs. Elle possédait aussi des plantations en Colombie, au Costa Rica, à Cuba, à la Jamaïque, au Nicaragua, à Saint-Domingue, et ici, au Panama. Elle ne pouvait pas se permettre de laisser Arbenz nous donner des idées...»

Je connaissais la suite. La United Fruit avait lancé une grande campagne de relations publiques aux États-Unis afin de convaincre le public américain et le Congrès qu'Arbenz complotait avec les Soviétiques et que le Guatemala était un satellite de l'U.R.S.S. En 1954, la CIA orchestra un coup d'État. Des avions américains bombardèrent Ciudad Guatemala, et le président Arbenz, qui avait été élu démocratiquement, fut renversé et remplacé par le colonel Carlos Castillo Armas, un brutal dictateur de droite.

Le nouveau gouvernement devait tout à la United Fruit. Pour la remercier, il renversa le processus de la réforme agraire, abolit les taxes sur l'intérêt et les dividendes payés aux investisseurs étrangers, élimina le scrutin secret et emprisonna des milliers d'opposants. Quiconque osait parler contre Castillo était persécuté. Selon les historiens, la violence et le terrorisme qui ont affligé le Guatemala pendant presque tout le reste du siècle remontent à l'alliance pas très secrète

entre la United Fruit, la CIA et l'armée guatémaltèque, dirigée par son colonel dictateur[2].

«Arbenz fut politiquement assassiné», poursuivit Torrijos. Il fit une pause et grimaça. «Comment votre peuple a-t-il pu gober ces sornettes de la CIA? On ne me fera pas disparaître aussi facilement. Les militaires d'ici appartiennent à mon peuple. L'assassinat politique ne fonctionnera pas.» Il sourit.

«La CIA devra me tuer elle-même!»

Nous gardâmes le silence quelques instants, chacun perdu dans ses pensées. Torrijos reprit la parole le premier.

«Savez-vous qui possède la United Fruit? me demanda-t-il.

— La Zapata Oil, la compagnie de George Bush, notre ambassadeur aux Nations unies, répondis-je.

— Un homme ambitieux.»

Il se pencha vers moi et poursuivit, en baissant la voix :

«Je fournis maintenant de la concurrence à ses copains, à Bechtel.»

J'étais ahuri. Bechtel était la plus puissante firme d'ingénierie du monde et collaborait fréquemment avec MAIN pour divers projets. Dans le cas de la stratégie globale du Panama, j'avais présumé qu'elle était l'un de nos plus grands compétiteurs.

«Que voulez-vous dire?

— Nous envisageons la construction d'un nouveau canal, qui serait au niveau de la mer, sans écluses. De plus gros navires pourront y passer. Les Japonais sont peut-être intéressés à la financer.

— Ce sont les meilleurs clients du canal.

— C'est exact. Évidemment, s'ils fournissent l'argent, ce sont eux qui le construiront.»

Je compris.

«Bechtel moisira dans son coin.

— Le plus gros contrat de construction de l'histoire récente.»

Il fit une pause avant de poursuivre :

«Bechtel est rempli de copains de Nixon, de Ford et de Bush.»

Torrijos savait très bien que Bush, ambassadeur des États-Unis aux Nations unies, et Ford, leader de la minorité à la Chambre des

représentants et président de la Convention nationale républicaine, étaient des décideurs républicains.

«On m'a dit que la famille Bechtel tirait les ficelles du Parti républicain.»

Cette conversation me rendit extrêmement mal à l'aise. J'étais de ceux qui perpétuaient le système qu'il méprisait tant et j'étais certain qu'il le savait. Voilà que ma mission, qui consistait à le convaincre d'accepter des prêts internationaux en échange de l'engagement de compagnies d'ingénierie et de construction américaines, se heurtait à un mur infranchissable. Je décidai de l'affronter directement.

«Général, pourquoi m'avez-vous invité ici?» lui demandai-je.

Il jeta un coup d'œil à sa montre et sourit.

«Venons-en donc à nos propres affaires. Le Panama a besoin de vous. J'ai besoin de votre aide.»

J'étais stupéfié.

«Mon aide? Que puis-je faire pour vous?

— Nous allons reprendre le canal, mais ce n'est pas suffisant.»

Il se détendit sur sa chaise.

«Nous devons également servir de modèle. Nous devons démontrer que nous nous soucions de nos pauvres et établir hors de tout doute que notre volonté d'obtenir notre indépendance n'est pas dictée par la Russie, ni par la Chine, ni par Cuba. Nous devons prouver au monde entier que le Panama est un pays raisonnable et que nous ne sommes pas *contre* les États-Unis, mais *pour* les droits des pauvres.»

Il croisa les jambes.

«Pour ce faire, poursuivit-il, il nous faut construire une base économique comme il n'en existe aucune dans cet hémisphère. De l'électricité, bien sûr, mais de l'électricité subventionnée, dont pourront jouir les plus démunis. Pareillement pour les transports et les communications, et particulièrement l'agriculture. Pour cela, il nous faut de l'argent; votre argent, celui de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement.»

Il se pencha de nouveau vers moi et soutint mon regard.

«Je comprends que votre compagnie veut toujours plus de travail et qu'elle l'obtient habituellement en gonflant l'ampleur des projets : de plus larges autoroutes, de plus grosses centrales électriques, des

ports plus profonds. Mais, cette fois-ci, ce sera différent. Donnez-moi ce qu'il y a de mieux pour mon peuple et je vous donnerai tout le travail que vous désirez. »

Sa proposition, tout à fait inattendue, m'excita autant qu'elle me choqua. Elle allait certainement à l'encontre de tout ce que j'avais appris à MAIN. De toute évidence, il savait que le jeu de l'aide internationale était une imposture. Il ne pouvait pas ne pas le savoir. Ce jeu visait à l'enrichir et à accabler son pays de dettes ; à rendre le Panama à jamais redevable aux États-Unis et à la corporatocratie ; à garder l'Amérique latine sur la voie de la *Destinée manifeste*, et asservie pour toujours à Washington et à Wall Street. Il savait assurément que le système était basé sur la présomption que les hommes exerçant le pouvoir étaient corruptibles et que sa propre décision de ne pas l'utiliser pour son bénéfice personnel serait considérée comme une menace ; elle pourrait créer un genre d'effet domino, déclencher une réaction en chaîne qui finirait par faire s'effondrer tout le système.

Il comprenait sûrement que la présence du canal lui procurait un pouvoir unique et très particulier, mais qu'elle le plaçait aussi dans une situation extrêmement précaire. Il lui fallait être prudent. Il s'était déjà établi comme leader parmi les P.M.D. Si, comme son héros Arbenz, il décidait de prendre position, le monde entier aurait les yeux rivés sur lui. Comment réagirait le système ? Plus spécifiquement, comment réagiraient les États-Unis ? L'histoire de l'Amérique latine regorgeait de héros morts.

Cet homme avait défié toutes les justifications que j'avais formulées pour mes actions. Il avait certainement ses propres faiblesses, mais ce n'était pas un corsaire, comme Henry Morgan ou Francis Drake, ces aventuriers impudents qui utilisaient les lettres de marque des rois anglais pour justifier leurs actes de piraterie. Le message inscrit sur le panneau d'affichage n'avait rien des tromperies politiques habituelles. « L'idéal d'Omar, c'est la liberté. Aucun missile ne pourra jamais détruire cet idéal ! » Tom Paine n'avait-il pas écrit quelque chose de semblable ?

J'étais toutefois sceptique. Sans doute que les idéaux ne meurent pas, mais on ne peut en dire autant des hommes qui les poursuivent. Che Guevara, Jacobo Arbenz, Salvador Allende… Ce dernier était le

seul qui fût encore vivant, mais pour combien de temps encore ? Et une autre question me vint spontanément à l'esprit : comment réagirais-je si Torrijos devenait un martyr ?

Avant de nous quitter, il fut entendu que MAIN obtiendrait le contrat de stratégie globale et que je veillerais à ce que l'on satisfasse à la requête de Torrijos.

14

Le début d'une sombre période économique

En tant que chef économiste de MAIN, non seulement avais-je la charge de tout un département, avec la responsabilité des études que nous effectuions partout sur le globe, mais je devais également être au fait de toutes les nouvelles théories et tendances économiques. En ce début des années 70, l'économie internationale subissait plusieurs changements majeurs.

Dans les années 60, un groupe de pays avaient formé l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole), en réaction contre le pouvoir des grandes compagnies de raffinage. La situation en Iran fut aussi un facteur important. Même si le shah devait sa position et peut-être même sa survie à l'intervention clandestine des États-Unis contre Mossadegh — ou peut-être justement à cause de cela —, il était bien conscient que le vent pouvait tourner à n'importe quel moment. Les dirigeants des autres pays riches en pétrole en étaient également conscients et partageaient sa paranoïa. Ils savaient également que les quelques compagnies pétrolières dominantes, appelées « les Sept Sœurs », s'entendaient pour garder au plus bas le prix du pétrole — et donc les sommes qu'elles versaient aux pays producteurs — afin de faire de plus gros bénéfices. On fonda donc l'Opep en guise de riposte.

La situation atteignit un point critique au début des années 70, lorsque l'Opep fit capituler les géants industriels. Une suite d'actions concertées, qui se termina en 1973 par un embargo pétrolier se manifestant par de longues files d'attente aux stations d'essence des États-Unis, menaça d'entraîner une catastrophe économique de l'ampleur de la dépression des années 30. Ce choc systémique fut d'une magnitude inconcevable pour l'économie des pays développés.

La crise pétrolière n'aurait pu survenir à un pire moment pour les États-Unis. Le pays était en proie à la confusion, à la crainte et au doute, se relevant à peine d'une guerre humiliante au Viêtnam et de la déchéance d'un président sur le point de démissionner. Les problèmes de Nixon ne se limitaient pas à l'Asie du Sud-Est ni au Watergate. Il était apparu sur la scène à une époque qui, rétrospectivement, serait considérée comme le début d'une ère nouvelle pour la politique et l'économie mondiales. En ces années-là, ce sont les « petits », dont les pays de l'Opep, qui avaient le dessus.

J'étais fasciné par les événements mondiaux. Bien que la corporatocratie me procurât mon gagne-pain, je me réjouissais secrètement de voir mes maîtres se faire remettre à leur place. Cela apaisait sans doute ma culpabilité. Je croyais apercevoir dans les coulisses l'ombre de Tom Paine applaudissant l'Opep.

Personne ne pouvait alors se rendre compte de l'impact réel qu'aurait l'embargo. Bien sûr, nous émettions des hypothèses, mais nous ne pouvions comprendre ce qui est devenu évident depuis. Nous savons maintenant que le taux de croissance économique qui suivit le choc pétrolier fut environ la moitié de celui qui prévalait dans les années 50 et 60, et que cette croissance eut lieu dans le contexte d'une plus forte poussée inflationniste. Comme elle fut structurellement différente et ne généra pas autant d'emplois, le chômage monta en flèche. Pour couronner le tout, le système monétaire international fut fortement ébranlé par l'effondrement du réseau de taux de change fixes qui prévalait depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

À l'époque, je discutais souvent de toutes ces questions avec des amis, à l'heure du lunch ou en prenant une bière après le travail. Certains travaillaient pour moi ; mon personnel comptait des hommes et des femmes très intelligents, presque tous assez jeunes, et, pour la plupart, des libres-penseurs, du moins selon les normes conventionnelles. D'autres faisaient partie de groupes de réflexion ou enseignaient à l'université locale, et l'un était l'assistant d'un membre du

Congrès. Il s'agissait de rencontres informelles, où nous n'étions parfois que deux, mais très souvent une bonne douzaine de participants. Les discussions y étaient très animées.

Quand j'y repense aujourd'hui, je suis embarrassé par le sentiment de supériorité que j'avais à l'époque. Je savais des choses que je ne pouvais partager. Mes amis faisaient étalage de leurs références—contacts à Beacon Hill ou à Washington, doctorats et chaires professorales—, et je leur répondais en ma qualité de chef économiste d'une importante firme de consultation, qui voyageait en première classe. Je ne pouvais toutefois rien dire de mes rencontres privées avec des hommes comme Torrijos ni de la manipulation que nous exercions sur des pays de tous les continents. C'était pour moi à la fois une source d'arrogance intérieure et de frustration.

Lorsque nous parlions du pouvoir des «petits», je devais faire preuve de beaucoup de retenue. Je savais ce qu'aucun d'entre eux ne pouvait deviner : jamais la corporatocratie, avec sa bande d'assassins financiers et les chacals qui attendaient dans l'ombre, ne permettraient aux petits de prendre le contrôle. Je n'avais qu'à penser à ce qui était arrivé à Arbenz et à Mossadegh, et, plus récemment, au président démocratiquement élu du Chili, Salvador Allende. En fait, je me rendais compte que l'emprise de l'empire global se renforçait de plus en plus, malgré l'Opep, ou plutôt, comme je le soupçonnais alors, mais n'en eus la preuve que plus tard, avec l'aide de l'Opep.

Nos conversations portaient souvent sur les similitudes entre le début des années 70 et les années 30. Celles-ci avaient marqué un tournant pour l'économie internationale, modifiant la façon que l'on avait de l'étudier, de l'analyser et de la percevoir. Cette décennie ouvrit la porte à l'économie keynésienne et à l'idée que le gouvernement devait jouer un rôle majeur dans la gestion des marchés et la fourniture de certains services, comme les soins de santé, les indemnités de chômage et d'autres formes d'aide sociale. On s'éloignait des vieilles prémisses selon lesquelles les marchés s'autoréglementaient et l'intervention de l'État devait être minimale.

La dépression eut pour résultat la Nouvelle Donne ainsi que des politiques promouvant la réglementation économique, la manipulation financière gouvernementale et l'application intensive de politiques

fiscales. De plus, tant la dépression que la Deuxième Guerre mondiale menèrent à la création d'organisations comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Les années 60 furent une décennie cruciale pour cette période et pour le passage de l'économie néoclassique à l'économie keynésienne. Cela se passait sous les administrations de Kennedy et de Johnson, et l'homme qui exerça sans doute alors la plus forte influence fut Robert McNamara.

McNamara était souvent présent à nos discussions—virtuellement, bien sûr. Nous avions tous suivi son ascension météorique vers la gloire, alors qu'il était passé de la direction de la planification et de l'analyse financière chez la compagnie Ford Motor, en 1949, à la présidence de Ford en 1960, étant d'ailleurs le premier chef de cette compagnie à ne pas faire partie de la famille Ford. Peu de temps après, Kennedy le nomma secrétaire à la Défense.

McNamara devint un ardent défenseur d'une approche keynésienne du gouvernement, utilisant des modèles mathématiques et des statistiques pour déterminer le niveau des troupes, l'allocation de fonds et diverses autres stratégies pendant la guerre du Viêtnam. Sa défense d'un «leadership agressif» devint la marque non seulement des gestionnaires gouvernementaux, mais aussi des directeurs de compagnies. Elle fut la base d'une nouvelle approche philosophique de l'enseignement de la gestion dans les meilleures écoles de commerce du pays et elle finit par donner naissance à cette nouvelle race de P.D.G. qui dirigeraient la course à l'empire global[1].

Alors que nous discussions ainsi des événements mondiaux, nous étions particulièrement fascinés par le rôle de McNamara comme président de la Banque mondiale, un emploi qu'il avait accepté peu de temps après avoir quitté son poste de secrétaire à la Défense. Pour la plupart de mes amis, il symbolisait ce qu'on appelait alors le complexe militaro-industriel. Il avait occupé successivement le plus haut poste d'une grande compagnie, celui d'un cabinet gouvernemental et maintenant celui de la plus puissante banque du monde. Une telle entorse à la séparation des pouvoirs en terrifiait plusieurs ; j'étais sans doute le seul du groupe à ne pas en être surpris le moins du monde.

Je m'aperçois maintenant que la plus grande — et la plus sinistre — contribution de Robert McNamara à l'histoire fut de faire de la Banque mondiale un agent de l'empire global à une échelle jamais vue jusque-là. Il a aussi établi un précédent. Son aptitude à combler les vides entre les principales composantes de la corporatocratie serait affinée davantage par ses successeurs. Par exemple, George Shultz fut ministre des Finances et président du Conseil de politique économique sous Nixon, il fut ensuite président de Bechtel, puis devint secrétaire d'État sous Reagan. Caspar Weinberger fut vice-président et conseiller général de Bechtel, et plus tard secrétaire à la Défense sous Reagan. Richard Helms fut directeur de la CIA sous Johnson, puis devint ambassadeur en Iran sous Nixon. Richard Cheney fut secrétaire à la Défense sous George H. W. Bush, puis président de Halliburton, et enfin vice-président de George W. Bush. Même un président des États-Unis, George H. W. Bush, débuta comme fondateur de Zapata Petroleum Corp., fut ambassadeur aux Nations unies sous les présidents Nixon et Ford, et fut ensuite directeur de la CIA sous Ford.

Avec du recul, je suis étonné de l'innocence qui régnait à l'époque. Sous plusieurs aspects, nous étions encore prisonniers des anciennes méthodes d'édification d'empire. Kermit Roosevelt nous en avait montré une meilleure quand il avait fait renverser un démocrate iranien pour le remplacer par un roi despotique. Nous, les assassins financiers, nous poursuivions plusieurs de nos objectifs dans des pays comme l'Indonésie et l'Équateur, et pourtant le Viêtnam constituait un exemple étonnant de notre facilité à retomber dans les vieux modèles.

Mais le principal membre de l'Opep, l'Arabie saoudite, allait changer tout cela.

15

L'affaire du blanchiment d'argent saoudien

En 1974, un diplomate saoudien me montra des photos de Riyad, la capitale de son pays. On voyait sur l'une d'elles un troupeau de chèvres fouillant dans des tas d'ordures à l'extérieur d'un édifice gouvernemental. Quand je lui demandai pourquoi ces chèvres étaient là, il me répondit qu'elles étaient le principal système d'élimination des déchets de la ville. Cette réponse me choqua.

« Aucun Saoudien qui se respecte ne ramasserait les ordures, me dit-il. Nous laissons cela aux animaux. »

Des chèvres ! Dans la capitale du plus grand royaume pétrolier du monde ! C'était incroyable.

À l'époque, je faisais partie d'un groupe de consultants qui commençaient à rassembler les éléments d'une solution à la crise du pétrole. Ce troupeau de chèvres m'aida à voir dans quelle direction cette solution pouvait évoluer, étant donné le peu de développement qu'avait connu ce pays depuis trois siècles.

L'histoire de l'Arabie saoudite fut fortement marquée par la violence et le fanatisme. Au XVIII[e] siècle, Muhammad Ibn Séoud, un chef de guerre local, s'unit aux fondamentalistes de la secte ultraconservatrice des wahhabites. Durant les deux siècles qui suivirent, la famille des Séoud et ses alliés wahhabites conquirent la plus grande partie de la péninsule arabique, y compris les deux villes saintes de l'islam, La Mecque et Médine.

La société saoudienne reflétait l'idéalisme puritain de ses fondateurs et l'on y appliquait à la lettre les préceptes du Coran. Une police religieuse veillait à ce que l'on prie cinq fois par jour. Les femmes devaient se couvrir de la tête aux pieds. Les criminels subissaient un châtiment sévère ; les exécutions publiques et les lapidations étaient monnaie courante. Lors de ma première visite à Riyad, je fus très étonné lorsque mon chauffeur me dit que je pouvais laisser ma caméra, mon porte-documents et même mon portefeuille dans la voiture, non fermée à clé et garée près d'un marché à ciel ouvert.

« Personne ne songerait à vous voler ici, me dit-il. Les voleurs se font couper la main. »

Plus tard le même jour, il me demanda si je désirais aller au square surnommé « Coupe-coupe » pour y assister à une décapitation. L'extrême puritanisme des wahhabites rendait les rues exemptes de voleurs, mais au prix des pires châtiments corporels pour ceux qui violaient la loi. Je déclinai l'invitation.

La conception saoudienne de la religion, qui constitue un élément important de la politique et de l'économie du pays, a contribué à l'embargo pétrolier qui a secoué l'Occident. Le 6 octobre 1973 (Yom Kippour, fête juive du Grand Pardon), l'Égypte et la Syrie attaquèrent Israël simultanément. Ce fut le début de la guerre du Kippour, la quatrième et la plus destructrice du conflit israélo-arabe, celle qui eut les plus graves conséquences pour le reste du monde. Le président de l'Égypte, Anouar al-Sadate, fit pression sur le roi Fayçal, d'Arabie saoudite, afin qu'il riposte contre la complicité des États-Unis avec Israël en utilisant « l'arme du pétrole ». Le 16 octobre, l'Iran et les cinq émirats du Golfe, dont l'Arabie saoudite, annoncèrent une augmentation de 70 % du prix du pétrole.

Lors d'un sommet à Koweït, les ministres arabes du Pétrole étudièrent aussi d'autres options. Le représentant irakien proposa avec véhémence de prendre les États-Unis pour cible. Il proposa aux autres délégués de nationaliser les compagnies américaines établies dans le monde arabe, d'imposer un embargo pétrolier total aux États-Unis et à tous les autres pays qui appuyaient Israël, et de retirer des banques américaines tous les capitaux arabes. Il fit remarquer que les comptes bancaires arabes étaient substantiels et que cette mesure pourrait créer une panique semblable à celle de 1929.

Les autres ministres arabes répugnèrent à une action aussi radicale, mais, le 27 octobre, ils décidèrent néanmoins d'imposer un embargo limité, qui commencerait par une réduction de 5 % de la production, suivie d'une réduction mensuelle identique jusqu'à ce que leurs objectifs politiques soient atteints. Ils s'entendirent sur la nécessité de punir les États-Unis pour leur soutien à Israël en leur imposant le plus sévère embargo. Plusieurs des pays présents annoncèrent qu'ils réduiraient leur production de 10 % plutôt que de 5 %.

Le 19 octobre, le président Nixon demanda au Congrès de voter une aide de 2,2 milliards de dollars à Israël. Le lendemain, l'Arabie saoudite et les autres producteurs arabes décrétèrent un embargo total sur toutes les livraisons de pétrole aux États-Unis[1].

L'embargo pétrolier prit fin le 18 mars 1974. Il n'avait pas duré très longtemps, mais ses conséquences furent énormes. Le prix de vente du pétrole saoudien passa de 1,39 $ le baril en janvier 1970 à 8,32 $ le 1er janvier 1974[2]. Les politiciens et leurs successeurs n'oublieraient jamais les leçons apprises dans la première moitié de la décennie 70. À long terme, le traumatisme subi pendant ces quelques mois permit à la corporatocratie de se renforcer. Ses trois piliers — les grandes compagnies, les banques internationales et le gouvernement — se lièrent encore plus étroitement.

L'embargo eut aussi pour résultat d'importants changements de politique et d'attitude. Washington et Wall Street décidèrent qu'à l'avenir un tel embargo ne serait pas toléré. Après 1973, la protection de notre approvisionnement pétrolier, qui avait toujours été une priorité, devint une véritable obsession. L'embargo fit de l'Arabie saoudite un acteur de la politique mondiale et força Washington à reconnaître son importance stratégique pour notre économie. En outre, il incita les corporatocrates américains à chercher désespérément des moyens de ramener les pétrodollars aux États-Unis et à réfléchir sur le fait que le gouvernement saoudien ne disposait pas de structures administratives et institutionnelles adéquates pour gérer sa richesse croissante.

Pour l'Arabie saoudite, l'augmentation des revenus pétroliers due à la hausse des prix n'eut pas que des avantages. Des milliards de

dollars remplirent les coffres de l'État, mais les croyances religieuses des wahhabites en furent affaiblies. Les riches Saoudiens se mirent à voyager partout dans le monde. Ils fréquentèrent les écoles et les universités européennes et américaines. Ils achetèrent des voitures luxueuses et meublèrent leur maison à l'occidentale. Le rigorisme fut remplacé par une nouvelle forme de matérialisme, et c'est ce qui procura aux corporatocrates une solution à leurs craintes d'une future crise pétrolière.

Presque aussitôt après la fin de l'embargo, Washington se mit à négocier avec les Saoudiens, leur offrant une assistance technique, du matériel et un entraînement militaires, ainsi que l'occasion de moderniser leur pays, en échange de pétrodollars et, mieux encore, de l'assurance qu'il n'y aurait plus jamais d'embargo pétrolier. Les négociations aboutirent à la création d'un organisation extraordinaire, la Commission économique conjointe américano-saoudienne. Connue sous le nom de JECOR, elle s'appuyait sur un concept innovateur tout à fait à l'opposé des programmes traditionnels d'aide à l'étranger ; c'est l'argent saoudien qui servirait à engager des compagnies américaines pour développer l'Arabie saoudite.

Bien que la gestion générale et la responsabilité fiscale en fussent confiées au ministère américain des Finances, cette commission était extrêmement indépendante. Elle dépenserait des milliards de dollars en plus de vingt-cinq ans sans la moindre supervision par le Congrès. Comme aucun fonds américain n'était impliqué, il n'avait aucune autorité en cette matière, malgré le rôle du ministère des Finances. Après avoir étudié en détail le fonctionnement de JECOR, David Holden et Richard Johns conclurent : « Ce fut le plus important accord du genre jamais passé par les États-Unis avec un pays en développement. Il leur permettait de s'implanter profondément dans le royaume saoudien, en renforçant l'interdépendance des deux pays[3]. »

Dès le début, le ministère des Finances introduisit MAIN dans le processus à titre de conseiller. Je fus convoqué. On me dit que mon rôle serait crucial et que tout ce que je ferais ou apprendrais devait demeurer strictement confidentiel. De mon point de vue privilégié, cela ressemblait à une opération clandestine. À l'époque, on me fit croire que MAIN était le principal consultant dans le processus, mais j'ai réalisé par la suite que nous n'étions que l'un de plusieurs consultants dont on recherchait l'expertise.

Puisque tout avait lieu dans le plus grand secret, je n'avais pas connaissance des discussions du ministère des Finances avec les autres consultants et je ne peux donc aucunement être sûr de l'importance de mon rôle dans cette entente sans précédent. Je sais toutefois que cet accord établissait de nouvelles normes pour les assassins financiers ainsi que des approches innovatrices pour promouvoir les intérêts de l'empire. Je sais aussi que la plupart des scénarios créés à partir de mes études furent appliqués, que MAIN fut récompensé par l'un des premiers grands contrats lucratifs en Arabie saoudite et que je reçus un important bonus cette année-là.

Mon travail consistait à prévoir ce qui pouvait arriver en Arabie saoudite si l'on investissait de grosses sommes d'argent dans son infrastructure et à établir des scénarios pour la dépense de cet argent. En bref, je devais utiliser toute mon imagination pour justifier l'infusion de centaines de millions de dollars dans l'économie saoudienne de manière à en faire profiter des compagnies de construction et d'ingénierie américaines. On me demanda de travailler seul, sans faire appel à mes assistants, et je fus séquestré dans une petite salle de conférences située plusieurs étages plus haut que mon département. On me prévint que mon travail était une affaire de sécurité nationale, tout en recelant un fort potentiel lucratif pour MAIN.

Je comprenais évidemment que l'objectif principal n'était pas le même que d'habitude, c'est-à-dire d'endetter ce pays à jamais, mais plutôt de trouver des moyens de rediriger vers les États-Unis une grande partie des pétrodollars. L'économie saoudienne deviendrait alors de plus en plus liée à la nôtre et dépendante d'elle ; l'Arabie saoudite s'occidentaliserait davantage et finirait par adhérer entièrement à notre système.

Dès que j'eus commencé, je me rendis compte que les chèvres errant dans les rues de Riyad symbolisaient la solution… car elles ne faisaient pas du tout honneur au jet-set saoudien. Il fallait absolument les remplacer par un système plus approprié à ce royaume du désert qui brûlait d'appartenir au monde moderne. Je savais aussi que les économistes de l'Opep insistaient sur le besoin des pays pétroliers de

profiter davantage de leur pétrole. Ils les incitaient à développer leurs propres industries, à utiliser leur pétrole pour fabriquer des produits dérivés qu'ils pourraient vendre au reste du monde à un prix plus élevé que celui du pétrole lui-même.

Cette double constatation entraînait l'établissement d'une stratégie qui, j'en étais sûr, serait avantageuse pour tous. Évidemment, les chèvres n'étaient qu'un point de départ. On utiliserait les revenus pétroliers pour engager des compagnies américaines qui remplaceraient les chèvres par le système de collecte et d'élimination des ordures le plus moderne du monde, et les Saoudiens tireraient une grande fierté de cette technologie de pointe.

Dans mon esprit, ces chèvres constituaient l'un des deux membres d'une équation applicable à la plupart des secteurs économiques du royaume, une formule gagnante à la fois pour la famille royale saoudienne, le ministère américain des Finances et mes patrons de MAIN. Selon cette formule, l'argent serait affecté à la création d'un secteur industriel centré sur la transformation du pétrole brut en produits finis d'exportation. De grands complexes pétrochimiques surgiraient du désert, entourés d'immenses zones industrielles. Naturellement, ce plan exigerait la construction de centrales électriques pouvant générer des milliers de mégawatts, la mise en place de lignes de transmission et de distribution, la création d'autoroutes, de pipelines, de réseaux de communication et de systèmes de transports, dont de nouveaux aéroports et de meilleurs ports, et aussi de toute une gamme d'industries de service, sans compter l'infrastructure essentielle au fonctionnement de ces installations.

Nous espérions tous que ce plan deviendrait un modèle pour le reste du monde. Les globe-trotters saoudiens vanteraient nos réalisations et inviteraient les dirigeants de plusieurs pays à venir voir les miracles accomplis par nous en Arabie saoudite; ces dirigeants feraient ensuite appel à nous pour que nous concevions un plan semblable pour leur pays, et, dans la plupart des cas, puisqu'il s'agirait de pays ne faisant pas partie de l'Opep, ils s'arrangeraient pour se faire financer par la Banque mondiale ou autrement, de sorte qu'ils finiraient par se retrouver criblés de dettes. L'empire global serait bien servi.

Tout en jonglant avec ces idées, je repensais aux chèvres, et les paroles du diplomate saoudien me revenaient souvent à l'esprit : «Aucun Saoudien qui se respecte ne ramasserait les ordures.» J'avais souvent entendu ce refrain dans divers contextes. Il était évident que les Saoudiens n'avaient pas l'intention de se livrer à des tâches ingrates, qu'il s'agisse du fonctionnement des installations industrielles ou de leur construction. D'abord, ils étaient trop peu nombreux. Ensuite, la famille royale, la maison des Saoud, s'était engagée à fournir à ses citoyens une éducation et un mode de vie incompatibles avec le travail manuel. Les Saoudiens pourraient occuper des postes de gestion, mais ils n'avaient ni la motivation ni le désir de travailler dans la construction ou dans des usines. Il faudrait donc importer une force ouvrière d'autres pays, des nations où la main-d'œuvre était bon marché et où le taux de chômage était élevé, préférablement des pays islamiques ou du Moyen-Orient, comme l'Égypte, la Palestine, le Pakistan et le Yémen.

Cette perspective permettait d'augmenter l'ampleur du développement, puisqu'il faudrait construire pour ces travailleurs de gigantesques complexes d'habitation, des centres commerciaux, des hôpitaux, des postes de police et de pompiers, des stations d'épuration, des réseaux d'électricité, de communications et de transport, ce qui remplacerait une partie du désert par des villes modernes. En outre, cela fournissait l'occasion d'expérimenter de nouvelles technologies, entre autres pour les usines de dessalement, les systèmes à micro-ondes, les complexes médicaux et les technologies informatiques.

Autant pour des planificateurs que pour des ingénieurs et des constructeurs, l'Arabie saoudite constituait donc l'occasion rêvée; elle présentait un intérêt économique sans précédent, puisque ce pays sous-développé qui désirait se moderniser très rapidement possédait des ressources financières pratiquement illimitées.

Je dois avouer que j'aimais énormément ce travail. Aucune donnée sérieuse n'était disponible, ni à la Bibliothèque publique de Boston ni ailleurs, qui eût justifié l'utilisation de modèles économétriques dans ce contexte. En fait, étant donné l'ampleur du travail à effectuer, soit la transformation immédiate et totale de tout un pays sur une échelle inédite, toute donnée historique eût été inutile.

De toute façon, personne ne s'attendait à ce type d'analyse quantitative, du moins pas à ce stade du projet. Je me suis donc tout simplement servi de mon imagination pour rédiger des rapports promettant au royaume saoudien un avenir glorieux. Je disposais de chiffres généraux pour évaluer, entre autres, le coût approximatif de la production d'un mégawatt d'électricité ou de la construction d'un kilomètre de route, ou celui de l'eau potable, des égouts, du logement, de l'alimentation et des services publics pour un travailleur. Je n'avais pas à préciser ces estimations ni à tirer de conclusions finales. Je devais simplement décrire une série de plans (ou, plus adéquatement peut-être, de «visions») de ce qu'il était possible de faire et fournir des estimations approximatives de leurs coûts.

Je ne perdis jamais de vue nos véritables objectifs : maximiser les paiements qui seraient versés aux compagnies américaines et rendre l'Arabie saoudite de plus en plus dépendante des États-Unis. Ces deux objectifs étaient inextricablement liés, car la plupart des projets à réaliser nécessiteraient des améliorations et des services continuels ; ils étaient d'une si grande complexité technique que les compagnies qui les auraient réalisés devraient constamment les maintenir et les moderniser. En fait, à mesure que j'avançais dans mon travail, j'établissais deux listes pour chacun des projets envisagés ; l'une pour le type de contrat d'ingénierie et de construction que nous désirions obtenir, et une autre pour les ententes de gestion et de service à long terme. MAIN, Bechtel, Brown & Root, Halliburton, Stone & Webster et plusieurs autres compagnies d'ingénierie et de construction américaines feraient d'énormes profits pendant des décennies.

Au-delà de l'aspect purement économique, l'Arabie saoudite deviendrait dépendante de nous d'une autre façon. La modernisation de ce royaume riche en gisements pétrolifères déclencherait des réactions hostiles. Par exemple, les musulmans conservateurs seraient furieux ; Israël et d'autres pays voisins se sentiraient menacés. Le développement économique de l'Arabie saoudite susciterait sans doute la croissance d'une autre industrie, celle de la protection de la péninsule arabique. Des compagnies privées spécialisées dans ce genre d'activité, ainsi que l'industrie militaire américaine, pouvaient s'attendre à de généreux contrats, et, encore une fois, à des ententes de gestion

et de service à long terme. Leur présence nécessiterait une autre phase de projets d'ingénierie et de construction, dont des aéroports, des bases de missiles et de personnel, ainsi que toute l'infrastructure associée à ces installations.

J'expédiais mes rapports par courrier interne, dans des enveloppes scellées et adressées au «Directeur de projets du ministère des Finances». Je rencontrais parfois quelques autres membres de l'équipe, c'est-à-dire mes supérieurs et vice-présidents de MAIN. Puisque ce projet ne portait pas de nom officiel car il était encore au stade de la recherche et du développement et ne faisait pas encore partie de JECOR, nous l'appelions seulement «SAMA», et presque à voix basse. Cela signifiait «Saudi Arabian Money-laundering Affair» («l'affaire du blanchiment d'argent saoudien»), mais il s'agissait aussi d'un jeu de mots ironique, car la banque centrale du royaume s'appelait Saudi Arabian Monetary Agency (Agence monétaire saoudienne), ou SAMA.

Parfois, un représentant du ministère des Finances se joignait à nous lors de nos réunions, où je posais très peu de questions. Je me contentais de décrire mon travail, de répondre à leurs commentaires et d'acquiescer à leurs demandes. Les vice-présidents et les représentants des Finances étaient particulièrement impressionnés par mon idée de conclure des ententes sur la gestion et le service à long terme. L'un des vice-présidents créa même une formule que nous utilisâmes ensuite fréquemment pour décrire le royaume : «une vache que nous pourrons traire jusqu'à notre retraite». Mais, pour moi, cette formule évoquait toujours des chèvres plutôt que des vaches…

C'est au cours de ces réunions que j'ai fini par me rendre compte que plusieurs de nos compétiteurs étaient engagés dans les mêmes tâches et que tous s'attendaient à obtenir de lucratifs contrats comme résultat de leurs efforts. Je présumais que MAIN et les autres firmes couvraient les frais de ce travail préliminaire, prenant un risque à court terme afin d'obtenir une part du gâteau. Le numéro sous lequel j'inscrivais le nombre de mes heures de travail sur ma carte personnelle de pointage semblait celui d'un compte administratif de frais généraux, ce qui renforçait cette présomption. C'était là une approche typique de la phase préparatoire de la plupart des projets. Dans

ce cas-ci, l'investissement initial excédait sûrement de beaucoup la norme, mais les vice-présidents semblaient extrêmement confiants de récupérer leur mise.

Bien que nos compétiteurs fussent aussi dans la course, nous présumions qu'il y aurait suffisamment de travail pour tous. De plus, j'étais dans le métier depuis assez longtemps pour savoir que les récompenses dépendraient de l'acceptation de notre travail par le ministère des Finances et que les meilleurs contrats seraient octroyés aux consultants dont l'approche aurait finalement été adoptée. C'était pour moi un défi personnel que de créer des scénarios qui se rendraient jusqu'au stade de la conception et de la construction. Ma cote était à la hausse à MAIN et, si nous réussissions, mon rôle clé dans la SAMA la ferait monter encore d'un cran.

Lors de nos réunions, nous discutions ouvertement de la possibilité que la SAMA et toute l'opération JECOR créent un précédent. Il s'agissait là d'une approche innovatrice pour la création de travaux lucratifs dans des pays qui n'avaient pas besoin d'emprunter aux banques internationales. L'Iran et l'Irak, par exemple, s'imposaient aussitôt à l'esprit. La nature humaine étant ce qu'elle est, nous pressentions que les dirigeants de tels pays auraient vraisemblablement envie d'imiter l'Arabie saoudite. Il ne faisait aucun doute que l'embargo pétrolier de 1973, qui avait d'abord semblé très néfaste, aurait finalement des retombées inattendues pour les compagnies d'ingénierie et de construction, ce qui ferait progresser davantage l'empire global.

Je travaillai intensément à cette phase «visionnaire» durant environ huit mois, quoique jamais plus de quelques jours à la fois, séquestré dans ma salle de conférences privée ou dans mon appartement surplombant les jardins publics de Boston. Tous les membres de mon personnel avaient aussi d'autres tâches et savaient très bien se débrouiller sans moi, même si je vérifiais périodiquement leur travail. Avec le temps, le secret fut levé. De plus en plus de gens surent qu'il se préparait un gros projet impliquant l'Arabie saoudite. L'excitation s'accrut, les rumeurs allèrent bon train. Les vice-présidents et les représentants du ministère des Finances se firent plus ouverts, sans doute parce qu'ils avaient eux-mêmes accès à plus d'informations à mesure qu'émergeaient les détails de l'ingénieux complot.

Selon ce projet en évolution, Washington demandait aux Saoudiens de garantir le maintien de l'approvisionnement en pétrole à un niveau qui pourrait évidemment fluctuer, mais qui demeurerait toujours acceptable aux États-Unis et à leurs alliés. Si jamais d'autres pays, comme l'Iran, l'Irak, l'Indonésie ou le Venezuela, menaçaient de mettre l'embargo, l'Arabie saoudite pourrait combler le vide avec ses immenses réserves, ce qui suffirait à décourager les autres pays d'envisager un embargo. En échange de cette garantie, Washington offrait à la maison des Saoud un soutien politique total et non équivoque, et, si nécessaire, un appui militaire, lui assurant ainsi qu'elle continuerait à diriger le pays.

La famille royale pouvait difficilement refuser cette offre, étant donné la position géographique de l'Arabie saoudite, son absence de puissance militaire et sa grande vulnérabilité à ses voisins, comme l'Iran, la Syrie, l'Irak et Israël. Naturellement, Washington utilisa cet avantage pour imposer une autre condition essentielle, qui redéfinissait le rôle des assassins financiers dans le monde et servirait de modèle à de futures interventions dans d'autres pays, plus particulièrement l'Iraq. Rétrospectivement, j'ai parfois de la difficulté à comprendre comment l'Arabie saoudite a pu accepter cette condition. Il est certain que les autres pays du monde arabe, ceux de l'Opep et d'autres pays islamiques, furent choqués quand ils découvrirent les termes de l'entente et la façon dont la famille royale s'était rendue aux demandes de Washington.

La condition était celle-ci : l'Arabie saoudite utiliserait ses pétrodollars pour acheter des titres d'État américains ; en retour, les intérêts rapportés par ces titres seraient dépensés par le ministère américain des Finances de manière à permettre à l'Arabie saoudite de passer d'une société médiévale au monde moderne et industrialisé. En d'autres termes, les intérêts composés générés par les milliards de dollars de revenus du pétrole du royaume serviraient à payer des compagnies américaines pour qu'elles réalisent la vision que j'aurais présentée (ainsi sans doute que quelques-uns de nos compétiteurs) afin de faire de l'Arabie saoudite une puissance industrielle moderne. Notre propre ministère des Finances nous engagerait, aux frais des

Saoudiens, pour construire des infrastructures et même des villes entières dans toute la péninsule arabique.

Même si les Saoudiens se réservaient le droit d'être consultés sur la nature générale des projets, il reste que c'était un petit nombre d'étrangers (des infidèles, aux yeux des musulmans) qui détermineraient l'apparence future et le caractère économique de la péninsule arabique. Et cela se produirait dans un royaume fondé sur les principes conservateurs des wahhabites et dirigé selon ces principes depuis plusieurs siècles. Il fallait qu'ils aient énormément confiance, et pourtant, dans les circonstances, et à cause des pressions politiques et militaires indéniablement exercées par Washington, je crois que la famille royale saoudienne n'avait pas beaucoup le choix.

De notre point de vue, les perspectives de profits semblaient illimitées. Il s'agissait d'une entente favorable aux deux parties et pouvant créer un étonnant précédent. Ce qui rendait l'entente encore plus alléchante, c'est que personne n'avait à obtenir l'approbation du Congrès, un processus abhorré par les compagnies, particulièrement les compagnies privées comme Bechtel et MAIN, qui répugnent à ouvrir leurs livres et à partager leurs secrets. Thomas W. Lippman, spécialiste auxiliaire de l'Institut du Moyen-Orient et ancien journaliste, résume éloquemment les points saillants de cette entente :

> Les Saoudiens, roulant sur l'or, fourniraient des centaines de millions de dollars au ministère des Finances, qui retiendrait les fonds jusqu'à ce qu'il faille payer les vendeurs ou les employés. Ce système assurait que l'argent saoudien serait ensuite recyclé dans l'économie américaine [...]. Il assurait également que les gestionnaires de la commission pourraient entreprendre tout projet dont ils auraient convenu de l'utilité avec les Saoudiens, sans devoir le justifier devant le Congrès[4].

Pour établir les paramètres de cette entreprise historique, il fallut moins de temps qu'on n'aurait pu l'imaginer. Après, toutefois, nous dûmes trouver une façon de les appliquer. Pour mettre en marche le processus, un membre haut placé du gouvernement fut dépêché en Arabie saoudite afin de remplir une mission extrêmement confidentielle. Je n'en ai jamais eu la preuve, mais je crois bien qu'il s'agissait d'Henry Kissinger.

Qui que fût cet envoyé, il devait d'abord rappeler aux membres de la famille royale ce qui s'était passé en Iran quand Mossadegh avait tenté d'expulser les intérêts pétroliers britanniques. Ensuite, il devait leur présenter un plan trop attrayant pour qu'ils le refusent, tout en leur faisant comprendre qu'ils n'avaient pas tellement le choix. Je n'ai vraiment aucun doute là-dessus : on leur laissa l'impression très nette que, s'ils acceptaient notre offre, nous soutiendrions et protégerions leur régime, et que, s'ils la refusaient, ils subiraient le même sort que Mossadegh. L'envoyé revint à Washington avec un message des Saoudiens disant qu'ils obtempéraient.

Il ne restait plus qu'un léger obstacle : nous devions convaincre certains membres clés du gouvernement saoudien. Il s'agissait là d'une affaire de famille, nous a-t-on dit. Bien que l'Arabie saoudite ne fût pas une démocratie, un consensus semblait nécessaire au sein de la maison des Saoud.

En 1975, je fus affecté auprès de l'un de ces membres clés. Pour moi, il était le prince W., bien je n'aie jamais su s'il était réellement couronné. J'avais pour mission de le convaincre que l'affaire du blanchiment d'argent saoudien serait très profitable à son pays ainsi qu'à lui-même.

La tâche fut plus difficile qu'elle n'avait paru de prime abord. Le prince W. se déclara bon wahhabite et affirma qu'il ne voulait pas voir son pays s'engager sur la voie de la commercialisation occidentale. Il affirma aussi comprendre la nature insidieuse de notre proposition. Nous avions, dit-il, le même objectif que les croisés du précédent millénaire : la christianisation du monde arabe. En fait, il avait partiellement raison. À mon avis, la seule différence entre nous et les croisés résidait dans le registre. Les catholiques médiévaux prétendaient vouloir sauver les musulmans du purgatoire, tandis que nous prétendions vouloir aider les Saoudiens à se moderniser. En vérité, je crois que les croisés, tout comme la corporatocratie, cherchaient d'abord à étendre leur empire.

Mis à part ses croyances religieuses, le prince W. avait un faible pour les jolies blondes... Il semble presque ridicule de mentionner ce

qui est maintenant devenu un stéréotype injuste, et je dois préciser que le prince W. est le seul de tous les Saoudiens que j'aie connus qui eût ce penchant, ou, tout au moins, qui ait bien voulu me le laisser voir. Cela a pourtant joué un rôle dans la réalisation de cette entente historique, ce qui démontre bien jusqu'où j'étais prêt à aller pour remplir ma mission.

16

Du proxénétisme au financement d'Oussama Ben Laden

Dès le départ, le prince W. me fit savoir que, chaque fois qu'il viendrait me voir à Boston, il aimerait sortir avec une femme qui lui plairait et dont les fonctions dépasseraient le rôle d'une simple escorte. Il ne voulait pas toutefois d'une call-girl professionnelle, que lui-même et les membres de sa famille pourraient rencontrer par hasard dans la rue ou à un cocktail. Comme mes rencontres avec le prince W. avaient lieu en secret, il me fut assez facile d'accéder à sa demande.

«Sally» était une magnifique blonde aux yeux bleus qui vivait dans la région de Boston. Son mari, pilote pour la United Airlines, voyageait beaucoup, même en dehors du travail, et ne tentait aucunement de cacher ses infidélités. Sally avait une attitude cavalière à l'égard des activités de son mari, dont le salaire lui plaisait, tout comme leur luxueux condo et tous les bénéfices dont jouissaient alors les épouses des pilotes. Comme c'était une ancienne hippie, elle était habituée à la promiscuité sexuelle. Elle trouva très intéressante l'idée d'avoir une source de revenus secrète et elle accepta donc de rencontrer au moins une fois le prince W., mais à une condition : l'avenir de leur relation dépendrait entièrement de l'attitude et du comportement de celui-ci à son endroit.

Heureusement pour moi, il se trouva que chacun des deux satisfaisait aux critères de l'autre.

L'«affaire» de Sally et du prince W., un sous-chapitre de l'affaire du blanchiment d'argent saoudien, me créa toutefois des problèmes particuliers car MAIN interdisait formellement à ses partenaires toute activité illicite. Puisque, au regard de la loi, je procurais du sexe et faisais donc du proxénétisme, une activité illégale au Massachusetts, mon principal problème était de trouver un moyen de payer les services de Sally. Heureusement, le service de la comptabilité me laissait une grande liberté quant à mon compte de dépenses. Comme je donnais toujours de gros pourboires, je réussis à convaincre quelques serveurs des plus chics restaurants de Boston de me fournir des reçus vierges ; à cette époque, les reçus étaient encore écrits à la main, non à l'ordinateur.

Au bout de quelque temps, le prince W. s'enhardit jusqu'à me demander de faire le nécessaire pour que Sally aille vivre avec lui dans son cottage privé, en Arabie saoudite. Ce n'était pas là une demande inhabituelle pour l'époque car il existait déjà un trafic de jeunes femmes entre certains pays européens et le Moyen-Orient. On donnait à ces femmes un contrat d'une certaine durée, à l'expiration duquel elles retournaient chez elles avec un compte bancaire très substantiel. Robert Baer, membre enquêteur de la direction des opérations de la CIA durant vingt ans et spécialiste du Moyen-Orient, résume la chose ainsi : «Au début des années 70, alors que les pétrodollars commençaient à affluer, d'audacieux Libanais commencèrent à introduire clandestinement dans le royaume saoudien des prostituées pour les princes [...]. Comme aucun membre de la famille royale ne sait gérer un carnet de chèques, les Libanais se sont enrichis fabuleusement[1].»

J'étais bien au courant de ce trafic et je connaissais même des gens qui s'y livraient. Je me heurtais cependant à deux obstacles majeurs : Sally elle-même... et son paiement. Jamais elle ne quitterait Boston pour aller vivre dans un manoir du désert au Moyen-Orient... et aucune collection de reçus de restaurant ne pourrait couvrir cette dépense.

Le prince W. élimina d'emblée le deuxième obstacle lorsqu'il me dit qu'il payerait lui-même sa nouvelle maîtresse et que je n'avais qu'à prendre les arrangements. Je fus aussi très soulagé lorsqu'il me confia que la Sally saoudienne ne devait pas nécessairement être la même personne que la Sally américaine. J'ai alors téléphoné à plusieurs amis qui avaient des contacts libanais à Londres et à Amsterdam. Deux semaines plus tard, la Sally de rechange signait son contrat.

Le prince W. était un être complexe. Même si Sally le comblait sexuellement et que j'avais ainsi gagné sa confiance, cela ne réussit absolument pas à le convaincre que la SAMA était une stratégie recommandable pour son pays. J'ai dû travailler très fort pour y parvenir. En fait, j'ai passé plusieurs heures à lui montrer des statistiques et à l'aider à analyser des études que nous avions entreprises pour d'autres pays, dont les modèles économétriques que j'avais développés pour le Koweït pendant mon entraînement avec Claudine, durant les quelques mois qui avaient précédé mon départ pour l'Indonésie. Il a fini par céder.

Je ne connais pas les détails des tractations qui ont eu lieu entre mes collègues et les autres acteurs clés saoudiens. Je sais seulement que la famille royale a finalement tout approuvé et que MAIN fut récompensé par l'un des contrats les plus lucratifs, administré par le ministère américain des Finances. Nous reçûmes le mandat de mener une étude complète du système électrique démodé et désorganisé de l'Arabie saoudite et d'en concevoir un nouveau qui serait conforme aux normes américaines.

Comme d'habitude, c'est moi qui envoyai la première équipe afin d'établir des prévisions économiques et des pronostics de charge électrique pour chaque région du pays. Trois des hommes qui travaillaient pour moi, tous expérimentés dans les projets internationaux, s'apprêtaient à partir pour Riyad quand nous fûmes informés par notre propre service juridique que, selon les termes du contrat, nous devions avoir obligatoirement, dans les quelques semaines suivantes, un bureau parfaitement équipé et fonctionnel. Cette clause était apparemment passée inaperçue pendant plus d'un mois. Notre entente avec le ministère des Finances stipulait également que tout l'équipement devait être manufacturé aux États-Unis ou en Arabie saoudite. Puisqu'il n'y avait dans ce pays aucune usine pour fabriquer cet équipement, tout devrait être expédié des États-Unis. Or, un si grand nombre de pétroliers faisaient la queue pour entrer dans les ports de

la péninsule arabique qu'il faudrait plusieurs mois avant qu'un envoi d'équipement puisse parvenir au royaume.

MAIN n'était nullement disposé à perdre un si précieux contrat à cause de quelques kilogrammes de fournitures de bureau. À une réunion de tous les partenaires impliqués, on aboutit, après quelques heures de brainstorming, à la solution suivante : on affréterait un Boeing 747, on le remplirait de fournitures provenant de magasins de la région de Boston et on l'enverrait en Arabie saoudite. Je m'amusai alors à imaginer que cet avion serait la propriété d'United Airlines et commandé par un certain pilote dont l'épouse avait joué un rôle si crucial dans le piégeage de la maison des Saoud.

L'entente passée entre les États-Unis et l'Arabie saoudite transforma le royaume presque du jour au lendemain. Les chèvres furent remplacées par deux cents camions compacteurs d'ordures ménagères, de couleur jaune, fournis par Waste Management Inc, selon un contrat de deux cents millions de dollars[2]. D'une façon similaire, chaque secteur de l'économie saoudienne fut modernisé : l'agriculture, l'énergie, l'éducation et les communications. Comme le fit observer Thomas Lippman en 2003 :

> Les Américains ont refait à leur image un vaste paysage désolé qui n'était occupé auparavant que par les tentes des nomades et les cases de terre des fermiers ; on y voit maintenant des Starbuck au coin des rues et des rampes d'accès pour fauteuils roulants aux nouveaux édifices publics. L'Arabie saoudite est aujourd'hui un pays d'autoroutes, d'ordinateurs, de centres commerciaux climatisés comportant les mêmes boutiques chics que l'on trouve dans les riches banlieues américaines, d'élégants hôtels, de fast-foods, de télévision par satellite, d'hôpitaux modernes, de hautes tours à bureaux et de parcs d'amusement offrant un tourbillon d'attractions[3].

Les plans que nous avons conçus en 1974 ont fixé les normes des négociations subséquentes avec les pays producteurs de pétrole. Dans un certain sens, SAMA/JECOR fut le palier suivant de ce qui avait été établi en Iran par Kermit Roosevelt. On sophistiquait davantage

l'arsenal des armes politico-économiques utilisées par une nouvelle race de soldats pour créer l'empire global.

L'affaire du blanchiment d'argent saoudien et la Commission conjointe créèrent aussi des précédents en jurisprudence internationale. Ce fut très évident dans le cas d'Idi Amin Dada. Lorsque le célèbre dictateur ougandais s'exila, en 1979, c'est l'Arabie saoudite qui lui accorda l'asile politique. Bien qu'il fût considéré comme un despote meurtrier, responsable de la mort de cent mille à trois cent mille personnes, il y vécut dans le luxe, avec voitures et domestiques fournis par la maison des Saoud. Les États-Unis ont discrètement protesté, mais sans insister, de crainte de nuire à leur entente avec les Saoudiens. Amin passa ses dernières années à pêcher et à se promener sur la plage. Il mourut en 2003, d'insuffisance rénale, à l'âge de quatre-vingts ans[4].

Plus subtil et, finalement, plus néfaste fut le rôle joué par l'Arabie saoudite dans le financement du terrorisme international. Les États-Unis n'ont aucunement caché leur désir de voir la maison des Saoud financer la guerre d'Oussama Ben Laden contre les Soviétiques en Afghanistan dans les années 80, et Riyad et Washington ont fourni ensemble aux moudjahidin environ trois millions et demi de dollars[5]. Cependant, la participation américaine et saoudienne alla beaucoup plus loin.

Vers la fin de 2003, *U.S. News & World Report* publia une étude exhaustive titrée « The Saudi Connection » (« La filière saoudienne »). Le magazine avait dépouillé des milliers de pages de procès-verbaux, de rapports des services de renseignements américains et étrangers, ainsi que divers autres documents, et interviewé des dizaines de hauts fonctionnaires, d'experts en terrorisme et de spécialistes du Moyen-Orient. On avait fait les découvertes suivantes :

> La preuve est indiscutable : l'Arabie saoudite, vieil allié des États-Unis et plus grand producteur de pétrole du monde, était devenu, selon un haut fonctionnaire du ministère des Finances, l'« épicentre » du financement des terroristes [...].
>
> À partir du début des années 80, après le double choc de la révolution iranienne et de la guerre des Soviétiques en

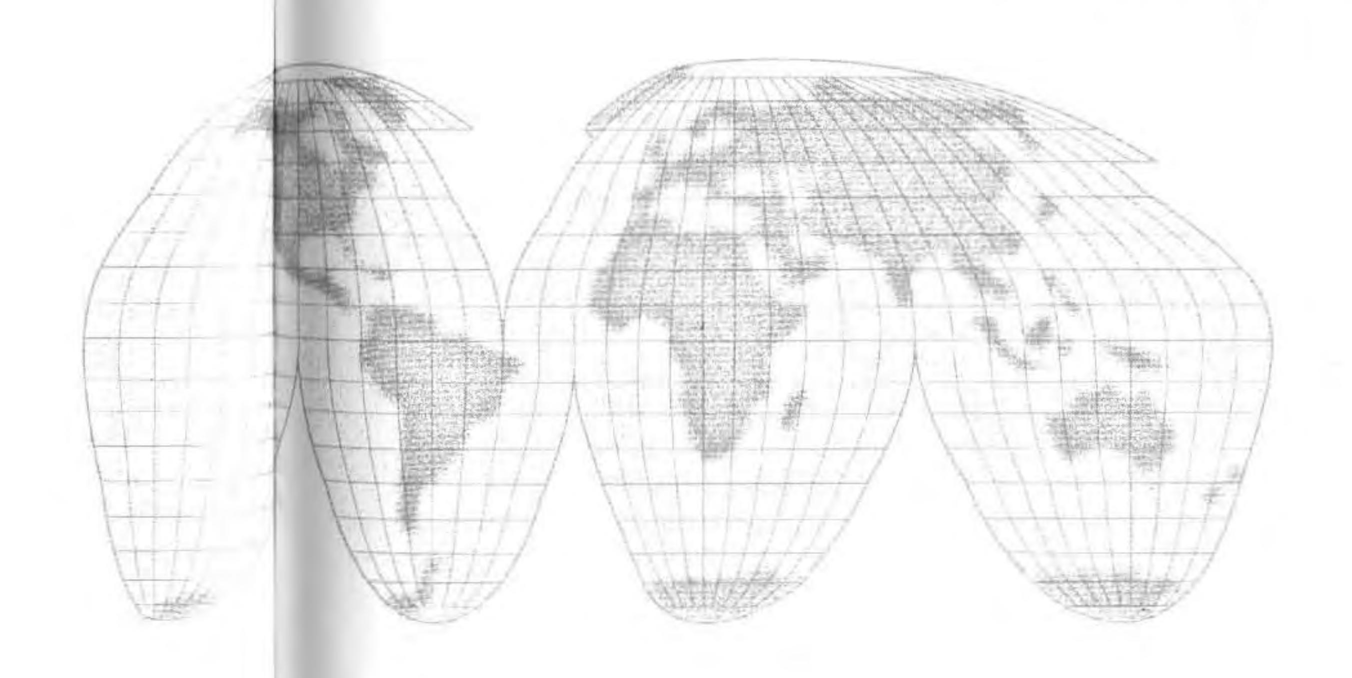
> Afghanistan, la générosité quasi officielle de l'Arabie saoudite devint la principale source de fonds pour le mouvement djihad, en croissance rapide. Dans une vingtaine de pays, l'argent fut utilisé pour entretenir des camps d'entraînement militaire, acheter des armes et recruter des membres [...].
>
> Les Saoudiens ont fortement encouragé les États-Unis à détourner les yeux, affirment des vétérans du renseignement. Des milliards de dollars en contrats, en allocations et en salaires ont été versés à un large éventail d'anciens hauts fonctionnaires américains qui avaient négocié avec les Saoudiens : des ambassadeurs, des sous-directeurs de la CIA, même des secrétaires de cabinet [...].
>
> Des conversations interceptées électroniquement impliquaient des membres de la famille royale dans le soutien d'al-Qaida et d'autres groupes terroristes[6].

Après les attentats du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center et le Pentagone, on découvrit d'autres preuves des relations secrètes entre Washington et Riyad. En octobre 2003, le magazine *Vanity Fair* divulgua des informations inédites dans un rapport exhaustif titré «Saving the Saudis» («Pour sauver les Saoudiens»). Je ne fus nullement surpris par la révélation des relations existant entre la famille Bush, la maison des Saoud et la famille Ben Laden. Je savais que ces relations remontaient au moins à l'époque de l'affaire du blanchiment d'argent saoudien, qui commença en 1974, et des mandats de George H. W. Bush comme ambassadeur des États-Unis aux Nations unies (de 1971 à 1973) puis directeur de la CIA (de 1976 à 1977). Je fus toutefois étonné que la presse ait fini par les découvrir. *Vanity Fair* concluait ainsi :

> La famille Bush et la maison des Saoud, les deux plus puissantes dynasties du monde, ont des liens personnels, commerciaux et politiques très étroits depuis plus de vingt ans [...].
>
> Dans le secteur privé, les Saoudiens ont soutenu Harken Energy, une compagnie pétrolière en difficulté dont George W. Bush était l'un des investisseurs. Plus récemment, l'ancien président George H.W. Bush et son vieil allié James A. Baker III, ancien secrétaire à la Défense, se sont présentés devant des Saoudiens à des collectes de fonds pour le groupe Carlyle, prétendument la plus grande firme de financement du monde. Aujourd'hui, l'ancien président Bush continue de servir de conseiller à cette firme, dont l'un des investisseurs serait un Saoudien accusé d'entretenir des liens avec des groupes de soutien au terrorisme [...].
>
> Quelques jours à peine après le 11 septembre 2001, de riches Saoudiens, dont des membres de la famille Ben Laden, furent évacués des États-Unis par jet privé. On ignore qui a autorisé ces vols, et les passagers n'ont pas été interrogés. La longue relation de la famille Bush avec les Saoudiens aurait-elle facilité les choses[7] ?

TROISIÈME PARTIE :

1975-1981



17

À Panama avec Graham Greene

L'Arabie saoudite a contribué au succès de nombreuses carrières. La mienne était déjà bien engagée, mais mes réussites dans ce royaume du désert m'ouvraient indéniablement de nouveaux horizons. Dès 1977, je dirigeais un petit empire composé d'une trentaine de professionnels travaillant dans nos bureaux de Boston et d'une équipe de consultants d'autres départements ou bureaux de MAIN disséminés autour du globe. J'étais le plus jeune partenaire de toute l'histoire de la firme, qui existait depuis une centaine d'années. En plus d'être chef économiste, je fus nommé directeur de la planification économique régionale. Je donnais des conférences à Harvard et ailleurs, et des journaux me commandaient des articles sur divers événements[1]. Je possédais un yacht ancré dans le port de Boston, juste à côté de la célèbre frégate *Constitution*, qui combattit les pirates de la côte de Barbarie, en Afrique du Nord, peu après la guerre de l'Indépendance. Je recevais un excellent salaire et détenais un capital actions qui me rendrait millionnaire bien avant l'âge de quarante ans. Il est vrai que mon mariage avait été un échec, mais je passais du temps agréable avec de belles et fascinantes femmes de tous les continents.

Bruno me présenta une toute nouvelle méthode de pronostic, un modèle économétrique basé sur les ouvrages d'un mathématicien russe du début du siècle. Ce modèle impliquait l'assignation de probabilités subjectives aux prédictions de croissance de certains secteurs spécifiques. Comme il semblait l'outil idéal pour justifier les taux de

croissance gonflés que nous présentions afin d'obtenir d'énormes prêts, Bruno me demanda d'en étudier les possibilités.

Je fis alors venir à mon département un jeune mathématicien du Massachusetts Institute of Technology, le docteur Nadipuram Prasad, et je lui fournis un budget. En moins de six mois, il développa la méthode Markov de modélisation économétrique. Nous produisîmes ensuite une série d'articles techniques la présentant comme une méthode révolutionnaire pour prévoir l'impact d'un investissement infrastructurel sur le développement économique.

C'était exactement ce que nous désirions : un outil permettant de «prouver» scientifiquement que nous rendions service aux autres pays en leur faisant contracter des dettes qu'ils ne pourraient jamais rembourser. De plus, seul un économétricien très doué, et disposant de beaucoup de temps et d'argent, aurait pu comprendre toutes les subtilités de la méthode Markov ou contester ses conclusions. Nos articles furent publiés par plusieurs organisations prestigieuses et nous présentâmes ces travaux en conférence dans diverses universités américaines ou étrangères. On en parla beaucoup dans toute l'industrie[2].

Omar Torrijos respecta notre entente secrète, et moi aussi. Je m'assurai que nos études étaient honnêtes et que nos recommandations tenaient compte des pauvres. Bien que l'on reprochât par la bande à mes pronostics de ne pas être gonflés selon les normes habituelles et même de sentir le socialisme, MAIN continuait à obtenir des contrats du gouvernement Torrijos. Parmi ceux-ci, une première : fournir une stratégie globale qui inclurait l'agriculture avec les secteurs traditionnels de l'infrastructure.

Entre-temps, je suivais aussi, en spectateur, la renégociation du traité du canal entre Torrijos et Jimmy Carter. Ces pourparlers suscitèrent un énorme intérêt dans le monde entier. On se demandait si les États-Unis permettraient aux Panaméens de prendre le contrôle du canal, ce que souhaitaient la plupart des autres pays, ou s'ils tenteraient plutôt de rétablir la version globale de la *Destinée manifeste*, fortement ébranlée par le fiasco viêtnamien. Aux yeux de plusieurs, le président Carter était un homme raisonnable et compatissant, qui avait été élu au bon moment. Cependant, les conservateurs de Washington et la droite religieuse s'indignaient. Comment pouvait-on

abandonner ce rempart de la défense nationale, ce symbole de l'ingénuité américaine, cette voie d'eau qui liait les fortunes d'Amérique du Sud aux intérêts commerciaux des États-Unis?

Lors de mes séjours à Panama, je logeais habituellement à l'hôtel Continental, mais, à mon cinquième voyage, je m'installai plutôt à l'hôtel Panama, de l'autre côté de la rue, parce que le Continental subissait de bruyants travaux de rénovation. Au début, ce changement d'hôtel me déplut, mais je fus ensuite séduit par le hall spacieux du Panama, avec ses chaises de rotin et ses ventilateurs à hélice tournoyant au plafond. On se serait cru sur le plateau de tournage de *Casablanca* et, chaque fois que je m'y trouvais, je m'amusais à imaginer que l'acteur Humphrey Bogart pouvait y entrer d'un moment à l'autre. Un jour, après avoir terminé la lecture d'un article de Graham Greene sur le Panama dans le *New York Review of Books*, je fixai les yeux sur les ventilateurs en me remémorant une soirée à laquelle j'avais assisté presque deux ans auparavant.

«Ford est un président faible et il ne sera pas réélu», prédit Omar Torrijos en 1975 devant un groupe de Panaméens influents. Je faisais partie des quelques étrangers invités à ce discours du président dans un vieux club élégant au plafond duquel ronronnaient des ventilateurs à hélice. «C'est pourquoi j'ai décidé d'accélérer le règlement de la question du canal. C'est le moment idéal pour lancer une offensive politique afin de le récupérer.»

Ce discours m'inspira. Je retournai à mon hôtel et griffonnai une lettre que j'envoyai au *Globe* de Boston. Quand je fus revenu au Massachusetts, un rédacteur de ce journal me téléphona à mon bureau pour me demander d'écrire un article d'opinion. J'écrivis cet article, intitulé «Colonialism in Panama Has No Place in 1975» («Le colonialisme n'a plus sa place au Panama en 1975»), qui remplit presque la moitié de la page faisant face aux éditoriaux dans l'édition du 19 septembre 1975.

Dans cet article, j'énumérais trois raisons de rétrocéder le canal au Panama. Premièrement, écrivais-je, «la situation présente est injuste, ce qui constitue en soi une excellente raison pour prendre une décision». Deuxièmement, «le traité existant comporte beaucoup plus de risques pour la sécurité que n'en entraînerait la remise du contrôle

du canal aux Panaméens». Je me reportais à une étude effectuée par la Commission du canal interocéanique, qui avait conclu que «le trafic pourrait facilement être interrompu pendant deux ans par une bombe posée possiblement par un seul individu dans la paroi du barrage de Gatun», ce que le général Torrijos lui-même avait déjà fait remarquer publiquement. Troisièmement, «la situation présente suscite de sérieux problèmes pour les relations, déjà tendues, entre les États-Unis et l'Amérique latine». Je terminais mon article ainsi :

> Le meilleur moyen d'assurer le fonctionnement efficace et continu du canal est d'aider les Panaméens à en reprendre le contrôle et la responsabilité. Ce faisant, nous pourrions nous enorgueillir de ce geste qui réitérerait l'engagement que nous avons pris, il y a deux siècles, envers la cause de l'autodétermination [...].
>
> Le colonialisme était autant en vogue au début de ce siècle qu'en 1775. En se replaçant dans le contexte de l'époque, on peut comprendre que ce traité fut ratifié. Aujourd'hui toutefois, il est injustifiable. Le colonialisme n'a plus sa place en 1975. Alors que nous célébrons notre bicentenaire, nous devrions nous en rendre compte et agir en conséquence[3].

C'était très audacieux de ma part d'écrire cet article, étant donné que j'étais devenu partenaire de MAIN depuis peu. Les partenaires étaient censés éviter la presse, à plus forte raison devaient-ils s'abstenir de publier des diatribes politiques dans les pages du plus prestigieux journal de Nouvelle-Angleterre ! Je reçus par le courrier interne une quantité de commentaires désagréables et anonymes pour la plupart, brochés à une copie de l'article. Je reconnus sur l'un des papiers l'écriture de Charlie Illingworth, mon premier directeur de projet, qui se trouvait à MAIN depuis dix ans (je n'y étais que depuis cinq ans) et qui n'était pas encore un partenaire. Sous un crâne sinistre et deux os entrecroisés, il avait écrit : «Ce communiste est vraiment un partenaire de notre firme ?»

Bruno me convoqua à son bureau.

«Tu n'as pas fini de te le faire reprocher, me dit-il. À MAIN, on est très conservateur. Mais je sais que tu es intelligent. Torrijos va adorer cela. J'espère que tu lui en enverras une copie. C'est parfait. De toute façon, tous les abrutis de ce bureau, qui prennent Torrijos pour un socialiste, s'en fichent totalement, pour autant que le travail afflue.»

Une fois de plus, Bruno avait raison. On était en 1977, Carter était à la Maison-Blanche et de sérieuses négociations étaient en cours sur le statut du canal. Plusieurs compétiteurs de MAIN s'étaient rangés du mauvais côté et avaient été expulsés du Panama, tandis que notre travail s'était multiplié.

J'étais donc assis dans le hall de l'hôtel Panama et je venais de lire un article de Graham Greene dans le *New York Review of Books*. Ce texte musclé, intitulé «The Country with Five Frontiers» («Le pays aux cinq frontières»), évoquait la corruption des officiers supérieurs de la garde nationale du Panama. L'auteur faisait remarquer que le général lui-même admettait qu'il avait accordé des privilèges spéciaux, par exemple un meilleur logement, à plusieurs membres de son personnel. Il s'en défendait en disant : «Si je ne les paie pas, c'est la CIA qui s'en chargera.» Cela signifiait clairement que les services de renseignements des États-Unis cherchaient à saper les efforts du président Carter et étaient même prêts à soudoyer les chefs militaires du Panama pour saboter les négociations sur le traité[4]. Je ne pus m'empêcher de me demander si les chacals n'avaient pas déjà commencé à cerner Torrijos.

J'avais vu dans la section des mondanités du magazine *TIME* ou *Newsweek* une photo de Torrijos et de Greene assis ensemble. Sous la photo, on expliquait que l'écrivain était un invité spécial du président, dont il était devenu un bon ami. Je me demandai ce que pensait le général de cet article écrit par un romancier en qui il semblait avoir confiance.

Le texte de Graham Greene soulevait une autre question, en rapport avec l'entretien que j'avais eu avec Torrijos en 1972. À l'époque, je présumais que le général savait que le jeu de l'aide internationale visait à l'enrichir tout en accablant son pays de dettes. J'étais sûr qu'il comprenait que le système était basé sur la présomption que les hommes exerçant le pouvoir étaient corruptibles et que sa décision de ne pas rechercher son profit personnel, mais plutôt d'utiliser l'aide étrangère pour aider réellement son peuple, serait considérée comme

une menace car elle pourrait entraîner l'effondrement de tout le système. Le monde entier avait les yeux rivés sur cet homme dont les décisions auraient des conséquences bien au-delà du Panama et ne devaient donc pas être pris à la légère.

Je m'étais demandé comment réagirait la corporatocratie si les prêts consentis au Panama amélioraient le sort des pauvres sans créer des dettes impossibles à rembourser. Je me demandais maintenant si Torrijos regrettait l'entente que nous avions conclue ce jour-là et je ne savais plus trop quoi penser moi-même de cette entente. J'avais abandonné provisoirement mon rôle d'assassin financier afin d'entrer dans son jeu, acceptant son honnêteté en échange de plus nombreux contrats. Sur le plan strictement économique, c'était une sage décision pour MAIN. Néanmoins, c'était en contradiction avec ce que Claudine m'avait inculqué car cela ne faisait pas progresser l'empire global. Et maintenant, avait-on lâché les chacals?

En quittant le bungalow de Torrijos, ce jour-là, je m'étais dit que l'histoire de l'Amérique latine regorgeait de héros morts. Un système fondé sur la corruption des hommes publics ne peut être indulgent envers ceux qui refusent de se laisser corrompre.

Dans le hall de l'hôtel Panama, j'eus soudain l'impression d'halluciner. Une figure familière s'avançait lentement dans le hall. J'étais tellement surpris que je crus d'abord qu'il s'agissait d'Humphrey Bogart, une chose impossible puisqu'il était décédé depuis longtemps. Puis je reconnus cet homme alors qu'il passait près de moi. C'était l'un des plus grands écrivains de la littérature britannique, l'auteur de *La puissance et la gloire*, des *Comédiens*, de *Notre agent à La Havane* et de cet article que je venais tout juste de lire. Il hésita un moment, regarda un peu autour de lui, puis se dirigea vers la cafétéria.

Je fus tenté de lui emboîter le pas, mais je m'abstins. Mon intuition me dit qu'il avait besoin de son intimité, et aussi qu'il me fuirait. Je ramassai le *New York Review of Books* et me retrouvai néanmoins, quelques secondes plus tard, à l'entrée de la cafétéria.

Comme j'avais déjà déjeuné, le maître d'hôtel me regarda bizarrement. Je jetai un coup d'œil à l'intérieur. Graham Greene était assis seul à une table près du mur. J'indiquai au maître d'hôtel la table à côté.

« Là, lui dis-je. J'ai encore faim. »

Comme je donnais toujours de généreux pourboires, il me fit un sourire complice et me conduisit jusqu'à la table que je lui avais indiquée.

Le romancier était absorbé dans sa lecture du journal. Je commandai un café et un croissant avec du miel. Je voulais savoir ce que Greene pensait du Panama, de Torrijos et de l'affaire du canal, mais je ne savais pas comment amorcer la conversation. Il leva alors les yeux pour prendre une gorgée dans son verre.

« Excusez-moi », lui dis-je.

Il me regarda.

« Oui ?

— Je ne veux pas vous déranger, mais vous êtes bien Graham Greene, n'est-ce pas ?

— En effet, répondit-il en me souriant chaleureusement. On ne me reconnaît pas souvent à Panama ! »

Je lui dis avec ferveur qu'il était mon romancier préféré, puis je lui racontai brièvement ma vie, y compris mon travail à MAIN et mes rencontres avec Torrijos. Il me demanda alors si j'étais ce consultant qui avait écrit un article sur la fin de la présence américaine au Panama.

« Dans le *Globe* de Boston, si j'ai bonne mémoire. »

J'étais ahuri.

« Un article très courageux, étant donné votre position, me dit-il. Vous désirez vous joindre à moi ? »

Je m'assis à sa table et j'y demeurai environ une heure et demie. En parlant avec lui, je me rendis compte à quel point il était proche de Torrijos. Il me parlait du général avec les accents d'un père pour son fils.

« Il m'a demandé d'écrire un livre sur son pays, me dit-il. Je suis en train de le faire. Ce ne sera pas de la fiction, contrairement à mes autres ouvrages. »

Je lui demandai pourquoi il privilégiait les romans.

« La fiction est moins dangereuse, me répondit-il. La plupart de mes sujets sont controversés : le Viêtnam, Haïti, la révolution mexicaine. Beaucoup d'éditeurs ont peur de publier des ouvrages d'opinion sur

ces sujets. » Il m'indiqua le *New York Review of Books* que j'avais laissé sur l'autre table. « Des articles comme celui-là peuvent être très néfastes. » Il sourit. « J'aime bien écrire de la fiction. Ça me laisse beaucoup plus de liberté. » Il me regarda intensément. « L'important, c'est d'écrire sur des questions vitales. Comme votre article du *Globe* sur le canal. »

Son admiration pour Torrijos était évidente. Le président du Panama pouvait donc impressionner autant un romancier que les pauvres et les dépossédés. Et le souci de Greene pour la vie de son ami était tout aussi évident que son admiration.

« C'est tout un exploit que de s'en prendre au géant du Nord ! » s'exclama-t-il.

Il secoua la tête tristement.

« Je crains pour sa sécurité. »

Il devait partir.

« Je prends l'avion pour la France », me dit-il en se levant lentement et en me serrant la main.

Il me regarda dans les yeux.

« Pourquoi n'écrivez-vous pas un livre ? »

Il m'y encouragea d'un signe de tête.

« C'est en vous. Mais, rappelez-vous, il faut écrire sur des questions vitales. »

Il se dirigea vers la sortie, puis revint sur ses pas pour me dire :

« Ne vous inquiétez pas. Le général aura gain de cause. Il va récupérer le canal. »

C'est effectivement ce qui arriva. En cette même année 1977, il négocia avec le président Carter de nouveaux traités qui rétrocédaient la zone du canal et le canal lui-même au Panama. La Maison-Blanche devait ensuite convaincre le Congrès de le ratifier. Il s'ensuivit une longue et dure bataille, à l'issue de laquelle le traité fut ratifié, par un seul vote. Les conservateurs jurèrent de se venger.

Lorsque parut, plusieurs années plus tard, le livre de Graham Greene, *À la rencontre du général*, il était dédicacé ainsi : « Aux amis de mon ami Omar Torrijos qui vivent au Nicaragua, au Salvador et au Panama[5]. »

18

Le roi des rois iranien

Entre 1975 et 1978, je me rendis plusieurs fois en Iran. Je faisais parfois la navette entre Téhéran et l'Indonésie ou l'Amérique latine. Le royaume du shah des shahs (littéralement le « roi des rois », son titre officiel) présentait une situation entièrement différente de celle des autres pays où nous travaillions.

Comme l'Arabie saoudite, l'Iran est riche en gisements pétrolifères et n'avait donc nul besoin de s'endetter pour financer ses ambitieux projets. Il existe toutefois d'énormes différences entre les deux pays. La très nombreuse population de l'Iran, en majorité moyen-orientale et musulmane, n'est pas arabe. De plus, son histoire est une longue suite de conflits politiques, tant à l'intérieur qu'avec les pays voisins. Nous adoptâmes donc une approche différente. Washington et les grandes compagnies se concertèrent pour faire du shah un symbole du progrès.

Nous lançâmes une grande campagne destinée à montrer au monde entier ce que pouvait accomplir un pays puissant et démocratique qui épousait les intérêts politiques et commerciaux des États-Unis. Malgré son titre, qui n'avait rien de démocratique, et en dépit du coup d'État orchestré par la CIA contre son Premier ministre démocratiquement élu, ce qui était évidemment moins connu, Washington et ses partenaires européens voulurent présenter le gouvernement du shah comme une alternative à ceux de l'Irak, de la Libye, de la Chine,

de la Corée et d'autres pays traversés par un fort courant d'antiaméricanisme.

Selon toute apparence, le shah était un ami progressiste des défavorisés. En 1962, il ordonna le transfert de grandes propriétés terriennes privées à des paysans. L'année suivante, il inaugura la «révolution blanche», un imposant programme de réformes socioéconomiques. La puissance de l'Opep augmentant pendant les années 70, le shah devint de plus en plus influent sur le plan international. En même temps, l'Iran se dotait de l'une des forces militaires les plus puissantes du Moyen-Orient musulman[1].

MAIN fut impliqué dans des projets dans tout le pays, des régions touristiques des côtes de la mer Caspienne jusqu'au détroit d'Ormuz, dans le Sud, surplombé par des installations militaires secrètes. Encore une fois, notre travail consistait à prévoir les possibilités de développement régional et à concevoir des systèmes de production, de transmission et de distribution de l'électricité qui fourniraient suffisamment d'énergie pour la croissance industrielle et commerciale correspondant à ces prévisions.

J'ai visité les principales régions de l'Iran. J'ai suivi la vieille route des caravanes à travers les montagnes du désert, de Kirman à Bandar Abbas, et j'ai parcouru les ruines de Persépolis, la cité royale, qui comptait parmi les merveilles de l'Antiquité. J'ai visité les sites les plus célèbres et les plus spectaculaires du pays : Shiraz, Isfahan, et le somptueux village de tentes construit par le shah près de Persépolis pour loger les visiteurs royaux et les chefs d'État lors de son couronnement. J'ai fini par aimer profondément ce pays et sa population complexe.

En surface, l'Iran semblait un exemple parfait de coopération entre musulmans et chrétiens. Je découvrirais toutefois bientôt que sous des dehors tranquilles se cachait un profond ressentiment.

Un soir de 1977, en rentrant à mon hôtel, je trouvai une note glissée sous ma porte, signée du nom de Yamin. Je n'avais jamais rencontré cet homme, mais on m'en avait parlé lors d'un breffage gouvernemental. Il s'agissait d'un extrémiste subversif connu. En un anglais très soigné, il me donnait rendez-vous dans un restaurant. Il y avait toutefois un avertissement : je devais m'y présenter uniquement

si j'étais intéressé à découvrir un aspect de l'Iran que les gens «dans ma position» ne voyaient jamais. Je me demandai si Yamin savait réellement quelle était ma position. Je courais évidemment un risque énorme, mais je ne pus résister à la tentation de rencontrer ce personnage énigmatique.

Mon taxi me déposa devant une porte minuscule logée dans un mur immense, si haut qu'on ne voyait pas l'édifice se trouvant derrière. Une belle Iranienne vêtue d'une longue tunique noire me fit entrer et me conduisit dans un corridor éclairé par des lampes à l'huile suspendues à un plafond bas. Au bout, elle m'introduisit dans une pièce brillant d'un éclat aussi aveuglant que cent mille diamants. Quand mes yeux s'y furent habitués, je vis que les murs étaient incrustés de nacre et de pierres semi-précieuses. Ce restaurant était éclairé par de grandes chandelles blanches soutenues par des candélabres de bronze délicatement sculptés.

Un homme grand, aux longs cheveux noirs, et vêtu d'un costume bleu marine, s'approcha de moi et me serra la main. Il se présenta comme étant Yamin, avec l'accent d'un Iranien éduqué chez les Britanniques. Ce qui me frappa immédiatement fut qu'il n'avait aucunement l'air d'un extrémiste subversif. Il me conduisit jusqu'à une discrète alcôve, à l'écart des tables où plusieurs couples dînaient tranquillement, en m'assurant que nous pourrions y parler en toute confidentialité. J'avais la nette impression que ce restaurant était un lieu de rendez-vous secret, et, ce soir-là, le nôtre était probablement le seul qui ne fût pas amoureux...

Yamin fut très cordial. Pendant notre conversation, il devint évident qu'il me considérait comme un simple consultant économique, sans visées ultérieures. Il m'expliqua qu'il m'avait choisi parce que j'avais été volontaire des Peace Corps et aussi parce que je ne manquais pas une occasion de mieux connaître son pays et ses habitants.

«Vous êtes très jeune, comparativement aux autres qui exercent cette profession, me dit-il. Vous manifestez un véritable intérêt pour notre histoire et pour nos problèmes actuels. Vous nous redonnez espoir.»

Ses paroles, tout comme son apparence, le décor et l'ambiance du restaurant ainsi que la présence de nombreux clients, me mirent

à l'aise. Je m'étais habitué à ce qu'on me prenne ainsi en amitié, comme l'avaient fait Rasy à Java et Fidel à Panama, et je l'acceptais comme un compliment, tout en y voyant une occasion de mieux connaître la mentalité des gens du lieu. Je me démarquais des autres Américains parce que je m'attachais rapidement aux endroits que je visitais. Je me suis rendu compte que les gens deviennent rapidement très chaleureux quand on s'intéresse sérieusement à leur culture.

Yamin me demanda si j'avais entendu parler du projet «Désert en fleurs[2]».

«Le shah croit que nos déserts étaient autrefois des plaines fertiles et des forêts luxuriantes. Du moins, c'est ce qu'il dit. Sous le règne d'Alexandre le Grand, de vastes armées auraient traversé ces terres avec des millions de moutons et de chèvres, qui auraient mangé toute la végétation. La disparition des plantes aurait causé une sécheresse, et toute la région aurait fini par devenir un désert. Il suffirait donc maintenant de planter des milliards d'arbres pour que la pluie revienne et que le désert refleurisse. Évidemment, cela nous coûterait des centaines de millions de dollars.»

Il sourit avec condescendance avant de poursuivre :

«Les compagnies comme la vôtre y feraient d'énormes profits.

— Je crois comprendre que vous ne croyez pas à cette théorie.

— Le désert est un symbole. Son reverdissement n'est pas qu'une affaire d'agriculture.»

Plusieurs serveurs descendirent vers nous avec des plateaux de mets iraniens magnifiquement présentés. Après m'avoir demandé la permission, Yamin choisit des aliments sur les divers plateaux, puis se retourna vers moi.

«J'aimerais vous poser une question, monsieur Perkins, si vous me le permettez. Qu'est-ce qui a détruit la culture de vos peuples autochtones, les Amérindiens?»

Je lui répondis qu'il y avait eu plusieurs facteurs, dont la cupidité du colonisateur et la supériorité des armes.

«Oui, bien sûr, mais la principale cause n'a-t-elle pas été la destruction de l'environnement?»

Il m'expliqua qu'une fois que les forêts et les animaux, comme les bisons, eurent été détruits et que les gens eurent été placés dans des réserves, les fondements mêmes de la culture ne pouvaient que s'écrouler.

«Vous voyez, dit-il, c'est pareil ici. Le désert constitue notre environnement. Le projet «Désert en fleurs» menace de détruire tout notre tissu culturel, rien de moins. Nous ne pouvons pas laisser faire cela.»

Je croyais que l'idée du projet était venue de son peuple et je le lui dis. Avec un rire cynique, il affirma que c'était le gouvernement américain qui avait mis cette idée dans la tête du shah et que celui-ci n'était qu'une marionnette des États-Unis.

«Un vrai Perse ne ferait jamais une telle chose!» s'exclama-t-il.

Il se lança ensuite dans un long discours sur la relation entre son peuple, les Bédouins, et le désert. Il précisa que plusieurs Iraniens urbanisés prenaient leurs vacances dans le désert, y installant pour une semaine, et parfois plus, de grandes tentes pouvant loger toute une famille.

«Nous appartenons au désert. Le peuple que le shah prétend diriger d'une main de fer n'est pas simplement *issu* du désert. Nous *sommes* le désert.»

Il me raconta ensuite son expérience personnelle du désert. À la fin de la soirée, il m'escorta jusqu'à la minuscule porte par laquelle j'étais entré. Mon taxi m'attendait devant. Après m'avoir serré la main, Yamin me dit qu'il avait beaucoup aimé notre rencontre. Il mentionna encore une fois mon jeune âge et mon ouverture d'esprit, en me répétant que le fait que j'occupe une telle position lui donnait espoir en l'avenir.

«Je suis très heureux d'avoir pu vous parler», me dit-il en me serrant toujours la main. «J'aimerais vous demander encore une faveur. Je ne le fais pas à la légère. Je vous la demande uniquement parce que je sais que cela vous intéressera, après notre conversation de ce soir. Vous y gagnerez beaucoup.

— Que puis-je faire pour vous?

— J'aimerais vous présenter un ami très cher, qui vous parlera longuement de notre roi des rois. Il se peut qu'il vous choque, mais je vous assure que cette rencontre en vaudra la peine.»

19

Les confessions d'un homme torturé

Quelques jours plus tard, Yamin me conduisit à l'extérieur de Téhéran. Après avoir traversé un triste bidonville, nous suivîmes une vieille route de caravane jusqu'en bordure du désert. Le soleil se couchait derrière la ville quand la voiture s'arrêta devant un groupe de petites cabanes de terre entourées de palmiers.

« C'est une très vieille oasis, qui date de l'époque de Marco Polo », m'expliqua-t-il en me conduisant jusqu'à l'une des cabanes. « L'homme que vous allez rencontrer a obtenu un doctorat de l'une de vos plus prestigieuses universités. Pour des raisons que vous comprendrez bientôt, il désire garder l'anonymat. Vous pouvez l'appeler « doc ».

Il frappa à la porte de bois et l'on entendit une réponse étouffée. Il poussa la porte et me précéda à l'intérieur. La petite pièce sans fenêtre n'était éclairée que par une lampe à l'huile posée sur une table basse, dans un coin. Quand mes yeux se furent habitués à l'obscurité, je vis que le sol de terre était recouvert de tapis perses. La silhouette d'un homme émergea alors de l'ombre. Il était assis devant la lampe, mais je ne pouvais distinguer ses traits. Je voyais seulement qu'il était enveloppé dans des couvertures et avait aussi la tête entourée. Il était dans un fauteuil roulant, seul autre meuble présent dans la pièce. Yamin me fit signe de m'asseoir sur un tapis. Il alla embrasser l'homme gentiment, lui murmura quelques mots à l'oreille, puis vint s'asseoir près de moi.

« Je vous ai parlé de M. Perkins, dit-il. Nous sommes tous les deux très honorés de vous rendre visite aujourd'hui, monsieur.

— Monsieur Perkins, vous êtes le bienvenu. » Il avait parlé d'une voix grave et rauque, presque sans accent. Je me penchai vers lui pour l'entendre me dire : « Vous êtes en présence d'un homme brisé. Je ne l'ai pas toujours été. J'ai déjà été fort comme vous. J'étais un proche conseiller du shah. » Après une longue pause, il poursuivit : « Le shah des shahs, le roi des rois. » Il y avait plus de tristesse que de colère dans sa voix.

« J'ai connu personnellement plusieurs hommes d'État : Eisenhower, Nixon, de Gaulle. Ils comptaient sur moi pour amener ce pays dans le camp capitaliste. Le shah avait confiance en moi... » Il fut secoué d'un petit rire qui ressemblait à une toux. « J'avais également confiance en lui, je croyais à ses discours. J'étais convaincu que l'Iran tiendrait les promesses de la Perse et ferait entrer les musulmans dans une ère nouvelle. Cela semblait être notre destin ; celui du shah, le mien, et celui de tous ceux qui tenaient cette mission pour leur raison d'être. »

Les couvertures bougèrent tandis que le fauteuil roulant se tournait légèrement, en produisant un crissement. Je pus ainsi voir l'homme de profil, avec sa barbe hirsute... et une ligne plate à la place du nez. Je frissonnai en réprimant un cri d'horreur.

« Ce n'est pas très joli, n'est-ce pas, monsieur Perkins ? Dommage que vous ne puissiez me voir en pleine lumière. C'est vraiment grotesque. » Il eut encore un petit rire étouffé. « Vous comprendrez facilement que je doive garder l'anonymat. Vous pourriez sûrement découvrir mon identité si vous essayiez, mais vous apprendriez alors que je suis mort. Officiellement, je n'existe plus. Mais je sais que vous ne le ferez pas. Il est préférable pour vous et votre famille de ne pas savoir qui je suis. Le shah et la SAVAK ont le bras long. »

Le fauteuil crissa encore en reprenant sa position initiale. Je me sentis soulagé, comme si le fait de ne plus voir son profil effaçait la violence dont il avait été victime. À l'époque, j'ignorais l'existence de cette coutume observée par certains peuples islamiques. Les individus jugés coupables d'avoir déshonoré la société ou ses dirigeants se font

couper le nez. Ils sont ainsi marqués pour la vie, comme en témoignait tristement le visage de cet homme.

«Monsieur Perkins, vous vous demandez sûrement pourquoi nous vous avons fait venir ici.» Sans attendre ma réponse, il poursuivit : «C'est que, voyez-vous, l'homme qui se fait appeler le roi des rois est en réalité un être satanique. Son père fut destitué par la CIA, avec mon aide et j'en ai honte, parce qu'on le disait un collaborateur des nazis. Puis il y eut cette calamité nommée Mossadegh. Aujourd'hui, notre shah est sur le point de surclasser Hitler dans le domaine du mal. Et il le fait avec l'entière complicité de votre gouvernement.

— Pourquoi donc? demandai-je.

— C'est très simple. Il est votre seul véritable allié au Moyen-Orient, et le monde industrialisé ne peut fonctionner sans le pétrole. Il y a aussi Israël, bien sûr, mais il constitue pour vous un handicap, non un atout. Et il n'y a pas de pétrole. Vos politiciens doivent courtiser les juifs car ils ont besoin de leur argent pour financer leurs campagnes. Vous êtes donc pris avec Israël, j'en ai bien peur. Cependant, l'Iran vous apporte la solution. Vos compagnies pétrolières, qui sont plus puissantes encore que les juifs, ont besoin de nous. Vous avez besoin du shah, ou, du moins, vous le croyez, tout comme vous avez cru avoir besoin des dirigeants corrompus du Viêtnam-du-Sud.

— Voulez-vous dire que l'Iran est l'équivalent du Viêtnam?

— Potentiellement, bien pire. Voyez-vous, le shah ne pourra plus durer très longtemps.

Le monde musulman le déteste. Pas seulement les Arabes, mais tous les musulmans, ceux d'Indonésie comme ceux des États-Unis, mais surtout ceux d'ici, son propre peuple, les Perses.»

J'entendis un petit choc sourd et je me rendis compte qu'il avait frappé le bras de son fauteuil.

— Il est diabolique! Nous, les Perses, nous le détestons!»

Un silence suivit ces paroles. Je n'entendais plus que sa lourde respiration, comme si sa colère l'avait épuisé.

«Doc est très proche des mollahs», me dit calmement Yamin à voix basse. «Il y a un énorme courant parmi les factions religieuses et il est répandu dans tout le pays, sauf chez une poignée de gens des classes commerciales, qui bénéficient du capitalisme du shah.

— Je vous crois sur parole, dis-je, mais je dois préciser que je n'en ai rien vu en quatre séjours ici. Tous les gens à qui j'ai parlé semblent aimer le shah et se réjouir de l'essor économique.

— C'est parce que vous ne parlez pas le farsi, me fit remarquer Yamin. Vous n'entendez

que les propos de ceux qui en bénéficient le plus. Ceux qui ont étudié en Amérique ou en Angleterre finissent toujours par travailler pour le shah. Doc est une exception, jusqu'ici...»

Il marqua une pause, comme pour bien peser ce qu'il allait dire.

«C'est pareil pour vos journalistes. Ils ne parlent qu'avec le petit cercle de gens qui entourent le shah. Évidemment, votre presse est en grande partie contrôlée par les intérêts pétroliers. Vos journalistes n'entendent donc que ce qu'ils veulent entendre et ils n'écrivent que ce que leurs annonceurs veulent lire.

— Pourquoi vous disons-nous tout cela, monsieur Perkins?» enchaîna Doc.

Sa voix était encore plus rauque que tout à l'heure, comme si l'émotion et l'effort avaient épuisé le peu d'énergie qu'il avait rassemblée pour cet entretien. Il poursuivit :

«Parce que nous aimerions vous convaincre de partir et de persuader votre compagnie de ne pas s'ingérer dans ce pays. Sachez que vous vous faites des illusions si vous croyez pouvoir gagner beaucoup d'argent ici. Ce gouvernement ne durera pas.»

Je l'entendis encore frapper son fauteuil.

«Et quand il tombera, celui qui le remplacera n'aura aucune sympathie pour vous et vos semblables.

— Voulez-vous dire que nous ne serons pas payés?»

Doc fut pris soudain d'un accès de toux. Yamin se leva et alla lui frotter le dos. Quand l'homme eut fini de tousser, Yamin lui dit quelque chose en persan, puis revint s'asseoir.

«Nous devons mettre fin à cette conversation, me dit-il. Pour répondre à votre question : non, vous ne serez pas payés. Quand vous aurez terminé le travail et réclamerez votre dû, le shah ne sera plus là.»

Sur le chemin du retour, je demandai à Yamin pourquoi Doc et lui voulaient éviter à MAIN le désastre financier qu'il avait prédit.

« Il nous ferait bien plaisir de voir votre compagnie faire faillite, mais nous préférons vous voir quitter l'Iran. Si votre compagnie s'en va, d'autres pourraient l'imiter. C'est ce que nous espérons. Voyez-vous, nous ne voulons pas d'un bain de sang ici, mais le shah doit partir et nous ferons tout pour faciliter la chose. Nous prions donc Allah de vous inspirer afin de convaincre votre M. Zambotti de partir d'ici tandis qu'il en est encore temps.

— Pourquoi moi ?

— Quand nous avons dîné ensemble et que nous avons parlé du projet « Désert en fleurs », j'ai vu que vous étiez ouvert à la vérité. J'ai constaté que les informations que nous possédions sur vous étaient exactes. Vous êtes entre deux mondes. Un homme du milieu. »

Je me demandai alors tout ce qu'il pouvait bien savoir sur moi.

20

La chute d'un roi

Un soir de 1978, alors que j'étais assis au bar luxueux de l'hôtel InterContinental de Téhéran, quelqu'un me tapa doucement sur l'épaule. Je me retournai aussitôt, pour me trouver face à face avec un Iranien costaud, en complet veston.

« John Perkins ! Tu te souviens de moi ? » me demanda-t-il.

L'ancien joueur de soccer avait pris beaucoup de poids, mais je le reconnus immédiatement à sa voix. C'était mon vieil ami Farhad, de Middlebury, que je n'avais pas vu depuis une bonne dizaine d'années. Nous nous embrassâmes, puis nous nous assîmes ensemble. Il devint vite évident qu'il savait tout de moi et de mon travail. Il était tout aussi évident qu'il n'avait pas l'intention de me parler beaucoup du sien.

« Je vais aller droit au but », me dit-il alors que nous commandions notre deuxième bière. « Je prends l'avion demain pour Rome. Mes parents y vivent. J'ai un billet pour toi pour le même vol. Ici, tout est en train de s'écrouler. Tu dois partir. »

Il me tendit un billet d'avion. Je n'ai pas douté une seule seconde de sa bonne foi.

À Rome, nous avons dîné chez ses parents. Son père, ce général retraité qui avait déjà sauvé la vie du shah en barrant le passage à un assassin, m'expliqua que son ancien patron l'avait grandement déçu. Depuis quelques années, disait-il, le shah avait montré son vrai visage, celui d'un homme arrogant et cupide. Le général blâmait la politique extérieure des États-Unis, particulièrement leur soutien à Israël ainsi

qu'à des dirigeants corrompus et à des gouvernements despotiques, pour la vague de haine qui traversait le Moyen-Orient, et il prédisait la chute du shah pour les prochains mois.

« Vous avez semé les graines de cette rébellion au début des années 50, quand vous avez renversé Mossadegh. À l'époque, vous trouviez cela très habile et moi aussi, mais maintenant nous en subissons tous les conséquences[1]. »

J'étais stupéfait. Yamin et Doc m'avaient tenu un discours semblable, mais, dans la bouche de cet homme, ces propos prenaient un sens différent. Tout le monde connaissait déjà l'existence d'un mouvement islamique fondamentaliste clandestin, mais nous étions convaincus de l'immense popularité du shah auprès de son peuple et donc de son invincibilité politique. Le général était toutefois catégorique.

« Retenez bien mes paroles, dit-il solennellement. La chute du shah ne sera qu'un début. Elle ne constituera qu'un prélude à une plus vaste action du monde musulman. Notre rage a couvé trop longtemps. Elle va bientôt éclater. »

Au cours du repas, il fut souvent question de l'ayatollah Ruhollah Khomeiny. Farhad et son père m'assurèrent qu'ils ne souscrivaient guère personnellement à son chiisme fanatique, mais ils étaient manifestement impressionnés par ses attaques contre le shah. Ce religieux dont le nom signifiait « inspiré par Dieu » était né d'une famille de fervents érudits chiites, dans un village proche de Téhéran, en 1902.

Khomeiny n'avait pas voulu s'impliquer dans la lutte du début des années 50 entre Mossadegh et le shah, mais il s'était ouvertement opposé au shah en 1960, le critiquant si sévèrement qu'il avait été déporté en Turquie, puis dans la ville sainte de Najaf, en Irak, où il était devenu le leader reconnu de l'opposition. Il envoyait des lettres, des articles et des messages enregistrés exhortant les Iraniens à se soulever, à renverser le shah et à créer un État religieux.

Deux jours après ce dîner chez les parents de Farhad, il se produisit des attentats à la bombe et des émeutes en Iran. L'ayatollah Khomeiny et les mollahs avaient lancé l'offensive qui les mènerait bientôt au pouvoir. À partir de ce moment, les événements se précipitèrent. La rage dont m'avait parlé le père de Fahrad explosa en un violent soulèvement islamique. Le shah s'enfuit en Égypte en

janvier 1979, puis, souffrant d'un cancer, s'en alla dans un hôpital de New York.

Les partisans de l'ayatollah Khomeiny demandèrent son retour. En novembre 1979, un groupe de militants islamiques s'empara de l'ambassade des États-Unis à Téhéran et détint en otages 52 Américains durant 444 jours[2]. Le président Carter tenta de négocier leur libération, mais en vain. Il autorisa alors une opération de sauvetage, qui eut lieu en avril 1980. Ce fut un désastre, qui entraîna sa défaite aux élections suivantes.

Les énormes pressions exercées par des organismes politiques et commerciaux américains forcèrent le shah malade à quitter les États-Unis. Il lui était très difficile de trouver un pays d'exil car aucun de ses anciens amis ne voulait de lui. Cependant, le général Torrijos, avec sa compassion coutumière, lui offrit l'asile au Panama, malgré son aversion personnelle pour ses politiques. Le shah fut accueilli dans le même lieu où avait été négocié le nouveau traité du canal de Panama, quelque temps auparavant.

Les mollahs demandèrent son retour en Iran en échange de la libération des otages américains. À Washington, ceux qui s'étaient opposés au traité du canal de Panama accusèrent Torrijos de corruption et de collusion avec le shah, et prétendaient qu'il mettait en danger la vie des citoyens américains. Ils demandèrent aussi qu'on livre le shah à l'ayatollah Khomeiny. Pourtant, à peine quelques semaines plus tôt, plusieurs d'entre eux s'étaient faits les plus ardents défenseurs du shah. Le roi des rois déchu finit par retourner en Égypte, où il mourut du cancer.

La prédiction de Doc se réalisa. MAIN perdit des millions de dollars en Iran, tout comme plusieurs de nos compétiteurs. Carter ne fut pas réélu. Le tandem Reagan-Bush s'installa à Washington en promettant la libération des otages, la chute des mollahs, le retour de la démocratie en Iran et un règlement définitif de la situation quant au canal de Panama.

Pour moi, les leçons à tirer des événements étaient irréfutables. Le sort de l'Iran démontrait hors de tout doute que les États-Unis œuvraient à la négation de notre véritable rôle dans le monde. Il était incompréhensible que nous ayons été si mal informés sur le shah et

sur la vague de haine qui submergea son régime. Même nous qui travaillions pour des compagnies comme MAIN, lesquelles avaient des bureaux et du personnel dans le pays, nous ne savions pas. J'étais certain que la NSA et la CIA avaient prévu ce qui était déjà évident pour Torrijos en 1972 lors de notre rencontre, mais que nos propres services de renseignements nous avaient tous incités intentionnellement à fermer les yeux.

21

La Colombie, clé de voûte de l'Amérique latine

Alors même que l'Arabie saoudite, l'Iran et le Panama constituaient des sujets d'études aussi fascinants que troublants, ces pays représentaient des exceptions. Comme les deux premiers renfermaient de vastes gisements pétrolifères et que le troisième possédait le canal, ils ne correspondaient pas à la norme. Le cas de la Colombie était plus typique. MAIN y conçut un immense projet hydroélectrique et fut la principale firme d'ingénierie à y travailler.

Un professeur d'université colombien qui écrivait un livre sur l'histoire des relations panaméricaines me dit un jour que Teddy Roosevelt était conscient de l'importance de son pays. Ce président américain, ex-colonel de la cavalerie de volontaires de la guerre hispano-américaine, aurait parlé de la Colombie en ces termes, en la désignant sur une carte géographique : « Ce pays est la clé de voûte de l'arche sud-américaine. » Je n'ai jamais vérifié cette anecdote, mais il est indéniable que, sur une mappemonde, la Colombie, située au sommet de l'Amérique du Sud, semble maintenir tout le continent. Elle relie tous les pays du Sud à l'isthme de Panama et donc à la fois à l'Amérique centrale et à l'Amérique du Nord.

Que Roosevelt ait vraiment prononcé ces paroles ou non, il avait compris, comme plusieurs autres présidents, la position cruciale de la Colombie. Pendant presque deux siècles, les États-Unis ont considéré ce pays comme une clé de voûte, ou, plus exactement, comme un

portail donnant accès à l'hémisphère sud, tant sur le plan commercial que politique.

La Colombie est aussi un pays d'une grande beauté. On y trouve des plages spectaculaires, bordées de palmiers, tant sur le littoral atlantique que sur celui du Pacifique, ainsi que de majestueuses montagnes, des pampas rivalisant avec les grandes plaines du Midwest américain, et de vastes forêts tropicales d'une très riche biodiversité. Ses habitants sont également très particuliers car ils possèdent des traits physiques, culturels et artistiques issus de divers apports ethniques, des indigènes Taironas aux immigrés d'Afrique, d'Asie, d'Europe et du Moyen-Orient.

La Colombie a joué un rôle déterminant dans l'histoire et la culture de l'Amérique latine. Pendant la période coloniale, elle fut le lieu de résidence du vice-roi de tous les territoires espagnols situés au nord du Pérou et au sud du Costa Rica. Les grandes flottes de galions partaient de la ville côtière de Carthagène pour transporter jusqu'en Espagne des trésors inestimables provenant du Chili et de l'Argentine. Plusieurs faits d'armes importants des guerres d'indépendance eurent lieu en Colombie. Par exemple, en 1819, l'armée dirigée par Simón Bolívar vainquit les royalistes espagnols à la bataille décisive de Boyacá.

Je savais qu'à notre époque la Colombie avait produit quelques-uns des plus brillants écrivains, artistes, philosophes et intellectuels de l'Amérique latine. Ses gouvernements avaient toujours été relativement démocratiques, ainsi que responsables sur le plan financier. Elle avait servi de modèle pour les programmes de reconstruction nationale du président Kennedy dans toute l'Amérique latine. Contrairement au Guatemala, son gouvernement n'avait pas été terni par une réputation de fantoche de la CIA, et, contrairement au Nicaragua, ce gouvernement était élu, ce qui présentait une alternative à la fois aux dictatures de droite et au communisme. Enfin, contrairement à tant d'autres pays, dont le Brésil et l'Argentine, la Colombie ne se méfiait pas des États-Unis. Son image d'allié fiable a d'ailleurs survécu aux souillures causées par les cartels de la drogue[1].

Malgré sa gloire, l'histoire colombienne ne fut toutefois pas exempte de haine et de violence. Ce lieu de résidence du vice-roi fut

aussi celui de l'Inquisition. On fit construire des villes splendides, de magnifiques forts et de superbes haciendas par des esclaves africains et indiens. Les trésors transportés par les galions — objets sacrés et chefs-d'œuvre artistiques que l'on avait fondus pour la commodité du transport — avaient été arrachés au patrimoine des peuples anciens. Ces peuples fiers avaient eux-mêmes été décimés par les épées des conquistadores et par la maladie. Plus récemment, soit en 1945, une élection présidentielle controversée causa une profonde division entre les partis politiques et mena à «La Violencia» (1948-1957), durant laquelle périrent plus de deux cent mille personnes.

Malgré ses conflits et ses contradictions, Washington et Wall Street ont toujours considéré la Colombie comme un élément essentiel pour la promotion des intérêts politiques et commerciaux panaméricains. Outre sa position géographique cruciale, cela est dû à plusieurs facteurs, notamment le fait que les dirigeants de tout l'hémisphère s'inspirent d'elle pour leurs propres politiques, et aussi le fait qu'elle est la source de plusieurs produits vendus aux États-Unis, comme le café, les bananes, les textiles, les émeraudes, les fleurs, l'huile et la cocaïne, tout en constituant également un marché important pour nos propres biens et services.

Ce fut le cas de l'expertise d'ingénierie et de construction, à la fin du XXe siècle. La Colombie présentait une situation semblable à celle de plusieurs pays où j'ai travaillé. Il était relativement facile de démontrer qu'elle pouvait assumer de fortes dettes et les rembourser à l'aide des profits réalisés à la fois grâce aux projets eux-mêmes et aux ressources naturelles. Ainsi, d'énormes investissements dans la construction de centrales et systèmes électriques, d'autoroutes et de réseaux de télécommunications l'aideraient à exploiter ses vastes gisements de gaz et de pétrole ainsi que ses territoires amazoniens, largement sous-développés. En retour, ces projets généreraient les revenus nécessaires pour rembourses les prêts, plus les intérêts.

Voilà pour la théorie. En pratique cependant, notre véritable intention était la même qu'ailleurs dans le monde : subjuguer Bogotá afin de faire progresser l'empire global. Comme dans plusieurs autres pays, mon travail consistait à convaincre le gouvernement de contracter d'énormes emprunts. La Colombie n'ayant pas la chance d'avoir à sa

tête un Torrijos, je ne pouvais qu'établir des prévisions économiques et de charge électrique gonflées.

Mis à part mes moments de culpabilité, la Colombie devint mon refuge personnel. J'y avais séjourné pendant deux mois avec Ann au début des années 70 et j'avais même versé un acompte sur l'achat d'une petite plantation de café située dans les montagnes du littoral antillais. Nous y étions dans la situation idéale pour guérir les blessures que nous nous étions infligées au cours des années précédentes, mais elles s'avérèrent finalement trop profondes. Ce n'est qu'après notre séparation définitive que je me suis vraiment familiarisé avec ce pays.

Dans les années 70, MAIN avait obtenu un certain nombre de contrats pour développer divers projets d'infrastructure, dont un réseau d'installations hydroélectriques et de systèmes de distribution de l'électricité à travers la jungle et jusqu'aux villes de montagne. On me fournit un bureau dans la ville côtière de Barranquilla, où je fis la connaissance, en 1977, d'une belle Colombienne qui changerait ma vie.

Paula avait de longs cheveux blonds et de magnifiques yeux verts, ce qui n'est pas fréquent en Colombie. Ses parents avaient émigré de l'Italie du Nord. Fidèle à son héritage, elle était devenue modéliste. Elle avait même fait construire une petite manufacture de vêtements pour ses créations afin de les vendre dans des boutiques haut de gamme, tant en Colombie qu'au Panama et au Venezuela. Cette femme animée d'une profonde compassion m'aida à me remettre du traumatisme causé par mon divorce et à corriger certaines attitudes qui m'avaient nui considérablement avec les femmes. Elle m'apprit également beaucoup de choses sur les conséquences de mes activités professionnelles.

Comme je l'ai mentionné plus haut, la vie est faite d'une série de hasards sur lesquels nous n'exerçons aucun contrôle. Dans mon cas, ce fut d'être un fils d'enseignant éduqué dans une école de garçons du New Hampshire rural, de faire la connaissance d'Ann et de l'oncle Frank, d'être sujet au recrutement pour la guerre du Viêtnam et de rencontrer Einar Greve. Nous avons toutefois le choix de nos actes devant ces hasards et c'est ce qui est déterminant. Par exemple, ma

décision d'exceller dans mes études, d'épouser Ann, de m'enrôler dans les Peace Corps et de devenir ensuite un assassin financier, voilà ce qui m'avait conduit à ma situation.

La rencontre de Paula fut un autre de ces hasards. L'influence de cette femme m'amena à poser des gestes qui changèrent le cours de ma vie. Avant de la connaître, je mettais souvent en question mes activités professionnelles, mais je trouvais toujours le moyen de rationaliser ma collaboration au système, malgré ma culpabilité. Paula est sans doute survenue au bon moment. Peut-être aurais-je fait le saut quand même, poussé par mes expériences en Arabie saoudite, en Iran et au Panama, mais ce qui est certain, c'est qu'elle fut le catalyseur dont j'avais besoin à ce moment-là. C'était une femme, Claudine, qui m'avait persuadé de joindre les rangs des assassins financiers, et ce fut aussi une femme, Paula, qui me persuada d'en sortir. Elle me convainquit de faire un profond examen de conscience afin de me rendre compte que je ne serais pas heureux tant que j'exercerais ce métier.

22

La république américaine versus l'empire global

Un jour, alors que nous étions assis dans une cafétéria, Paula me dit : «Je serai très franche. Les Indiens et tous les fermiers qui vivent le long du fleuve où vous construisez un barrage vous détestent. Même les citadins, qui ne sont pas directement affectés, sympathisent avec les guérilleros qui ont attaqué votre chantier. Votre gouvernement les qualifie de communistes, de terroristes et de trafiquants de drogue, mais la vérité, c'est que ce sont tout simplement des gens ordinaires, qui ont une famille et qui vivent sur les terres que votre compagnie détruit.»

Je venais de lui parler de Manuel Torres, un ingénieur engagé par MAIN et qui avait été attaqué, parmi d'autres, par des guérilleros sur le chantier de construction d'un barrage hydroélectrique. Manuel, un citoyen colombien, avait obtenu cet emploi parce qu'un règlement du département d'État américain nous interdisait d'envoyer des citoyens américains sur ce chantier. Nous appelions cela «la doctrine des Colombiens superflus» et c'était le symbole d'une situation que désormais je détestais. Mon sentiment à l'égard de telles politiques me rendait mon rôle de plus en plus difficile à vivre.

«Manuel m'a dit qu'ils avaient tiré en l'air et à ses pieds avec des fusils d'assaut AK-47, expliquai-je à Paula. Il avait l'air calme en me le racontant, mais je sais qu'il était presque hystérique. Ils n'ont tiré directement sur personne. Ils leur ont simplement donné cette lettre et ils les ont ensuite mis au fleuve dans leurs bateaux.

— Mon Dieu! s'exclama Paula. Il était terrifié, le pauvre homme!

— Bien sûr!»

Je lui dis que j'avais demandé à Manuel si, selon lui, ils appartenaient au EPL ou au M-19, les deux plus célèbres mouvements terroristes colombiens.

«Et?

— À aucun des deux. Mais il croyait ce qu'ils avaient écrit dans cette lettre.»

Paula prit le journal que j'avais apporté et lut la lettre à haute voix.

«Nous qui travaillons tous les jours uniquement pour survivre, nous jurons sur le sang de nos ancêtres que nous ne laisserons jamais construire des barrages sur nos fleuves. Nous sommes de simples Indiens et mestizos, mais nous préférons mourir plutôt que de voir nos terres inondées. Nous prévenons nos frères colombiens : cessez de travailler pour ces compagnies de construction.»

Paula déposa le journal.

«Que lui as-tu dit?»

J'hésitai un moment.

«Je n'avais pas le choix. Je devais défendre la compagnie. Je lui ai demandé s'il croyait que cette lettre avait pu être écrite par un fermier.»

Elle m'observa patiemment.

«Il a haussé les épaules.»

Nos regards se croisèrent.

«Oh! Paula! Je me déteste de jouer ce rôle.

— Qu'as-tu fait ensuite? me demanda-t-elle vivement.

— J'ai tapé du poing sur la table. Je l'ai intimidé. Je lui ai demandé si des fermiers armés de fusils d'assaut AK-47 n'étaient pas pour lui une absurdité. Puis je lui ai demandé s'il savait qui avait inventé les AK-47.

— Le savait-il?

— Oui, mais j'ai à peine entendu sa réponse. «Un Russe», qu'il m'a dit. Évidemment, je lui ai dit qu'il avait raison, que l'inventeur de

ces armes s'appelait Kalashnikov, un officier très médaillé de l'armée rouge. Je lui fis comprendre que ceux qui avaient écrit cette lettre étaient des communistes.

Crois-tu vraiment cela?» me demanda-t-elle.

Sa question me surprit. Comment pouvais-je y répondre honnêtement? En Iran, Yamin m'avait dit que j'étais pris entre deux mondes, que j'étais un homme du milieu. J'aurais bien voulu me trouver sur ce chantier quand les guérilleros l'avaient attaqué, ou alors être l'un d'eux. Je fus pris d'un sentiment étrange, une sorte de jalousie envers Yamin et Doc et envers les rebelles colombiens. Ces hommes avaient des convictions. Ils avaient choisi un monde réel, non un vague territoire entre deux réalités.

«Je dois faire mon travail», lui dis-je enfin.

Elle sourit gentiment.

«Je déteste ça», ajoutai-je.

Je pensai à ces hommes qui m'avaient si souvent inspiré au cours des ans. Tom Paine et les autres héros de la guerre de l'Indépendance, ainsi que les pirates et les pionniers. Ils se tenaient aux extrémités, non au centre. Ils avaient pris position et ils en assumaient les conséquences.

«Chaque jour, je déteste un peu plus mon travail.»

Elle me prit la main.

«Ton travail?»

Nous nous regardâmes intensément.

«Moi-même.»

Elle me serra la main et hocha lentement la tête. Je me sentis immédiatement soulagé de l'avoir avoué.

«Que vas-tu faire, John?»

Je ne savais quoi répondre. Mon soulagement se transforma en défensive. Je bafouillai les justifications classiques : je faisais de mon mieux, j'essayais de changer le système de l'intérieur, et, la vieille excuse, quelqu'un d'autre prendrait ma place si je partais. Mais je voyais à son regard qu'elle ne me croyait pas. Le pire, c'est que je ne me croyais pas non plus. Elle m'avait forcé à comprendre une vérité essentielle : c'était moi-même que je devais blâmer plutôt que mon travail.

«Et toi? lui demandai-je enfin. Que crois-tu?»

Elle soupira et me demanda, en laissant ma main :

«Tu essaies de changer de sujet?»

J'acquiesçai.

«D'accord, dit-elle, mais à une condition : nous y reviendrons un autre jour.»

Elle prit une cuiller et fit semblant de l'examiner.

«Je sais que certains des guérilleros ont suivi un entraînement en Russie et en Chine.»

Elle plongea la cuiller dans son *café con leche*, l'agita, puis la lécha.

«Que pourraient-ils faire d'autre? Il leur faut apprendre le maniement des armes modernes afin de combattre les soldats qui l'ont appris dans vos écoles. Parfois, ils vendent de la cocaïne afin de ramasser de l'argent pour leur équipement. Comment pourraient-ils se procurer des armes autrement? Ils ont affaire à un rude adversaire. La Banque mondiale ne les aide pas à se défendre. En fait, c'est elle qui les a mis dans cette situation.»

Elle prit une gorgée de café.

«Je crois que leur cause est juste, poursuivit-elle. L'électricité n'aidera que quelques Colombiens, les plus riches, alors que des milliers vont mourir parce que l'eau et les poissons seront empoisonnés quand vous aurez construit votre barrage.»

L'entendre parler de nos adversaires avec tant de compassion me donnait la chair de poule. Je me tenais les avant-bras.

«Comment se fait-il que tu en saches autant sur les terroristes?»

À peine avais-je posé la question que je craignais déjà la réponse.

«J'en ai connu un à l'école», répondit-elle.

Elle hésita un peu et repoussa sa tasse.

«Mon frère s'est joint au mouvement.»

C'était dit. J'étais extrêmement dépité. Je croyais bien la connaître et voilà que ça me fit penser à un homme qui trouve sa femme au lit avec un autre en rentrant chez lui.

«Pourquoi ne me l'as-tu jamais dit?

— Pourquoi te l'aurais-je dit? ça n'a aucune importance. Ce n'est pas une chose dont je me vante.

— Comment peux-tu savoir s'il est encore vivant?

— Je ne le sais pas, mais le gouvernement l'a mis sur la liste des hommes recherchés.

C'est bon signe.»

Je réprimai l'envie de critiquer ou de me défendre. J'espérais qu'elle ne s'apercevrait pas de ma jalousie. Je lui demandai plutôt :

«Comment en est-il arrivé là?»

Heureusement, elle continua à regarder sa tasse.

«En manifestant devant les bureaux d'une compagnie de pétrole occidentale, je crois. Il protestait avec une vingtaine d'amis contre un forage pétrolier sur le territoire d'une tribu indigène menacée d'extinction. Ils ont été attaqués par l'armée, battus, puis jetés en prison. Et ils n'avaient rien fait d'illégal, soit dit en passant. Ils chantaient simplement devant l'édifice en brandissant des pancartes.»

Elle jeta un regard vers une fenêtre avant de poursuivre :

«Il est resté en prison six mois. Il ne nous a jamais dit ce qui s'était passé là, mais il n'était plus le même quand il en est ressorti.»

Ce fut là la première de plusieurs conversations semblables avec Paula. Dans quelle mesure préparèrent-elles le terrain à ce qui allait suivre? Je l'ignore. J'étais déchiré, et pourtant toujours dominé par mon portefeuille et mes autres faiblesses identifiées dans mon profil établi par la NSA dix ans plus tôt, en 1968. En me forçant à m'en apercevoir et à chercher les raisons profondes de ma fascination des pirates et des rebelles, Paula m'aida sur la voie du salut.

Mon séjour en Colombie me permit non seulement de résoudre mes propres dilemmes, mais aussi de faire la distinction entre la république américaine et l'empire global. La première offre de l'espoir au monde entier. Elle est fondée sur des valeurs morales et philosophiques plutôt que matérielles : l'égalité et la justice pour tous. Mais elle sait aussi être pragmatique, c'est-à-dire ne pas être un simple rêve utopique, mais une entité vivante, inspirante et magnanime. Elle peut ouvrir les bras pour abriter les opprimés. Elle est à la fois un modèle et une force que l'on ne peut ignorer; au besoin, elle peut passer à l'action, comme pendant la Deuxième Guerre mondiale, pour défendre les principes auxquels elle croit. Ces mêmes institutions qui menacent la république, c'est-à-dire les grandes compagnies, les banques

et la bureaucratie gouvernementale, pourraient être utilisées plutôt pour effectuer des changements fondamentaux dans le monde. Elles possèdent les réseaux de communication et les systèmes de transport nécessaires pour mettre un terme à la famine et à la maladie, et même aux guerres, si seulement elles pouvaient se convaincre de suivre cette voie.

L'empire global, par contre, est le fossoyeur de la république. C'est un système fondé sur le mercantilisme, le matérialisme et la cupidité. Il est centré sur lui-même et sur ses propres intérêts. Comme tous les empires de l'histoire du monde, il n'ouvre les bras que pour accumuler des ressources, s'emparer de tout ce qu'il trouve, avec un appétit insatiable. Tous les moyens y sont bons pour procurer davantage de pouvoir et de richesses à ses dirigeants.

Bien sûr, comprendre cette distinction m'a aussi permis de voir plus clairement mon propre rôle. Claudine m'avait prévenu. Elle m'avait honnêtement décrit ce qu'on attendrait de moi si j'acceptais l'emploi que MAIN m'offrait. Et pourtant il a fallu que j'aille travailler en Indonésie, au Panama, en Iran et en Colombie pour en comprendre les implications profondes. Et il a fallu ensuite la patience, l'amour et l'expérience personnelle de Paula.

J'étais loyal envers la république américaine, mais nous perpétuions par cette nouvelle et subtile forme d'impérialisme l'équivalent financier de ce que nous avions tenté d'accomplir militairement au Viêtnam. L'Asie du Sud-Est nous avait appris que la puissance d'une armée avait des limites, mais les économistes avaient réagi en concevant un meilleur plan, et les agences d'aide étrangère ainsi que les entreprises privées qui les servaient (ou, plus précisément, étaient servies par elles) étaient devenues très habiles à exécuter ce plan.

Sur tous les continents, des hommes et des femmes à l'emploi de compagnies américaines effectuaient, sans faire partie officiellement du réseau des assassins financiers, un travail beaucoup plus pernicieux que celui qui est envisagé par les thèses de conspiration. À l'instar de plusieurs ingénieurs de MAIN, ces employés ne voyaient pas les conséquences de leurs actes. Ils étaient convaincus que les usines et les ateliers clandestins où l'on fabriquait des chaussures et des pièces d'automobile pour leur compagnie aidaient les pauvres à sortir de la

pauvreté, alors qu'ils ne faisaient que les enfoncer plus profondément dans une forme d'esclavage rappelant les manoirs médiévaux ou les plantations du Sud. Comme ceux de jadis, ces esclaves modernes étaient amenés à se croire privilégiés par rapport aux pauvres âmes qui vivaient en marge de la civilisation, dans les sombres cavernes d'Europe, les jungles d'Afrique ou les régions sauvages d'Amérique.

Devais-je demeurer à MAIN ou démissionner? Mon conflit intérieur était devenu une guerre ouverte. Il ne faisait aucun doute que ma conscience désirait que j'abandonne, mais, d'un autre côté, le diplômé commercial que j'étais hésitait beaucoup. Mon petit empire personnel s'étendait davantage à mesure que s'ajoutaient des employés, des pays et des valeurs boursières à mes divers portfolios et à mon ego. En plus de la séduction exercée par l'argent et par le style de vie lié à mon emploi, ainsi que par l'enivrement du pouvoir, je me rappelais souvent un avertissement de Claudine, qui m'avait dit que, une fois engagé, je ne pourrais plus en sortir.

Évidemment, Paula s'en moqua.

«Qu'en savait-elle?»

Je lui fis remarquer que Claudine avait eu raison sur bien des points.

«Il y a longtemps de cela. Les temps ont changé. De toute façon, tu n'es pas heureux. Ni Claudine ni personne ne peut empirer les choses.»

Paula me servit si souvent ce refrain que je finis par y souscrire. Je lui avouai, ainsi qu'à moi-même, que ni l'argent, ni l'aventure, ni le prestige ne justifiaient plus mon conflit intérieur, ni ma culpabilité, ni mon stress. En tant que partenaire de MAIN, je m'enrichissais, et je savais bien que si j'y restais plus longtemps, je serais piégé pour toujours.

Un jour, alors que nous marchions sur la plage près des vieilles fortifications espagnoles de Carthagène, qui avaient subi l'assaut d'innombrables pirates, Paula me suggéra une approche à laquelle je n'avais pas songé.

«Et si tu ne disais jamais rien de tout ce que tu sais?

— Tu veux dire... tout simplement me taire?

— Exactement. Prive-les de toute raison de te poursuivre. En fait, donne-leur toutes les raisons de te laisser tranquille.»

C'était une attitude très sensée. Pourquoi n'y avais-je pas pensé plus tôt? Je n'écrirais pas de livre et je ne ferais rien d'autre pour divulguer ce que je savais. Je ne partirais pas en croisade. Je me contenterais de jouir de la vie, de voyager pour mon plaisir, et peut-être même fonderais-je une famille avec Paula. J'en avais assez et je voulais tout simplement m'en aller.

«Tout ce que Claudine t'a enseigné est une imposture, ajouta Paula. Ta vie entière est un mensonge.»

Elle sourit avec condescendance, puis ajouta :

«As-tu relu ton curriculum vitæ dernièrement?»

J'admis que je ne l'avais pas fait.

«Fais-le, me conseilla-t-elle. L'autre jour, j'en ai lu la version espagnole. Si la version anglaise est la même, je pense que tu la trouveras très intéressante.»

23

Un curriculum vitæ trompeur

Pendant que je me trouvais en Colombie, Jake Dauber se retira de la présidence de MAIN. Tel que prévu, Mac Hall, le P.D.G., nomma Bruno pour le remplacer. Mon téléphone n'arrêtait pas de sonner. Tout le monde me prédisait une promotion pour bientôt car j'étais l'un des plus proches protégés de Bruno.

Ces rumeurs m'incitèrent davantage à réviser mes positions. Suivant le conseil de Paula, je lus la version espagnole de mon curriculum vitæ. J'en fus ébranlé. De retour à Boston, je consultai la version originale anglaise ainsi que le numéro de novembre 1978 du magazine d'affaires *MAINLINES*, qui contenait un article intitulé « Des spécialistes offrent de nouveaux services aux clients de MAIN », où il était question de moi (voir pages suivantes).

Alors que j'avais déjà été très fier de ce c.v. et de cet article, voilà qu'ils faisaient naître en moi la colère. Leur contenu était intentionnellement trompeur, sinon mensonger. En outre, ces documents avaient une signification plus profonde ; ils reflétaient une réalité inhérente à notre époque et à notre poursuite d'un empire global. Ils faisaient partie d'une stratégie destinée à véhiculer des apparences pour camoufler la vérité. Étrangement, ils symbolisaient l'histoire de ma vie. Ils étaient comme un épais vernis sur une surface synthétique.

Évidemment, cela ne me consolait aucunement de savoir que j'étais en grande partie responsable du contenu de mon c.v. Selon les procédures en usage, je devais régulièrement mettre à jour mon

EXPÉRIENCE

John M. Perkins est directeur du département d'économie de la division des systèmes énergétiques et environnementaux.

Depuis qu'il s'est joint à MAIN, M. Perkins a été en charge de plusieurs projets aux États-Unis, en Asie, en Amérique latine et au Moyen-Orient. Son travail a comporté les activités suivantes : planification du développement, pronostic économique, prévision de la demande d'énergie, études de marketing, choix de l'emplacement des centrales, analyse de l'allocation de combustible, études de faisabilité économique, études d'impact environnemental et économique, consultation en planification et gestion d'investissement. De plus, plusieurs projets ont impliqué la formation des clients à l'utilisation des techniques développées par M. Perkins et son équipe.

Récemment, M. Perkins a dirigé un projet de conception de logiciels destinés à 1) prévoir les demandes d'énergie et quantifier les relations entre le développement économique et la production d'énergie ; 2) évaluer l'impact environnemental et socioéconomique des projets ; et 3) appliquer les modèles économétriques de Markov à la planification économique régionale.

Avant de se joindre à MAIN, M. Perkins a passé trois ans en Équateur, y effectuant des études de marketing, et organisant et dirigeant une compagnie de matériaux de construction. Il y a aussi effectué des études de faisabilité portant sur l'organisation de coopératives de crédit et d'épargne partout en Équateur.

ÉDUCATION

Bachelier es arts en administration commerciale, Université de Boston.
Études de troisième cycle : création de modèles, aspects financiers de l'ingénierie, économétrie, méthodes probabilistes.

LANGUES PARLÉES

Anglais, espagnol.

AFFILIATIONS PERSONNELLES

Association américaine d'économie
Société pour le développement international

PUBLICATIONS

« Le procédé Markov appliqué à la prévision de la demande d'électricité »
« Une approche macroéconomique de la prévision énergétique »
« Un modèle pour la description des interrelations directes et indirectes entre l'économie et l'environnement »

John M. Perkins



« L'énergie électrique des systèmes interconnectés »
« La méthode Markov appliquée à la planification »

COMPÉTENCES

Études prévisionnelles
Études de marketing
Études de faisabilité
Études sur le choix des emplacements
Études sur l'impact économique
Planification de l'investissement
Études sur l'approvisionnement en combustible
Planification du développement économique
Programmes de formation
Gestion de projets
Planification des allocations
Consultation en gestion

Clients servis :

- Compagnie pétrolière arabo-américaine, Arabie saoudite
- Banque asiatique de développement
- Compagnie Boise Cascade
- Compagnie City Service
- Compagnie Dayton Power & Light
- Compagnie General Electric
- Gouvernement du Koweït
- Instituto de Recursos Hidraulicos y Electrificacion, Panama
- Banque interaméricaine de développement
- Banque internationale pour la reconstruction et le développement
- Ministère iranien de l'Énergie
- New York Times
- Autorités énergétiques de l'État de New York
- Perusahaan Umum Listrik Negara, Indonésie
- Compagnie de gaz et d'électricité de la Caroline-du-Sud
- Association technique de l'industrie de la pâte à papier
- Compagnie Union Camp
- Ministère américain des Finances, royaume d'Arabie saoudite



DES SPÉCIALISTES OFFRENT DE NOUVEAUX SERVICES AUX CLIENTS DE MAIN

par Pauline Ouellette



D'après l'expression se lisant sur les visages des gens assis derrière les bureaux, il est évident que la planification économique régionale est un service de MAIN récemment établi et en pleine croissance. À ce jour, ce groupe compte une vingtaine de spécialistes, sur une période de sept ans. Il ne s'agit pas uniquement d'économistes, mais aussi de planificateurs urbains, de démographes, de spécialistes du marché et d'un premier sociologue.

Bien que plusieurs personnes aient été à l'origine de la formation de ce groupe d'économie, le principal mérite en revient à l'homme qui maintenant le dirige, **John Perkins**.

Engagé en janvier 1971 comme assistant du chef pronostiqueur de charge, John était l'un des rares économistes à l'emploi de MAIN à l'époque. Il fut d'abord envoyé en Indonésie avec une équipe de onze hommes afin d'y effectuer une étude de la demande d'électricité.

« Ils voulaient savoir si je pouvais survivre là-bas pendant trois mois », déclare-t-il en riant. Mais, étant donné son expérience, John n'a eu aucun mal à « survivre ». Il venait tout juste de passer trois ans en Équateur, à travailler avec une coopérative de matériaux de construction aidant les Indiens quechuas, descendants directs des Incas. Selon John, ces Indiens étaient exploités dans leur travail de fabricants de briques et une agence équatorienne lui demanda donc de former une coopérative. Il loua un camion pour les aider à aller vendre leurs briques directement aux consommateurs. Il en résulta un accroissement des profits de 60%. Ceux-ci furent répartis entre les membres de la coopérative, qui, deux ans et demi plus tard, comptait 200 familles.

C'est à cette époque que John Perkins a rencontré **Einar Greve** (un ancien employé), qui travaillait alors à Paute, en Équateur, à un projet hydroélectrique. Ils se lièrent d'amitié et, au fil d'une correspondance assidue, John se vit offrir un emploi à MAIN.

Un an plus tard, John devint chef pronostiqueur de charge et, comme la demande des clients et des institutions telles que la Banque mondiale se faisait plus grande, il se rendit compte que MAIN avait besoin d'un plus grand nombre d'économistes.

« MAIN est une firme d'ingénierie, mais nos clients nous disaient que nous devrions être plus que cela. » En 1973, il a engagé plus d'économistes afin de satisfaire à la demande des clients, et il a créé conséquemment la discipline qui lui valut le titre de chef économiste.

Parmi les plus récents projets de John : le développement de l'agriculture au Panama, où il a fait dernièrement un séjour d'un mois. C'est au Panama que MAIN a effectué sa première étude sociologique, menée par **Martha Hayes**, sa première sociologue. Marti passa un mois et demi au Panama afin de déterminer l'impact du projet sur la vie et la culture des gens. Des spécialistes de l'agriculture et d'autres domaines associés furent également engagés pour les besoins de cette étude.

Bien que l'expansion de la planification économique régionale ait été rapide, John se dit chanceux que tous les individus à son emploi soient de vaillants professionnels. Alors qu'il me parlait derrière son bureau, l'intérêt qu'il porte aux membres de son personnel ainsi que le soutien qu'il leur manifeste étaient aussi évidents qu'admirables.

MAINLINES **NOVEMBRE 1978**

c.v. ainsi qu'un dossier contenant des informations pertinentes sur les clients que je servais et sur le genre de travail que j'effectuais. Si un directeur de projet ou un agent de marketing désirait m'inclure dans une proposition ou utiliser mes compétences de quelque façon, il pouvait manipuler ces données de manière à mettre l'accent sur ses besoins particuliers. Par exemple, il pouvait souligner mon expérience au Moyen-Orient ou mes exposés devant la Banque mondiale et d'autres organismes internationaux.

Chaque fois que l'on remaniait ainsi mon c.v., on était censé obtenir mon approbation avant de le publier. Cependant, il arrivait fréquemment qu'on ne le fasse pas, puisque, à l'instar de plusieurs autres employés de MAIN, j'étais souvent à l'étranger. Par conséquent, le c.v. que Paula m'avait suggéré de lire, ainsi que sa version anglaise, m'était tout à fait inconnu, bien que l'information qu'il contenait se trouvât assurément dans mon dossier.

À première vue, ce c.v. semblait bien anodin. Sous le mot « Expérience », il mentionnait que j'avais conduit divers projets aux États-Unis, en Asie, en Amérique latine et au Moyen-Orient, et fournissait une liste des divers types de projet : planification du développement, pronostic économique, pronostic de la demande d'énergie, et ainsi de suite. Cette section se terminait par une description du travail que j'avais effectué en Équateur avec les Peace Corps. Il n'était toutefois pas fait mention des Peace Corps nommément, ce qui laissait l'impression que j'avais été directeur d'une compagnie de matériaux de construction plutôt qu'un simple volontaire au sein d'une petite coopérative de fabricants de briques composée de paysans andins illettrés.

Suivait une longue liste de clients : Banque internationale pour la reconstruction et le développement (nom officiel de la Banque mondiale), Banque asiatique de développement, gouvernement du Koweït, ministère iranien de l'Énergie, Compagnie pétrolière américano-arabe d'Arabie saoudite, Instituto de Recursos Hidraulicos y Electrificación, Perusahaan Umum Listrik Negara, et plusieurs autres. Le dernier attira particulièrement mon attention : ministère américain des Finances, royaume d'Arabie saoudite. J'étais stupéfait de ce que cette liste ait été imprimée, bien qu'elle se trouvât évidemment dans mon dossier.

Mettant provisoirement le C.V. de côté, je me penchai sur l'article de *MAINLINES*. Je me souvenais très bien de mon interview avec la jeune femme qui l'avait écrit. Très talentueuse et bien intentionnée, elle me l'avait fait approuver avant publication. Elle y brossait de moi un tableau extrêmement flatteur et je lui avais immédiatement donné mon approbation. Encore une fois, j'étais responsable du contenu. L'article débutait ainsi :

> D'après l'expression se lisant sur les visages des gens assis derrière les bureaux, il est évident que la planification économique régionale est un service de MAIN récemment établi et en pleine croissance [...]
>
> Bien que plusieurs personnes aient été à l'origine de la formation de ce groupe d'économie, le principal mérite en revient à l'homme qui maintenant le dirige, John Perkins.
>
> Engagé en janvier 1971 comme assistant du chef pronostiqueur de charge, John était l'un des rares économistes à l'emploi de MAIN à l'époque. Il fut d'abord envoyé en Indonésie avec une équipe de onze hommes afin d'effectuer une étude de la demande d'électricité.

L'article résumait brièvement ma carrière, précisant que j'avais « passé trois ans en Équateur », puis continuait ainsi :

> C'est à cette époque que John Perkins a rencontré Einar Greve (un ancien employé) [il a quitté MAIN depuis afin de devenir président de la Tucson Gas & Electric Company], qui travaillait alors à Paute, en Équateur, à un projet hydroélectrique. Ils se lièrent d'amitié et, au fil d'une correspondance assidue, John se vit offrir un emploi à MAIN.
>
> Un an plus tard, John devint chef pronostiqueur de charge et, comme la demande des clients et des institutions telles que la Banque mondiale se faisait plus grande, il se rendit compte que MAIN avait besoin d'un plus grand nombre d'économistes.

Aucune des affirmations contenues dans ces deux documents n'était carrément mensongère ; il y avait d'ailleurs une copie de chacun dans mon dossier. Cependant, ils véhiculaient une perception

que je trouvais maintenant tordue et aseptisée. Et, dans un monde où l'on vénère les documents officiels, leur effet était encore plus néfaste. Alors qu'on peut réfuter des mensonges, il est impossible de réfuter des documents comme ceux-là car ils contiennent des parcelles de vérité et sont produits par une compagnie qui a la confiance des autres compagnies, des banques internationales et des gouvernements.

C'était particulièrement le cas du C.V. car il s'agissait d'un document officiel, alors que l'article n'était qu'une interview commentée dans un magazine. Le logo de MAIN, qui apparaissait au bas du C.V. ainsi que sur la couverture de toutes les propositions et de tous les rapports que ce C.V. pouvait accompagner, avait beaucoup de poids dans le milieu des affaires internationales. C'était un sceau d'authenticité comparable à celui que portent les diplômes encadrés sur les murs des bureaux de médecin ou d'avocat.

Ces documents me décrivaient comme un économiste très compétent, chef de département d'une prestigieuse firme de consultation, et qui effectuait dans le monde entier des études très élaborées afin de rendre cette planète plus civilisée et plus prospère. La duperie ne résidait pas dans ce qui était dit, mais dans ce qui ne l'était pas. Si je tentais de me mettre dans la peau d'un autre pour avoir un regard parfaitement objectif, force était d'admettre que les omissions soulevaient plusieurs questions.

Par exemple, il n'était pas fait mention de mon recrutement par la NSA ni du lien d'Einar Greve avec l'armée ou de son rôle d'agent de liaison de la NSA. Il n'était évidemment pas question du fait que j'avais subi de très fortes pressions pour produire des pronostics économiques gonflés ni que mon travail consistait en bonne partie à faire contracter par des pays comme l'Indonésie et Panama d'énormes prêts qu'ils ne pourraient jamais rembourser. Nulle part on n'y vantait l'intégrité de mon prédécesseur, Howard Parker, ni ne reconnaissait que j'étais devenu chef pronostiqueur de charge parce que j'avais consenti à fournir les études biaisées que désiraient mes patrons, au lieu de faire comme Howard et de dire ce que je croyais vrai, ce qui m'aurait fait congédier. Ce qui me laissa le plus perplexe fut la dernière entrée de ma liste de clients : « le ministère américain des Finances, royaume d'Arabie saoudite ».

J'y revenais constamment, en me demandant comment les gens pourraient l'interpréter. Ils se demanderaient sans doute quel était le lien entre le ministère américain des Finances et l'Arabie saoudite. Certains croiraient peut-être à une simple erreur typographique, le contenu de deux lignes s'étant retrouvé sur une seule. Mais la plupart ne pourraient jamais deviner qu'il y avait une raison particulière à cette disposition. Il s'agissait de faire comprendre au milieu que j'avais fait partie de l'équipe qui avait conçu le marché du siècle, lequel avait changé le cours de l'histoire mondiale sans même être rapporté par les médias. J'avais participé à la création d'une alliance qui garantissait aux États-Unis leur approvisionnement constant en pétrole, assurait le maintien au pouvoir de la maison des Séoud et contribuait au financement d'Oussama Ben Laden ainsi qu'à la protection de criminels internationaux comme l'Ougandais Amin Dada. Cette ligne de mon C.V. s'adressait à ceux qui étaient au courant, pour qu'ils sachent que le chef économiste de MAIN était efficace.

Le dernier paragraphe de l'article de *MAINLINES* consistait en une observation personnelle de la journaliste. Son commentaire me piqua au vif :

> Bien que l'expansion de la planification économique régionale ait été rapide, John se dit chanceux que tous les individus à son emploi soient de vaillants professionnels. Alors qu'il me parlait derrière son bureau, l'intérêt qu'il porte aux membres de son personnel ainsi que le soutien qu'il leur manifeste étaient aussi évidents qu'admirables.

Il se trouve que je ne me suis jamais considéré comme un véritable économiste. J'avais obtenu un diplôme de sciences de gestion de l'université de Boston, avec spécialisation en marketing. J'avais toujours été médiocre en mathématiques et en statistiques. À l'université de Middlebury, j'avais étudié la littérature américaine et acquis une certaine facilité pour l'écriture. Mon statut de chef économiste et de directeur de la planification économique régionale ne pouvait donc être dû à mes aptitudes en économie ou en planification. Il résultait plutôt de mon consentement à fournir le type d'études et de

conclusions que désiraient mes patrons et mes clients, ainsi que de mon talent naturel pour persuader les autres par le verbe. De plus, j'étais assez habile pour engager des gens compétents dont plusieurs avaient une maîtrise et même un doctorat, me constituant ainsi un personnel connaissant mieux que moi les subtilités de l'économie. Il n'était donc pas étonnant que la journaliste conclue que mon «intérêt» et mon «soutien» pour mon personnel étaient «aussi évidents qu'admirables».

Je rangeai ces deux documents et quelques autres dans le tiroir supérieur de mon bureau et je m'y reportai fréquemment. Par la suite, je sortais souvent de mon bureau pour me promener parmi ces hommes et ces femmes que j'avais engagés. Je me sentais coupable de les avoir dupés et du rôle que nous jouions tous dans l'élargissement du fossé entre pays riches et pays pauvres. Je songeais à tous les gens qui mouraient de faim quotidiennement tandis que mon personnel et moi-même dormions dans des hôtels de première classe, mangions dans les plus chics restaurants et garnissions davantage notre portefeuille.

Des employés que j'avais entraînés étaient maintenant devenus des assassins financiers. C'est moi qui les avais initiés. Je les avais recrutés et formés. Ce n'était plus toutefois comme lorsque j'avais commencé moi-même. Le monde avait changé et la corporatocratie avait progressé. Nous étions meilleurs... ou plutôt plus pernicieux. Les gens qui travaillaient pour moi étaient d'une autre espèce que la mienne. Ils n'avaient connu ni détecteur de mensonge ni Claudine. Personne ne leur avait expliqué ce qu'on attendait d'eux dans la poursuite de l'empire global. Ils n'avaient jamais entendu l'expression «assassin financier», ni même en abrégé, et on ne leur avait pas dit non plus qu'ils étaient dans ce métier pour la vie. Ils avaient tout simplement suivi mon exemple, en se guidant sur mon système de récompenses et de punitions. Ils savaient qu'ils devaient produire le type d'études et de résultats que je désirais. Leur salaire, leur prime de Noël, leur emploi même en dépendaient.

Évidemment, j'avais tout fait pour alléger leur fardeau. J'avais écrit des articles, donné des conférences, et je n'avais pas manqué une seule occasion de les convaincre de l'importance des pronostics optimistes,

des énormes prêts, de l'injection de capitaux qui stimuleraient la croissance du P.N.B. et amélioreraient le sort du monde. Il avait fallu moins d'une décennie pour que la séduction et la coercition en viennent à s'exercer sous une forme beaucoup plus subtile, celle d'un lavage de cerveau en douceur. Ces hommes et ces femmes assis dans des bureaux surplombant la baie de Boston se rendaient souvent à l'étranger pour faire avancer la cause de l'empire global. En un sens, ils étaient mes créatures, tout comme j'étais celle de Claudine. Contrairement à moi, cependant, ils n'avaient pas été informés du but réel de leurs activités.

Souvent, la nuit, je ne pouvais dormir car tout cela me hantait. L'allusion de Paula à mon c. v. avait ouvert une boîte de Pandore et j'étais jaloux de la naïveté de mes employés. En les trompant sciemment, je les avais protégés de leur propre conscience. Ils n'étaient pas, comme moi, en proie à un conflit moral.

Je réfléchis beaucoup aussi à l'intégrité commerciale, au décalage entre les apparences et la réalité. Certes, me disais-je, la duperie existe depuis que le monde est monde. Les légendes et le folklore regorgent d'histoires où l'on déforme la vérité et où sont conclues des ententes frauduleuses ; on y trouve des marchands de tapis malhonnêtes, des usuriers rapaces et des couturiers tentant de convaincre l'empereur que ses vêtements ne sont invisibles que pour lui.

Cependant, même si je désirais en conclure qu'il en avait toujours été ainsi, que mon C.V. de façade et la réalité qu'il cachait n'étaient que le reflet de la nature humaine, je savais en mon for intérieur que ce n'était pas le cas. Le monde avait changé. Je réalisais que nous avions atteint un autre niveau de duperie, qui nous mènerait très certainement à la destruction morale, culturelle et physique si nous n'effectuions pas bientôt d'importants changements.

Le crime organisé me fournissait une métaphore. Plusieurs parrains de la Mafia ont débuté comme simples voyous, mais ceux qui parviennent au sommet sont ceux qui, avec le temps, ont su transformer leur apparence. Ils portent des costumes impeccables, font des affaires légitimes et s'incrustent dans la haute société. Ils soutiennent les œuvres de charité locales et sont respectés par leur communauté. Ils sont toujours prompts à prêter de l'argent à ceux qui connaissent

de gros ennuis financiers. Comme le John Perkins du C.V. de MAIN, ces hommes semblent des citoyens modèles. Cependant, sous ces belles apparences se cache un parcours sanglant. Quand leurs débiteurs ne peuvent les rembourser, ils leur envoient des hommes de main pour réclamer leur dû. S'ils ne l'obtiennent pas, les chacals reviennent avec des bâtons de base-ball. En dernier ressort, on sort les revolvers.

Je me rendais compte que ma façade de chef économiste, directeur de la planification économique régionale, n'était pas une simple duperie comme celle d'un marchand de tapis, dont les clients peuvent facilement se méfier. Elle faisait partie d'un sale système ne visant pas à tromper de naïfs clients, mais plutôt à promouvoir la forme d'impérialisme la plus subtile et la plus efficace que le monde eût jamais connue. Chaque membre de mon personnel portait aussi un titre—analyste financier, sociologue, économiste, chef économiste, économétricien et ainsi de suite—, mais ce titre n'indiquait aucunement que son détenteur était, à sa façon, un assassin financier servant les intérêts de l'empire global.

Nos titres n'indiquaient pas non plus que nous ne formions que la pointe de l'iceberg. Toutes les grandes compagnies multinationales, tant dans le domaine des chaussures et des articles de sport que des équipements lourds, avaient leurs propres assassins financiers. La course gagnait rapidement toute la planète. Les voyous avaient abandonné leur blouson de cuir, revêtu un complet-veston et pris un air de respectabilité. Des hommes et des femmes en provenance des sièges sociaux établis à New York, à Chicago, à San Francisco, à Londres et à Tokyo parcouraient tous les continents afin de convaincre des politiciens corrompus de soumettre leur pays à la corporatocratie et afin d'inciter des gens désespérés à se vendre dans une chaîne de montage ou un atelier clandestin.

Il était troublant de constater que les mots de mon C.V. et de l'article de *MAINLINES* ne constituaient qu'un écran de fumée destiné à nous enchaîner tous à un système moralement répugnant et finalement autodestructeur. En m'amenant à lire entre les lignes, Paula m'avait fait accomplir un pas de plus vers une nouvelle vie.

24

Le président de l'Équateur contre les grosses pétrolières

Mes séjours en Colombie et au Panama me permettaient de retourner souvent dans le seul pays où je me sentais chez moi quand je me trouvais à l'étranger. L'Équateur avait connu une longue série de dictateurs et d'oligarchies de droite manipulées par les intérêts politiques et commerciaux des États-Unis. En un sens, ce pays était la république de bananes typique, et la corporatocratie y avait fait des conquêtes majeures.

Vers la fin des années 60, on a commencé à exploiter sérieusement le pétrole du bassin équatorien de l'Amazone, avec pour résultat une fièvre acquisitionnelle qui fit tomber dans le piège des banques internationales le petit cercle de familles qui dirigeaient l'Équateur. Fortes de leurs futurs revenus pétroliers, elles firent contracter à leur pays d'énormes dettes. Les projets se multiplièrent dans tout l'Équateur : routes et zones industrielles, barrages hydroélectriques, systèmes de transmission et de distribution de l'électricité, etc. Encore une fois, les compagnies d'ingénierie et de construction s'enrichirent.

Il y avait dans ce pays des Andes un homme dont la popularité montait en flèche. Il constituait une exception à la règle de la corruption politique et de la complicité avec la corporatocratie. Il s'appelait Jaime Roldós. Il était avocat et professeur d'université, il avait près de quarante ans, et je l'avais rencontré à quelques reprises. C'était un homme charismatique et charmant. Un jour, je lui offris spontanément de me rendre à Quito n'importe quand pour lui fournir des services de consultation gratuits. Je ne plaisantais qu'à moitié car je l'aurais fait avec plaisir pendant mes vacances. J'aimais beaucoup cet homme et j'aurais saisi n'importe quel prétexte pour me rendre dans son pays. Je le lui dis et il me fit alors une offre semblable, en riant ; il m'affirma que je pourrais aller le voir n'importe quand pour négocier le prix de ma facture de pétrole.

Il s'était fait une réputation de populiste et de nationaliste. Il croyait fortement aux droits des pauvres et à la responsabilité des politiciens quant à l'exploitation modérée des ressources naturelles. Lorsqu'il se lança dans la campagne présidentielle, en 1978, il attira l'attention de ses compatriotes ainsi que des citoyens de tous les pays dont le pétrole était exploité par des intérêts étrangers ou dont la population désirait s'affranchir de puissantes forces extérieures. Roldós était l'un des rares politiciens modernes à ne pas avoir peur de s'opposer au statu quo. Il s'en prit aux compagnies pétrolières et au système pas très subtil qui les soutenait.

Par exemple, il accusa le Summer Institute of Linguistics (SIL), un groupe missionnaire évangélique américain, de collusion avec les compagnies pétrolières. J'avais connu des missionnaires du SIL quand j'étais dans les Peace Corps. Cette organisation s'était introduite en Équateur et dans plusieurs autres pays sous le prétexte d'étudier, d'enregistrer et de traduire les langues indigènes.

Le SIL avait beaucoup travaillé avec la tribu des Huaoranis, dans la région du bassin amazonien, durant les premières années de l'exploitation pétrolière, lorsque émergea un fait troublant. Chaque fois que les sismologues rapportaient au siège social de leur compagnie l'existence probable de gisements pétrolifères dans une certaine région, le SIL encourageait les indigènes à quitter cette région pour s'installer dans des réserves missionnaires, où on leur fournirait de la nourriture, un abri, des vêtements, des soins médicaux et une éducation religieuse. Il n'y avait qu'une condition : ils devaient céder leur territoire aux compagnies pétrolières.

De nombreuses rumeurs voulaient que les missionnaires du SIL aient utilisé tout un arsenal de méthodes sournoises pour persuader les indigènes d'abandonner leur foyer et de s'installer dans les

missions. Selon l'une de ces rumeurs, qui était très répandue, les missionnaires avaient donné aux indigènes de la nourriture à laquelle ils avaient ajouté des laxatifs, puis leur avaient offert des médicaments pour guérir l'épidémie de diarrhée. Le SIL parachuta sur tout le territoire huaorani des paniers de nourriture à double fond où étaient cachés de minuscules émetteurs réglés sur des récepteurs de la base militaire de Shell. Chaque fois qu'un indigène se faisait mordre par un serpent ou tombait malade, un représentant du SIL venait lui porter un antidote ou les médicaments appropriés, souvent par un hélicoptère de la compagnie pétrolière.

Au tout début de l'exploitation pétrolière, on trouva les corps de cinq missionnaires du SIL, le corps transpercé par des lances appartenant aux Huaoranis. Plus tard, ces derniers dirent qu'ils avaient voulu signifier ainsi au SIL de ne pas pénétrer sur leur territoire. Le message ne fut pas entendu. En fait, il eut tout l'effet contraire. Rachel Saint, la sœur de l'une des victimes, fit une tournée des États-Unis, apparaissant à la télévision nationale pour demander de l'argent et de l'appui pour le SIL et les compagnies pétrolières, qui, disait-elle, aidaient les «sauvages» à se civiliser et à s'instruire.

Le SIL reçut des fonds des organismes de charité de la famille Rockefeller. Jaime Roldós déclara que ces contacts avec les Rockefeller prouvaient que le SIL ne constituait qu'une façade pour voler aux indigènes leur territoire et promouvoir l'exploration pétrolière. John D. Rockefeller fut le fondateur de la Standard Oil, qui, plus tard, se scinda pour former les grandes compagnies, dont Chevron, Exxon et Mobil[1].

Roldós semblait suivre les traces de Torrijos. Ces deux hommes tenaient tête à la plus grande superpuissance du monde. Torrijos voulait récupérer le canal de Panama, alors que Roldós, par sa position fortement nationaliste, menaçait les compagnies les plus influentes du globe. Tout comme Torrijos, Roldós n'était pas communiste, mais défendait plutôt le droit de son pays à choisir son propre destin. Et, tout comme ils l'avaient fait dans le cas de Torrijos, les experts prédisaient que jamais Washington et les grosses compagnies ne toléreraient Roldós s'il était élu président et qu'il connaîtrait alors le même sort que le Guatémaltèque Arbenz ou le Chilien Allende.

Il me semblait que ces deux hommes auraient pu, en unissant leurs efforts, susciter un mouvement en politique latino-américaine qui eût entraîné des changements à l'échelle de la planète. Ces hommes n'étaient pas des Castro ni des Kadhafi. Ils n'étaient associés ni à la Russie ni à la Chine, ni, comme Allende, au mouvement socialiste international. Ces deux leaders populaires, intelligents et charismatiques étaient pragmatiques plutôt que dogmatiques. Ils étaient nationalistes sans être antiaméricains. Si la corporatocratie reposait sur trois piliers—les grosses compagnies, les banques internationales et les gouvernements complices—, Roldós et Torrijos avaient la possibilité d'en éliminer un, celui de la collusion gouvernementale.

Un élément majeur de la plateforme électorale de Roldós était la «politique des hydrocarbures». Elle était basée sur le fait que le pétrole constituait la plus grande ressource potentielle de l'Équateur et que toute future exploitation de cette ressource devait s'effectuer de manière à ce que la plus grande partie de la population en retire le plus grand bénéfice. Roldós croyait fermement à l'obligation de l'État d'aider les démunis. Il espérait que la politique des hydrocarbures pourrait être utilisée comme un levier de réforme sociale. Il devait toutefois user de prudence car il savait qu'il ne pourrait être élu président de l'Équateur sans l'appui d'au moins quelques-unes des familles les plus influentes du pays, et que, même s'il y parvenait, il ne pourrait appliquer son programme sans leur soutien.

J'étais personnellement soulagé de voir Carter à la Maison-Blanche à ce moment crucial. Malgré les pressions exercées par Texaco et d'autres intérêts pétroliers, Washington demeura à l'écart. Je savais qu'il n'en aurait pas été ainsi sous d'autres gouvernements, qu'ils fussent républicains ou démocrates.

Je crois bien que ce fut surtout la politique des hydrocarbures qui convainquit les Équatoriens d'envoyer Jaime Roldós au palais présidentiel de Quito. Il était leur premier président élu, après une longue série de dictateurs. Il exposa les grandes lignes de cette politique dans son discours inaugural, le 10 août 1979 :

> Nous devons prendre des mesures efficaces pour protéger les ressources de la nation. L'État [doit] maintenir la diversification

des exportations et sauvegarder son indépendance économique [...]. Nos décisions s'inspireront uniquement des intérêts nationaux, et ce, dans la défense absolue de nos droits souverains[2].

Une fois au pouvoir, Roldós dut se concentrer sur Texaco, puisque cette compagnie était alors devenue le principal acteur de la scène pétrolière. Ce fut une relation extrêmement houleuse. Le géant pétrolier ne faisait pas confiance au nouveau président et ne voulait participer à aucune politique qui créerait un précédent. Ses dirigeants savaient très bien que ce genre de politique pourrait servir de modèle à d'autres pays.

Un discours prononcé par un important conseiller de Roldós, José Carvajal, résumait l'attitude du nouveau gouvernement :

> Si l'un des partenaires [Texaco] ne veut pas prendre le risque d'investir dans l'exploration ou d'exploiter telle ou telle partie d'une concession pétrolière, l'autre partenaire a le droit de faire ces investissements et ensuite de se l'approprier [...].
>
> Nous croyons que nos relations avec les compagnies étrangères doivent être justes ; nous devons faire preuve de fermeté dans cette lutte ; nous devons êtres prêts à subir toutes sortes de pressions, mais nous ne devrions manifester aucune peur ni aucun complexe d'infériorité dans nos négociations avec ces étrangers[3].

Le premier de l'an 1980, je pris une résolution. Une nouvelle décennie commençait. Dans vingt-huit jours, j'aurais trente-cinq ans. Je me promis d'effectuer un changement majeur dans ma vie au cours de l'année et de prendre pour modèles à l'avenir des héros modernes comme Jaime Roldós et Omar Torrijos.

Au cours de l'année qui venait de se terminer, il s'était produit quelque chose qui m'avait choqué. Bien que, du point de vue de la profitabilité, Bruno eût été le meilleur président de toute l'histoire de MAIN, Mac Hall l'avait congédié, sans le moindre avertissement.

25

Ma démission

Le congédiement de Bruno par Mac Hall eut sur MAIN l'effet d'un tremblement de terre. La compagnie fut soudain en proie aux conflits et aux dissensions. Bruno avait bien des ennemis, mais même certains d'entre eux furent consternés. Il était évident pour plusieurs employés que son congédiement avait été motivé par la jalousie. Au cours des conversations à l'heure du lunch ou autour du chariot à café, plusieurs se dirent d'avis que Hall se sentait menacé par cet homme qui avait une quinzaine d'années de moins que lui et qui avait fait atteindre à la compagnie un plus haut niveau de profitabilité.

« Hall ne pouvait laisser Bruno continuer à si bien paraître, dit quelqu'un. Il savait que ce n'était qu'une question de temps avant que Bruno le remplace et qu'il soit mis à la casse. »

Comme pour confirmer cette hypothèse, Hall nomma Paul Priddy à la présidence. Paul avait été vice-président pendant des années. C'était un ingénieur très aimable, mais, à mon avis, un peu terne. Il se plierait à tous les caprices du P.D.G. et ne le menacerait jamais par des profits astronomiques. Mon opinion était d'ailleurs partagée par plusieurs.

Pour moi, le départ de Bruno était catastrophique. Il avait été mon mentor et l'un des hommes clés de notre travail international, tandis que Priddy s'était concentré sur nos activités à l'intérieur du pays et ne savait pas grand-chose de notre rôle outre-mer. Je me demandais

quelle direction prendrait maintenant la compagnie. J'appelai Bruno chez lui. Il avait adopté une attitude philosophique.

« Hall savait très bien qu'il n'avait aucun motif, me dit-il. Je lui ai donc demandé une très bonne indemnité de licenciement et je l'ai obtenue. Comme il contrôle une énorme partie des actions donnant droit au vote, je n'avais aucun recours contre sa décision. »

Bruno me dit qu'il considérait plusieurs offres de postes de direction que lui avaient faites des banques multinationales comptant parmi nos clients.

Je lui demandai ce qu'il me conseillait de faire.

« Ouvre bien les yeux, me répondit-il. Mac Hall a perdu contact avec la réalité, mais personne ne le lui dira, surtout pas après ce qu'il m'a fait. »

Vers la fin de mars 1980, encore sous le choc de ce congédiement, je pris des vacances aux îles Vierges, en voilier. Une jeune employée de MAIN, que j'appellerai Mary, m'y accompagnait. Bien que je n'y aie pas pensé en choisissant ce lieu, je sais maintenant que l'histoire de la région contribua à cette décision, première étape de la réalisation de ma résolution du nouvel an. Je commençai à le comprendre par un après-midi où nous contournions l'île Saint John pour nous engager dans le canal Sir Francis Drake, qui sépare les îles Vierges des États-Unis des îles Vierges du Royaume-Uni.

Le canal porte évidemment le nom de ce Britannique qui fut le fléau des flottes espagnoles. Combien de fois, depuis une décennie, n'avais-je pas pensé aux pirates et à d'autres personnages historiques, comme Drake et Sir Henry Morgan, qui ont volé, pillé et exploité, et qui pourtant ont été loués, voire anoblis, pour leurs activités ! Comme on m'avait appris à respecter ces hommes, je m'étais souvent demandé pourquoi j'aurais dû avoir scrupule à exploiter des pays comme l'Indonésie, le Panama, la Colombie et l'Équateur. Un si grand nombre de mes héros — Ethan Allen, Thomas Jefferson, George Washington, Daniel Boone, Davy Crockett, Lewis et Clark, pour ne nommer que ceux-là — avaient exploité les Amérindiens, les esclaves, et s'étaient approprié des territoires. Je me servais de leur exemple pour étouffer ma culpabilité. Et maintenant, en m'engageant dans le canal Sir Francis Drake, voilà que je réalisais la sottise de mes rationalisations passées.

Je me souvins de certains faits que j'avais trouvé commode d'ignorer au cours des ans. Ethan Allen a passé plusieurs mois enchaîné dans la cellule exiguë et fétide d'un navire-prison britannique et ensuite dans un donjon d'Angleterre. C'était un prisonnier de guerre, capturé en 1775 à la bataille de Montréal alors qu'il combattait pour cette même liberté que Jaime Roldós et Omar Torrijos désiraient pour leur peuple. Thomas Jefferson, George Washington et tous les autres Pères fondateurs avaient risqué leur vie pour ce même idéal. Leur révolution n'était pas gagnée d'avance. Ils savaient très bien qu'ils seraient pendus comme traîtres s'ils étaient vaincus. Daniel Boone, Davy Crockett ainsi que Lewis et Clark ont également affronté bien des difficultés et fait plusieurs sacrifices.

Et Drake et Morgan ? Je connaissais un peu moins bien cette période de l'histoire, mais je me souvenais que l'Angleterre protestante avait été elle-même grandement menacée par l'Espagne catholique. Drake et Morgan s'étaient peut-être livrés à la piraterie, en attaquant les galions, afin de frapper au cœur de l'empire espagnol et de défendre l'intégrité de l'Angleterre, plutôt que pour leur profit personnel.

Alors que nous voguions sur ce canal en manœuvrant au gré du vent, nous approchant des montagnes surgies de la mer — la grande île Thatch au nord et l'île Saint John au sud —, je ne pouvais chasser ces pensées de mon esprit. Mary me tendit une bière et augmenta le volume de la radio pour mieux entendre une chanson de Jimmy Buffett. Malgré toute la beauté du paysage et l'ivresse de la navigation, j'étais en colère. J'essayai de me calmer en ingurgitant la bière.

Ma colère persista. J'étais fâché contre moi-même d'avoir utilisé ces personnages historiques pour justifier ma cupidité. J'étais furieux contre mes parents et contre Tilton, l'orgueilleuse école privée juchée sur une colline, car c'est eux qui m'avaient imposé cette vision de l'histoire. Je décapsulai une autre bière. J'aurais tabassé Mac Hall pour ce qu'il avait fait à Bruno.

Sur le canal Sir Francis Drake, un bateau en bois arborant un drapeau arc-en-ciel nous dépassa, ses voiles gonflées des deux côtés.

Une demi-douzaine d'hommes et de femmes—des hippies en sarong de couleurs vives et un couple entièrement nu sur le pont avant—nous lancèrent des cris en agitant la main. Il était évident, à les voir et à voir leur bateau, qu'ils vivaient à bord, en petite commune, comme des pirates modernes, libres et sans inhibitions.

Je voulus leur rendre leurs salutations, mais ma main refusa d'obéir. J'étais paralysé par la jalousie.

Mary les regarda s'éloigner de nous.

« Aimerais-tu vivre ainsi ? » me demanda-t-elle.

Soudain, je compris. Ce n'étaient ni mes parents, ni Tilton, ni Mac Hall que je détestais. C'était *ma vie*. Je n'en voulais qu'à moi-même car j'en étais le seul responsable.

Mary me cria quelque chose en pointant le doigt à tribord. « La baie Leinster, me dit-elle en s'approchant de moi. Notre mouillage de ce soir. »

Elle était là sous nos yeux, cette anse de l'île Saint John où les bateaux pirates attendaient jadis le passage des galions. J'approchai le voilier, puis laissai le gouvernail à Mary et allai me poster sur le pont avant. Pendant qu'elle nous faisait contourner le récif de corail Watermelon pour entrer dans la superbe baie, je baissai le foc et le pliai, puis sortis l'ancre de son coffre. Mary fit descendre habilement la grand-voile. Je poussai l'ancre par-dessus bord. La chaîne descendit rapidement dans l'eau cristalline et le bateau s'immobilisa.

Lorsque nous fûmes installés, Mary fit une baignade et une sieste. Après lui avoir écrit une note, je mis le pneumatique à l'eau et ramai jusqu'au rivage, où je le tirai sous les ruines d'une ancienne plantation sucrière. Je demeurai très longtemps assis près de l'eau, essayant de ne plus penser à rien et d'apaiser ma colère. En vain.

Vers la fin de l'après-midi, je grimpai la colline escarpée et me retrouvai sur les murs croulants de cette ancienne plantation, d'où je voyais notre sloop ancré dans l'anse. Je regardai le soleil descendre vers la mer. Malgré le décor idyllique, je savais que cette plantation avait été le théâtre d'un misère indicible. Des centaines d'esclaves africains y étaient morts. On les y avait forcés, sous la menace des armes, à construire l'imposant manoir, à planter et à récolter la canne à sucre, et à faire fonctionner l'équipement transformant le sucre

brut en ingrédient de base du rhum. La tranquillité du lieu cachait son passé empreint de brutalité, tout comme elle dissimulait la rage qui m'habitait.

Alors que le soleil disparaissait derrière une île montagneuse, une immense arche magenta se déploya dans le ciel. En regardant la mer s'assombrir, je compris que j'avais été moi-même un esclavagiste. En travaillant pour MAIN, je n'avais pas seulement amené des pays pauvres à s'endetter pour les attirer dans l'empire global. Mes pronostics gonflés n'étaient pas qu'un simple moyen d'assurer que mon pays ne manquerait jamais de pétrole, et mon statut de partenaire ne visait pas qu'à augmenter la profitabilité de la firme. Mon travail avait aussi des conséquences sur des gens et sur leur famille, des gens semblables à ceux qui étaient morts en construisant ce mur sur lequel j'étais assis, des gens que j'avais exploités.

Pendant dix ans, j'avais été l'héritier des esclavagistes qui avaient forcé des hommes et des femmes à sortir des jungles africaines pour s'embarquer sur leurs navires. Mon approche était simplement plus moderne, plus subtile. Je n'avais jamais vu de cadavres, ni senti la pourriture, ni entendu de cris d'agonie, mais mes actes n'en étaient pas moins funestes. La seule différence, c'est que je pouvais m'en dissocier, ignorer les individus qui en étaient victimes, et, au fond, cela me rendait peut-être encore plus coupable.

Je regardai encore le voilier ancré dans la baie, résistant à la marée descendante. Mary se prélassait sur le pont, buvant sans doute une margarita en attendant de m'en servir une. Je la contemplai sous les dernières lueurs du jour. Elle semblait si détendue, si confiante. Je m'en voulus de la manipuler. Elle et tous mes autres employés. Je faisais d'eux des assassins financiers, tout comme Claudine en avait fait un de moi. Je n'avais toutefois pas l'honnêteté de Claudine. Je les séduisais en leur faisant miroiter des augmentations et des promotions. Je faisais d'eux des esclavagistes tout comme moi, et pourtant, tout comme moi, ils étaient également enchaînés au système. Ils étaient aussi des esclaves.

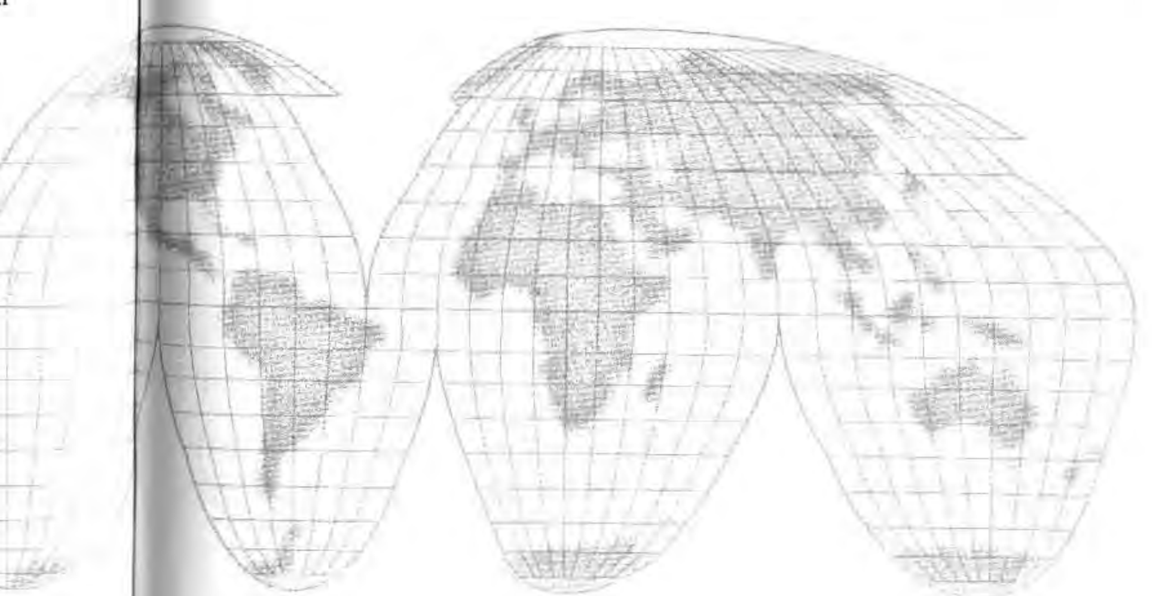
Je détournai mon regard de la mer, de la baie et du ciel magenta. Je fermai les yeux sur ces murs construits par des esclaves arrachés à leur Afrique natale. J'essayai de tout oublier. Quand je rouvris les

yeux, j'aperçus sur le sol un gros bâton noueux, aussi épais qu'une batte de base-ball et deux fois plus long. Je me levai, m'en emparai et me mis à frapper les murs de pierre. Je me défoulai ainsi jusqu'à ce que je m'écroule d'épuisement. Couché sur le gazon, je regardai alors passer les nuages.

Je finis par redescendre jusqu'au pneumatique. Sur la plage, en regardant notre voilier ancré dans les eaux azurées, je sus ce que je devais faire. Si je retournais à MAIN, je serais perdu à jamais. Les augmentations, la caisse de retraite, les assurances et les avantages sociaux, le capital actions... Plus je resterais longtemps, plus il me serait difficile de partir. J'étais devenu un esclave. Je pouvais continuer à me faire violence, comme j'avais fait à ces murs de pierre, ou bien je pouvais m'évader.

Deux jours plus tard, je rentrais à Boston. Le 1er avril 1980, j'allai voir Paul Priddy dans son bureau et lui remis ma démission.

QUATRIÈME PARTIE :
1981–2005



26

La mort violente du président de l'Équateur

Quitter MAIN ne fut pas facile. Paul Priddy refusait de me croire.

« Poisson d'avril ? » me dit-il en faisant un clin d'œil.

Je lui assurai que j'étais sérieux. Paula m'ayant conseillé de ne rien faire qui pût indisposer quiconque ou laisser croire que je divulguerais mes activités d'assassin financier, j'exprimai ma vive reconnaissance d'avoir travaillé pour MAIN, tout en expliquant mon besoin de passer à autre chose. J'avais toujours voulu écrire un livre sur les personnalités que, grâce à MAIN, j'avais connues un peu partout dans le monde, mais rien de politique. Je désirais collaborer à *National Geographic* et à d'autres magazines, tout en continuant à voyager. Je réitérai ma loyauté envers MAIN et jurai de chanter ses louanges chaque fois que j'en aurais l'occasion. Paul finit par céder.

Tout le monde tenta alors de me dissuader de partir. On me rappela maintes fois ma situation privilégiée et l'on me traita même de fou. Je finis par comprendre que mon départ volontaire les forçait à se remettre eux-mêmes en question. Si je n'étais pas fou de partir, cela voulait peut-être dire qu'ils étaient fous de rester. Il était donc plus commode pour eux de croire que j'avais perdu la raison.

Les réactions des membres de mon personnel furent particulièrement troublantes. Ils considéraient que je les laissais tomber, sans héritier présomptif. Mais ma décision était prise. Après tant d'années de tergiversations, j'étais maintenant déterminé à faire table rase du passé.

Malheureusement, ce n'est pas ce qui arriva. Certes, je n'avais plus d'emploi, mais, puisque je n'avais pas été partenaire à part entière, mes actions ne me rapportaient pas suffisamment pour assurer ma retraite. Si j'étais resté à MAIN quelques années de plus, j'aurais pu être millionnaire à quarante ans comme je l'avais espéré, mais, à trente-cinq ans, j'avais encore bien du chemin à faire pour atteindre cet objectif.

Ce mois d'avril à Boston fut morne et froid. Un jour, Paul Priddy me téléphona pour me supplier d'aller le voir à son bureau.

«L'un de nos clients menace de nous laisser tomber, me dit-il. Il nous a engagés parce qu'il voulait que tu le représentes comme expert à la barre des témoins.»

J'y réfléchis beaucoup. Lorsque je me retrouvai dans le bureau de Paul, ma décision était prise. Je lui dis mon prix—une provision triplement supérieure au salaire que m'avait payé MAIN—et, à ma grande surprise, il accepta. Ce fut le début d'une nouvelle carrière.

Pendant les quelques années suivantes, je fus employé comme expert témoin, principalement par des compagnies d'électricité américaines voulant faire approuver par une commission des services publics la construction de nouvelles centrales. La Compagnie de services publics du New Hampshire fut l'un de mes clients. Mon travail consista à justifier sous serment la faisabilité économique de la centrale nucléaire de Seabrook, qui était très controversée.

Même si je n'étais plus directement impliqué dans les affaires de l'Amérique latine, je continuais à suivre ce qui s'y passait. Comme expert témoin, j'avais beaucoup de temps libre entre mes comparutions. Je restai en contact avec Paula et renouai avec de vieilles amitiés datant de mon séjour en Équateur, un pays qui, à cause de son pétrole, s'était soudain retrouvé sur la scène de la politique internationale.

Jaime Roldós allait de l'avant. Fidèle à ses promesses électorales, il avait lancé une attaque en règle contre les compagnies pétrolières. Il semblait voir clairement ce que plusieurs autres dirigeants, des deux côtés du canal de Panama, ne voyaient pas ou avaient choisi d'ignorer. Il était conscient des manœuvres obscures qui menaçaient de faire du monde un empire global et de confiner les citoyens de son pays

dans un rôle très mineur, voisin de la servitude. En lisant des articles de presse sur lui, j'étais impressionné non seulement par son engagement, mais aussi par son aptitude à percevoir les problèmes profonds. Et ceux-ci indiquaient que nous entrions dans une ère nouvelle en politique internationale.

En novembre 1980, Jimmy Carter perdit l'élection présidentielle américaine contre Ronald Reagan. Les deux principales causes de sa défaite : le nouveau traité du canal de Panama qu'il avait négocié avec Torrijos, et la situation en Iran, particulièrement la séquestration des otages à l'ambassade américaine et l'échec de l'opération de sauvetage qu'il avait ordonnée. Il y avait aussi, cependant, un phénomène plus subtil. Un président dont le but premier était la paix mondiale et qui désirait également réduire la dépendance pétrolière des États-Unis fut remplacé par un homme qui croyait que la place légitime des États-Unis était au sommet d'une pyramide mondiale maintenue par la force militaire et que le contrôle de tous les gisements pétroliers de la planète faisait partie de notre «destinée manifeste». Un président qui avait fait installer des panneaux solaires sur le toit de la Maison-Blanche fut remplacé par un autre qui les fit enlever dès son accession au bureau ovale.

Carter fut peut-être un politicien inefficace, mais sa vision de l'Amérique était en accord avec celle qui est définie dans notre *Déclaration d'indépendance*. Avec le recul, sa présidence semble maintenant naïvement archaïque, un retour aux idéaux qui ont façonné cette nation et incité nos grands-parents à venir s'y établir. Si nous le comparons à ses prédécesseurs immédiats et à ses successeurs, ce président constitue une anomalie. Sa vision du monde était incompatible avec celle des assassins financiers.

De son côté, Reagan était sans contredit un constructeur d'empire global, un serviteur de la corporatocratie. Quand il fut élu, je trouvais très approprié qu'il soit un acteur d'Hollywood, c'est-à-dire quelqu'un habitué à se faire diriger. Ce serait d'ailleurs là sa marque distinctive. Il s'efforcerait de satisfaire aux demandes de ceux qui faisaient la navette entre les bureaux de P.D.G. des grosses compagnies, les conseils d'administration des banques et les postes ministériels. Il servirait des hommes qui sembleraient être à son service, mais qui, en fait,

dirigeraient réellement le gouvernement. Des hommes comme le vice-président George H. W. Bush, le secrétaire d'État George Shultz, le secrétaire à la Défense Caspar Weinberger, Richard Cheney, Richard Helms et Robert McNamara. Il défendrait ce que ces hommes voulaient : une Amérique qui contrôlerait le monde et toutes ses ressources, un monde qui obéirait aux ordres de cette Amérique, une force militaire américaine qui ferait appliquer les règlements définis par l'Amérique, et un système banquier et commercial international qui soutiendrait l'Amérique comme P.D.G. de l'empire global.

L'avenir semblait appartenir aux assassins financiers. Comme par hasard, j'avais choisi ce moment pour déserter. Mais, plus j'y pensais, plus j'étais content de ma décision. C'était justement le temps de partir.

Quelles en seraient les conséquences à long terme ? Je n'étais pas devin, mais ma connaissance de l'histoire me permettait de savoir que les empires ne durent guère et que le pendule oscille toujours dans les deux directions. Dans mon optique, des hommes comme Roldós offraient de l'espoir. J'étais certain que le nouveau président de l'Équateur comprenait les subtilités de la situation. Il admirait Torrijos et il avait applaudi Carter pour sa position courageuse sur le canal de Panama. Je sentais qu'il ne vacillerait pas. J'espérais fortement que son courage inspirerait les dirigeants d'autres pays, qui avaient besoin de l'exemple d'hommes de sa trempe et de celle de Torrijos.

Au début de 1981, le gouvernement Roldós présenta formellement au Congrès équatorien sa nouvelle loi sur les hydrocarbures. Si celle-ci était appliquée, elle réformerait la relation de l'Équateur avec les compagnies pétrolières. Selon plusieurs normes, elle était considérée comme révolutionnaire et même radicale. Elle visait assurément à changer la conduite des affaires. Son influence s'étendrait bien au-delà de l'Équateur, soit dans une grande partie de l'Amérique latine et ailleurs dans le monde[1].

La réaction des compagnies pétrolières était prévisible : elles firent le maximum pour empêcher l'adoption de cette loi. Leurs services de relations publiques se mirent à l'œuvre afin de diffamer Jaime Roldós. Leurs lobbyistes se précipitèrent à Quito et à Washington

avec des valises pleines de menaces et de pots-de-vin. On dépeignit le premier président démocratiquement élu de l'Équateur moderne comme un nouveau Castro. Mais Roldós ne céda pas à l'intimidation. Il réagit en dénonçant la conspiration de la politique, des magnats du pétrole… et de la religion. Il accusa ouvertement le Summer Institute of Linguistics de collusion avec les compagnies pétrolières, puis, en un geste extrêmement audacieux et même téméraire, il ordonna à cet organisme de quitter le pays[2].

Quelques semaines après avoir présenté son projet de loi au Congrès et quelques jours à peine après avoir expulsé les missionnaires du SIL, Roldós prévint tous les intérêts étrangers, dont évidemment les compagnies pétrolières, qu'ils devraient quitter son pays s'ils ne mettaient pas en œuvre des plans susceptibles d'aider la population de l'Équateur. Il prononça un grand discours au stade olympique Atahualpa, à Quito, après quoi il se dirigea vers une petite communauté située dans le sud du pays.

Il y mourut dans un accident d'hélicoptère, le 24 mai 1981[3].

Le monde entier fut choqué. Les Latino-Américains étaient outrés. Dans tout l'hémisphère, les journaux clamèrent : « Assassiné par la CIA ! » S'ajoutant à la haine nourrie contre lui par Washington et les compagnies pétrolières, plusieurs circonstances semblaient appuyer ces allégations, et les soupçons s'accrurent lorsque certains faits furent révélés. Rien ne fut jamais prouvé officiellement, mais, selon des témoins oculaires, Roldós avait été prévenu que l'on attenterait à sa vie et il avait pris ses précautions. Entre autres, il voyageait dans deux hélicoptères. Au dernier moment, l'un de ses officiers de sécurité l'aurait convaincu de monter à bord de l'aéronef qui servait de leurre. Celui-ci avait ensuite explosé.

Malgré la réaction mondiale, la nouvelle fut à peine rapportée par la presse américaine.

Osvaldo Hurtado succéda à Jaime Roldós comme président de l'Équateur. Il réhabilita le Summer Institute of Linguistics et ses commanditaires pétroliers. Dès la fin de l'année, il avait lancé un programme ambitieux pour accroître le forage, par Texaco et d'autres compagnies étrangères, dans le golfe de Guayaquil et le bassin amazonien[4].

Faisant l'éloge de Roldós, Omar Torrijos parla de lui comme d'un « frère ». Il avoua également qu'il avait fait des cauchemars sur son propre assassinat. Il s'était vu tomber du ciel dans une énorme boule de feu.

C'était une vision prophétique.

27

La mort violente du président du Panama

Je fus stupéfié par la mort de Roldós, mais peut-être n'aurais-je pas dû m'étonner. Je n'étais quand même pas naïf. Je savais quel sort avaient subi Arbenz, Mossadegh, Allende et plusieurs autres dont les noms n'avaient jamais paru dans les journaux ni dans les livres d'histoire, mais dont la vie avait été détruite et parfois même interrompue parce qu'ils avaient tenu tête à la corporatocratie. Néanmoins, j'étais choqué. C'était tout simplement trop flagrant.

À la suite de notre succès phénoménal en Arabie saoudite, j'avais conclu que de telles opérations n'auraient plus jamais lieu. Je croyais que les chacals avaient été relégués dans les zoos. J'avais tort. De toute évidence, la mort de Roldós n'avait pas été accidentelle. Elle portait tous les signes d'un assassinat orchestré par la CIA et je compris que l'on avait agi d'une manière aussi flagrante afin de transmettre un message. Le nouveau gouvernement dirigé par Reagan, qui offrait l'image du cow-boy hollywoodien prompt à appuyer sur la gâchette, constituait le véhicule idéal pour transmettre un tel message. Les chacals étaient de retour, et l'on voulait qu'Omar Torrijos et tous ceux qui envisageaient de mener une croisade contre la corporatocratie le sachent.

Mais Torrijos ne recula pas. Tout comme Roldós, il refusa de se laisser intimider. Il expulsa à son tour le Summer Institute of Linguistics et il refusa obstinément de céder aux demandes du gouvernement Reagan qui voulait renégocier le traité du canal de Panama.

Deux mois après la mort violente de Roldós, le cauchemar d'Omar Torrijos se réalisa : il mourut dans un accident d'avion. C'était le 31 juillet 1981.

L'Amérique latine et le reste du monde furent ébranlés. Torrijos était connu et respecté partout dans le monde parce qu'il avait forcé les États-Unis à restituer le canal de Panama à ses propriétaires légitimes et qu'il continuait à tenir tête à Ronald Reagan. Ce champion des droits de l'homme avait ouvert son pays aux réfugiés de toutes tendances politiques, y compris le shah d'Iran. Plusieurs croyaient même que sa quête de justice sociale lui vaudrait le prix Nobel de la paix. Et voilà qu'il était mort. Les journaux clamèrent encore une fois : «Assassiné par la CIA!»

Graham Greene commençait ainsi son livre *À la rencontre du général*, issu de son voyage au Panama au cours duquel je l'avais rencontré dans un hôtel :

> En août 1981, alors que mes valises étaient prêtes pour mon cinquième voyage au Panama, j'appris par téléphone la mort de mon ami le général Omar Torrijos Herrera, qui y était mon hôte. Le petit avion dans lequel il se rendait à sa maison de Coclesito, située dans les montagnes panaméennes, s'était écrasé au sol, sans laisser de survivants. Quelques jours plus tard, son garde de sécurité, le sergent Chuchu, alias José de Jesús Martinez, ex-professeur de philosophie marxiste à l'université de Panama, professeur de mathématiques et également poète, me dit : «Il y avait une bombe dans l'avion. J'en ai la certitude, mais je ne peux vous expliquer pourquoi au téléphone[1].»

On pleura partout la mort de cet homme qui s'était fait une réputation de défenseur des pauvres et des faibles et l'on demanda à Washington d'ouvrir une enquête sur les activités de la CIA. Cela ne risquait cependant pas d'arriver. Parmi les ennemis de Torrijos se trouvaient des gens immensément puissants. Avant sa mort, il avait été diffamé ouvertement par le président Reagan, le vice-président Bush, le secrétaire à la Défense Weinberger et les chefs d'état-major

des trois armées, ainsi que les P.D.G. de plusieurs puissantes compagnies.

Les chefs militaires étaient particulièrement irrités par les clauses du traité Carter-Torrijos qui les forçaient à fermer l'École des Amériques et le centre d'entraînement militaire tropical du U.S. Southern Command. Ces chefs étaient donc aux prises avec un sérieux problème. Il leur fallait trouver un moyen de contourner le nouveau traité, sinon ils devraient trouver un autre pays voulant bien accueillir ces installations, ce qui n'était pas évident en cette fin de XXe siècle. Bien sûr, ils disposaient d'une autre option : éliminer Torrijos et renégocier le traité avec son successeur.

Parmi les ennemis commerciaux de Torrijos se trouvaient les grandes multinationales. La plupart entretenaient des liens étroits avec des politiciens américains et exploitaient la main-d'œuvre et les ressources naturelles de l'Amérique latine : le pétrole, le bois, l'étain, le cuivre, la bauxite et les terres agricoles. Il s'agissait d'entreprises manufacturières, de compagnies de communications, de conglomérats d'expédition et de transport, de firmes d'ingénierie et d'autres compagnies à vocation technologique.

Le groupe Bechtel constituait un excellent exemple du copinage existant entre les compagnies privées et le gouvernement des États-Unis. Je connaissais très bien Bechtel car, à MAIN, nous travaillions souvent en collaboration étroite avec cette compagnie, dont le chef architecte devint un ami intime. Bechtel était la firme d'ingénierie et de construction la plus influente des États-Unis. George Shultz, qui en fut président, et Caspar Weinberger, qui en fut conseiller spécial, vice-président et ensuite directeur, méprisaient Torrijos parce qu'il avait osé considérer un projet japonais visant à remplacer le canal existant par un nouveau qui eût été plus efficace, ce qui aurait signifié non seulement la rétrocession du canal au Panama, mais aussi l'exclusion de Bechtel du plus lucratif projet d'ingénierie du siècle[2].

Torrijos leur avait tenu tête, d'une manière gracieuse et charmante, et avec un merveilleux sens de l'humour. Et maintenant il était mort et avait été remplacé par son protégé, Manuel Noriega, qui ne possédait ni l'esprit, ni le charisme, ni l'intelligence de Torrijos, et dont plusieurs

croyaient qu'il n'avait aucune chance contre les Reagan, les Bush et les Bechtel de cette planète.

Je fus personnellement atterré par cette tragédie. Je passai plusieurs heures à réfléchir aux conversations que j'avais eues avec Torrijos. Un soir, en regardant longuement sa photo dans un magazine, je me remémorai ma première visite à Panama. En taxi sous la pluie, j'avais aperçu son visage sur un énorme panneau d'affichage. « L'idéal d'Omar, c'est la liberté. Aucun missile ne pourra jamais détruire cet idéal ! » Le souvenir de ces mots inscrits sur le panneau me fit frémir, tout comme ils l'avaient fait ce soir-là.

À l'époque, je ne pouvais pas prévoir que Torrijos collaborerait avec Carter pour rendre le canal de Panama au peuple méritant légitimement de le posséder, ni que cette victoire, comme ses tentatives pour réconcilier les socialistes et les dictateurs latino-américains, irriterait suffisamment le gouvernement Reagan-Bush pour qu'il cherche à l'assassiner[3]. Je ne pouvais pas prévoir non plus qu'il serait tué lors d'un simple vol dans son Twin Otter ni que la plupart du monde extérieur aux États-Unis serait convaincue que sa mort, à l'âge de cinquante-deux ans, n'était que le plus récent d'une série d'assassinats perpétrés par la CIA.

S'il avait vécu, Torrijos aurait sans doute cherché à apaiser la violence endémique qui sévissait dans tant de nations d'Amérique centrale et d'Amérique latine. Vu ses antécédents, on peut présumer qu'il aurait tenté de conclure une entente afin de limiter la destruction des régions amazoniennes de l'Équateur, de la Colombie et du Pérou par les compagnies pétrolières internationales. Il en aurait résulté, entre autres, la réduction des terribles conflits qualifiés de guerres terroristes ou de guerres de la drogue par Washington, mais que Torrijos considérait comme les actes désespérés de gens ordinaires tentant de protéger leur foyer et leur famille. En outre, je crois bien qu'il aurait servi de modèle à une nouvelle génération de leaders dans les deux Amériques, ainsi qu'en Afrique et en Asie, ce que ni la CIA, ni la NSA ni les assassins financiers n'auraient su tolérer.

28

Mon entreprise d'énergies de substitution, Enron et George W. Bush

Au moment de la mort de Torrijos, je n'avais pas vu Paula depuis plusieurs mois. Je fréquentais d'autres femmes, dont Winifred Grant, une jeune planificatrice environnementale que j'avais connue à MAIN et dont le père était chef architecte à Bechtel. De son côté, Paula fréquentait un journaliste colombien. Nous avions, d'un commun accord, mis fin à notre relation amoureuse, mais nous étions restés amis.

Je me débattais contre ma conscience dans mon travail d'expert témoin, particulièrement la justification de la centrale nucléaire de Seabrook. J'avais souvent l'impression d'avoir trahi mes principes une fois de plus en reprenant un vieux rôle dans le seul but de gagner de l'argent. Winifred m'aida énormément durant cette période. Bien qu'elle fût une environnementaliste avouée, elle comprenait la nécessité de fournir des quantités de plus en plus grandes d'électricité. Elle avait grandi dans la région de Berkeley, à l'est de la baie de San Francisco, et était diplômée de l'université de la Californie à San Francisco. Libre penseuse, elle avait une vision de la vie tout à fait opposée à celle d'Ann et de mes parents puritains.

Notre relation évolua. Winifred ayant obtenu de MAIN un congé sans solde, nous sommes partis pour la Floride sur mon voilier, par la côte atlantique. Nous avons pris tout notre temps, laissant parfois le bateau dans un port afin que je puisse aller témoigner comme expert. Nous avons fini par arriver à Palm Beach Ouest, en Floride, où nous

avons loué un appartement. Nous nous sommes mariés, et notre fille Jessica est née le 17 mai 1982. J'avais trente-six ans, soit beaucoup plus que tous les autres hommes qui assistaient aux leçons d'accouchement sans douleur prodiguées par la clinique.

Dans le cas de Seabrook, une partie de mon travail consistait à convaincre la Commission des services publics du New Hampshire que cette centrale nucléaire constituait la solution la meilleure et la plus économique à la production d'électricité dans cet État. Malheureusement, plus j'étudiais le cas, plus je doutais de la validité de mes propres arguments. Les articles spécialisés sur le sujet changeaient constamment à l'époque, reflétant l'évolution des recherches, et de plus en plus d'éléments indiquaient que les formes d'énergie parallèles étaient à la fois techniquement supérieures au nucléaire et plus économiques.

La sûreté du nucléaire était aussi de plus en plus mise en doute. On s'interrogeait sérieusement sur la fiabilité des systèmes de secours, la compétence des opérateurs, la possibilité d'une erreur humaine, l'usure de l'équipement et l'inadéquation du traitement des déchets nucléaires. Personnellement, j'étais de moins en moins à l'aise avec la position que j'étais payé pour défendre sous serment devant l'équivalent d'une cour de justice. En même temps, j'étais de plus en plus convaincu que certaines technologies émergentes présentaient des méthodes de production d'électricité vraiment favorables à l'environnement. C'était particulièrement vrai pour la production d'électricité à partir de substances considérées auparavant comme des déchets de fabrication.

Un jour, j'informai mes patrons de la compagnie de services publics du New Hampshire que je n'irais plus témoigner en leur faveur. Abandonnant cette carrière lucrative, je décidai de fonder une compagnie qui appliquerait concrètement les nouvelles technologies. Winifred m'appuya à cent pour cent, malgré les incertitudes de l'aventure et son nouvel état de mère. Quelques mois après la naissance de Jessica, en 1982, je fondai Independent Power Systems (IPS), une compagnie ayant pour mission le développement de centrales électriques profitables à l'environnement et l'établissement de modèles susceptibles d'en inciter d'autres à s'engager dans cette voie. Le risque

commercial étant très élevé, la plupart de nos compétiteurs échouèrent. Le «hasard» vint cependant à notre secours à quelques reprises... En fait, chaque fois que quelqu'un survenait pour nous aider, j'étais certain que l'on me récompensait pour mes services passés et ma promesse de garder le silence.

Bruno Zambotti avait accepté un poste de direction à la Banque interaméricaine de développement. Il accepta de siéger au conseil d'administration d'IPS et de contribuer au financement de la jeune compagnie. Nous reçûmes l'appui du Bankers Trust, d'ESI Energy, de la compagnie d'assurances Prudential, de Chadbourne and Parke (un important cabinet d'avocats de Wall Street, dont Ed Muskie, ancien sénateur, candidat à la présidence et secrétaire d'État, était partenaire), et de Riley Stoker Corporation (une firme d'ingénierie, propriété d'Ashland Oil Company, concepteur et constructeur de chaudières à centrale électrique innovatrices et très perfectionnées). Nous reçûmes même l'appui du Congrès américain, qui choisit d'exempter IPS d'une certaine taxe, nous fournissant ainsi un avantage sérieux sur nos compétiteurs.

En 1986, IPS et Bechtel — simultanément, mais indépendamment l'une de l'autre — commencèrent la construction d'une centrale électrique utilisant des technologies de pointe pour brûler les déchets de charbon sans produire de pluies acides. Dès la fin de la décennie, ces deux centrales avaient révolutionné l'industrie, contribuant directement à l'adoption de nouvelles lois nationales antipollution et prouvant une fois pour toutes que plusieurs déchets de production pouvaient être convertis en électricité, de même que l'on pouvait brûler du charbon sans produire de pluies acides, écartant ainsi les allégations des compagnies qui depuis longtemps prétendaient le contraire. Notre centrale établit également que des technologies de pointe non éprouvées pouvaient être financées par une petite compagnie indépendante, par Wall Street et par d'autres voies conventionnelles[1]. La centrale électrique d'IPS avait l'avantage supplémentaire de fournir de la chaleur ventilée à une serre hydroponique d'un acre et demi, plutôt que de l'envoyer dans des bassins ou des tours de refroidissement.

Mon rôle de président d'IPS me permettait de suivre de l'intérieur l'évolution de l'industrie énergétique. Je négociais avec certains des gens les plus influents dans le domaine : lobbyistes, investisseurs et cadres supérieurs de grandes compagnies. Je bénéficiais aussi de l'avantage d'avoir un beau-père qui, ayant passé plus de trente ans à Bechtel, y était maintenant chef architecte et était chargé de la construction d'une ville en Arabie saoudite, résultat direct de mon travail là-bas au début des années 70, lors de l'affaire du blanchiment d'argent saoudien. Winifred avait grandi près du siège social de Bechtel à San Francisco et faisait aussi partie de la grande famille commerciale puisqu'elle avait obtenu son premier emploi de Bechtel après ses études universitaires.

L'industrie énergétique était en restructuration majeure. Les grandes firmes d'ingénierie manœuvraient pour absorber ou, tout au moins, concurrencer les compagnies de services publics qui jouissaient auparavant d'un monopole local. La déréglementation était à l'ordre du jour et les règlements changeaient rapidement. Les gens ambitieux avaient beaucoup d'occasions de tirer profit d'une situation qui déroutait les cours de justice et le Congrès, au point que les magnats de l'industrie l'appelaient «le Far West de l'énergie».

MAIN en fut l'une des victimes. Comme l'avait prédit Bruno, Mac Hall avait perdu contact avec la réalité et personne n'avait osé le lui dire. Paul Priddy ne s'était jamais imposé. Non seulement la direction ne sut pas tirer profit des changements survenant dans l'industrie, mais elle fit aussi une série d'erreurs fatales. Quelques années seulement après que Bruno eut produit des profits records, MAIN abandonna son rôle d'assassin financier et connut de sérieux ennuis monétaires. Les partenaires vendirent la firme à une autre entreprise d'ingénierie et de construction qui avait bien manœuvré.

Alors que j'avais reçu presque trente dollars la part en 1980, les partenaires vendirent pour moins de la moitié de ce montant, environ quatre ans plus tard. C'est ainsi qu'un siècle d'orgueilleux services se termina dans l'humiliation. J'étais un peu triste de voir la compagnie disparaître, mais j'avais eu raison de partir quand je l'avais fait. Le nouveau propriétaire conserva le nom de MAIN un certain temps, puis l'abandonna. Le prestigieux logo qui avait fait le tour du monde sombra dans l'oubli.

MAIN offrait l'exemple type d'une firme n'ayant pas su s'adapter aux changements survenus dans l'industrie énergétique. À l'autre bout de spectre, une compagnie nous fascinait tous : Enron. Elle connaissait une croissance ultrarapide. Semblant surgir de nulle part, elle avait aussitôt conclu des ententes importantes. On parlait du phénomène à toutes les réunions d'affaires. Personne ne savait comment Enron pouvait accomplir de tels miracles. Ceux qui y travaillaient n'en disaient évidemment rien et nous regardaient en souriant. Lorsqu'on les pressait de questions, ils se contentaient d'évoquer de nouvelles approches de gestion, un «financement créatif» et leur volonté de n'engager que des cadres qui connaissaient bien les coulisses du pouvoir dans les capitales du monde.

À mes yeux, c'était là une nouvelle version des vieilles techniques d'assassinat financier. L'empire global progressait à grands pas.

Ceux d'entre nous qui s'intéressaient à la scène internationale et au pétrole avaient un autre sujet de conversation très fréquent : le fils du vice-président, George W. Bush. Sa première compagnie énergétique, Arbusto (*buisson* en espagnol, pour *bush* en anglais), avait été sauvée in extremis par une fusion avec Spectrum 7 en 1984. Spectrum 7 avait ensuite été acculée à la faillite et rachetée par Harken Energy Corporation en 1986. On avait gardé George W. Bush comme membre du conseil d'administration et consultant, pour un salaire annuel de 120 000 $[2].

Nous présumions tous que la position de son père à la vice-présidence du pays avait pesé dans la décision de l'engager, puisque les antécédents du jeune Bush comme pétrocadre n'étaient guère convaincants. Ce ne fut sans doute pas une coïncidence non plus si Harken saisit cette occasion pour se lancer dans le domaine international et chercher activement des investissements pétroliers au Moyen-Orient. Le magazine *Vanity Fair* écrivit ceci : «Dès que Bush se retrouva au conseil d'administration, il arriva à Harken des choses merveilleuses : de nouveaux investissements, des sources de financement inattendues, des droits de forage tombés du ciel[3].»

En 1988, alors qu'Amoco négociait des droits de forage en mer avec le gouvernement du Bahraïn, le vice-président Bush fut élu président. Peu après, Michael Ameen, un consultant du département d'État affecté au briefing du nouvel ambassadeur des États-Unis au Bahraïn, Charles Hostler, organisa des rencontres entre le gouvernement bahreïnien et Harken Energy. Soudain, Amoco fut remplacée par Harken. Bien que cette dernière compagnie n'eût jamais effectué de forages ailleurs que dans le sud-est des États-Unis, ni en mer, elle obtint les droits exclusifs de forage au Bahraïn, un précédent dans le monde arabe. En quelques semaines, le prix des actions de Harken Energy augmenta de plus de 20%, passant de 4,50$ à 5,50$ la part[4].

Toute l'industrie fut choquée par ce qui s'était produit au Bahraïn. «J'espère que G. W. Bush n'est pas en train de créer de futures dettes à son père», me dit un avocat de mes amis, spécialisé dans l'industrie énergétique et grand partisan du Parti républicain, alors que nous prenions un cocktail dans un bar tout près de Wall Street, au sommet du World Trade Center. Il m'exprima ainsi son désarroi : «Je me demande si ça en vaut vraiment la peine. La carrière du fils vaut-elle le risque de perdre la présidence?»

J'étais moins surpris que mes pairs, mais il faut dire que je jouissais d'une perspective unique. J'avais travaillé pour les gouvernements du Koweït, de l'Arabie saoudite, de l'Égypte et de l'Iran, j'étais familiarisé avec la politique du Moyen-Orient, et je savais que Bush, tout comme les cadres d'Enron, faisait partie du réseau que mes collègues assassins financiers et moi-même avions créé. Ils incarnaient les seigneurs féodaux, les maîtres des plantations[5].

29

J'ai accepté un pot-de-vin

À cette époque de ma vie, je me rendis compte que l'économie mondiale était vraiment entrée dans une ère nouvelle. Les événements déclenchés durant le règne de Robert McNamara—l'un de mes modèles—au secrétariat à la Défense s'étaient aggravés, au-delà de mes pires craintes. Son approche keynésienne de l'économie et sa défense d'un leadership agressif étaient devenues omniprésentes. Le concept d'assassin financier s'était étendu jusqu'à inclure tout genre de cadre d'une grande diversité d'entreprises. Bien qu'ils n'eussent pas été recrutés ni profilés par la NSA, ils exerçaient les mêmes fonctions.

La seule différence, c'est qu'ils ne s'impliquaient pas nécessairement eux-mêmes dans l'utilisation des fonds provenant de la communauté banquière internationale. Alors que l'ancienne branche, celle à laquelle j'avais appartenu, continuait à proliférer, la nouvelle version revêtait des aspects encore plus sinistres. Durant les années 80, des jeunes hommes et des jeunes femmes montèrent les échelons de la hiérarchie des cadres moyens en croyant que la fin, c'est-à-dire un meilleur résultat financier, justifiait les moyens. L'empire global n'était qu'un moyen d'augmenter les profits.

Ces nouvelles tendances étaient typiques de l'industrie énergétique, dans laquelle j'œuvrais. Le Public Utility Regulatory Policy Act (PURPA) [Loi sur la politique réglementaire des services publics] fut adopté par le Congrès en 1978, subit toute une série de contestations

juridiques et devint enfin loi en 1982. Le Congrès l'avait originellement conçu comme un moyen d'encourager les petites entreprises indépendantes, comme la mienne, à développer des carburants de substitution et d'autres approches innovatrices pour produire de l'électricité. En vertu de cette loi, les compagnies de services publics étaient requises d'acheter de l'énergie produite par les petites compagnies, à des prix honnêtes et raisonnables. Cette politique résultait du désir de Carter de réduire la dépendance pétrolière des États-Unis ; il s'agissait de réduire leur dépendance à l'égard de tout pétrole, non uniquement du pétrole importé. La loi avait clairement pour but d'encourager à la fois les sources d'énergie de substitution et le développement de compagnies indépendantes reflétant l'esprit entrepreneurial américain. La réalité fut cependant tout autre.

Durant les années 80 et 90, l'accent fut mis sur la déréglementation plutôt que sur l'esprit d'entreprise. La plupart des petites compagnies indépendantes furent absorbées par les grandes firmes d'ingénierie et de construction ainsi que par les compagnies de services publics. Ces dernières trouvèrent des vides juridiques leur permettant de créer des consortiums, lesquels pouvaient posséder à la fois les compagnies de services publics, réglementées, et les entreprises indépendantes de production d'énergie, déréglementées. Plusieurs lancèrent des programmes hardis pour conduire à la faillite les entreprises indépendantes afin de les racheter. D'autres partirent de zéro et développèrent leurs propres compagnies indépendantes.

L'idée de réduire notre dépendance pétrolière fut oubliée en cours de route. Reagan était grandement redevable aux compagnies pétrolières et Bush avait fait fortune comme pétrolier. De plus, la plupart des acteurs clés et des membres du cabinet de ces deux gouvernements appartenaient à l'industrie pétrolière ou aux compagnies d'ingénierie et de construction qui lui étaient liées. Enfin, et en dernière analyse, les compagnies pétrolières et les entreprises de construction n'étaient pas partisanes ; plusieurs démocrates avaient profité d'elles et leur étaient également redevables.

IPS maintint sa vision d'une énergie profitable à l'environnement. Nous étions attachés aux buts originaux du PURPA et semblions bénis des dieux. Notre entreprise était l'une des rares compagnies

indépendantes à avoir non seulement survécu, mais prospéré. Il ne fait aucun doute que nous le devions à mes services rendus à la corporatocratie.

Ce qui se passait dans le domaine de l'énergie relevait d'une tendance mondiale. Les préoccupations sociales et environnementales ainsi que les autres questions concernant la qualité de la vie cédèrent le pas à la cupidité. L'accent fut mis prioritairement sur la promotion de l'entreprise privée. On le justifia d'abord théoriquement en faisant valoir que le capitalisme était supérieur au communisme et qu'il l'éliminerait. Cette justification finit toutefois par perdre sa nécessité. Alors, on accepta tout simplement a priori que les projets des riches investisseurs étaient intrinsèquement meilleurs que ceux des gouvernements. Les organisations internationales comme la Banque mondiale gobèrent cette idée et préconisèrent la déréglementation et la privatisation des systèmes d'aqueduc et d'égouts, des réseaux de communication ou de services publics, ainsi que d'autres installations qui jusque-là avaient été gérées par les gouvernements.

Il fut conséquemment plus facile de répandre davantage le concept d'assassin financier dans le milieu, de manière à pouvoir confier à des cadres appartenant à un large éventail d'entreprises des missions autrefois réservées à quelques individus soigneusement recrutés. Ces cadres se déployèrent partout sur la planète, à la recherche de la main-d'œuvre la moins chère, des ressources les plus accessibles et des plus grands marchés. Ils étaient impitoyables dans leur approche. Comme les assassins financiers qui les avaient précédés—je l'avais fait en Indonésie, au Panama et en Colombie—, ils trouvaient le moyen de rationaliser leurs méfaits. Et, tout comme nous, ils prenaient au piège des communautés et des pays en leur promettant une prospérité qui leur permettrait d'utiliser le secteur privé pour rembourser leurs dettes. Ils leur construisaient des écoles et des autoroutes, leur fournissaient des appareils téléphoniques, des téléviseurs et des services médicaux. Au bout du compte, cependant, s'ils trouvaient ailleurs de la main-d'œuvre moins chère ou des ressources plus accessibles, ils s'en allaient. Lorsqu'ils abandonnaient ainsi une communauté dont ils avaient nourri les espoirs, les conséquences étaient

souvent catastrophiques, mais ils le faisaient apparemment sans la moindre hésitation ni le moindre scrupule.

Je me demandais toutefois quels effets cela avait sur leur psyché. Passaient-ils par des périodes de doute tout comme je l'avais fait? Avaient-ils déjà vu une jeune femme se baigner dans un canal pollué pendant qu'un vieillard, non loin d'elle, déféquait dans l'eau? N'y avait-il plus aucun Howard Parker pour poser des questions difficiles?

Malgré le succès d'IPS et ma réussite familiale, j'avais des moments de dépression. Je craignais pour l'avenir de ma fille et ressentais une énorme culpabilité pour le rôle que j'avais joué.

En rétrospective, je m'apercevais de l'existence d'un courant historique très troublant. Le système financier international moderne fut créé vers la fin de la Deuxième Guerre mondiale, lors d'une rencontre des dirigeants de plusieurs pays qui eut lieu à Bretton Woods, au New Hampshire, mon État natal. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international furent créés afin de reconstruire l'Europe ravagée, et l'opération fut une réussite remarquable. Le système prit rapidement de l'expansion et fut bientôt sanctionné par tous les alliés importants des États-Unis, qui y virent un remède à l'oppression. Nous étions certains qu'il nous sauverait tous de l'influence pernicieuse du communisme.

Je me demandais néanmoins où tout cela nous conduirait. Dès la fin des années 80, il devint manifeste, avec l'effondrement de l'Union soviétique et du mouvement communiste mondial, que le combat contre le communisme n'était plus le but que l'on poursuivait. Il était également évident que l'empire global, enraciné dans le capitalisme, aurait le champ libre. Comme le fit observer Jim Garrison, président du Forum sur l'état du monde :

> Cumulativement, l'intégration du monde dans son ensemble, particulièrement en termes de globalisation économique et en regard du mythe du capitalisme de «libre marché», représente un véritable «empire» en soi [...]. Aucun pays du globe n'a pu résister à l'attrait puissant de la globalisation. Quelques-uns ont pu échapper aux «ajustements structurels» et aux «conditions» de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international ou à l'arbitrage de l'Organisation mondiale du commerce, toutes ces institutions financières internationales qui, bien qu'inadéquates, déterminent encore et toujours la signification et les règles de la globalisation économique, et décident qui sera récompensé pour sa soumission et qui sera puni pour infraction. Le pouvoir de la globalisation est tel que nous verrons sans doute de notre vivant l'intégration, fût-elle inégale, de toutes les économies nationales du monde en un seul système global de libre marché [1].

Alors que je réfléchissais à ces questions, je décidai qu'il était temps d'écrire un livre révélateur, intitulé *La conscience d'un assassin financier*, et je ne fis aucun effort pour m'en cacher. Même aujourd'hui, je ne suis pas de ces auteurs qui écrivent dans la solitude. J'ai besoin de discuter de mon travail avec d'autres personnes, car elles peuvent m'inspirer, tout en m'aidant à me rappeler les événements passés et à les replacer dans leur contexte. J'aime lire des passages de manuscrit à mes amis afin de voir leur réaction. Cela comporte évidemment un risque, mais c'est la seule façon de travailler qui me convienne. Ce n'était donc un secret pour personne que j'écrivais un livre sur mes activités passées.

Un après-midi de 1987, un autre ancien partenaire de MAIN me contacta pour m'offrir un contrat de consultation extrêmement lucratif avec Stone & Webster Engineering Corporation (SWEC). À l'époque, c'était l'une des plus importantes compagnies d'ingénierie et de construction du monde, et elle tentait de se tailler une place dans l'industrie énergétique en pleine transformation. Mon contact m'expliqua que je devrais me rapporter à sa nouvelle filiale, une entreprise indépendante de développement énergétique calquée sur les compagnies comme la mienne. Je fus soulagé d'apprendre que l'on ne me demanderait pas de m'impliquer dans un projet international d'assassinat financier.

En fait, me dit-il, on ne s'attendait pas vraiment à grand-chose de ma part... Comme j'étais l'une des rares personnes à avoir fondé et à diriger une compagnie énergétique indépendante qui prospérait, je jouissais d'une excellente réputation dans l'industrie. SWEC désirait

surtout utiliser mon curriculum vitæ et m'inclure dans sa liste de conseillers, ce qui était tout à fait légal et conforme aux pratiques normales de l'industrie. Cette offre était particulièrement attrayante parce que, en raison de plusieurs circonstances, j'envisageais de vendre IPS. L'idée de me joindre à l'équipe de SWEC et de recevoir en retour une énorme provision me plaisait donc beaucoup.

Le jour où il m'engagea, le P.D.G. de SWEC m'invita à luncher avec lui. Nous avons alors parlé de choses et d'autres, et, ce faisant, je me rendis compte que j'avais réellement envie de revenir au métier de consultant, d'abandonner la direction d'une compagnie énergétique complexe, la charge de la centaine de personnes impliquées dans la construction d'installations, et toutes les obligations liées à la construction et à l'opération de centrales électriques. J'avais déjà trouvé comment je dépenserais la provision substantielle qu'il m'offrirait. J'en utiliserais au moins une partie pour fonder un organisme à but non lucratif.

Au dessert, il aborda le sujet d'un livre que j'avais déjà publié, *The Stress-Free Habit*. Il me déclara qu'on lui en avait dit beaucoup de bien, puis il me fixa dans les yeux.

« Avez-vous l'intention d'écrire d'autres livres ? » me demanda-t-il.

Mon estomac se crispa. Je compris soudain que c'était là la raison de toute l'affaire. Je lui répondis sans la moindre hésitation :

« Non, je n'ai pas l'intention de publier d'autres livres pour l'instant.

— Je suis heureux d'entendre cela, me dit-il. Notre compagnie tient beaucoup au secret. Tout comme MAIN.

— Je comprends. »

Il se détendit en souriant.

« Évidemment, des livres comme celui-ci, sur le stress et d'autres sujets semblables, sont parfaitement acceptables. Ils peuvent même parfois faire avancer une carrière. Comme consultant de SWEC, vous êtes tout à fait libre de publier ce genre d'ouvrage. »

Il me regarda comme s'il attendait une réponse.

« C'est bon à savoir.

— Oui, parfaitement acceptables. Évidemment, il va sans dire que vous ne devez jamais mentionner le nom de cette compagnie dans vos livres et que vous n'écrirez jamais rien concernant la nature de notre travail ou de celui que vous avez effectué pour MAIN. Vous ne traiterez pas de sujets politiques ni n'évoquerez aucune transaction avec les banques internationales pour des projets de développement. C'est une simple question de confidentialité », conclut-il en me dévisageant.

« Cela va de soi », lui assurai-je.

Pendant un instant, j'eus l'impression que mon cœur avait cessé de battre. Je ressentis la même chose qu'avec Howard Parker en Indonésie, avec Fidel dans les rues de Panama et avec Paula dans une cafétéria de Colombie. Je me trahissais de nouveau. Il ne s'agissait pas d'un pot-de-vin proprement dit, au sens de la loi, car il était tout à fait légitime pour cette compagnie de m'inscrire sur sa liste de paye, de me téléphoner pour obtenir des conseils ou de me convoquer de temps à autre à une réunion, mais je comprenais pourquoi réellement on m'engageait.

Il m'offrit une provision annuelle équivalente au salaire d'un cadre.

Plus tard le même jour, je me retrouvai dans un aéroport, stupéfié, en attente de mon vol pour la Floride. Je me sentais comme un prostitué. Pire : j'avais l'impression d'avoir trahi ma fille, ma famille et mon pays. Et pourtant je n'avais pas tellement le choix. Je savais que j'aurais ensuite reçu des menaces si je n'avais pas accepté ce pot-de-vin.

30

L'invasion du Panama par les États-Unis

Malgré la disparition de Torrijos, le Panama occupait toujours une place particulière dans mon cœur. Comme je vivais dans le sud de la Floride, j'avais accès à plusieurs sources d'information sur ce qui se passait en Amérique centrale. L'héritage de Torrijos était encore vivant, même s'il était perpétué par des gens n'ayant ni sa compassion ni sa force de caractère. Les tentatives de Panama pour régler les différends dans l'ensemble de l'hémisphère se poursuivirent, tout comme persista la volonté de forcer les États-Unis à respecter les clauses du traité du canal.

Le successeur de Torrijos, Manuel Noriega, sembla d'abord vouloir suivre les traces de son mentor. Je n'ai jamais rencontré Noriega personnellement, mais, selon tous les témoignages, il s'est initialement efforcé de servir la cause des pauvres et des opprimés d'Amérique latine. Il a également continué à explorer les possibilités de construction d'un nouveau canal par les Japonais. Il rencontra évidemment beaucoup de résistance de la part de Washington et de compagnies privées américaines. Comme il l'écrivit lui-même :

> Le secrétaire d'État George Shultz est un ancien cadre de la compagnie multinationale de construction Bechtel ; le secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger, a été vice-président de Bechtel. Cette compagnie ne demandait qu'à empocher les milliards de dollars de revenus que générerait la construction du canal [...]. Les gouvernements Reagan et Bush craignirent que le Japon ne domine un éventuel projet de construction de canal ; non seulement leurs préoccupations quant à la sécurité étaient-elles hors de propos, mais il y avait aussi la question de la rivalité commerciale. Les firmes de construction américaines auraient perdu des milliards de dollars [1].

Mais Noriega n'était pas Torrijos. Il n'en avait ni le charisme ni l'intégrité. Au fil des ans, il acquit la dangereuse réputation de se livrer à la corruption et au commerce de la drogue, et fut même soupçonné d'avoir organisé l'assassinat d'un rival politique, Hugo Spadafora.

Noriega se fit cette réputation alors qu'il était colonel de l'unité G-2 des forces de défense panaméennes, le groupe militaire de renseignements qui assurait la liaison avec la CIA. À ce titre, il développa une étroite relation avec le directeur de la CIA, William J. Casey. La CIA utilisa cette filière pour s'immiscer davantage dans les Caraïbes, en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Par exemple, lorsque le gouvernement Reagan voulut prévenir à l'avance Castro de l'invasion de Grenade, en 1983, Casey fit appel à Noriega comme messager. Le colonel aida aussi la CIA à infiltrer les cartels de la drogue colombiens et autres.

Dès 1984, Noriega avait été promu au poste de général et commandant en chef des forces de défense panaméennes. On rapporte que Casey, accueilli par le chef local de la CIA à son arrivée à Panama, cette année-là, lui demanda : « Où est mon homme ? Où est Noriega ? » Lorsque le général visita Washington, les deux hommes se rencontrèrent secrètement à la maison de Casey. Plusieurs années plus tard, Noriega admit que son lien privilégié avec Casey lui donnait alors le sentiment d'être invincible. Il croyait que la CIA était la plus forte ramification du gouvernement américain, tout comme l'unité G-2 l'était pour le sien. Il était convaincu que Casey le protégerait malgré sa position au sujet du traité du canal de Panama et des bases militaires américaines établies dans la zone du canal [2].

Alors que Torrijos avait été un symbole international de la lutte pour la justice et l'égalité, Noriega offrait donc l'image de la corruption et de la décadence. Sa notoriété à cet égard fut assurée lorsque, le

12 juin 1986, le *New York Times* publia en première page un article intitulé « L'homme fort du Panama impliqué dans le trafic de drogue et le blanchiment d'argent ». Écrit par un reporter lauréat du prix Pulitzer, cet article révélait que le général était le partenaire secret et illégal de plusieurs compagnies latino-américaines ; qu'il avait espionné Cuba au profit des États-Unis et qu'il avait également fait l'inverse, jouant en quelque sorte un rôle d'agent double ; que l'unité G2, sous son commandement, avait décapité Hugo Spadafora ; et qu'il avait dirigé personnellement « le plus important trafic de drogue au Panama ». Cet article était accompagné d'un portrait peu flatteur du général et il fut suivi d'un autre, le lendemain, qui comportait plus de détails[3].

En plus de tous ces problèmes, Noriega se retrouvait avec un président américain souffrant d'un problème d'image, ce que les médias appelaient le « facteur mauviette » de George H. W. Bush[4]. Cela devint manifeste quand il refusa obstinément d'accorder une extension de quinze ans à l'École des Amériques. Ses mémoires contiennent un passage intéressant à ce sujet :

> Malgré toute notre détermination et notre fierté de poursuivre l'œuvre de Torrijos, les États-Unis ne voulaient rien entendre. Ils désiraient une extension ou une renégociation sur l'installation [l'École des Amériques], disant qu'ils en avaient encore besoin à cause de leurs préparatifs de guerre en Amérique centrale. Mais cette École des Amériques nous mettait dans l'embarras. Nous ne voulions pas sur notre sol d'un terrain d'entraînement pour escadrons de la mort et militaires répressifs de droite[5].

Le monde aurait peut-être dû s'y attendre, mais il fut néanmoins stupéfié lorsque, le 20 décembre 1989, les États-Unis attaquèrent le Panama, y lançant la plus grosse attaque aérienne commise sur une ville depuis la Deuxième Guerre mondiale[6]. Cette agression sur une population civile ne répondait à aucune provocation. Le Panama ne constituait une menace ni pour les États-Unis ni pour aucun autre pays. Cette action unilatérale des États-Unis fut dénoncée par des politiciens, des gouvernements et la presse du monde entier comme une violation flagrante de la loi internationale.

Si cette opération militaire avait été dirigée contre un pays ayant commis des assassinats massifs ou d'autres crimes contre l'humanité — comme le Chili de Pinochet, par exemple, ou le Paraguay de Stroessner, le Nicaragua de Somosa, le Salvador de D'Aubuisson ou l'Irak de Saddam Hussein —, le monde aurait compris. Mais le Panama n'avait rien fait de ce genre. Il avait simplement osé s'opposer aux désirs d'une poignée de cadres commerciaux et de politiciens puissants. Il avait demandé que soit respecté le traité du canal, avait consulté des réformateurs sociaux et envisagé de faire construire un nouveau canal par des compagnies japonaises avec un financement de même source. Les conséquences furent dévastatrices. Comme l'explique Noriega :

> Je tiens à le préciser clairement : la campagne de déstabilisation lancée par les États-Unis en 1986 et qui s'est terminée par l'invasion du Panama en 1989 fut le résultat du rejet par les États-Unis de tout scénario comportant le contrôle futur du canal par un Panama indépendant, souverain et soutenu par le Japon [...] Entre-temps, Shultz et Weinberger, jouant les officiels soucieux de l'intérêt public et profitant de l'ignorance populaire quant aux puissants intérêts économiques qu'ils représentaient, organisaient une campagne de propagande pour m'abattre[7].

La justification officielle fournie par Washington pour cette attaque ne reposait que sur un homme. Noriega était l'unique raison pour laquelle les États-Unis avaient envoyé des jeunes hommes et des jeunes femmes risquer leur vie et perturber leur conscience en tuant des gens innocents, dont un nombre inconnu d'enfants, et en mettant le feu à de larges portions de la ville de Panama. On dépeignait le général comme un méchant ennemi du peuple, un monstre trafiquant de drogue, ce qui fournissait au gouvernement une excuse pour envahir ce petit pays de deux millions d'habitants qui, comme par hasard, comportait l'un des plus précieux territoires du monde.

Cette invasion me troubla tellement que j'en fus déprimé pendant plusieurs jours. Je savais que Noriega avait des gardes du corps, mais je ne pouvais m'empêcher de penser que les chacals auraient pu le supprimer, tout comme Roldós et Torrijos. La plupart de ses gardes du corps avaient sans doute subi l'entraînement militaire des Américains et l'on aurait pu les payer pour qu'ils ferment les yeux ou commettent eux-mêmes l'assassinat.

Plus je réfléchissais à cette invasion et lisais d'articles sur le sujet, plus j'étais convaincu qu'elle marquait un retour de la politique extérieure américaine aux vieilles méthodes de construction d'empire ; que le gouvernement Bush était déterminé à aller encore plus loin que Reagan et à montrer au monde entier qu'il n'hésiterait pas à utiliser la force pour parvenir à ses fins. Il semblait aussi que le but des opérations effectuées à Panama n'était pas uniquement de remplacer l'héritage de Torrijos par un gouvernement fantoche favorable aux États-Unis, mais d'inciter à la soumission des pays comme l'Irak.

David Harris, collaborateur du *New York Times Magazine* et auteur de plusieurs ouvrages, fait une observation intéressante dans son livre *Shooting the Moon*, publié en 2001 :

> Parmi les milliers de dirigeants, potentats, dictateurs, juntes et seigneurs de la guerre auxquels les Américains ont eu affaire dans tous les coins du globe, le général Manuel Antonio Noriega est le seul qui ait fait l'objet d'une telle attaque. C'est la seule fois, en 225 ans d'existence, que les États-Unis ont ainsi envahi un autre pays et ramené son dirigeant chez eux afin de lui faire subir un procès et de l'emprisonner pour avoir violé la loi américaine dans son propre pays[8].

Après le bombardement de Panama, les États-Unis se retrouvèrent soudain dans une situation délicate. Pendant un moment, on s'attendit à un contrecoup. Le gouvernement Bush avait peut-être noyé le facteur mauviette, mais il devait maintenant affronter le problème de la légitimité. Il offrait maintenant l'image d'un tyran pris en flagrant délit de terrorisme. On révéla que l'armée américaine avait interdit pendant trois jours à la presse, à la Croix-Rouge et à d'autres observateurs extérieurs de pénétrer dans les zones fortement atteintes par les bombes, tandis que les soldats incinéraient et enterraient les victimes. La presse demanda combien de preuves de criminalité et d'autres comportements inappropriés avaient été détruites, et combien de personnes étaient mortes simplement par manque de soins médicaux, mais ces questions ne reçurent jamais de réponses.

Certains détails de l'invasion ne nous seront jamais connus, pas plus que la véritable ampleur du massacre. Le secrétaire à la Défense, Richard Cheney, déclara que le nombre des morts s'élevait à cinq cents ou six cents, mais des groupes humanitaires indépendants affirmèrent qu'il se situait plutôt entre trois mille et cinq mille, et estimèrent à vingt-cinq mille celui des sans-abri[9]. Noriega fut arrêté, emmené par avion à Miami et condamné à quarante ans de prison. Il était alors le seul individu en territoire américain classé officiellement comme prisonnier de guerre[10].

Si le monde fut outré par cette entorse à la loi internationale et par l'inutile destruction d'une population sans défense par la plus puissante force militaire de la planète, peu d'Américains furent conscients de l'outrage ou des crimes commis par Washington car la couverture médiatique de ces événements fut très limitée. Plusieurs facteurs en furent responsables, dont la politique gouvernementale, des appels téléphoniques de la Maison-Blanche aux éditeurs de journaux et aux cadres de la télévision, le silence de certains membres du Congrès qui n'osèrent pas protester, de crainte que le facteur mauviette ne rejaillisse sur eux, et celui des journalistes qui crurent que le public avait davantage besoin de héros que d'objectivité.

Peter Eisner, rédacteur de *Newsday* et reporter de la Presse associée, fit exception. Il avait couvert l'invasion du Panama et il continua à l'analyser pendant plusieurs années. Dans *The Memoirs of Manuel Noriega : American Prisoner*, publié en 1997, Eisner écrit ceci :

> La mort, la destruction et l'injustice causées au nom de la lutte contre Noriega—et les mensonges entourant l'événement—menacèrent les principes fondamentaux de la démocratie américaine [...]. On ordonna à des soldats de tuer des gens au Panama et ils le firent en croyant sauver ce pays de

l'emprise d'un dictateur cruel et dépravé ; quand ce fut fait, les gens de leur pays (les États-Unis) leur emboîtèrent le pas[11].

Après une recherche poussée, dont des interviews avec Noriega dans sa cellule de la prison de Miami, Eisner déclare :

> Sur les points cruciaux, je ne crois pas que la culpabilité de Noriega ait été prouvée quant aux chefs d'accusation retenus contre lui. Je ne crois pas que ses actes comme chef militaire étranger ou chef d'État souverain justifiaient l'invasion du Panama ni qu'il représentait une menace pour la sécurité nationale des États-Unis[12].

Eisner conclut ainsi :

> Mon analyse de la situation politique et mes reportages au Panama, avant, pendant et après l'invasion, m'ont conduit à la conclusion que l'invasion du Panama par les États-Unis fut un abominable abus de pouvoir. Cette invasion a servi principalement les fins d'arrogants politiciens américains et de leurs alliés panaméens, au prix d'une effusion de sang commise sans scrupules[13].

La famille Arias et l'oligarchie d'avant Torrijos, qui avaient servi de marionnettes américaines entre l'arrachement du Panama à la Colombie et l'avènement de Torrijos, furent réinstallées. Le nouveau traité du canal devint sujet à discussion. Essentiellement, Washington contrôlait toujours la voie d'eau, malgré les stipulations des documents officiels.

Alors que je réfléchissais à ces événements ainsi qu'à toutes les expériences que j'avais connues en travaillant pour MAIN, je me posais sans cesse les mêmes questions : combien de décisions, y compris celles qui sont d'une grande importance historique car elles ont des conséquences sur la vie de millions de personnes — sont prises par des hommes et des femmes animés de motifs personnels plutôt que du désir de faire ce qu'il convient? Combien de nos dirigeants

gouvernementaux sont mus par la cupidité plutôt que par la loyauté à la nation? Combien de guerres ont lieu parce qu'un président ne veut pas être perçu comme une mauviette par ses compatriotes?

Malgré ce que j'avais promis au président de SWEC, ma frustration et mon impuissance devant l'invasion du Panama m'incitèrent à poursuivre l'écriture de mon livre, mais en me concentrant maintenant sur Torrijos. Son histoire pouvait servir à dévoiler plusieurs des injustices qui contaminent notre monde ainsi qu'à me soulager de ma culpabilité. Cette fois, cependant, je décidai de ne pas parler de ce que j'écrivais, au lieu de demander l'avis d'amis et de collègues.

En travaillant à ce livre, je fus ahuri par l'ampleur de tout ce que nous, les assassins financiers, avions accompli en tant d'endroits. Je voulus me concentrer sur les quelques pays qui se démarquaient de l'ensemble, mais la liste de ceux où j'avais travaillé et qui se trouvaient maintenant dans une situation pire qu'auparavant était stupéfiante. Je fus également horrifié par l'étendue de mes propres méfaits. J'y avais pourtant déjà beaucoup réfléchi, mais je l'avais fait en demeurant tellement concentré sur mes activités quotidiennes que je n'avais pas vu l'ensemble du tableau. Ainsi, quand je travaillais en Indonésie, je m'interrogeais sur la position de Howard Parker ou sur les propos des jeunes amis de Rasy. Au Panama, je fus profondément affecté par les implications de ce que Fidel m'avait fait voir dans les quartiers pauvres, dans la zone du canal et dans la discothèque. En Iran, mes conversations avec Yamin et Doc me troublèrent énormément. Et maintenant, le fait d'écrire ce livre me procurait une vue d'ensemble. Je me rendais compte à quel point il m'avait été facile de ne pas voir tout le tableau et donc de ne pas réaliser la véritable portée de mes actes.

Malgré son apparente simplicité, ce genre d'expérience est d'une nature insidieuse. On pourrait la comparer à celle d'un soldat. Au début, il est naïf. Même s'il doute de la moralité de l'acte de tuer des gens, il doit surtout surmonter sa propre peur et s'efforcer de survivre. Après avoir tué un premier ennemi, il est submergé par ses émotions. Il pense à la famille de la victime et éprouve des remords. Mais, avec le temps, au fil des batailles, alors qu'il tue de plus en plus de gens, il se durcit. Il devient un soldat professionnel.

J'étais devenu un soldat professionnel. Cette admission me permit de mieux comprendre par quel processus on en vient à commettre des crimes et à construire des empires. Je comprenais maintenant pourquoi tant de gens avaient commis des actes atroces. Par exemple, comment de bons Iraniens aimant leur famille avaient pu travailler pour la brutale police secrète du shah ; comment de bons Allemands avaient pu suivre les ordres de Hitler ; comment de bons Américains ou de bonnes Américaines avaient pu bombarder Panama.

En tant qu'assassin financier, je n'ai jamais reçu un sou directement de la NSA ni d'aucune autre agence gouvernementale. Mon salaire était payé par MAIN. J'étais un simple particulier à l'emploi d'une compagnie privée. Le comprendre m'aida à mieux saisir le rôle nouveau du cadre commercial comme assassin financier. Une nouvelle catégorie de soldats émergeait sur la scène mondiale et ces gens étaient désensibilisés à leurs propres actions. J'écrivis ceci :

> Aujourd'hui, des hommes et des femmes vont en Thaïlande, aux Philippines, au Botswana, en Bolivie et dans tout autre pays où ils espèrent trouver des gens ayant désespérément besoin de travail. Ils se rendent dans ces lieux avec le but précis d'exploiter des misérables : des gens dont les enfants sont mal nourris, des gens qui vivent dans des bidonvilles et qui ont perdu tout espoir d'améliorer leur sort, des gens qui ne rêvent même plus au lendemain. Ces hommes et ces femmes quittent leurs luxueux bureaux de Manhattan ou de San Francisco ou de Chicago, traversent les océans et les continents dans de somptueux avions de ligne, logent dans des hôtels de première classe et mangent dans les meilleurs restaurants de l'endroit. Ils partent ensuite à la recherche des désespérés.
>
> Il y a encore des marchands d'esclaves. Ils n'ont plus besoin toutefois d'aller chercher dans les forêts d'Afrique les meilleurs spécimens qui leur rapporteront le plus aux enchères à Charleston, à Carthagène ou à La Havane. Il leur suffit de recruter des désespérés et de construire une manufacture pour fabriquer des blousons, des jeans, des tennis, des pièces d'automobile, des composantes d'ordinateur et des milliers d'autres articles qu'ils vendront sur les marchés de leur choix. Ou ils peuvent même, au lieu d'être propriétaires de la manufacture, engager un homme d'affaires local pour qu'il fasse tout le sale boulot à leur place.
>
> Ces hommes et ces femmes se croient honnêtes. Ils reviennent chez eux avec des photographies de sites pittoresques ou de ruines antiques, qu'ils montrent à leurs enfants. Ils assistent à des séminaires où ils se congratulent et échangent des conseils sur la façon de s'adapter aux coutumes excentriques des pays lointains. Leurs patrons engagent des avocats pour se faire assurer qu'ils ne font rien d'illégal. Ils disposent d'une équipe de psychothérapeutes et d'autres experts en ressources humaines pour se faire convaincre qu'ils ne font qu'aider ces désespérés.
>
> L'ancien marchand d'esclaves croyait avoir affaire à une espèce sous-humaine à qui il offrait l'occasion de se faire christianiser. Il croyait aussi que les esclaves étaient essentiels à la survie de sa propre société, qu'ils constituaient la base même de son économie. Le marchand (ou la marchande) d'esclaves moderne se convainc qu'il vaut mieux, pour les désespérés, gagner un dollar par jour plutôt que rien du tout, et qu'ils ont ainsi l'occasion de s'intégrer dans la communauté mondiale. Il ou elle croit aussi que ces désespérés sont essentiels à la survie de sa compagnie, qu'ils constituent la base même de son style de vie. Il ou elle ne songe jamais aux conséquences qu'ont sur le monde ce style de vie et le système économique qui le soutient, ni à leurs effets ultimes sur l'avenir de ses enfants.

31

L'échec des assassins financiers en Irak

Comme président d'IPS dans les années 80 et consultant pour SWEC à la fin de cette décennie et presque tout au long des années 90, j'ai eu accès à des informations sur l'Irak qui n'étaient pas disponibles à beaucoup de gens. Dans les années 80, la plupart des Américains ne savaient pas grand-chose de ce pays, qui ne faisait tout simplement pas partie de leur monde. J'étais toutefois fasciné par ce qui se passait là-bas.

Je demeurais en contact avec de vieux amis qui travaillaient pour la Banque mondiale, pour USAID, pour le FMI ou pour une autre institution financière internationale, ainsi qu'avec des gens de Bechtel, de Halliburton et des autres grandes compagnies d'ingénierie et de construction, dont mon propre beau-père. Plusieurs ingénieurs engagés par des sous-traitants d'IPS et par d'autres compagnies énergétiques indépendantes étaient aussi impliqués dans des projets au Moyen-Orient. Je savais donc pertinemment que les assassins financiers étaient à l'œuvre en Irak.

Les gouvernements Reagan et Bush étaient déterminés à faire de l'Irak une seconde Arabie saoudite. On se disait que Saddam avait toutes les raisons du monde de vouloir suivre l'exemple de la maison des Saoud. Il n'avait qu'à considérer les bénéfices retirés par les Saoudiens dans l'affaire du blanchiment d'argent. Depuis la conclusion de cette entente, des villes modernes avaient surgi du désert saoudien, les chèvres mangeuses d'ordures avaient été remplacées par d'élégants camions, et maintenant les Saoudiens jouissaient des technologies les plus avancées : usines de dessalement, systèmes de traitement des eaux usées, réseaux de communications et services d'électricité publics.

Saddam Hussein savait sûrement que les Saoudiens jouissaient aussi d'un traitement de faveur quant aux lois internationales. Leurs bons amis de Washington fermaient les yeux sur plusieurs de leurs activités, dont le financement de groupements fanatiques considérés comme radicaux, sinon terroristes, et l'hébergement de fugitifs internationaux. En fait, les États-Unis ont demandé et obtenu l'appui financier des Saoudiens pour la guerre menée en Afghanistan par Oussama Ben Laden contre l'Union soviétique. Les gouvernements Reagan et Bush non seulement ont encouragé les Saoudiens en ce sens, mais ils ont aussi fait pression sur plusieurs autres pays pour qu'ils les imitent ou, tout au moins, ferment les yeux.

La présence d'assassins financiers à Bagdad fut très forte durant les années 80. On croyait que Saddam finirait par comprendre… et je devais être d'accord avec cette hypothèse. Après tout, si l'Irak parvenait à conclure avec Washington une entente semblable à celle qui avait été passée avec les Saoudiens, Saddam serait assuré de garder le pouvoir en Irak et pourrait même étendre son influence dans cette partie du monde.

Il importait peu qu'il fût un tyran morbide ayant commis des assassinats collectifs ou que ses tics et sa brutalité fissent songer à Adolf Hitler. Les États-Unis avaient déjà toléré et même soutenu des hommes comme lui à plusieurs reprises. Nous aurions été heureux de lui offrir des titres d'État en échange de pétrodollars, de la promesse d'un approvisionnement pétrolier constant ainsi que d'une entente selon laquelle les intérêts rapportés par ces titres seraient utilisés pour engager des compagnies américaines afin d'améliorer les infrastructures de l'Irak, de créer des villes et de changer les déserts en oasis. Nous lui aurions vendu volontiers des chars d'assaut et des avions de chasse, et construit des centrales chimiques et nucléaires, comme nous l'avions fait dans tant d'autres pays, même si ces technologies pouvaient servir à produire des armes sophistiquées.

L'Irak était très important pour nous, et beaucoup plus qu'il ne le semblait. Contrairement à l'opinion générale, l'intérêt pour ce pays n'est pas qu'une affaire de pétrole. C'est aussi une affaire d'eau et de géopolitique. L'Irak est traversé par deux fleuves, le Tigre et l'Euphrate. Il contrôle donc les plus importantes ressources d'eau de la région. Durant les années 80, l'importance de l'eau, tant sur le plan politique qu'économique, devint une évidence pour ceux qui, comme moi, œuvraient dans le domaine de l'énergie et de l'ingénierie. Dans la course à la privatisation, plusieurs des grandes compagnies qui désiraient absorber les petites entreprises énergétiques indépendantes envisageaient de privatiser les systèmes fluviaux d'Afrique, d'Amérique latine et du Moyen-Orient.

Outre son pétrole et son eau, l'Irak jouit d'une situation géographique stratégique. Il a une frontière commune avec l'Iran, le Koweït, l'Arabie saoudite, la Jordanie, la Syrie et la Turquie, et un littoral sur le golfe Persique. Il se trouve à portée de missile d'Israël et de l'ex-Union soviétique. Les stratèges militaires apparentent l'Irak moderne à la vallée du fleuve Hudson durant les guerres franco-amérindiennes et la révolution américaine. Au XVIIIe siècle, les Français, les Britanniques et les Américains savaient que le contrôle de la vallée de l'Hudson assurait celui de tout le continent. Aujourd'hui, tout le monde reconnaît que le contrôle de l'Irak assure celui du Moyen-Orient.

Par-dessus tout, l'Irak représentait un vaste marché pour la technologie américaine et l'expertise d'ingénierie. Le fait qu'il possède l'un des plus importants gisements de pétrole de la planète (selon certaines estimations, ce gisement serait même supérieur à celui de l'Arabie saoudite) le plaçait en position de financer d'importants programmes d'infrastructure et d'industrialisation. Tous les acteurs importants — les compagnies d'ingénierie et de construction, les fournisseurs de systèmes informatiques, les constructeurs d'avions, de missiles et de chars d'assaut, les compagnies de produits chimiques et pharmaceutiques — lorgnaient l'Irak.

Toutefois, dès la fin des années 80, il devint évident que Saddam n'adhérait pas au scénario des assassins financiers. Ce fut là une grande frustration et une source d'embarras pour le premier gouvernement Bush. À l'instar du Panama, l'Irak contribuait à l'image de mauviette

de George H. W. Bush. Alors que celui-ci cherchait une porte de sortie, Saddam lui en fournit une sans le vouloir. En août 1990, il envahit l'émirat du Koweït, riche en pétrole. Bush réagit en l'accusant de violer la loi internationale, même si, moins d'un an auparavant, il avait lui-même organisé l'invasion illégale et unilatérale du Panama.

On ne fut donc pas surpris lorsque le président ordonna finalement une attaque militaire en règle contre l'Irak. Cinq cent mille soldats américains furent envoyés comme participants d'une force internationale. Pendant les premiers mois de 1991, une attaque aérienne fut lancée contre des cibles militaires et civiles. Elle fut suivie d'un assaut terrestre qui dura une centaine d'heures et qui mit en déroute l'armée iraquienne, inférieure en nombre et en armements. Le Koweït était sauvé. Un véritable despote avait été châtié, quoiqu'il ne fût pas traduit en justice. La popularité de Bush atteignit 90 % auprès du peuple américain.

Au moment de l'invasion de l'Irak, j'assistais à des réunions à Boston. C'était l'une des rares fois où l'on m'avait réellement demandé de faire quelque chose pour SWEC. J'ai un vif souvenir de l'enthousiasme avec lequel la décision de Bush fut accueillie. Naturellement, tous les gens de l'organisation de Stone & Webster étaient fous de joie, et pas seulement parce que nous avions agi contre un dictateur meurtrier. Pour eux, une victoire américaine en Irak serait l'occasion de faire d'énormes profits, et d'obtenir des promotions et des augmentations.

L'excitation ne fut pas limitée aux compagnies qui bénéficieraient directement de la guerre. Bien des Américains désiraient voir leur pays se réaffirmer militairement. Je crois qu'il y avait plusieurs raisons à cette attitude, dont le changement de philosophie survenu quand Reagan l'emporta sur Carter, que les otages d'Iran furent libérés et que le nouveau président républicain annonça son intention de renégocier le traité du canal de Panama. L'invasion du Panama par Bush jeta ensuite de l'huile sur le feu.

Je crois cependant que, sous les discours patriotiques et les appels aux actes, une transformation plus subtile avait lieu dans la manière dont les milieux commerciaux américains — et donc la plupart des gens travaillant pour des compagnies américaines — considéraient

le monde. La course à l'empire global était devenue une réalité à laquelle participait une grande partie du pays. Les concepts de globalisation et de privatisation s'immisçaient dans nos psychés.

En dernière analyse, il ne s'agissait plus uniquement des États-Unis d'Amérique. L'empire global était bel et bien réalisé. Il dépassait toutes les frontières. Les compagnies considérées auparavant comme des entreprises américaines étaient devenues véritablement internationales, même d'un point de vue juridique. Plusieurs s'étaient constituées en sociétés commerciales dans une multitude de pays. Elles pouvaient donc choisir de mener leurs activités sous tout un assortiment de règlements, et un grand nombre d'organisations et d'ententes commerciales globalisantes leur facilitaient les choses. Les mots «démocratie», «socialisme» et «capitalisme» étaient presque devenus désuets. La corporatocratie était maintenant une réalité qui exerçait la plus grande influence sur la politique et l'économie mondiales.

Par une étrange tournure des événements, j'ai cédé à la corporatocratie lorsque j'ai vendu IPS en novembre 1990. Pour mes partenaires et moi, c'était une transaction profitable, mais nous avons vendu surtout parce que la compagnie Ashland Oil avait exercé sur nous d'énormes pressions. Je savais par expérience qu'il aurait été coûteux de s'y opposer, et pas seulement financièrement, tandis que la vente nous enrichirait. Je trouvais toutefois ironique que ma compagnie d'énergies de substitution devienne la propriété d'une compagnie pétrolière. Je me sentais un peu traître envers moi-même.

SWEC exigeait très peu de mon temps. On me demandait occasionnellement de me rendre à Boston pour assister à une réunion ou pour aider à préparer une proposition. On m'envoyait parfois dans des villes comme Rio de Janeiro afin de frayer avec les acteurs de l'endroit. Un jour, j'allai au Guatemala en jet privé. Je téléphonais fréquemment aux directeurs de projets pour leur rappeler que j'étais sur la liste de paye et que j'étais disponible. Recevoir autant d'argent pour faire si peu me posait un problème de conscience. Je connaissais bien le métier et je voulais accomplir quelque chose d'utile, mais cela ne faisait tout simplement pas partie de leur programme.

J'étais hanté par l'image de l'homme se situant au milieu. Je voulais faire quelque chose qui justifiât mon existence, compenser par du

bien tout le mal que j'avais fait. Je continuais à travailler secrètement, quoique très irrégulièrement, à *La conscience d'un assassin financier*, mais sans me faire d'illusions sur son éventuelle publication.

En 1991, je commençai à guider de petits groupes de gens en Amazonie, chez les Shuars, qui partageaient avec eux leurs connaissances environnementales et leur enseignaient les méthodes de guérison indigènes. Pendant les quelques années suivantes, la demande pour ces voyages augmenta rapidement, ce qui entraîna la création d'un organisme sans but lucratif, Dream Change Coalition, destiné à amener les gens des pays industrialisés à concevoir autrement la planète et notre relation avec elle. Dream Change a fait des adeptes partout dans le monde et suscité la création d'organismes semblables dans plusieurs pays. Le magazine *TIME* l'a choisi avec douze autres organismes dont le site Internet reflète les mieux les idéaux de la journée de la Terre[1].

Tout au long des années 90, je me suis impliqué de plus en plus dans le monde non lucratif. J'ai participé à la création de plusieurs organismes et siégé au conseil d'administration de quelques autres. Plusieurs de ces organismes sont nés du travail des gens dévoués de Dream Change. Ils œuvraient avec des peuplades indigènes d'Amérique latine—les Shuars et les Achuars d'Amazonie, les Quechuas des Andes, les Mayas du Guatemala—ou faisaient découvrir ces cultures à des Américains et à des Européens. SWEC approuvait ce travail philanthropique, qui était tout à fait compatible avec son propre engagement envers Centraide. J'ai aussi écrit d'autres livres, en prenant bien soin de n'y traiter que des enseignements indigènes et d'éviter toute référence à mes activités d'assassin financier. En plus de m'occuper, cela me permettait de demeurer en contact avec l'Amérique latine et avec les questions politiques qui m'intéressaient au plus haut point.

Mais j'avais beau vouloir me convaincre que mes activités non lucratives et littéraires réparaient mes actions passées, j'y parvenais de moins en moins. Dans mon for intérieur, je savais que je me dérobais à mes responsabilités envers ma fille. Jessica héritait d'un monde où des millions d'enfants sont, dès leur naissance, accablés de dettes qu'ils ne pourront jamais rembourser. Et j'en étais en partie responsable.

Mes ouvrages avaient de plus en plus de succès, surtout *The World Is As You Dream It* («Le monde est tel qu'on le rêve»). Sa popularité m'amena à donner davantage de conférences et d'ateliers. Parfois, devant un auditoire, que ce soit à Boston, à New York ou à Milan, je me rendais compte de l'ironie de la situation. Si le monde est vraiment tel qu'on le rêve, pourquoi avais-je rêvé un tel monde? Comment avais-je pu participer activement à la création d'un tel cauchemar?

En 1997, je fus engagé par l'Omega Institute pour animer un atelier d'une semaine aux Caraïbes, dans une petite localité de l'île Saint John. J'y arrivai tard le soir. Le lendemain matin, à mon réveil, je m'aperçus, en sortant sur un petit balcon, que ma chambre d'hôtel donnait sur la baie dans laquelle, dix-sept ans plus tôt, j'avais pris la décision de quitter MAIN. Je m'effondrai dans une chaise, envahi par l'émotion.

Pendant toute la semaine, je passai la plupart de mes temps libres sur ce balcon, à regarder la baie Leinster en essayant de définir ce que je ressentais. Je finis par me rendre compte que, même si j'avais démissionné, je n'avais pas fait le pas suivant et que ma décision de demeurer au milieu avait des conséquences néfastes. Dès la fin de la semaine, j'avais conclu que le monde qui m'entourait n'était pas celui que je voulais rêver et qu'il me fallait faire exactement ce à quoi j'exhortais mes élèves : changer mes rêves de sorte qu'ils reflètent ce que je désirais que soit ma vie.

Lorsque je rentrai chez moi, j'abandonnai ma pratique de consultant commercial. Le président de SWEC qui m'avait engagé avait pris sa retraite et avait été remplacé par un homme plus jeune que moi, qui, apparemment, ne se préoccupait aucunement de ce que j'aurais pu divulguer. Il avait mis sur pied un programme de réduction des coûts et il était content de ne plus avoir à me payer mon exorbitante provision.

Je décidai alors de terminer le livre sur lequel je travaillais depuis longtemps. Cette seule décision me procura un immense soulagement. Je fis part de mon projet à de proches amis, surtout des gens du monde non lucratif qui travaillaient à la préservation des cultures indigènes et des forêts tropicales. À ma grande surprise, ils furent

consternés. Ils craignaient que cela ne nuise à mon travail d'enseignement et ne mette en péril les organismes à but non lucratif que je soutenais. Plusieurs d'entre nous aidaient des tribus de l'Amazonie à protéger leur territoire contre les compagnies pétrolières. Si je parlais, disait-on, cela pourrait miner ma crédibilité et retarder tout le mouvement. Certains menacèrent même de me retirer leur appui.

Une fois de plus, j'arrêtai donc d'écrire. Je m'occupai plutôt d'emmener des gens dans l'Amazonie profonde pour leur faire découvrir un lieu et une tribu n'ayant pratiquement pas subi l'influence du monde moderne. En fait, c'est là que je me trouvais le 11 septembre 2001.

32

Les conséquences du 11 septembre 2001 sur ma propre vie

Le 10 septembre 2001, je descendais une rivière de l'Amazonie équatorienne avec Shakaim Chumpi, le coauteur de mon livre *Spirit of the Shuar* («L'esprit des Shuars»). Nous emmenions un groupe de seize Nord-Américains à son village, situé au fond de la forêt tropicale. Ces visiteurs étaient venus là pour connaître son peuple et l'aider à préserver sa précieuse forêt.

Shakaim avait combattu comme soldat dans le récent conflit entre l'Équateur et le Pérou. Presque personne, dans les pays consommateurs de pétrole, n'a entendu parler de cette guerre dont l'enjeu principal était pourtant leur approvisionnement pétrolier. Bien que la frontière entre ces deux pays fût contestée depuis plusieurs années, l'urgence de trouver une solution était récente. Cette urgence était motivée par le besoin des compagnies pétrolières de savoir avec quel pays négocier afin d'obtenir des concessions pour des gisements spécifiques sur ces territoires riches en pétrole. Il fallait donc définir les frontières.

Les Shuars formaient la première ligne de défense de l'Équateur. Ils avaient déjà prouvé qu'ils étaient de féroces guerriers car ils avaient souvent vaincu des ennemis supérieurs en nombre et mieux équipés qu'eux. Ils ne savaient rien des raisons politiques de ce conflit et ils ignoraient que sa résolution ouvrirait la porte aux compagnies pétrolières. Ils combattaient parce qu'ils étaient traditionnellement des guerriers et qu'ils ne voulaient pas que des soldats étrangers pénètrent dans leurs territoires.

Alors que nous pagayions sur la rivière en regardant passer au-dessus de nos têtes une volée de perroquets bavards, je demandai à Shakaim si la trêve durait encore.

«Oui, me répondit-il, mais j'ai le regret de vous apprendre que nous nous préparons maintenant à vous faire la guerre.» Il m'expliqua alors qu'il ne s'agissait pas de moi personnellement ni des gens de notre groupe. «Vous êtes nos amis», m'assura-t-il. Il précisa qu'il parlait de nos compagnies pétrolières et des militaires qui viendraient dans sa jungle pour les défendre.

«Nous avons vu ce qu'ils ont fait à la tribu des Huaoranis. Ils ont détruit leurs forêts, pollué leurs rivières et tué beaucoup de gens, dont des enfants. Aujourd'hui, les Huaoranis n'existent pratiquement plus comme peuple. Nous ne voulons pas subir le même sort. Nous ne permettrons pas aux compagnies pétrolières de pénétrer dans notre territoire, pas plus que ne le leur permettraient les Péruviens. Nous avons tous juré de combattre jusqu'au dernier homme[1].»

Ce soir-là, tout notre groupe s'est assis autour d'un feu, au centre d'une belle maison longue shuar, faite de tiges de bambou plantées dans le sol et couvertes d'un toit de chaume. Je parlai de ma conversation avec Shakaim. Nous nous demandâmes alors combien de gens dans le monde éprouvaient le même sentiment à l'égard des compagnies pétrolières et envers notre pays. Combien craignaient, comme les Shuars, que nous nous immiscions dans leur vie et détruisions leur culture et leur territoire? Combien nous détestaient?

Le lendemain matin, je me rendis à notre petit bureau, qui était équipé d'un émetteur-récepteur, afin de faire le nécessaire pour que des pilotes viennent nous chercher en avion dans quelques jours. Alors que je leur parlais, j'entendis mon interlocuteur s'écrier tout à coup : «Mon Dieu! On attaque New York!»

Il augmenta le volume de la radio commerciale qui jusque-là avait joué en sourdine. Durant la demi-heure qui suivit, nous avons écouté minute par minute le compte rendu des événements se déroulant aux États-Unis. Comme tout le monde, jamais je n'oublierai ce moment.

Lorsque je fus revenu chez moi, en Floride, je ressentis l'impérieux besoin d'aller visiter Ground Zero, le site des deux tours détruites du World Trade Center. Je m'envolai donc pour New York. J'arrivai à un hôtel du centre-ville au début de l'après-midi. C'était une journée ensoleillée de novembre, d'une douceur inhabituelle pour la saison. Je déambulai le long de Central Park, plein d'enthousiasme, puis je me dirigeai vers une partie de la ville où j'avais passé beaucoup de temps autrefois, cette zone près de Wall Street que l'on appelle maintenant Ground Zero.

Alors que je m'en approchais, mon enthousiasme céda la place à l'horreur. Je fus bouleversé par le spectacle qui s'offrait à mes yeux et par les odeurs qui en émanaient. Une incroyable destruction. Les structures fondues et tordues des deux grands édifices disparus. Les débris. L'odeur rance de la fumée. Les ruines noircies par le feu. Et la chair brûlée. J'avais vu tout cela à la télévision, mais c'était très différent quand on était sur place.

Je n'étais pas préparé à cela. Surtout pas à voir les gens qui avaient survécu et qui se trouvaient encore là deux mois après l'événement, parce qu'ils y vivaient ou y travaillaient. Un cordonnier égyptien flânait à l'extérieur de sa boutique.

« Je ne m'y habitue pas, murmura-t-il en secouant la tête d'un air incrédule. J'ai perdu plusieurs clients et plusieurs amis. Mon neveu est mort là-haut, poursuivit-il en pointant le doigt vers le ciel bleu. Je pense que je l'ai vu sauter en bas. Je ne sais pas vraiment… Il y en a tellement qui sautaient, en se tenant par la main et en battant des bras comme s'ils essayaient de voler. »

Je fus très surpris de voir des gens parler ainsi entre eux à New York. Cela dépassait d'ailleurs le langage. Ils se regardaient dans les yeux. Même s'ils étaient sombres, ils échangeaient des regards de compassion, des demi-sourires qui en disaient plus qu'un million de mots.

Mais il y avait aussi autre chose. Le lieu même. Au début, je ne savais pas ce que c'était, mais soudain j'ai compris : la lumière ! Le Bas-Manhattan était un canyon obscur à l'époque où je me rendais dans cette partie de la ville afin de trouver du capital pour IPS et que j'établissais des stratégies avec mes investisseurs en dînant avec eux

au *Windows of the World*. Il fallait alors monter aussi haut que le sommet du World Trade Center pour voir de la lumière. Maintenant, il y en avait dans la rue. Le canyon avait été scindé en deux. Près des ruines, le soleil réchauffait les visiteurs et les passants. Je me demandai si la simple vue du ciel et la présence de la lumière avaient aidé les gens à ouvrir leur cœur. Cette seule pensée m'emplit de culpabilité.

Je tournai le coin à l'église de la Trinité et descendis Wall Street. Je retrouvais le bon vieux New York, noyé dans l'ombre. Pas de ciel, pas de lumière. Les gens se hâtaient sur le trottoir, s'ignorant les uns les autres. Un policier cria quelque chose en direction d'une voiture immobilisée.

Je m'assis sur les premières marches que je trouvai, au numéro 14. Le bruit d'énormes ventilateurs ou d'une turbine de ventilation dominait tous les autres sons. Il semblait provenir de l'édifice de la Bourse. Je me mis alors à observer les gens. Ils se pressaient dans les deux directions, quittant leur bureau, rentrant chez eux à la hâte ou se dirigeant vers un restaurant ou un bar pour y parler affaires. J'en voyais parfois deux qui marchaient ensemble en conversant, mais la plupart étaient seuls et silencieux. Je tentai de croiser le regard de certains, mais en vain.

Soudain, l'alarme d'une voiture garée un peu plus loin se déclencha toute seule. Un homme sortit précipitamment d'un bureau et pointa une clé vers le véhicule pour la faire taire. Je demeurai assis là un long moment, puis je finis par fouiller dans ma poche pour en sortir une feuille de papier bien pliée, couverte de statistiques.

C'est alors que je l'aperçus. Il marchait lentement sur le trottoir en fixant le bout de ses pieds. À sa barbiche grise et à son manteau crasseux qui détonnait particulièrement en ce bel après-midi sur Wall Street, je devinai qu'il était afghan.

Il me regarda, puis, après quelques secondes d'hésitation, s'engagea dans les marches. Il hocha la tête poliment, puis s'assit à environ un mètre de moi. Il se mit alors à regarder au loin et je compris que ce serait à moi d'amorcer la conversation.

« Bel après-midi, lui dis-je.

— Magnifique. »

Il avait un fort accent. Il poursuivit :

« En des temps comme ça, il nous faut du soleil.

— À cause du World Trade Center ? »

Il acquiesça.

« Vous venez d'Afghanistan ? »

Il me regarda intensément.

« C'est si évident ?

— J'ai beaucoup voyagé. Dernièrement, je suis allé dans l'Himalaya, au Cachemire.

— Le Cachemire..., fit-il en tirant sur sa barbiche. Les combats...

— Oui, entre l'Inde et le Pakistan, les hindous et les musulmans. Ça fait s'interroger sur la religion, n'est-ce pas ? »

Nous nous fixâmes dans les yeux. Les siens étaient brun foncé, presque noirs. Son regard était aussi empreint de sagesse que de tristesse. Il se tourna vers l'édifice de la Bourse, vers lequel il pointa un long doigt noueux.

« Peut-être est-ce plutôt une affaire d'économie que de religion..., acquiesçai-je.

— Vous étiez soldat ? »

Je ne pus m'empêcher de rire.

« Non. Consultant économique. »

Je lui tendis ma feuille de statistiques.

« Mes armes, c'était ça. »

Il prit la feuille et la regarda.

« Des chiffres, fit-il.

— Des statistiques mondiales. » Il la scruta, puis me la redonna en riant. « Je ne sais pas lire.

— Ce que disent ces chiffres, c'est que vingt-quatre mille personnes meurent de faim chaque jour. »

Il siffla doucement, sembla réfléchir un moment, puis soupira.

« J'ai passé près d'être du nombre. J'avais une petite plantation de grenadiers près de Kandahar. Quand les Russes sont arrivés, les moudjahidin se sont mis à se cacher derrière les arbres et dans les rigoles. »

Il leva les bras et fit le geste de tirer du fusil.

« Des embuscades. »

Il baissa les bras.

« Ils ont détruit tous mes arbres et toutes mes rigoles.

— Alors, qu'avez-vous fait ? »

Il fit un signe de tête en indiquant ma feuille.

« Est-ce que ça mentionne les mendiants ? »

Ce n'était pas le cas, mais je me souvenais du chiffre.

« Il y en a environ quatre-vingt millions dans le monde.

— J'en étais un. »

Il secoua la tête et sembla se perdre dans ses pensées. Après quelques minutes de silence, il me dit :

« Je n'aimais pas mendier. Mon enfant est mort. Alors, j'ai cultivé du pavot.

— De l'opium ? »

Il haussa les épaules.

« Il n'y avait pas d'arbres, pas d'eau. C'était la seule façon de nourrir nos familles. »

J'avais une boule dans la gorge, en proie à la tristesse et à la culpabilité.

« Nous considérons la culture du pavot comme un mal, et pourtant beaucoup de nos gens les plus riches ont fait fortune avec le trafic de la drogue. »

J'eus l'impression que son regard me pénétrait l'âme.

« Vous étiez un soldat », déclara-t-il en hochant la tête.

Il se leva lentement et descendit les marches. Je voulais qu'il reste, mais je ne savais pas quoi lui dire. Je me levai à mon tour et le rejoignis. Au pied des marches, j'aperçus un écriteau sur lequel figurait l'édifice dans l'escalier duquel je m'étais assis. Au haut, il était écrit qu'il avait été mis là par Heritage Trails de New York. Je lus ceci :

> L'édifice du 14, Wall Street a été conçu d'après le mausolée d'Halicarnasse se trouvant au sommet du clocher de la basilique Saint-Marc de Venise. Au moment de sa construction, c'était la plus haute banque du monde. Ce gratte-ciel de 539 pieds de hauteur abritait originellement le siège social du Bankers Trust, l'une des plus riches institutions financières du pays.

J'admirai l'édifice. Au tout début du siècle dernier, le 14, Wall Street avait joué le rôle qui fut assumé plus tard par le World Trade Center. Il était alors le symbole même du pouvoir et de la domination économiques. Il avait aussi abrité le Bankers Trust, l'une des firmes que j'avais chargées du financement de ma compagnie énergétique. Il faisait donc essentiellement partie de mon héritage, un héritage de «soldat», comme l'avait dit avec tant de justesse le vieil Afghan.

Quelle étrange coïncidence d'avoir abouti en ce lieu ce jour-là et d'y avoir conversé avec cet homme! Une coïncidence? Je m'attardai sur ce mot. Je réfléchis encore au fait que ce sont nos réactions aux coïncidences qui déterminent notre vie. Comment donc devais-je réagir à celle-là?

Continuant à marcher, je cherchai le vieil Afghan parmi la foule, mais en vain. Devant l'édifice voisin se trouvait une immense statue enveloppée de plastique bleu. Sur la façade de pierre, une inscription révélait qu'il s'agissait du Federal Hall, logé au 26, Wall Street, où George Washington avait prêté serment comme premier président des États-Unis, le 30 avril 1789. C'était donc en ce lieu précis qu'avait été assermenté le premier homme ayant reçu la responsabilité de sauvegarder la vie, la liberté et la poursuite du bonheur pour tous. Si proche de Ground Zero, si proche de Wall Street…

Je continuai ma route jusqu'à Pine Street. Je me retrouvai alors devant le siège social mondial de Chase, la banque construite par David Rockefeller, une institution nourrie de pétrodollars récoltés par des hommes comme moi. Cette banque, qui servait les assassins financiers et promouvait avec brio l'empire global, était, sous plusieurs aspects, le symbole même de la corporatocratie.

J'avais lu quelque part que le World Trade Center, un projet lancé par David Rockefeller en 1960, était considéré depuis quelques années comme un boulet financier. On disait qu'il était inadapté aux technologies modernes de la fibre optique et d'Internet, et que son système d'ascenseurs était aussi inefficace que coûteux. On avait déjà surnommé ces deux tours «David et Nelson». Le boulet était maintenant disparu.

Je continuai encore à marcher, lentement et presque à contrecœur. Malgré la chaleur, je frissonnais. Une étrange angoisse, comme un mauvais pressentiment, m'avait envahi. Ne pouvant en identifier la source, je tentai de m'en défaire en reprenant mon rythme. Je finis par me retrouver encore devant le trou fumant, le métal tordu, cette gigantesque cicatrice dans la terre. M'appuyant contre un édifice qui avait échappé à la destruction, je regardai au fond de l'excavation. J'essayai d'imaginer les gens se précipitant hors de la tour qui s'écroulait et les pompiers accourant pour les aider. Je tentai de penser au désespoir de ceux qui avaient sauté en bas. Mais je n'y parvins pas.

À la place, je voyais Oussama Ben Laden acceptant de l'argent et des armes valant des millions de dollars, d'un employé d'une firme de consultation sous contrat avec le gouvernement américain. Je me vis ensuite assis devant un ordinateur dont l'écran était vide.

Je regardai alors autour de moi, au-delà de Ground Zero, vers les rues que le feu avait épargnées et où la vie revenait maintenant à la normale. Je me demandai si les gens qui y déambulaient pensaient à tout cela; pas seulement à la destruction des deux tours, mais aussi aux plantations de grenadiers détruites en Afghanistan et aux vingt-quatre mille humains mourant de faim quotidiennement sur cette planète. Y pensaient-ils au moins un peu? Étaient-ils capables d'oublier leur emploi, leurs voitures dévoreuses d'essence et leurs dividendes assez longtemps pour considérer leur propre contribution au monde qu'ils légueraient à leurs enfants? Que savaient-ils de l'Afghanistan? Pas l'Afghanistan qu'ils voyaient à la télévision, celui des tentes militaires et des chars américains, mais celui du vieil homme que je venais de rencontrer. Et que pensaient ces vingt-quatre mille humains qui mouraient chaque jour?

Je me revis alors devant l'écran vide de l'ordinateur.

Je m'efforçai de reporter mon attention sur Ground Zero. Pour l'instant, une chose était sûre : mon pays désirait la vengeance et il la dirigeait sur des pays comme l'Afghanistan. Je pensais toutefois à tous les autres pays dont les habitants détestaient nos compagnies, nos militaires, notre politique et notre poursuite d'un empire global.

Il y avait le Panama, l'Équateur, l'Indonésie, l'Iran, le Guatemala et la plus grande partie de l'Afrique.

Je quittai le mur contre lequel je m'étais appuyé et je m'en éloignai, pour m'arrêter ensuite devant un petit homme au teint basané, qui

brandissait un journal en criant en espagnol, par-dessus le bruit de la circulation, des klaxons et de la foule grouillante : «Le Venezuela au bord de la révolution!»

J'achetai ce journal et je me mis aussitôt à en parcourir la une. Il y était question d'Hugo Chávez, le président antiaméricain du Venezuela, démocratiquement élu, et du courant de haine généré par la politique américaine en Amérique latine.

Il y avait donc aussi le Venezuela.

33

Le Venezuela sauvé par Saddam

J'avais suivi depuis plusieurs années ce qui se passait au Venezuela. Ce pays offrait l'exemple classique d'une nation pauvre qui s'était enrichie grâce au pétrole. Il présentait aussi le cas type d'un pays troublé par les conflits nés de la richesse pétrolière, un pays affligé d'un déséquilibre entre riches et pauvres, et exploité sans honte par la corporatocratie. Y convergeaient typiquement les assassins financiers à l'ancienne et leur version commerciale nouveau genre.

Les événements rapportés par ce journal que je lisais à Ground Zero, en ce jour de novembre 2001, résultaient directement des élections de 1998, alors que les pauvres et les exclus sociaux du Venezuela avaient élu massivement Hugo Chávez comme président du pays[1]. Chávez avait immédiatement adopté des mesures draconiennes, reprenant le contrôle des cours de justice et autres institutions, et dissolvant le Congrès vénézuélien. Il dénonça l'«impérialisme éhonté» des États-Unis, se prononça avec véhémence contre la globalisation et présenta une loi sur les hydrocarbures similaire à celle qui avait été donnée à l'Équateur par Jaime Roldós peu de temps avant l'écrasement de son hélicoptère. Cette loi doublait les droits chargés aux compagnies pétrolières étrangères. Chávez défia ensuite l'indépendance traditionnelle de la compagnie pétrolière d'État, Petróleos de Venezuela, en remplaçant ses cadres supérieurs par des gens qui lui étaient loyaux[2].

Le pétrole vénézuélien est d'une importance cruciale pour l'économie mondiale. En 2002, ce pays fut le quatrième plus grand exportateur de pétrole et le troisième fournisseur des États-Unis[3]. Petróleos de Venezuela, avec quarante mille employés et cinquante milliards de dollars de ventes annuelles, fournit 80 % des revenus d'exportation du pays. C'est de loin le plus important facteur de l'économie vénézuélienne[4]. En prenant le contrôle de l'industrie, Chávez s'était propulsé sur la scène mondiale comme acteur important.

Plusieurs Vénézuéliens y virent l'accomplissement de leur destin, l'achèvement d'un processus amorcé quatre-vingts ans plus tôt. Le 14 décembre 1922, une énorme éruption pétrolière s'était produite près du lac Maracaibo, où cent mille barils de brut avaient jailli du sol quotidiennement pendant trois jours. Ce phénomène géologique changea le Venezuela pour toujours. Dès 1930, ce pays était devenu le plus grand exportateur mondial. Les Vénézuéliens voyaient dans le pétrole la solution à tous leurs problèmes.

Durant les quarante années suivantes, les revenus pétroliers permirent au Venezuela, alors l'une des plus pauvres nations de la terre, de devenir l'une des plus riches d'Amérique latine. Tous les secteurs vitaux du pays subirent une amélioration remarquable : la santé, l'éducation, l'emploi ; les taux de longévité et de survie infantile augmentèrent aussi. Les entreprises prospérèrent.

Pendant l'embargo pétrolier de l'Opep, en 1973, le prix du pétrole grimpa en flèche et le budget national du Venezuela quadrupla. Les assassins financiers se mirent donc à l'œuvre. Les banques internationales inondèrent le pays de prêts destinés à payer la réalisation de vastes projets infrastructurels et industriels ainsi que la construction des plus hauts gratte-ciel du continent. Puis, dans les années 80, arrivèrent les assassins financiers nouveau genre. C'était pour eux l'occasion idéale de se faire les dents. La classe moyenne était devenue assez importante et constituait un marché mûr pour un grand éventail de produits, bien qu'il y eût toujours un très grand nombre de pauvres disponibles pour travailler dans les usines et les ateliers clandestins.

Ensuite, le prix du pétrole baissa et le Venezuela ne put rembourser ses dettes. En 1989, le FMI imposa à Caracas de dures mesures d'austérité et fit pression pour que le pays soutienne la corporatocratie

de plusieurs autres façons. Voilà que le pétrole ne constituait plus une source intarissable de revenus. Désillusionnés, les Vénézuéliens réagirent violemment : des émeutes firent plus de 200 victimes. Entre 1978 et 2003, le revenu *per capita* subit une baisse de plus de 40 %[5].

Alors que la pauvreté augmentait, le ressentiment s'intensifia. Il en résulta une polarisation sociale, la classe moyenne se retrouvant en opposition avec les pauvres. Comme c'est souvent le cas dans les pays dont l'économie dépend de la production de pétrole, le profil démographique se modifia. Le déclin de l'économie jeta dans la pauvreté plusieurs gens de la classe moyenne.

Ce nouveau partage démographique prépara le terrain à l'élection de Chávez... et au conflit avec Washington. Une fois au pouvoir, le nouveau président posa des gestes qui défièrent le gouvernement Bush. Tout juste avant les attentats du 11 septembre 2001, Washington considérait ses possibilités d'action. Les assassins financiers ayant échoué, devait-on maintenant envoyer les chacals ?

Les événements du 11 septembre 2001 changèrent les priorités. Le président Bush et ses conseillers s'efforcèrent plutôt de convaincre la communauté internationale de soutenir les activités américaines en Afghanistan et une invasion de l'Irak. Par ailleurs, l'économie américaine était en pleine récession. Le règlement de la question du Venezuela fut donc remis à plus tard, mais il demeurait évident que Bush et Chávez finiraient par s'affronter. L'approvisionnement en pétrole du Moyen-Orient se trouvant menacé, Washington ne pouvait se permettre d'ignorer très longtemps le Venezuela.

Ma visite à Ground Zero, ma promenade sur Wall Street, ma rencontre avec le vieil Afghan, l'article de journal sur le Venezuela m'avaient conduit à une introspection que j'avais évitée pendant des années. J'étais maintenant forcé de regarder de près les conséquences de ce que j'avais accompli pendant les trois dernières décennies. Je ne pouvais nier le rôle que j'avais joué ni le fait que la génération de ma fille subissait maintenant les effets négatifs de mon travail d'assassin financier. Je ne pouvais plus retarder davantage la réparation de mes actes. Je devais tout révéler ; faire connaître au public l'existence de la corporatocratie afin qu'il comprenne pourquoi une si grande partie du monde nous déteste.

Je me remis donc à écrire, mais, ce faisant, je trouvai mon histoire un peu désuète. Il me fallait absolument la mettre à jour. J'envisageai de me rendre en Afghanistan, en Irak et au Venezuela afin de pouvoir écrire un commentaire actuel sur ces trois pays qui me semblaient soumis à une certaine ironie du sort dans la situation mondiale actuelle. Chacun avait subi une agitation politique traumatisante qui avait abouti à la prise du pouvoir par des leaders laissant beaucoup à désirer (les talibans cruels et despotiques, Saddam le psychopathe, et Chávez, économiquement inapte), et pourtant, en aucun cas, la corporatocratie n'avait essayé de résoudre les problèmes profonds de ces pays. Elle ne cherchait qu'à saper le pouvoir des leaders qui faisaient obstruction à notre politique pétrolière. Sous plusieurs aspects, le Venezuela constituait le cas le plus singulier. Alors qu'une intervention militaire avait déjà eu lieu en Afghanistan et semblait inévitable en Irak, la réaction du gouvernement américain à l'attitude de Chávez demeurait un mystère. À mon avis, il ne s'agissait pas de savoir si Chávez était un bon leader ou non, mais plutôt de prévoir la réaction de Washington à un leader qui faisait obstruction à la corporatocratie dans sa poursuite d'un empire global.

Cependant, avant même que j'aie pu organiser un tel voyage, les circonstances m'en empêchèrent. Dans le cadre de mon travail non lucratif, je dus me rendre plusieurs fois en Amérique du Sud en 2002. Une famille vénézuélienne dont l'entreprise avait fait faillite sous le régime de Chávez participa à l'un de mes voyages en Amazonie. Nous devînmes d'excellents amis et ils me racontèrent leur version des événements. Je fis aussi la rencontre de Latino-Américains de l'autre bout du spectre, qui considéraient Chávez comme un sauveur. Ce qui se passait à Caracas était symptomatique du monde créé par les assassins financiers.

Dès décembre 2002, la situation atteignit un point de crise à la fois au Venezuela et en Irak. Les deux pays évoluaient en parfait contrepoint l'un par rapport à l'autre. En Irak, tous les efforts subtils des assassins financiers et des chacals pour forcer Saddam à se soumettre avaient échoué, et l'on se préparait maintenant à la solution ultime, l'invasion. Au Venezuela, le gouvernement Bush mettait en œuvre le

modèle iranien de Kermit Roosevelt. *Le New York Times* rapporta ceci :

> Des centaines de milliers de Vénézuéliens sont descendus dans la rue aujourd'hui pour proclamer leur adhésion à une grève nationale qui dure maintenant depuis vingt-huit jours et dont le but est de forcer le président Hugo Chávez à démissionner.
>
> Cette grève, à laquelle se sont joints 30 000 travailleurs pétroliers, menace de perturber pendant des mois ce pays, qui est le cinquième plus gros exportateur de pétrole [...].
>
> Depuis quelques jours, la grève semble être dans une impasse. M. Chávez utilise des non-grévistes pour tenter de normaliser les opérations de la compagnie pétrolière d'État. Ses adversaires, dirigés par une coalition de leaders commerciaux et syndicaux, soutiennent toutefois que leur grève forcera la compagnie, et donc le gouvernement Chávez, à s'effondrer[6].

C'est exactement ainsi que la CIA provoqua la chute de Mossadegh et son remplacement par le shah. L'analogie était frappante. L'histoire semblait étrangement se répéter, à cinquante ans d'intervalle. Après cinq décennies, le pétrole constituait toujours la force motrice...

Le 4 janvier 2003, les partisans de Chávez et ses opposants s'affrontèrent. Deux personnes furent tuées et des douzaines furent blessées. Le lendemain, je parlai à un vieil ami qui avait été en rapport avec les chacals pendant plusieurs années. Tout comme moi, il n'avait jamais travaillé directement pour aucun gouvernement, mais il avait dirigé des opérations clandestines dans plusieurs pays. Il me révéla qu'un entrepreneur privé l'avait approché pour fomenter des grèves à Caracas et soudoyer des militaires, dont plusieurs avaient subi un entraînement à l'École des Amériques, afin qu'ils se retournent contre leur président élu. Il avait décliné l'offre, mais il me confia : « Celui qui l'a acceptée sait ce qu'il fait[7]. »

Les cadres des compagnies pétrolières et de Wall Street craignaient une augmentation des prix du pétrole et un déclin des réserves américaines. Étant donné la situation au Moyen-Orient, je savais

que le gouvernement Bush faisait tout ce qu'il pouvait pour renverser Chávez. Puis les journaux nous annoncèrent qu'il avait réussi. Le *New York Times* se servit de ce renversement de situation pour offrir à ses lecteurs une perspective historique... et pour identifier l'homme qui semblait avoir joué au Venezuela le même rôle que Kermit Roosevelt en Iran.

> Les États-Unis [...] ont soutenu des régimes autoritaires dans toute l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud pendant et après la guerre froide, afin de protéger leurs intérêts économiques et politiques.
>
> Dans le minuscule pays du Guatemala, la CIA a fomenté un coup d'État en 1954 afin de renverser un gouvernement démocratiquement élu, et elle a subséquemment appuyé des gouvernements de droite contre de petits groupes rebelles gauchistes pendant quatre décennies. Environ 200 000 civils ont été tués.
>
> Au Chili, un coup d'État soutenu par la CIA a permis à Pinochet de prendre le pouvoir et de diriger le pays de 1973 à 1990. Au Pérou, un fragile gouvernement démocratique cherche encore à établir quel fut le rôle de la CIA dans le maintien au pouvoir, pendant une décennie, du président Alberto K. Fujimori, maintenant déchu et tombé en disgrâce, et de son peu honorable chef espion, Vladimiro L. Montesinos.
>
> Les États-Unis ont dû envahir le Panama en 1989 pour déloger son narcodictateur, Manuel A. Noriega, qui avait servi d'informateur aux services secrets américains pendant presque vingt ans. Et la lutte pour créer par tous les moyens une opposition non armée contre les gauchistes du Nicaragua dans les années 80, y compris en vendant des armes à l'Iran pour de l'argent liquide, a conduit à l'inculpation d'anciens officiels du gouvernement Reagan.
>
> Parmi ceux qui firent alors l'objet d'une enquête figurait Otto J. Reich, un vétéran des luttes latino-américaines. Aucune accusation ne fut jamais portée contre M. Reich. Il devint plus tard ambassadeur des États-Unis au Venezuela et il est maintenant sous-secrétaire d'État aux affaires interaméricaines, par nomination présidentielle. La chute de M. Chávez est l'une de ses gloires[8].

Si M. Reich et le gouvernement Bush ont célébré le coup d'État contre Chávez, la fête a pris fin soudainement... Par un étonnant renversement de situation, Chávez était de retour au pouvoir moins de soixante-douze heures plus tard. Contrairement à l'Iranien Mossadegh, il avait réussi à garder les militaires de son côté malgré toutes les tentatives pour amener les plus hauts officiers à se retourner contre lui. De plus, il avait en sa faveur la puissante compagnie pétrolière d'État. Petróleos de Venezuela défia les milliers de grévistes et survécut.

Quand les choses se furent calmées, Chávez renforça l'emprise gouvernementale sur les travailleurs pétroliers, purgea des forces armées les quelques officiers déloyaux qui s'étaient laissé convaincre de le trahir et expulsa du pays ses principaux opposants. Il réclama des peines de vingt ans de prison pour deux leaders éminents de l'opposition qui avaient joué le rôle d'agents secrets de Washington et s'étaient joints aux chacals pour diriger la grève nationale[9].

En dernière analyse, toute l'opération fut un désastre pour le gouvernement Bush. Le *Los Angeles Times* rapporta ceci :

> Des membres du gouvernement Bush ont admis mardi qu'ils avaient discuté durant des mois, avec des leaders militaires et civils du Venezuela, du renversement du président vénézuélien Hugo Chávez [...]. Le rôle du gouvernement dans le coup d'État avorté est maintenant sérieusement examiné[10].

Il était évident que les chacals avaient échoué tout autant que les assassins financiers. Le Venezuela de 2003 était très différent de l'Iran de 1953. Je me demandai s'il s'agissait là d'un signe avant-coureur ou d'une simple anomalie. Que ferait maintenant Washington ?

Pour l'instant du moins, le Venezuela avait échappé à une crise sérieuse. Chávez avait été sauvé par Saddam Hussein. Le gouvernement Bush ne pouvait s'occuper à la fois de l'Afghanistan, de l'Irak et du Venezuela. Il ne possédait ni la force militaire ni le soutien politique

nécessaires. Je savais cependant que les circonstances pouvaient changer rapidement et que le président Chávez devrait sans doute affronter une opposition acharnée dans un proche avenir. Néanmoins, le Venezuela nous rappelait que vraiment pas grand-chose n'avait changé depuis cinquante ans, sauf parfois le résultat...

34

L'Équateur revisité

Le Venezuela représentait un cas classique. Cependant, en y observant le déroulement des événements, il m'apparut clairement que le véritable combat se livrait plutôt dans un autre pays. Ce combat était encore plus important, non parce qu'il impliquait davantage de dollars ou de vies humaines, mais parce que son enjeu dépassait largement les buts matérialistes qui définissent généralement les empires. Les lignes de bataille s'étendaient au-delà des armées de banquiers, de cadres d'entreprises et de politiciens. Ce combat avait lieu au plus profond de l'âme de la civilisation moderne, et dans un pays que j'avais appris à connaître et à aimer, celui où j'avais d'abord travaillé comme volontaire des Peace Corps : l'Équateur.

Depuis mon premier séjour là-bas, en 1968, ce petit pays était devenu la victime type de la corporatocratie. Les assassins financiers, ceux dont j'étais et leurs successeurs commerciaux, avaient réussi à le conduire virtuellement à la faillite. Nous lui avions prêté des milliards de dollars afin qu'il engage nos firmes d'ingénierie et de construction pour réaliser des projets qui profiteraient à ses plus riches familles. Il en est résulté qu'au cours de ces trois décennies le niveau de pauvreté officiel est passé de 50% à 70%; celui du chômage ou du sous-emploi, de 15% à 70%; la dette publique, de 240 millions de dollars à 16 milliards; et la part des ressources nationales allouée aux citoyens les plus pauvres, de 20% à 6%. Aujourd'hui, l'Équateur doit consacrer presque 50% de son budget national au remboursement de

ses dettes, au lieu d'améliorer le sort de ses habitants, qui sont classés officiellement comme dangereusement pauvres[1].

La situation en Équateur démontre clairement que ce ne fut pas là le résultat d'une conspiration, mais plutôt d'un processus qui s'est déroulé à la fois sous des gouvernements démocrates et républicains, et dans lequel furent impliqués toutes les grandes banques multinationales, plusieurs compagnies, ainsi que les organismes d'aide étrangère d'une multitude de pays. Les États-Unis y ont joué le rôle principal, certes, mais il y a eu d'autres acteurs.

Pendant ces trois décennies, des milliers d'hommes et de femmes ont contribué à créer cette situation précaire dans laquelle se trouvait l'Équateur au début du millénaire. Certains avaient, tout comme moi, agi sciemment, mais la plupart avaient simplement accompli les tâches qu'on leur avait apprises dans les écoles de commerce, d'ingénierie et de droit, ou avaient suivi l'exemple de patrons comme moi, qui faisaient la démonstration du système par leur propre cupidité et par les récompenses ou punitions destinées à le perpétuer. Au pire, ceux-là considéraient qu'ils jouaient un rôle mineur ; au mieux, qu'ils aidaient une nation pauvre.

Bien qu'ils fussent inconscients, qu'on les ait trompés, et même, dans plusieurs cas, qu'ils se soient illusionnés, ces acteurs n'étaient pas membres d'une conspiration secrète, mais plutôt les produits d'un système promouvant la plus subtile et la plus efficace forme d'impérialisme que le monde ait jamais connue. Personne n'a eu à leur offrir des pots-de-vin ni à leur faire des menaces. Ils avaient déjà tous été recrutés par des compagnies, des banques et des agences gouvernementales. Les pots-de-vin, c'étaient leurs salaires, leurs primes, leurs pensions et leurs polices d'assurances ; les menaces, c'était le contexte social, la pression des collègues et l'inquiétude quant à l'avenir et à l'éducation de leurs enfants.

Le système avait réussi spectaculairement. Dès le début du millénaire, l'Équateur était parfaitement pris au piège. Nous le tenions, tout comme un parrain de la Mafia tient l'homme dont il a financé et refinancé l'entreprise, ainsi que le mariage de sa fille. Comme tous les bons mafiosi, nous avions pris notre temps. Nous pouvions nous permettre d'être patients, sachant que sous les forêts tropicales de l'Équateur se trouvait une mer de pétrole et que nous finirions par y accéder un jour.

Ce jour était presque venu lorsque, au début de 2003, je quittai Quito pour me rendre dans la ville de Shell, située en pleine jungle, au volant de mon Subaru Outback. Chávez avait repris le pouvoir au Venezuela. Il avait défié George W. Bush et il avait gagné. Saddam tenait bon et se préparait à l'invasion américaine. Les réserves de pétrole étaient à leur plus bas niveau en presque trois décennies et les chances d'en obtenir davantage de nos principales sources étaient minces, comme l'était d'ailleurs le bilan de la corporatocratie. Il nous fallait réussir un beau coup. Le temps était venu de réclamer notre dû à l'Équateur.

Au moment où je dépassais en Subaru le monstrueux barrage du fleuve Pastaza, je compris qu'en Équateur le combat n'était pas simplement la lutte classique entre les riches et les pauvres, les exploiteurs et les exploités. Il avait pour enjeu la nature même de notre civilisation. Nous désirions forcer ce petit pays à ouvrir ses forêts amazoniennes à nos compagnies pétrolières alors qu'il en résulterait une dévastation incommensurable.

Si nous insistions pour réclamer le remboursement de la dette, les conséquences dépasseraient l'entendement. Il ne s'agissait pas uniquement de la destruction de cultures indigènes, de vies humaines et de centaines de milliers d'espèces animales—reptiles, poissons, insectes—et végétales, dont certaines contenaient peut-être le remède à plusieurs maladies. Il ne s'agissait pas seulement de l'utilité des forêts tropicales, qui absorbent les gaz mortels à effet de serre produits par nos industries, libèrent l'oxygène nécessaire à notre vie et ensemencent les nuages, lesquels produisent une grande partie de l'eau de la planète. L'enjeu dépassait tous les arguments habituels des écologistes en faveur de la préservation de ces forêts et il touchait au fond de notre âme.

Si nous poursuivions cette stratégie, nous perpétuerions un modèle impérialiste bien antérieur à l'Empire romain. Nous décrions l'esclavage, mais notre empire global réduit en esclavage plus de gens que ne l'ont fait les anciens Romains et tous les autres empires coloniaux qui nous ont précédés. Comment pouvions-nous appliquer à l'Équateur

une politique si aveugle sans que notre conscience collective s'en ressente ?

Tandis que je regardais par la fenêtre du Subaru les flancs déboisés des Andes, une région qui, au temps de mon séjour dans les Peace Corps, était luxuriante, je compris soudain que ma vision de l'Équateur comme lieu crucial du combat était purement personnelle. En fait, chaque pays où j'avais travaillé, chaque pays possédant des ressources convoitées par l'empire était tout aussi crucial dans ce combat. J'étais particulièrement attaché à celui-ci simplement parce que j'y avais perdu mon innocence à la fin des années 60. Ma perception était donc éminemment subjective.

Bien que les forêts tropicales équatoriennes soient précieuses, tout comme le sont les peuples indigènes qui les habitent et toutes les formes de vie qu'elles renferment, elles ne le sont pas plus que les déserts d'Iran et les Bédouins auxquels appartenait Yamin. Elles ne le sont pas plus que les montagnes de Java, les mers qui se trouvent au large des côtes des Philippines, les steppes d'Asie, les savanes d'Afrique, les forêts d'Amérique du Nord, la calotte glaciaire de l'Arctique ou des centaines d'autres endroits menacés. En chacun de ces lieux se déroule le véritable combat, et chacun d'eux nous oblige donc à sonder notre âme individuelle et collective.

Je me souvins d'une statistique qui résume tout : le ratio du revenu moyen du cinquième de la population des pays les plus riches à celui du cinquième de la population des pays les plus pauvres est passé de 30/1 en 1960 à 74/1 en 1995[2]. Et la Banque mondiale, l'Agence américaine du développement international, le Fonds monétaire international ainsi que toutes les autres banques, compagnies, et tous les autres gouvernements impliqués dans l'« aide » internationale, continuent de nous dire qu'ils font leur travail et qu'il y a eu du progrès.

J'étais donc de retour en Équateur, ce pays qui ne constituait que l'un des nombreux lieux du combat, mais qui m'était plus cher que les autres. On était en 2003, trente-cinq ans après ma première venue dans ce pays en tant que membre d'une organisation américaine dont le nom contient le mot « paix ». Et, cette fois, j'étais là pour tenter de prévenir une guerre que j'avais contribué à provoquer depuis trois décennies.

On pourrait croire que les tragiques événements d'Afghanistan, d'Irak et du Venezuela suffiraient à nous dissuader de créer un autre conflit, mais la situation en Équateur était très différente de celle de ces pays. Cette guerre ne nécessiterait pas l'intervention de l'armée américaine car elle serait menée par des guerriers indigènes armés uniquement de lances, de machettes et de fusils à un coup, se chargeant par la bouche du canon. Ils affronteraient une armée équatorienne moderne, une poignée de conseillers des forces spéciales américaines ainsi que des mercenaires entraînés par les chacals et engagés par les compagnies pétrolières. Tout comme le conflit de 1995 entre l'Équateur et le Pérou, ce serait une guerre dont la plupart des Américains n'entendraient jamais parler. Malheureusement, une récente escalade en avait accru la probabilité.

En décembre 2002, les représentants d'une compagnie pétrolière accusèrent une communauté indigène d'avoir pris en otage une équipe d'employés. On laissa entendre que les guerriers impliqués dans cet enlèvement étaient membres d'un groupe terroriste possiblement lié à al-Qaida. La situation était particulièrement compliquée car la compagnie pétrolière n'avait pas reçu la permission du gouvernement pour commencer le forage. Cependant, cette compagnie affirmait que ses employés avaient le droit d'effectuer des recherches préliminaires, sans forage, ce qui fut contesté avec véhémence par les groupes indigènes quelques jours plus tard, quand ils donnèrent leur version de l'histoire.

Selon les représentants tribaux, les travailleurs pétroliers avaient pénétré dans un territoire qui leur était interdit. Les guerriers ne portaient pas d'armes et ils n'avaient menacé les travailleurs pétroliers d'aucune violence. En fait, ils les avaient escortés jusqu'à leur village, où ils leur avaient offert de la nourriture et de la *chicha*, une bière locale. Tandis que leurs visiteurs festoyaient, les guerriers avaient persuadé leurs guides de les ramener. Selon les indigènes, les travailleurs n'avaient pas été retenus contre leur volonté ; ils avaient été libres d'aller où ils voulaient[3].

En roulant sur cette route, je me rappelais ce que les Shuars m'avaient dit en 1990 lorsque j'étais retourné leur offrir mon aide pour sauver leurs forêts, après avoir vendu IPS. « Le monde est tel

qu'on le rêve», m'avaient-ils dit. Puis ils m'avaient fait remarquer que nous, au Nord, nous avions rêvé d'énormes industries, d'un tas de voitures et de gigantesques gratte-ciel, et que maintenant nous découvrions que notre vision était en fait un cauchemar qui finirait par nous détruire.

«Changez ce rêve», m'avaient conseillé les Shuars. Et pourtant, plus d'une décennie plus tard et malgré le travail de plusieurs personnes et organismes à but non lucratif, y compris ceux avec lesquels j'avais œuvré, le cauchemar avait atteint des proportions terrifiantes.

Dès mon arrivée dans la ville de Shell, on me fit sortir de mon véhicule pour m'emmener à une réunion à laquelle participaient des hommes et des femmes de plusieurs tribus : Kichwas, Shuars, Achuars, Shiwiars et Zaparos. Certains avaient marché dans la jungle pendant des jours tandis que d'autres y étaient venus dans de petits avions payés par les organismes non lucratifs. Quelques-uns avaient le visage peint et portaient leur jupe traditionnelle ainsi qu'un bandeau garni de plumes, mais la plupart, pour imiter les citadins, portaient un pantalon, un t-shirt et des souliers.

Les représentants de la communauté accusée d'avoir pris des otages parlèrent en premier. Ils nous dirent que, peu après le retour des travailleurs pétroliers à leur compagnie, plus d'une centaine de soldats équatoriens étaient arrivés dans leur village. Ils nous rappelèrent que c'était au début d'une saison particulière dans la forêt tropicale, la période fructifère du *chonta*. Il s'agit d'un arbre sacré dont l'apparition des fruits, une seule fois par an, signale le début de la saison de l'accouplement pour plusieurs espèces d'oiseaux de la région, dont certaines sont rares et menacées. Pendant cette période, ces oiseaux sont extrêmement vulnérables et les indigènes en interdisent donc la chasse.

«Les soldats n'auraient pas pu venir à un pire moment», nous expliqua une femme. Je sentais sa douleur et celle de ses compagnons alors qu'ils racontaient les méfaits de ces soldats, qui avaient ignoré leurs interdictions.

Ils avaient tiré sur les oiseaux, pour le plaisir du sport et aussi pour manger. De plus, ils avaient saccagé les potagers, les plantations de bananiers et les champs de manioc, détruisant parfois irrémédiablement la mince couche arable du sol. Ils avaient utilisé des explosifs pour pêcher dans les rivières, mangé les animaux domestiques, confisqué les fusils et les sarbacanes des chasseurs, creusé des latrines inadéquates, pollué les rivières avec de l'essence et des solvants, agressé sexuellement les femmes et négligé de disposer adéquatement des ordures, ce qui avait attiré les insectes et la vermine.

«Nous avions deux options, dit un homme. Nous battre ou ravaler notre orgueil et tenter de réparer les dégâts. Nous avons décidé de ne pas nous battre tout de suite.» Il décrivit comment ils avaient tenté de compenser les abus commis par les militaires en exhortant leur peuple à se passer de nourriture. Il appelait cela un jeûne, mais cela ressemblait plutôt à de la famine volontaire. Les vieux et les enfants souffrirent de malnutrition et tombèrent malades.

Ils parlèrent de menaces et de pots-de-vin. «Mon fils, dit une femme, parle anglais aussi bien que l'espagnol et plusieurs dialectes indigènes. Il a travaillé comme guide et interprète pour une compagnie d'écotourisme, qui lui payait un salaire décent. La compagnie pétrolière lui a alors offert dix fois plus. Que pouvait-il faire ? Maintenant, il écrit des lettres dénonçant son ancien employeur et toutes les autres compagnies venues nous aider, et, dans ces lettres, il dit que les compagnies pétrolières sont nos amies.» Elle se secoua comme un chien sortant de l'eau. «Il n'est plus des nôtres. Mon propre fils...»

Un vieil homme se leva ensuite pour parler. Il portait la coiffure traditionnelle en plumes de toucan des shamans. «Vous savez que les trois personnes que nous avions élues pour nous représenter contre les compagnies pétrolières sont mortes dans un accident d'avion, affirma-t-il. Eh bien, je ne vais pas répéter ici ce que plusieurs disent, à savoir que l'accident a été provoqué par les compagnies pétrolières, mais je peux vous affirmer que ces trois morts ont créé un grand trou dans notre organisation et que les compagnies se sont empressées de le remplir de leurs gens.»

Un autre homme sortit un contrat, qu'il se mit à lire. En échange de trois cent mille dollars, ce contrat cédait un vaste territoire à une compagnie d'exploitation forestière. Il était signé par trois officiels tribaux.

« Ce ne sont pas leurs véritables signatures, dit-il. Je suis bien placé pour le savoir car l'un d'eux est mon frère. C'est un autre genre d'assassinat : discréditer nos chefs. »

Il était étrangement approprié que cela ait lieu dans une région de l'Équateur où les compagnies pétrolières n'avaient pas encore reçu la permission de forer. Elles l'avaient fait dans tellement de régions avoisinantes et les indigènes en avaient vu le résultat, la destruction de leurs voisins. En les écoutant, je me demandais comment réagiraient mes compatriotes si des réunions comme celle-ci étaient télédiffusées par CNN ou rapportées par les bulletins de nouvelles du soir.

Les révélations qui y étaient faites s'avéraient profondément troublantes. Mais il se produisit aussi autre chose en dehors du contexte formel de cette assemblée. Lors des pauses, à midi et le soir, alors que je parlais individuellement à certaines personnes, plusieurs d'entre elles me demandèrent pourquoi les États-Unis menaçaient l'Irak. Les premières pages des journaux équatoriens parlaient de la guerre imminente et le faisaient bien différemment des médias américains. On y mentionnait que la famille Bush possédait des compagnies pétrolières et la United Fruit, et que le vice-président Cheney avait été P.D.G. de Halliburton.

On faisait la lecture de ces journaux à des hommes et à des femmes qui n'étaient jamais allés à l'école. Chacun pourtant semblait s'intéresser à cette question. Voilà qu'en pleine forêt amazonienne, parmi des gens illettrés que bien des Nord-Américains considéreraient comme « attardés » et même « sauvages », j'entendais poser des questions pertinentes portant sur la nature même de l'empire global.

Je sortis de Shell, repassai devant le barrage hydroélectrique et poursuivis ma route dans les Andes, tout en réfléchissant à la différence entre ce que j'avais entendu durant cette visite en Équateur et ce que j'étais habitué d'entendre aux États-Unis. Nous avions beaucoup à apprendre des tribus amazoniennes. Malgré toute notre instruction, la lecture de magazines et les nouvelles télévisées, nous n'avions pas cette conscience que les indigènes possédaient. Je songeai alors à la prophétie de l'Aigle et du Condor, que j'avais entendue plusieurs fois en Amérique latine, et à des prophéties similaires que j'avais entendues ailleurs dans le monde.

Dans presque chaque culture que je connais, des prophéties mentionnent que nous sommes entrés dans une ère de transition importante à la fin des années 90. Tant dans les monastères himalayens que sur les sites sacrés d'Indonésie ou dans les réserves amérindiennes d'Amérique du Nord, et tant dans les profondeurs de l'Amazonie qu'au sommet des Andes ou dans les anciennes cités mayas d'Amérique centrale, j'ai entendu dire que notre époque constitue un moment particulier de l'histoire humaine et que chacun d'entre nous y est né parce qu'il a une mission à accomplir.

Les noms de ces prophéties et leur formulation diffèrent légèrement. Certaines parlent d'un nouvel âge, et d'autres, du troisième millénaire, de l'ère du Verseau, du début du Cinquième Soleil ou de la fin des anciens calendriers et du commencement des nouveaux. Malgré leur terminologie variée, cependant, elles ont beaucoup en commun, et la prophétie de l'Aigle et du Condor est typique. Elle raconte qu'au début des temps les sociétés humaines se divisèrent en deux groupes : celui du Condor (représentant le cœur, intuitif et mystique) et celui de l'Aigle (représentant le cerveau, rationnel et matériel). Dans les années 1490, selon la prophétie, les deux voies convergeraient et l'Aigle conduirait le Condor au bord de l'extinction. Puis, cinq siècles plus tard, dans les années 1990, débuterait une nouvelle ère où l'Aigle et le Condor auraient la possibilité de s'unir et de voler ensemble dans un même ciel, en suivant la même voie. S'ils saisissaient cette possibilité, ils créeraient une progéniture remarquable, différente de tout ce que l'on a connu auparavant.

La prophétie de l'Aigle et du Condor peut être comprise de plusieurs façons. L'interprétation la plus courante est celle-ci : elle prédit le partage du savoir indigène avec les technologies scientifiques, l'équilibrage du yin et du yang, et l'union des cultures du Nord et du Sud. Cependant, son message le plus important concerne la conscience ; il dit que nous sommes entrés dans une ère où nous pouvons bénéficier de diverses visions de nous-mêmes et du monde, et les utiliser comme moyens d'atteindre un plus haut niveau de conscience. Comme êtres humains, nous pouvons réellement nous éveiller et évoluer vers une espèce plus consciente.

Pour les peuples du Condor de l'Amazonie, il est évident que nous devons nous ouvrir les yeux pour voir les conséquences de nos actes — ceux de l'Aigle dans des pays comme l'Irak et l'Équateur — si nous voulons aborder la question du sens de l'existence humaine en ce troisième millénaire et évaluer nos intentions pour les prochaines décennies. Nous devons nous secouer pour nous réveiller. Nous qui appartenons à la plus puissante nation de l'histoire, nous devons cesser de nous préoccuper du dénouement des téléséries, du score des matchs de football, des bilans semestriels et des indices boursiers, et plutôt réévaluer notre identité et l'avenir que nous désirons pour nos enfants. L'autre voie, celle qui nous permet d'éviter les questions importantes, est simplement trop dangereuse.

35

Au-delà des apparences

Peu après mon retour de l'Équateur en 2003, les États-Unis envahirent l'Irak pour la deuxième fois en un peu plus d'une décennie. Les assassins financiers avaient échoué, les chacals aussi. Des jeunes gens furent donc envoyés pour tuer et mourir dans les sables du désert. L'une des questions importantes soulevées par cette invasion, mais que peu d'Américains étaient en mesure de considérer, était celle-ci : quelles en seraient les conséquences pour la maison des Saoud? Si les États-Unis s'emparaient de l'Irak, qui, selon plusieurs estimations, possède plus de pétrole que l'Arabie Saoudite, ils n'auraient plus vraiment besoin de respecter le pacte conclu avec la famille royale saoudienne dans les années 70, celui qui avait débuté par l'affaire du blanchiment d'argent saoudien.

La fin de Saddam, comme celle de Noriega au Panama, entraînerait une modification de la formule. Dans le cas du Panama, une fois que nous eûmes réinstallé nos pantins, nous avons contrôlé le canal, au mépris du traité Carter-Torrijos. Une fois que nous contrôlerions l'Irak, pourrions-nous briser l'Opep? La famille royale saoudienne perdrait-elle tout son pouvoir dans la politique pétrolière globale? Quelques experts demandaient déjà pourquoi Bush avait attaqué l'Irak plutôt que d'investir toutes nos ressources dans la poursuite d'Al-Qaida en Afghanistan. Se pouvait-il que, pour ce gouvernement — cette famille pétrolière —, établir des réserves de pétrole, autant qu'une

justification pour des contrats de construction, importât plus que la lutte contre le terrorisme?

Il y avait toutefois une autre issue possible : l'Opep pourrait tenter de s'imposer à nouveau. Si les États-Unis prenaient le contrôle de l'Irak, les autres pays riches en pétrole auraient peu à perdre à augmenter leurs prix et à réduire l'approvisionnement. Cette possibilité rejoignait un autre scénario, dont les implications n'apparaîtraient qu'à très peu de gens en dehors du monde de la haute finance internationale, mais qui pourraient détruire l'équilibre géopolitique et finir par faire s'effondrer tout le système que la corporatocratie s'était donné tant de mal pour construire. Elles pourraient, en fait, causer à elles seules l'autodestruction du premier véritable empire global de l'histoire.

En dernière analyse, l'empire global dépend largement du fait que le dollar est la principale monnaie internationale et que ce sont les États-Unis qui en impriment. Ainsi, nous prêtons de l'argent à des pays comme l'Équateur tout en sachant très bien qu'ils ne pourront jamais le rembourser. En fait, nous ne voulons pas qu'ils paient leur dette, puisque c'est ce non-paiement qui nous procure une influence sur eux. Dans des conditions normales, nous risquerions de finir par épuiser nos propres fonds, car aucun créancier ne peut se permettre d'avoir trop de débiteurs qui ne le remboursent pas. Mais nous ne sommes pas dans des conditions normales. Les États-Unis impriment de l'argent qui n'est pas soutenu par des réserves d'or. En fait, cet argent n'est pas soutenu par autre chose que la confiance internationale en notre économie et en notre capacité de rassembler les forces et les ressources de l'empire que nous avons créé pour nous appuyer.

La capacité d'imprimer des dollars nous procure un immense pouvoir. Entre autres, nous pouvons continuer à octroyer des prêts qui ne seront jamais remboursés et donc accumuler nous-mêmes d'énormes dettes. Au début de 2003, la dette nationale des États-Unis excédait six trillions de dollars, et l'on prévoyait qu'elle atteindrait sept trillions avant la fin de l'année, ce qui fait approximativement 24 000 $ par citoyen. Une grande partie de cette dette a été contractée envers des pays asiatiques, particulièrement le Japon et la Chine, qui achètent

des titres d'État du gouvernement américain (essentiellement des reconnaissances de dettes) avec des fonds accumulés grâce à la vente de biens de consommation—appareils électroniques, ordinateurs, automobiles, appareils électroménagers, vêtements—aux États-Unis et sur le marché mondial[1].

Tant que le monde acceptera le dollar comme monnaie internationale, cette dette excessive ne posera aucun problème sérieux à la corporatocratie. Toutefois, si jamais une autre monnaie venait remplacer le dollar et que certains créanciers des États-Unis (le Japon ou la Chine, par exemple) décidaient de réclamer leur dû, la situation changerait dramatiquement. Les États-Unis se trouveraient soudain dans une situation très précaire.

En fait, l'existence d'une telle monnaie n'est plus une hypothèse depuis que l'euro a fait son entrée sur la scène financière internationale, le 1er janvier 2003. En deux ans, son pouvoir et son prestige n'ont fait que s'accroître. L'euro offre une occasion inhabituelle à l'Opep si celle-ci choisit d'exercer des représailles contre l'invasion de l'Irak, ou si, pour toute autre raison, elle décide de faire étalage de sa force contre les États-Unis. Si l'Opep décidait de remplacer le dollar par l'euro comme monnaie de transaction, les bases mêmes de l'empire seraient ébranlées. Si jamais cela se produisait et que deux ou trois importants créanciers nous demandaient de rembourser nos dettes en euros, l'impact serait énorme.

Je pensais à tout cela en ce matin du vendredi saint, le 18 avril 2003, en me rendant à pied de ma maison au petit garage attenant que j'avais converti en bureau. M'assoyant devant mon ordinateur, j'allai visiter comme d'habitude le site Internet du *New York Times*. La manchette me fit aussitôt oublier mes réflexions sur les réalités nouvelles de la finance internationale, la dette nationale et les euros, pour me ramener à mon ancienne profession : « Les États-Unis accordent à Bechtel un important contrat pour la reconstruction de l'Irak. »

L'article affirmait ceci : « Le gouvernement Bush a accordé aujourd'hui au groupe Bechtel, de San Francisco, le premier grand contrat d'un vaste programme de reconstruction de l'Irak. » Plus bas dans la page, les auteurs de cet article informaient les lecteurs de ceci : « Les Irakiens travailleront alors avec la Banque mondiale et

le Fonds monétaire international, des institutions auprès desquelles les États-Unis jouissent d'une grande influence, pour réorganiser le pays[2]. »

Une grande influence? C'est peu dire!

J'ai cliqué sur l'option menant à un autre article, intitulé : «Cette compagnie a des liens avec Washington et avec l'Irak.» Je lus en diagonale les premiers paragraphes, qui répétaient une bonne partie de l'information contenue dans le premier article, puis j'arrivai à ceci :

> Bechtel entretient depuis longtemps des liens avec l'establishment de la sécurité nationale [...] L'un de ses directeurs est George Shultz, qui fut secrétaire d'État sous le président Ronald Reagan. Avant de se joindre au gouvernement Reagan, M. Shultz, qui fait aussi fonction de conseiller supérieur chez Bechtel, fut déjà président de cette compagnie, alors que Caspar W. Weinberger en était cadre au siège social de San Francisco avant d'être nommé secrétaire à la Défense. Cette année, le président Bush a nommé à son conseil sur l'exportation le P.D.G. de Bechtel, Riley P. Bechtel[3].

Ces deux articles résumaient à eux seuls les dessous de l'histoire contemporaine, soit la recherche d'un empire global. Ce qui se passait en Irak et qui était décrit dans les journaux était le résultat du travail auquel Claudine m'avait entraîné trente-cinq ans auparavant, et aussi de celui d'autres hommes et femmes partageant une soif de gloire semblable à la mienne. Voilà où en était rendue la corporatocratie, qui ne cherche rien de moins que d'exercer son influence sur chaque individu vivant sur cette planète.

Ces articles portaient sur l'invasion de l'Irak en 2003 et sur les contrats que l'on accordait alors pour la reconstruction, selon des normes occidentales, de ce pays détruit par nos militaires. Et pourtant, même s'il n'y en était pas question, les nouvelles du 18 avril 2003 nous reportaient au début des années 70 et à l'affaire du blanchiment d'argent saoudien. Cette «affaire» et les contrats qui en avaient découlé avaient créé d'irrévocables précédents qui permettaient aux

compagnies américaines d'ingénierie et de construction ainsi qu'à l'industrie du pétrole de monopoliser le développement d'un royaume du désert. Du même coup, cette affaire (voir le chapitre 15) avait établi de nouvelles règles pour la gestion globale du pétrole, redéfini la géopolitique et forgé avec la famille royale saoudienne une alliance qui assurerait son hégémonie autant que son engagement à jouer selon nos règles.

En lisant ces articles, je me demandai combien de gens savaient comme moi que Saddam serait toujours au pouvoir s'il avait joué le même jeu que les Saoudiens. Il aurait ses missiles et ses usines chimiques, car nous les aurions construites pour lui et nos gens s'occuperaient de leur entretien et de leur amélioration. Ç'aurait été pour lui une affaire en or tout comme celle qui avait été conclue avec les Saoudiens.

Jusque-là, les grands médias avaient eu la prudence de ne pas rendre publique cette histoire. Mais voilà maintenant qu'ils le faisaient. Certes, ce n'était là qu'une esquisse. Ces articles n'étaient qu'un semblant de résumé, mais les faits semblaient enfin émerger. Me demandant si le *New York Times* adoptait là une position de franc-tireur, je visitai le site de CNN, où je lus ceci : «Bechtel obtient le contrat de l'Irak.» L'article de CNN ressemblait beaucoup à celui du *Times*, sauf qu'il ajoutait ces précisions :

> On rapporte que plusieurs autres compagnies ont, à divers moments, été considérées comme compétiteurs pour l'obtention de ces contrats, soit en tant que premiers soumissionnaires ou comme membres d'un groupe, y compris l'unité Kellogg Brown & Root (KBR) de Halliburton Co., dont le vice-président Dick Cheney fut jadis P.D.G. [...]. [Déjà] Halliburton a obtenu un contrat, qui pourrait bien valoir sept millions de dollars et s'étendre sur deux années, pour effectuer des réparations urgentes à l'infrastructure pétrolière irakienne[4].

L'histoire de la recherche d'un empire global semblait effectivement filtrer. Non dans ses détails, c'est-à-dire la tragédie de l'endettement des pays pauvres, de la tromperie, de l'asservissement, de

l'exploitation, et de la plus flagrante tentative de l'histoire pour s'emparer des cœurs, des esprits, des âmes et des ressources de divers peuples de la planète. Ces articles ne contenaient rien qui pût indiquer que ce qui arrivait à l'Irak en 2003 était la continuation d'une honteuse histoire. Ils ne révélaient pas non plus que cette histoire aussi vieille que le monde avait pris désormais des proportions terrifiantes, à la fois à cause de son ampleur en cette époque de mondialisation et de la subtilité avec laquelle on l'exécutait. Malgré les lacunes de ces articles, toutefois, l'histoire transpirait enfin, bien qu'on la rapportât presque à contrecœur.

Divulguer une histoire à contrecœur, cela ne m'était pas étranger... Combien d'années avais-je attendu avant de me décider vraiment à divulguer la mienne? Je savais depuis longtemps que j'avais des confessions à faire et pourtant je repoussais toujours l'échéance. Avec le recul, je m'aperçois que mes doutes ainsi que ma culpabilité étaient présents dès le départ. Ils avaient débuté dans l'appartement de Claudine, avant même que je ne m'engage à aller en Indonésie pour y effectuer une première mission, et ils m'avaient hanté presque continuellement durant toutes ces années.

Je savais également que si je n'avais pas été constamment tourmenté par le doute, la douleur et la culpabilité, je n'aurais jamais démissionné. Comme tant d'autres, je me serais enlisé. Je n'aurais jamais décidé, un certain jour, sur une plage des îles Vierges, de quitter MAIN. Et pourtant je différais toujours d'agir, tout comme nous continuons à le faire collectivement.

Ces articles semblaient suggérer l'existence d'une alliance entre les grandes compagnies, les banques internationales et les gouvernements, mais, comme mon C. V. de MAIN, ils ne faisaient qu'effleurer la surface, ne révélaient que les apparences. La véritable histoire n'avait pas grand-chose à voir avec le fait que de grandes compagnies d'ingénierie et de construction recevaient encore des milliards de dollars pour recréer un pays à notre image, et cela chez un peuple qui, selon toute vraisemblance, ne désirait aucunement refléter cette image, ni avec le fait qu'un groupe d'hommes élitaires n'avaient aucun scrupule à abuser, comme tant d'autres avant eux, des privilèges de leur position au gouvernement.

Ce tableau est beaucoup trop simple. Il implique que nous n'aurions qu'à nous débarrasser de ces hommes pour corriger le système. Il alimente les thèses de conspiration et nous fournit donc une excuse commode pour ouvrir le téléviseur en oubliant tout cela, nous cantonnant dans notre vision simpliste de l'histoire, qui consiste à dire : « "Ils" vont s'en occuper ; la barque de l'État est solide et l'on peut la remettre sur le droit chemin. Il faudra peut-être attendre les prochaines élections, mais tout s'arrangera pour le mieux. »

La véritable histoire de l'empire moderne, cette corporatocratie qui exploite les désespérés et accomplit le pillage de ressources le plus brutal, le plus égoïste et finalement le plus autodestructeur de toute l'histoire du monde, a peu de chose à voir avec le contenu des journaux de ce matin-là et, par contre, a tout à voir avec nous-mêmes. Et cela explique évidemment pourquoi nous avons autant de difficulté à l'écouter, cette véritable histoire. Nous préférons croire au mythe selon lequel la société humaine, après des milliers d'années d'évolution, a finalement créé un système économique idéal, plutôt que de reconnaître qu'il s'agit simplement d'une idée fausse érigée en parole d'évangile. Nous nous sommes convaincus que toute croissance économique bénéficiait à l'humanité et que plus cette croissance était importante, plus les bénéfices en étaient répandus. Finalement, nous nous sommes persuadés que le corollaire de cette idée était valide et moralement juste, soit que les gens qui excellent à stimuler la croissance économique doivent être félicités et récompensés, alors que ceux qui sont nés en marge de l'opulence sont disponibles pour l'exploitation.

On utilise cette idée et son corollaire pour justifier toutes les pirateries ; on accorde des permis pour voler, violer et tuer des innocents en Iran, au Panama, en Colombie, en Irak et ailleurs. Les assassins financiers, les chacals et les armées vont prospérer tant que leurs activités sembleront générer une croissance économique, ce qui est presque toujours démontrable. Grâce aux sciences «biaisées» de la prévision, de l'économétrie et de la statistique, les données reflètent une énorme poussée de croissance économique lorsque l'on bombarde une ville et qu'on la reconstruit ensuite.

La véritable histoire, c'est que nous vivons dans le mensonge. Comme pour mon C. V. de MAIN, nous avons créé toute une couche d'apparences qui dissimule des tumeurs malignes. Leur présence est révélée par les rayons X de nos statistiques, qui établissent que l'empire le plus riche et le plus puissant de toute l'histoire du monde possède le plus haut taux de suicide, d'usage de stupéfiants, de divorce, d'abus sexuels sur les enfants, de viol et de meurtre, et que ces maux se répandent de plus en plus chaque année. Chacun d'entre nous en souffre intérieurement. Nous désirons un changement et nous avons envie de le crier très fort. Pourtant, nous retenons sans cesse notre cri et ainsi personne ne nous entend.

Ce serait merveilleux si nous pouvions rejeter tout le blâme sur une conspiration, mais nous ne le pouvons pas. L'empire dépend de l'efficacité des grandes banques, des grandes compagnies et des gouvernements, soit la corporatocratie, mais il n'y a pas de conspiration. La corporatocratie, c'est nous-mêmes qui en permettons l'existence, et c'est pourquoi la plupart d'entre nous ont de la difficulté à s'y opposer. Nous préférons imaginer des conspirateurs tapis dans l'ombre, parce que nous travaillons presque tous pour l'une de ces banques, de ces compagnies ou l'un de ces gouvernements, ou en dépendons pour les biens et services qu'ils produisent et commercialisent. Comment oser mordre la main qui nous nourrit?

C'est à cela que je réfléchissais en regardant les manchettes sur l'écran de mon ordinateur. Une foule de questions me venaient à l'esprit. Comment s'élever contre un système qui nous fournit une maison et une voiture, des vêtements et de la nourriture, de l'électricité et des soins de santé, même si nous savons que ce système engendre aussi un monde où vingt-quatre mille personnes meurent de faim quotidiennement et où des millions d'autres nous détestent ou, du moins, détestent les politiques établies par les représentants que nous avons élus? Comment trouver le courage de sortir du rang pour dénoncer ces idées que nous-mêmes et nos voisins avons toujours acceptées comme des paroles d'évangile, même si nous soupçonnons que le système est au bord de l'autodestruction?

Je me suis levé et je suis retourné lentement à la maison pour me servir un autre café. J'ai fait un petit détour pour ramasser mon

exemplaire du *Palm Beach Post* près de la boîte aux lettres plantée à l'entrée de notre voie privée. Il contenait le même article sur Bechtel et l'Irak, reproduit du *New York Times*. Mais, cette fois, je remarquai la date sur la cartouche de titre : 18 avril. C'est une date célèbre, du moins en Nouvelle-Angleterre. Elle me fut inculquée par mes parents, qui s'intéressaient beaucoup à la guerre de l'Indépendance, et par le célèbre poème de Longfellow, *Paul Revere's Ride* («La chevauchée de Paul Revere») :

Écoutez bien, mes enfants, et vous entendrez l'histoire
De la chevauchée nocturne de Paul Revere,
Le dix-huit avril de soixante-quinze;
Presque plus personne n'est encore vivant
Pour se souvenir de ce jour historique.

Cette année-là (2003), l'anniversaire de la chevauchée de Paul Revere tombait le vendredi saint. En voyant cette date sur la première page du *Post*, je songeai au célèbre orfèvre lançant son cheval au galop dans les rues obscures des villages de Nouvelle-Angleterre en agitant son chapeau et en criant : «Les Anglais arrivent!» Revere a risqué sa vie pour répandre la nouvelle, et les Américains loyaux ont réagi. Ils ont arrêté l'empire.

Je me demandai ce qui les avait motivés. Pourquoi ces Américains de l'époque coloniale étaient-ils prêts à sortir du rang? Plusieurs des meneurs avaient atteint la prospérité. Qu'est-ce qui les poussait à mettre ainsi en péril leur entreprise, à mordre la main qui les nourrissait, à risquer leur vie? Chacun avait sans doute ses propres raisons, mais il y avait sûrement une force qui les unissait tous, une énergie particulière, un catalyseur. Quelle étincelle avait donc allumé tous ces feux individuels à ce moment précis de l'histoire?

Et soudain je trouvai : c'étaient les mots.

C'est le récit de la véritable histoire de l'Empire britannique et de son système mercantile, égoïste et finalement autodestructeur qui avait fourni cette étincelle. La révélation de sa signification sous-jacente, à travers les mots d'hommes comme Tom Paine et Thomas Jefferson, avait embrasé les imaginations, ouvert les esprits et les

cœurs. Les colons commencèrent à s'interroger et découvrirent une nouvelle réalité qui écartait les tromperies. Ils discernèrent la vérité sous les apparences. Ils comprirent que l'Empire britannique les avait manipulés et dupés pour les assujettir.

Ils s'aperçurent que leurs maîtres anglais avaient établi un système et réussi ensuite à convaincre la plupart des gens que c'était là le meilleur système que l'humanité puisse offrir; que les chances de créer un monde meilleur dépendaient de l'acheminement des ressources vers le roi d'Angleterre; qu'une approche impériale du commerce et de la politique était le moyen le plus efficace et le plus humain d'aider la majorité des gens. La vérité, c'est que ce système enrichissait le petit nombre au détriment de la majorité. Ce mensonge et l'exploitation qui en résultait ont perduré et se sont étendus pendant des décennies, jusqu'à ce qu'une poignée de philosophes, de commerçants, de fermiers, de pêcheurs, de pionniers, d'écrivains et d'orateurs se mettent à dire la vérité.

Les mots. Je pensais à leur pouvoir tout en remplissant ma tasse de café et en m'en retournant à mon bureau pour retrouver mon ordinateur.

Je me débranchai du site Internet de CNN et ouvrit le fichier sur lequel j'avais travaillé la veille. Je relus le dernier paragraphe que j'avais écrit :

> Cette histoire *doit vraiment* être racontée. Le monde traverse actuellement une crise terrible, qui nous offre cependant une occasion extraordinaire. Cette histoire d'un assassin financier explique pourquoi nous en sommes arrivés au point où nous sommes maintenant et pourquoi nous faisons face constamment à des crises qui nous semblent insurmontables. Oui, cette histoire doit être racontée, pour les raisons suivantes : c'est uniquement en comprenant nos erreurs passées que nous pourrons tirer avantage des occasions futures [...]. Surtout, cette histoire doit être racontée parce que, pour la première fois de l'histoire, une nation possède la capacité, les moyens financiers et le pouvoir nécessaires pour y changer quelque chose. Cette nation est celle où je suis né et que j'ai servie en tant qu'assassin financier : les États-Unis d'Amérique.

Cette fois, je persisterais. Les hasards de ma vie et les choix que j'avais faits au moment où ils étaient survenus m'avaient conduit où j'étais. Je devais avancer.

Je repensai à cet autre messager, cavalier solitaire traversant en pleine nuit la campagne de la Nouvelle-Angleterre en criant son avertissement. Cet orfèvre savait que les mots de Paine l'avaient précédé, que les gens les avaient lus dans leur foyer et en avaient discuté dans les tavernes. Paine avait dit la vérité sur la tyrannie de l'Empire britannique. Jefferson proclamerait bientôt que notre nation était vouée aux principes de la vie, de la liberté et de la poursuite du bonheur. Et Revere, chevauchant dans la nuit, était certain que les hommes et les femmes de toute la colonie, séduits par ces mots, se lèveraient et combattraient pour un monde meilleur.

Les mots...

Je décidai de cesser ma procrastination, d'enfin terminer ce que j'avais recommencé tant de fois au cours des ans. Je devais révéler ce que je savais,confesser mes méfaits, en écrivant les mots de ce livre.

Épilogue

Nous voici rendus à la fin de ce livre, mais aussi au début d'autre chose. Sans doute vous demandez-vous maintenant ce que vous pouvez faire pour arrêter la corporatocratie et faire cesser cette recherche, aussi démentielle qu'autodestructrice, d'un empire global. Vous êtes prêts à déposer ce livre et à passer à l'action.

Si vous désirez des idées, je peux vous en donner quelques-unes.

Je vous signale d'abord que le tout dernier chapitre, où il est question des activités de Bechtel et de Halliburton en Irak, n'est plus d'actualité. Au moment où vous lisez ces lignes, il vous semble sûrement redondant. Toutefois, la portée de ces articles de journaux dépasse largement l'opportunité de leur contenu. J'espère que ce chapitre vous aidera à voir l'actualité autrement, à lire entre les lignes de chaque article qui vous tombera entre les mains et à vous interroger sur les implications profondes de chaque reportage de télévision ou de radio que vous verrez ou entendrez.

Les choses ne sont pas ce qu'elles paraissent. NBC appartient à General Electric ; ABC, à Disney ; CBS, à Viacom ; et CNN fait partie du gigantesque conglomérat AOL Time Warner. La plupart de nos journaux, magazines et maisons d'édition appartiennent à de grandes compagnies internationales, qui les manipulent à leur gré. Nos médias font partie de la corporatocratie. Les présidents et directeurs de presque tous nos réseaux d'information connaissent très bien leur rôle ; on leur répète pendant toute leur vie que l'une de leurs fonctions les plus importantes est de perpétuer, de renforcer et d'étendre le système dont ils ont hérité. Ils le font avec une grande efficacité et ils peuvent se révéler impitoyables si l'on s'oppose à eux. C'est donc à

vous de voir la vérité sous les apparences et de la divulguer. Dites-la à votre famille et à vos amis ; passez le mot à tout le monde !

Sur le plan pratique, vous pouvez faire plusieurs choses. Par exemple, réduisez votre consommation d'essence. En 1990, avant la première invasion de l'Irak, nous avons importé huit millions de barils de pétrole ; en 2003, année de la seconde invasion, nous en avons importé 50 % de plus, soit douze millions de barils[1]. La prochaine fois que vous aurez envie d'aller dans les magasins, lisez donc plutôt un bon livre, ou faites de l'exercice, ou méditez. Habitez un logement moins grand, ayez une moins grosse voiture, un moins grand bureau, réduisez votre garde-robe et tout le reste. Protestez contre les accords de « libre »-échange et contre les compagnies qui exploitent les désespérés dans les ateliers clandestins ou qui pillent l'environnement.

Sachez que le système actuel laisse quand même beaucoup de place à l'espoir. Les banques, les compagnies et les gouvernements, ou les gens qui les dirigent, ne sont pas intrinsèquement mauvais. Rien ne les oblige à former une corporatocratie. Les problèmes que nous affrontons aujourd'hui ne sont pas le fruit d'institutions malicieuses, mais plutôt le résultat d'idées fallacieuses sur le développement économique. La faute n'en incombe pas aux institutions elles-mêmes, mais au mode de fonctionnement et d'interaction mutuelle qu'on leur impose, et au rôle de leurs dirigeants dans ce processus.

En fait, on pourrait utiliser ces réseaux internationaux de communications et de distribution, qui sont très efficaces, pour effectuer des changements positifs, motivés par la compassion. Imaginons un instant que les compagnies Nike, MacDonald et Coca-Cola se donneraient pour but de vêtir et nourrir les pauvres de ce monde, et d'une manière profitable à l'environnement. Cela n'est pas plus irréaliste que d'envoyer un humain sur la Lune, de démembrer l'Union soviétique ou de créer l'infrastructure qui permet à ces compagnies d'atteindre toutes les régions de la planète. Nous avons besoin d'une révolution dans notre approche éducationnelle, afin de nous habituer et d'habituer nos enfants à réfléchir, à s'interroger et à oser agir. Vous pourriez donner l'exemple. Soyez un maître et un élève ; inspirez votre entourage par votre exemple.

Je vous encourage à poser des gestes particuliers qui auront un impact sur les institutions de votre milieu. Prenez la parole dans les forums, écrivez des lettres et des messages électroniques, téléphonez à qui de droit pour poser des questions et exprimer vos préoccupations, élisez des équipes éclairées pour siéger aux conseils d'administration des écoles, des commissions régionales et des organismes locaux. Lorsque vous achetez un produit, faites-le sciemment ; impliquez-vous personnellement.

Rappelez-vous ce que les Shuars m'ont dit en 1990 : le monde est tel que nous le rêvons. Nous pouvons donc échanger ce vieux cauchemar d'industries polluantes, d'autoroutes encombrées et de villes surpeuplées, contre un nouveau rêve fondé sur le respect de la planète et sur les principes — empreints de responsabilité sociale — de la durabilité des ressources et de l'égalité des humains. Nous avons le pouvoir de nous transformer, de changer de modèle.

Nous disposons de tout ce qu'il faut pour créer un monde meilleur : suffisamment de nourriture et d'eau pour chacun ; suffisamment de médicaments pour guérir les maladies et prévenir les épidémies qui affectent inutilement aujourd'hui des millions de gens ; des systèmes de transport pouvant acheminer les éléments essentiels à la vie jusqu'aux régions les plus reculées de la planète ; la capacité d'augmenter le taux d'alphabétisation et de fournir un service Internet qui permettrait à chaque habitant de cette planète de communiquer avec tous les autres ; des instruments pour résoudre les conflits de façon à rendre toute guerre désuète ; des technologies qui explorent à la fois le vaste espace interplanétaire et la plus infime énergie subatomique, et qui pourraient être appliquées au développement d'habitations plus écologiques et plus efficientes pour chacun ; des ressources suffisantes pour accomplir tout ce qui précède, et beaucoup plus.

Voici quelques suggestions qui vous permettront, dans l'immédiat, d'aider les autres à comprendre les crises et leurs solutions possibles :

- Formez des groupes d'étude sur *Les confessions d'un assassin financier* à votre librairie ou bibliothèque locale

(vous trouverez dans ce site une façon de procéder : www.JohnPerkins.org.)

- Écrivez un exposé sur votre sujet favori (le sport, la cuisine, les fourmis... ou quoi que ce soit) pour une école élémentaire de votre voisinage et servez-vous-en pour éveiller les élèves à la vraie nature de la société dont ils hériteront.

- Envoyez des messages électroniques à toutes les personnes de votre carnet d'adresses pour leur faire part de vos réflexions suscitées par la lecture de ce livre ou d'autres ouvrages.

Je soupçonne cependant que vous avez déjà pensé à tous ces moyens d'action. Il suffit de choisir ceux qui vous conviennent le mieux et de les mettre en œuvre, en réalisant qu'ils font partie d'un plus grand engagement que nous devons tous prendre. Nous devons, absolument et sans équivoque, nous secouer pour nous réveiller, et nous devons aussi secouer tout notre entourage. Nous devons entendre la sagesse des prophéties, nous ouvrir le cœur et l'esprit aux possibilités d'action, en prendre pleinement conscience, et ensuite agir.

Ce livre n'est toutefois pas une prescription. C'est une confession, purement et simplement. C'est la confession d'un homme qui s'est permis de devenir un pion, un assassin financier; un homme qui a adhéré à un système corrompu parce que celui-ci lui offrait de multiples avantages et parce qu'il lui était facile de justifier son adhésion; un homme qui se rendait compte de ce qu'il faisait, mais qui trouvait toujours des excuses à sa cupidité, à l'exploitation des désespérés et au pillage de la planète; un homme qui a pleinement tiré profit de sa naissance dans l'une des plus riches sociétés de l'histoire et qui en même temps se plaignait parce que ses parents n'étaient pas au sommet de la pyramide; un homme qui a bien écouté ses professeurs, bien lu les classiques du développement économique et ensuite bien suivi l'exemple d'autres hommes et femmes qui légitimaient chaque action favorisant l'empire global, même si celle-ci avait pour résultat le meurtre, le génocide et la destruction environnementale; un homme qui en a entraîné d'autres à sa suite.

Voilà. C'était ma confession.

Le seul fait que vous ayez poursuivi votre lecture jusqu'ici indique que cette confession vous a touché personnellement et que nous avons donc beaucoup de choses en commun, vous et moi. Peut-être avons-nous voyagé sur des routes différentes, mais les véhicules étaient les mêmes, le carburant aussi, et nous nous sommes sustentés dans des restaurants appartenant aux mêmes compagnies.

Pour moi, ma confession constituait une étape essentielle de mon éveil personnel. Toute confession est un prélude à la rédemption.

C'est maintenant votre tour. Vous devez faire votre propre confession. Quand vous aurez révélé qui vous êtes, pourquoi vous êtes ici en ce moment de l'histoire, pourquoi vous avez fait ce que vous avez fait—les choses dont vous êtes fier et celles dont vous ne l'êtes guère—et ce vers quoi vous vous dirigez maintenant, vous sentirez immédiatement un soulagement, peut-être même de l'euphorie.

Vous devez me croire quand j'affirme que l'écriture de ce livre fut pour moi une expérience profondément émouvante, souvent douloureuse et humiliante. Elle m'a effrayé comme jamais rien ne l'avait fait auparavant. Mais elle m'a soulagé tout autant, jusqu'à l'extase.

Posez-vous les questions suivantes : «Qu'ai-je à confesser? En quoi me suis-je leurré moi-même et ai-je leurré les autres? En quoi ai-je différé? Pourquoi me suis-je laissé happer par un système aussi déséquilibré? Que ferai-je pour que nos enfants et tous les enfants du monde puissent réaliser le rêve des pères fondateurs, ce rêve de la vie, de la liberté et de la poursuite du bonheur? Quels moyens vais-je prendre pour mettre fin à l'inutile famine et faire en sorte que ne se reproduisent plus jamais des événements comme ceux du 11 septembre 2001? Comment puis-je faire comprendre à nos enfants que les gens mus par l'avidité et menant une vie déréglée doivent être plaints, mais jamais imités, même s'ils sont présentés comme des idoles par les médias qu'ils contrôlent, des idoles qui tentent de nous convaincre que les penthouses et les yachts procurent le bonheur? Que dois-je modifier dans mes attitudes et mes perceptions? Quelles tribunes vais-je utiliser pour enseigner aux autres ce que je sais et pour en apprendre moi-même davantage?»

Ce sont là les questions fondamentales de notre époque. Chacun d'entre nous doit y répondre à sa façon, et clairement, sans équivoque. Faisons comme si Paine et Jefferson et tous les autres patriotes nous observaient. Leurs mots nous inspirent encore aujourd'hui. L'esprit de tous ces hommes et de toutes ces femmes qui ont quitté leur ferme ou leur filet de pêche pour affronter le puissant Empire britannique, l'esprit de tous ceux qui ont combattu pour l'émancipation des esclaves pendant la guerre civile, et l'esprit de tous ceux qui ont sacrifié leur vie pour protéger le monde contre le fascisme, tous ces esprits nous parlent. Tout comme l'esprit de celles qui sont restées au foyer pour faire les repas et les vêtements, et qui offraient aux autres leur soutien moral, et tout comme l'esprit de tous ces hommes et de toutes ces femmes qui ont ensuite défendu ce qui fut gagné sur les champs de bataille: les professeurs, les poètes, les artistes, les entrepreneurs, les travailleurs de la santé, les ouvriers manuels, et vous et moi.

Le présent nous appartient. Le temps est venu pour chacun et chacune de prendre position, de poser les questions importantes, d'interroger son âme et d'agir.

Ce sont les choix que vous avez faits en réponse aux hasards de votre vie qui vous ont conduit où vous êtes maintenant...

Chronologie personnelle de John Perkins

1963 Termine ses études à l'école privée et entre à l'université de Middlebury.

1964 Se lie d'amitié avec Farhad, fils d'un général iranien. Abandonne ses études.

1965 Travaille pour des journaux de William Randolph Hearst à Boston.

1966 Entre à l'École d'administration commerciale de l'Université de Boston.

1967 Épouse une ex-camarade de classe de Middlebury, dont l'« oncle Frank » est cadre supérieur à l'Agence de sécurité nationale (NSA).

1968 Profilé par la NSA comme l'assassin financier idéal. Avec la bénédiction de l'oncle Frank, il se joint aux Peace Corps et est affecté en Amazonie équatorienne, où des tribus indigènes luttent contre des compagnies pétrolières américaines.

1969 Vit dans la forêt tropicale et dans les Andes. Est témoin direct des pratiques trompeuses et destructrices des compagnies pétrolières et des agences gouvernementales, ainsi que de leurs conséquences négatives sur les cultures locales et sur l'environnement.

1970 Rencontre en Équateur le vice-président de la firme de consultation internationale MAIN, lequel est également un officier de liaison de la NSA.

1971 Se joint à MAIN, subit un entraînement clandestin d'assassin financier à Boston et est envoyé à Java, en Indonésie, au sein d'une équipe de onze hommes. Éprouve des problèmes de

conscience à cause des pressions exercées sur lui pour qu'il falsifie des études économiques.

1972 En raison de sa volonté de «coopérer», est promu chef économiste et considéré comme un «jeune prodige». Rencontre d'importants leaders, dont Robert McNamara, président de la Banque mondiale. Envoyé en mission spéciale à Panama. Est pris en amitié par le président du Panama, le leader charismatique Omar Torrijos; découvre l'histoire de l'impérialisme américain ainsi que la volonté de Torrijos de récupérer des États-Unis la propriété du canal.

1973 Voit sa carrière grimper en flèche. Construit un empire à l'intérieur de MAIN; continue à travailler au Panama; voyage beaucoup et réalise des études en Asie, en Amérique latine et au Moyen-Orient.

1974 Contribue à une éclatante réussite des assassins financiers en Arabie Saoudite. La famille royale accepte d'investir des milliards de dollars en revenus pétroliers dans des titres d'État américains et de permettre au ministère américain des Finances d'utiliser les intérêts rapportés par ces investissements pour engager des firmes américaines pour construire des systèmes d'électricité et d'aqueducs, des autoroutes, des ports et des villes dans ce royaume du désert. En échange, les États-Unis garantissent le règne de la famille royale. Cette entente servira de modèle à d'autres tentatives d'assassinat financier, notamment celle qui finit par échouer en Irak.

1975 Nouvelle promotion : devient le plus jeune partenaire de toute l'histoire séculaire de MAIN; est nommé directeur de la planification économique régionale. Publie une série d'articles influents; donne des conférences à Harvard et dans d'autres institutions.

1976 Dirige d'importants projets un peu partout dans le monde : en Afrique, en Asie, en Amérique latine, en Amérique du Nord et au Moyen-Orient. Apprend du shah d'Iran une approche révolutionnaire de la construction d'empires.

1977 Grâce à ses relations personnelles en Colombie, prend connaissance du sort des fermiers qui sont étiquetés comme terroristes communistes et trafiquants de drogue alors que ce ne sont que de simples paysans qui tentent de protéger leur famille et leur foyer.

1978 Incité par Farhad à quitter rapidement l'Iran. Ils s'envolent ensemble pour Rome, où vit le père de Farhad, un général iranien qui lui prédit la chute imminente du shah et blâme la politique américaine, les leaders corrompus et les gouvernements despotiques pour la haine qui anime le Moyen-Orient. Il le prévient que la situation va se détériorer si les États-Unis ne deviennent pas plus compatissants.

1979 Se débat contre sa conscience alors que le shah fuit son pays et que les Iraniens attaquent l'ambassade américaine, y prenant cinquante-deux otages. Réalise que les États-Unis s'efforcent de nier leur rôle impérialiste dans le monde. Divorce de sa première épouse, après des années de tension et de nombreuses séparations.

1980 Souffre d'une profonde dépression, en proie à la culpabilité, et se rend compte que l'argent et le pouvoir le tiennent au piège à MAIN. Démissionne.

1981 Est profondément troublé lorsque le président de l'Équateur, Jaime Roldós (qui a mené campagne contre les compagnies pétrolières), et celui du Panama, Omar Torrijos (qui s'est attiré la colère de puissants intérêts de Washington par sa position sur la question du canal de Panama et des bases militaires américaines) meurent dans des accidents d'avion qui ont toutes les apparences d'assassinats commis par la CIA. Se marie pour la seconde fois, avec une femme dont le père est chef architecte de Bechtel Corporation et chargé de la conception et de la construction de villes en Arabie Saoudite, travaux financés selon l'entente d'assassinat financier conclue en 1974.

1982 Crée Independent Power Systems Inc. (IPS), une compagnie de production d'électricité inoffensive pour l'environnement. Voit naître sa fille Jessica.

1983-1989 Réussit spectaculairement comme p.-d.g. d'IPS, grâce à beaucoup d'aide «fortuite» de gens haut placés, à des exemptions d'impôts, etc. En tant que père, réfléchit aux crises internationales et à son ancien rôle d'assassin financier. Commence à écrire un livre révélateur, mais se voit offrir une énorme provision comme consultant, à condition qu'il ne l'écrive pas.

1990-1991 À la suite de l'invasion du Panama et de l'emprisonnement de Noriega, vend IPS et prend sa retraite, à 45 ans. Envisage d'écrire un livre sur son passé d'assassin financier, mais se laisse convaincre de concentrer plutôt ses énergies sur la création d'un organisme à but non lucratif, auquel, lui dit-on, un tel livre nuirait considérablement.

1992-2000 Observe l'échec des assassins financiers en Irak, qui a pour conséquence la première guerre du Golfe. Recommence trois fois à écrire son livre sur les assassinats financiers, mais cède aux menaces et aux pots-de-vin. Tente d'apaiser sa conscience en écrivant des ouvrages sur les peuples indigènes et en soutenant des organismes à but non lucratif, en animant des forums du nouvel âge, en voyageant en Amazonie et dans l'Himalaya, en rencontrant le dalaï-lama, etc.

2001-2002 Conduit un groupe d'Américains dans l'Amazonie profonde, chez une tribu indigène, où il se trouve le 11 septembre 2001. Passe une journée à Ground Zero et s'engage à écrire le livre qui révélera la vérité sur les assassins financiers et soulagera sa douleur morale.

2003-2004 Retourne en Amazonie équatorienne pour rencontrer les tribus indigènes qui menacent de faire la guerre aux compagnies pétrolières. Écrit *Les confessions d'un assassin financier*.

Notes

Préface

1. Selon le Programme d'alimentation mondiale des Nations unies, http://www.wfp.org/index.asp?section=1 (consulté le 27 décembre 2003). De plus, l'Association nationale pour la prévention de la famine estime que «chaque jour, 34 000 enfants de moins de 5 ans meurent de faim ou de maladies évitables résultant de la sous-alimentation» (http://www.napsoc.org, consulté le 27 décembre 2003). Selon Starvation.net, «si l'on ajoutait les deux autres causes principales de mortalité (après la famine) qui frappent les populations les plus pauvres de la planète, soit les maladies d'origine hydrique et le sida, on approcherait le chiffre de 50 000 morts quotidiennes» (http://www.starvation.net, consulté le 27 décembre 2003).
2. Résultats d'une enquête du ministère américain de l'Agriculture, rapportés par le Food Research and Action Center (FRAC), http://www.frac.org (consulté le 27 décembre 2003).
3. *Rapport mondial sur le développement humain*, Nations unies, New York, 1999.
4. «En 1998, il fut estimé par le Programme de développement des Nations unies qu'il en coûterait neuf milliards de dollars de plus (que les dépenses courantes) pour fournir de l'eau potable et des systèmes sanitaires à tous les habitants du globe. Il en coûterait 12 milliards de plus pour couvrir les soins de maternité de toutes les femmes du monde. Il suffirait de 13 milliards de plus pour procurer non seulement la nourriture nécessaire, mais aussi des soins de santé élémentaires à chaque habitant de la terre. Et, avec six milliards de plus, on pourrait fournir une éducation élémentaire à tous [...]. Cela fait, au total, 40 milliards de dollars.» John Robbins, auteur de *Diet for a New America* et de *The Food Revolution*, http://www.foodrevolution.org (consulté le 27 décembre 2003).

Prologue

1. Gina Chavez et al., *Tarimiat—Firmes en Nuestro Territorio : FIPSE vs. ARCO*, édité par Mario Melo et Juana Sotomayor (Quito, Équateur : CDES et CONAIE, 2002).
2. Sandy Tolan, «Ecuador : Lost Promises», Radio publique nationale, édition du matin, 9 juillet 2003, http://www.npr.org/programs/morning/features/2003/jul/latinoil (consulté le 9 juillet 2003).
3. Juan Forero, «Seeking Balance : Growth vs. Culture in the Amazon», *New York Times*, 10 décembre, 2003.
4. Abby Ellin, «Suit Says ChevronTexaco Dumped Poisons in Ecuador», *New York Times*, 8 mai 2003.
5. Chris Jochnick, «Perilous Prosperity», *New Internationalist*, juin 2001, http://www.newint.org/issue335/perilous.htm. Pour une information plus détaillée, voir aussi : Pamela Martin, *The Globalization of Contentious Politics : The Amazonian Indigenous Rights Movement* (New York : Rutledge, 2002); Kimerling, *Amazon Crude* (New York : Natural Resource Defense Council, 1991); Leslie Wirpsa, trad., *Upheaval in the Back Yard : Illegiti mate Debts and Human Rights — The Case of Ecuador-Norway* (Quito, Équateur : Centro de Derechos Económicos y Sociales, 2002); et Gregory Palast, «Inside Corporate America», *Guardian*, 8 octobre 2000.
6. Au sujet des incidences du pétrole sur les économies nationales et globale, voir : Michael T. Klare, *Resource Wars : The New Landscape of Global Conflict* (New York : Henry Holt and Company, 2001); Daniel Yergin, *The Prize : The Epic Quest for Oil, Money & Power* (New York : Free Press, 1993); Daniel Yergin et Joseph Stanislaw, *The Commanding Heights : The Battle for the World Economy* (New York : Simon &Schuster, 2001).
7. James S. Henry, «Where the Money Went», *Across the Board*, mars/avril 2004, p. 42-45. Pour plus d'informations, voir son livre *The Blood Bankers : Tales from the Global Underground Economy* (New York : Four Walls Eight Windows, 2003).
8. Gina Chavez et al., *Tarimiat—Firmes en Nuestro Territorio : FIPSE vs. ARCO*, édité par Mario Melo et Juana Sotomayor (Quito, Équateur : CDES et CONAIE, 2002); *Petróleo, Ambiente y Derechos en la Amazonía Centro Sur*, Editión Victor López A, Centro de Derechos Económicos y Sociales, OPIP, IACYT-A (sous les auspices d'Oxfam America) [Quito, Équateur : Sergrafic, 2002].
9. Sandy Tolan, «Ecuador : Lost Promises», Radio publique nationale, édition du matin, 9 juillet 2003, http://www.npr.org/programs/morning/features/2003/jul/latinoil (consulté le 9 juillet 2003).
10. Pour en savoir davantage sur les chacals et autres types de tueurs à gages, voir : P. W. Singer, *Corporate Warriors : The Rise of the Privatized Military Industry* (Ithaca, New York, et Londres : Cornell University Press, 2003); James R. Davis, *Fortune's Warriors : Private Armies and the New World Order* (Vancouver et Toronto : Douglas & McIntyre, 2000); Felix I. Rodriguez et John Weisman, *Shadow Warrior : The CIA Hero of 100 Unknown Battles* (New York : Simon and Schuster, 1989).

Chapitre 2. « C'est pour la vie »

1. Pour un compte rendu détaillé de cette funeste opération, voir : Stephen Kinzer, *All the Shah's Men : An American Coup and the Roots of Middle East Terror* (Hoboken, New Jersey : John Wiley & Sons, Inc., 2003).
2. Jane Mayer, «Contract Sport : What Did the Vice-President Do for Halliburton?», *New Yorker*, 16 et 23 février 2004, p. 83.

Chapitre 3. Première mission : l'Indonésie

1. Pour en savoir davantage sur l'Indonésie et sur son histoire, voir : Jean Gelman Taylor, *Indonesia : Peoples and Histories* (New Haven et Londres : Yale University Press, 2003); Theodore Friend, *Indonesian Destinies* (Cambridge, Massachusetts, et Londres : The Belknap Press of Harvard University, 2003).

Chapitre 6. Mon rôle d'inquisiteur

1. Theodore Friend, *Indonesian Destinies* (Cambridge, Massachusetts, et Londres : The Belknap Press of Harvard University, 2003), p. 5.

Chapitre 10. L'héroïque président du Panama

1. Voir : David McCullough,*The Path Between the Seas : The Creation of the Panama Canal 1870-1914* (New York : Simon and Schuster, 1999); William Friar, *Portrait of the Panama Canal : From Construction to the Twenty-First Century* (New York : Graphic Arts Publishing Company, 1999); Graham Greene, *Conversations with the General* (New York : Pocket Books,1984).

2. Voir : «Zapata Petroleum Corp.», *Fortune*, avril 1958, p. 248 ; Darwin Payne, *Initiative in Energy : Dresser Industries, Inc. 1880–1978* (New York : Simon and Schuster, 1979) ; Steve Pizzo et al., *Inside Job : The Looting of America's Savings and Loans* (New York : McGraw Hill, 1989); Gary Webb, *Dark Alliance : The CIA, The Contras, and the Crack Cocaine Explosion* (New York : Seven Stories Press,1999) ; Gerard Colby et Charlotte Dennet, *Thy Will Be Done, The Conquest of the Amazon : Nelson Rockefeller and Evangelism in the Age of Oil* (New York : HarperCollins, 1995).

3. Manuel Noriega en collaboration avec Peter Eisner, *The Memoirs of Manuel Noriega, America's Prisoner* (New York : Random House, 1997) ; Omar Torrijos Herrera, *Ideario* (Editorial Universitaria Centroamericano, 1983) ; Graham Greene, *Conversations with the General* (New York : Pocket Books, 1984).

4. Graham Greene, *Conversations with the General* (New York : Pocket Books, 1984) ; Manuel Noriega en collaboration avec Peter Eisner, *The Memoirs of Manuel Noriega, America's Prisoner* (New York : Random House, 1997).

5. Le 31 mai 1845, le journaliste John O'Sullivan présenta à New York, devant le président James Polk et un groupe d'industriels, sa thèse de la *Destinée manifeste (Manifest Destiny)* : «*La nation américaine a reçu de la Providence divine la destinée manifeste de s'emparer de tout le continent américain afin d'y nourrir et développer la liberté et la démocratie. Elle doit ensuite porter la lumière du progrès au reste du monde et en assurer le leadership, étant donné qu'elle est l'unique nation libre sur terre.*» Le public fut enthousiaste. Quelques mois plus tard, James Polk s'appuya sur cette «mission divine» pour justifier l'expansion vers l'Ouest et l'invasion du Mexique. À ce jour, la *Destinée manifeste* demeure l'une des pierres angulaires de la politique extérieure américaine. (*N.d.T.*)

6. Derrick Jensen, *A Language Older than Words* (New York : Context Books, 2000), p. 86-88.

7. Graham Greene, *Conversations with the General* (New York : Pocket Books, 1984) ; Manuel Noriega en collaboration avec Peter Eisner, *The Memoirs of Manuel Noriega, America's Prisoner* (New York : Random House, 1997).

Chapitre 13. Une bonne conversation avec le général

1. William Shawcross : *The Shah's Last Ride : The Fate of an Ally* (New York : Simon and Schuster, 1988) ; Stephen Kinzer, *All the Shah's Men : An American Coup and the Roots of Middle East Terror* (Hoboken, New Jersey : John Wiley & Sons, Inc., 2003), p. 45.

2. On a beaucoup écrit sur Arbenz, la United Fruit et l'histoire violente du Guatemala ; voir, par exemple : (mon professeur de science politique de l'université de Boston) Howard Zinn, *A People's History of the United States* (New York : Harper & Row, 1980); Diane K. Stanley, *For the Record : The United Fruit Company's Sixty-Six Years in Guatemala* (Guatemala City ; Centro Impresor Piedra Santa, 1994). Pour des références rapides : «The Banana Republic : The United Fruit Company», http://www.mayaparadise.com/ufc1e.html ;
«CIA Involved in Guatemala Coup, 1954»,
http://www.english.upenn.edu/~afilreis/50s/guatemala.html.
Pour en savoir davantage sur l'implication de la famille Bush : «Zapata Petroleum Corp.», *Fortune*, avril 1958, p. 248.

Chapitre 14. Le début d'une sombre période économique

1. «Robert S. McNamara : 8th Secretary of Defense», http://www.defenselink.mil (consulté le 23 décembre 2003).

Chapitre 15. L'affaire du blanchiment d'argent saoudien

1. Pour en savoir davantage sur les événements qui ont entraîné l'embargo pétrolier de 1973 et sur les conséquences de cet embargo, voir : Thomas W. Lippman, *Inside the Mirage : America's Fragile Partnership with Saudi Arabia* (Boulder, Colorado : Westview Press, 2004), p. 155-159 ; Daniel Yergin, *The Prize : The Epic Quest for Oil, Money & Power* (New York : Free Press, 1993); Stephen Schneider, *The Oil Price Revolution* (Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1983) ; Ian Seymour, *OPEC : Instrument of Change* (London : McMillan, 1980).

2. Thomas W. Lippman, *Inside the Mirage : America's Fragile Partnership with Saudi Arabia* (Boulder, Colorado : Westview Press, 2004), p. 160.

3. David Holden et Richard Johns, *The House of Saud : The Rise and Rule of the Most Powerful Dynasty in the Arab World* (New York : Holt Rinehart and Winston, 1981), p. 359.

4. Thomas W. Lippman, *Inside the Mirage : America's Fragile Partnership with Saudi Arabia* (Boulder, Colorado : Westview Press, 2004), p. 167.

Chapitre 16. Du proxénétisme au financement d'Oussama Ben Laden

1. Robert Baer, *Sleeping with the Devil : How Washington Sold Our Soul for Saudi Oil* (New York : Crown Publishers, 2003), p. 26.
2. Thomas W. Lippman, *Inside the Mirage : America's Fragile Partnership with Saudi Arabia* (Boulder, Colorado : Westview Press, 2004), p. 162.
3. Thomas W. Lippman, *Inside the Mirage : America's Fragile Partnership with Saudi Arabia* (Boulder, Colorado : Westview Press, 2004), p. 2.
4. Henry Wasswa, «Idi Amin, Murderous Ugandan Dictator, Dies», Associated Press, 17 août 2003.
5. «The Saudi Connection», *U.S. News & World Report*, 15 décembre 2003, p. 21.
6. «The Saudi Connection», *U.S. News & World Report*, 15 décembre 2003, p. 19, 20, 26.
7. Craig Unger, «Saving the Saudis», *Vanity Fair*, octobre 2003. Pour en savoir davantage sur l'implication de la famille Bush, sur Bechtel, etc., voir : «Zapata Petroleum Corp.», *Fortune*, avril 1958, p. 248 ; Darwin Payne, *Initiative in Energy : Dresser Industries, Inc. 1880-1978* (New York : Simon and Schuster, 1979); Nathan Vardi, «Desert Storm : Bechtel Group Is Leading the Charge» et «Contacts for Contracts», *Forbes*, 23 juin 2003, p. 63-66 ; Graydon Carter, «Editor's Letter : Fly the Friendly Skies...», *Vanity Fair*, octobre 2003 ; Richard A. Oppel en collaboration avec Diana B. Henriques, «A Nation at War : The Contractor. Company has ties in Washington, and to Iraq», *New York Times*, 18 avril 2003.

Chapitre 17. À Panama avec Graham Greene

1. Voir, par exemple : John M. Perkins, «Colonialism in Panama Has No Place in 1975», *Boston Evening Globe*, page face éditoriale, 19 septembre 1975 ; John M. Perkins, «U.S.-Brazil Pact Upsets Ecuador,», *The Boston Globe*, page face éditoriale, 10 mai 1976.
2. Pour des exemples d'articles de John Perkins publiés dans des revues techniques, voir : John M. Perkins et al., «A Markov Process Applied to Forecasting, Part I—Economic Development» et «A Markov Process Applied to Forecasting, Part II—The Demand for Electricity», The Institute of Electrical and Electronics Engineers, Conference Papers C 73 475-1 (juillet 1973) et C 74 146-7 (janvier 1974) respectivement ; John M. Perkins et Nadipuram R. Prasad, «A Model for Describing Direct and Indirect Interrelationships Between the Economy and the Environment», *Consulting Engineer*, avril 1973 ; Edwin Vennard, John M. Perkins et Robert C. Ender, «Electric Demand from Interconnected Systems», *TAPPI Journal* (Technical Association of the Pulp and Paper Industry), 28th Conference Edition, 1974 ; John M. Perkins et al., «Iranian Steel : Implications for the Economy and the Demand for Electricity» et «Markov Method Applied to Planning», présentés à la quatrième conférence iranienne sur l'ingénierie, université Pahlavi, Shiraz, Iran, 12-16 mai 1974 ; et *Economic Theories and Applications : A Collection of Technical Papers with a Foreward by John M.Perkins* (Boston : Chas.T. Main, Inc., 1975).
3. John M. Perkins, «Colonialism in Panama Has No Place in 1975», *Boston Evening Globe*, page face éditoriale, 19 septembre 1975.
4. Graham Greene, *Getting to Know the General* (New York : Pocket Books, 1984), p. 89-90.
5. Graham Greene, *Getting to Know the General* (New York : Pocket Books, 1984).

Chapitre 18. Le roi des rois iranien

1. William Shawcross, *The Shah's Last Ride : The Fate of an Ally* (New York : Simon and Schuster, 1988). Pour en savoir davantage sur l'accession au pouvoir du shah, voir : H. D. S. Greenway, «The Iran Conspiracy», *New York Review of Books*, 23 septembre 2003 ; Stephen Kinzer, *All the Shah's Men : An American Coup and the Roots of Middle East Terror* (Hoboken, New Jersey : John Wiley & Sons, Inc., 2003).
2. Pour en savoir davantage sur Yamin, sur le projet «Désert en fleurs» et sur l'Iran, voir : John Perkins, *Shapeshifting* (Rochester, Vermont : Destiny Books, 1997).

Chapitre 20. La chute d'un roi

1. Pour en savoir davantage sur l'accession au pouvoir du shah, voir : H. D. S. Greenway, «The Iran Conspiracy», *New York Review of Books*, 23 septembre 2003 ; Stephen Kinzer, *All the Shah's Men : An American Coup and the Roots of Middle East Terror* (Hoboken, New Jersey : John Wiley & Sons, Inc., 2003).

2. Voir les articles de fond du magazine *TIME* sur l'ayatollah Ruhollah Khomeiny, 12 février 1979, 7 janvier 1980 et 17 août 1987.

Chapitre 21. La Colombie, clé de voûte de l'Amérique latine

1. Gerard Colby et Charlotte Dennet, *Thy Will Be Done, The Conquest of the Amazon : Nelson Rockefeller and Evangelism in the Age of Oil* (New York : HarperCollins, 1995), p. 381.

Chapitre 24. Le président de l'Équateur contre les grosses pétrolières

1. Pour plus de détails sur SIL, sur son histoire, sur ses activités et sur son association avec les compagnies pétrolières et les Rockefeller, voir : Gerard Colby et Charlotte Dennet, *Thy Will Be Done, The Conquest of the Amazon : Nelson Rockefeller and Evangelism in the Age of Oil* (New York : HarperCollins, 1995); Joe Kane, *Savages* (New York : Alfred A. Knopf, 1995) [pour des informations sur Rachel Saint, p. 85, 156, 227].
2. John D. Martz, *Politics and Petroleum in Ecuador* (New Brunswick et Oxford : Transaction Books,1987), p. 272.
3. José Carvajal Candall, «Objetivos y Políticas de CEPE» (Quito, Équateur : Primer Seminario, 1979), p. 88.

Chapitre 26. La mort violente du président de l'Équateur

1. John D. Martz, *Politics and Petroleum in Ecuador* (New Brunswick et Oxford : Transaction Books,1987), p. 272.
2. Gerard Colby et Charlotte Dennet : *Thy Will Be Done, The Conquest of the Amazon : Nelson Rockefeller and Evangelism in the Age of Oil* (New York, HarperCollins, 1995), p. 813.
3. John D. Martz, *Politics and Petroleum in Ecuador* (New Brunswick et Oxford : Transaction Books, 1987), p. 303.
4. John D. Martz, *Politics and Petroleum in Ecuador* (New Brunswick et Oxford : Transaction Books, 1987), p. 381, 400.

Chapitre 27. La mort violente du président du Panama

1. Graham Greene, *Getting to Know the General* (New York : Pocket Books, 1984), p. 11.
2. George Shultz fut ministre des Finances et président du Conseil sur la politique économique sous Nixon-Ford, 1972-1974, cadre supérieur ou président de Bechtel, 1974-1982, secrétaire d'État sous Reagan-Bush, 1982-1989; Caspar Weinberger fut directeur du Bureau de la gestion et du budget et ministre de la Santé, de l'Éducation et du Bien-être sous Nixon-Ford, 1973-75, vice-président et conseiller général du groupe Bechtel, 1975-80, secrétaire à la Défense sous Reagan-Bush, 1980-87.
3. Dans son témoignage devant le Sénat américain pendant les auditions sur l'affaire du Watergate, en 1973, John Dean fut le premier à divulguer que les États-Unis complotaient pour assassiner Torrijos; en 1975, à l'enquête menée par le Sénat sur les activités de la CIA, présidée par le sénateur Frank Church, on présenta de la documentation et des témoignages additionnels sur un complot visant à assassiner à la fois Torrijos et Noriega. Voir, par exemple : Manuel Noriega en collaboration avec Peter Eisner, *The Memoirs of Manuel Noriega, America's Prisoner* (New York : Random House, 1997), p. 107.

Chapitre 28. Mon entreprise d'énergies de substitution, Enron et George W. Bush

1. Pour en savoir davantage sur IPS, sur sa filiale à cent pour cent, Archbald Power Corporation, et sur l'ex-p.-d.g. John Perkins, voir : Jack M. Daly et Thomas J.Duffy, «Burning Coal's Waste at Archbald», *Civil Engineering*, juillet July; Vince Coveleskie, «Co-Generation Plant Attributes Cited», *The Scranton Times*, 17 octobre 1987 ; Robert Curran, «Archibald Facility Dedicated», *Scranton Tribune*, 17 octobre 1987 ; «Archibald Plant Will Turn Coal Waste into Power», *Citizen's Voice*, Wilkes-Barre, Pennsylvanie, 6 juin 1988 ; «Liabilities to Assets : Culm to Light, Food», éditorial, *Citizen's Voice*, Wilkes-Barre, Pennsylvanie, 7 juin 1988.
2. Joe Conason, «The George W. Bush Success Story», *Harpers Magazine*, février 2000 ; Craig Unger, «Saving the Saudis», *Vanity Fair*, octobre 2003, p. 165.
3. Craig Unger, «Saving the Saudis», *Vanity Fair*, octobre 2003, p. 178.
4. Voir : George Lardner Jr. et Lois Romano, «The Turning Point After Coming Up Dry», *Washington Post*, 30 juillet 1999 ; Joe Conason, «The George W. Bush Success Story», *Harpers Magazine*, février 2000 ; Sam Parry, «The Bush Family Oiligarchy— Part Two : The Third Generation», http://www.newnetizen.com/residential/bushoiligarchy.htm (consulté le 19 avril 2002).

5. Des années plus tard, cette thèse fut ravivée lorsqu'il devint évident que la prestigieuse firme comptable d'Arthur Andersen avait conspiré avec des cadres d'Enron pour escroquer des milliards de dollars aux consommateurs d'énergie, aux employés d'Enron et au public américain. L'imminente guerre d'Irak, en 2003, a détourné l'attention des médias. Pendant ce conflit, le Bahraïn joua un rôle crucial dans la stratégie du président George W. Bush.

Chapitre 29. J'ai accepté un pot-de-vin

1. Jim Garrison, *American Empire : Global Leader or Rogue Power?* (San Francisco : Berrett-Koehler Publishers, Inc., 2004), p. 38.

Chapitre 30. L'invasion du Panama par les États-Unis

1. Manuel Noriega en collaboration avec Peter Eisner, *The Memoirs of Manuel Noriega, America's Prisoner* (New York : Random House, 1997), p. 56.
2. David Harris, *Shooting the Moon : The True Story of an American Manhunt Unlike Any Other, Ever* (Boston : Little, Brown and Company, 2001), p. 31-34.
3. David Harris, *Shooting the Moon : The True Story of an American Manhunt Unlike Any Other, Ever* (Boston : Little,Brown and Company, 2001), p. 43.
4. Manuel Noriega en collaboration avec Peter Eisner, *The Memoirs of Manuel Noriega, America's Prisoner* (New York : Random House, 1997), p. 212; voir également : Craig Unger, «Saving the Saudis», *Vanity Fair*, octobre 2003, p. 165.
5. Manuel Noriega en collaboration avec Peter Eisner, *The Memoirs of Manuel Noriega, America's Prisoner* (New York : Random House, 1997), p. 114.
6. Voir : www.famoustexans.com/georgebush.htm, p 2.
7. Manuel Noriega en collaboration avec Peter Eisner, *The Memoirs of Manuel Noriega, America's Prisoner* (New York : Random House, 1997), p. 56-57.
8. David Harris, *Shooting the Moon : The True Story of an American Manhunt Unlike Any Other, Ever* (Boston : Little, Brown and Company, 2001), p. 6.
9. www.famoustexans.com/georgebush.htm, p 3.

10. David Harris, *Shooting the Moon : The True Story of an American Manhunt Unlike Any Other, Ever* (Boston : Little, Brown and Company, 2001), p. 4.
11. Manuel Noriega en collaboration avec Peter Eisner, *The Memoirs of Manuel Noriega, America's Prisoner* (New York : Random House, 1997), p. 248.
12. Manuel Noriega en collaboration avec Peter Eisner, *The Memoirs of Manuel Noriega, America's Prisoner* (New York : Random House, 1997), p. 211.
13. Manuel Noriega en collaboration avec Peter Eisner, *The Memoirs of Manuel Noriega, America's Prisoner* (New York : Random House, 1997), p. xxi.

Chapitre 31. L'échec des assassins financiers en Irak

1. Morris Barrett, «The Web's Wild World», *TIME*, 26 avril 1999, p. 62.

Chapitre 32. Les conséquences du 11 septembre 2001 sur ma propre vie

1. Pour en savoir davantage sur les Huaoranis, voir : Joe Kane, *Savages* (New York : Alfred A. Knopf, 1995).

Chapitre 33. Le Venezuela sauvé par Saddam

1. «Venezuela on the Brink», éditorial, *New York Times*, 18 décembre 2002.
2. *The Revolution Will Not Be Televised*, réalisé par Kim Bartley et Donnacha O'Briain (en collaboration avec l'Irish Film Board, 2003). Voir : www.chavezthefilm.com.
3. «Venezuelan President Forced to Resign», Associated Press, 12 avril 2002.
4. Simon Romero, «Tenuous Truce in Venezuela for the State and its Oil Company», *New York Times*, 24 avril 2002.
5. Bob Edwards, «What Went Wrong with the Oil Dream in Venezuela», Radio publique nationale, édition du matin, 8 juillet 2003.
6. Ginger Thompson, «Venezuela Strikers Keep Pressure on Chávez and Oil Exports», *New York Times*, 30 décembre 2002.
7. Pour en savoir davantage sur les chacals et autres types de tueurs à gages, voir : P. W. Singer, *Corporate Warriors : The Rise of the Privatized Military Industry* (Ithaca, New York, et Londres : Cornell University Press,

2003) ; James R. Davis, *Fortune's Warriors : Private Armies and the New World Order* (Vancouver et Toronto : Douglas & McIntyre, 2000) ; Felix I. Rodriguez et John Weisman, *Shadow Warrior : The CIA Hero of 100 Unknown Battles* (New York : Simon and Schuster, 1989).

8. Tim Weiner, « A Coup by Any Other Name », *New York Times*, 14 avril 2002.
9. « Venezuela Leader Urges 20 Years for Strike Chiefs », Associated Press, 22 février 2003.
10. Paul Richter, « U.S. Had Talks on Chávez Ouster », *Los Angeles Times*, 17 avril 2002.

Chapitre 34. L'Équateur revisité

1. Chris Jochnick, « Perilous Prosperity », *New Internationalist*, juin 2001, http://www.newint.org/issue335/perilous.htm.
2. Nations unies. *Rapport mondial sur le développement humain* (New York : Nations unies, 1999).
3. Pour en savoir davantage sur la situation des otages, voir : Alan Zibel, « Natives Seek Redress for Pollution », *Oakland Tribune*, 10 décembre 2002 ; *Hoy* (quotidien de Quito, Équateur), articles du 10 au 28 décembre 2003 ; « Achuar Free Eight Oil Hostages », *El Commercio* (quotidien de Quito), 16 décembre 2002 (également transmis par Reuters) ; « Ecuador : Oil Firm Stops Work because Staff Seized, Demands Government Action », et « Sarayacu—Indigenous Groups to Discuss Release of Kidnapped Oil Men », *El Universo* (quotidien de Guayaquil, Équateur), http://www.eluniverso.com, 24 décembre 2002 ; Juan Forero, « Seeking Balance : Growth vs.Culture in the Amazon », *New York Times*, 10 décembre 2003. On peut obtenir des informations récentes sur les indigènes de l'Amazonie équatorienne dans le site Internet de Pachamama Alliance : http://www.pachamama.org.

Chapitre 35. Au-delà des apparences

1. Les statistiques sur la dette nationale proviennent du Bureau de la dette publique et sont publiées dans son site : www.publicdebt.treas.gov/opd/opdpenny ; les statistiques sur le revenu national proviennent de la Banque mondiale : www.worldbank.org/data/databytopic/GNIPC.pdf.

2. Elizabeth Becker et Richard A. Oppel, « A Nation at War : Reconstruction. U.S. Gives Bechtel a Major Contract in Rebuilding Iraq », *New York Times*, 18 avril 2003, http://www.nytimes.com/2003/04/18/international/worldspecial/18REBU.html.
3. Richard A. Oppel en collaboration avec Diana B. Henriques, « A Nation at War : The Contractor. Company Has Ties in Washington, and to Iraq », *New York Times*, 18 avril 2003, http://www.nytimes.com/2003/04/18/international/worldspecial/18CONT.html.
4. http://money.cnn.com/2003/04/17/news/companies/war-bechtel/index.htm.

Épilogue

1. Energy Information Administration, chiffres rapportés par *USA Today*, 1er mars 2004, p. 1.

L'auteur

John Perkins a vécu quatre vies ; il fut successivement assassin financier ; p.-d.g. d'une compagnie d'énergies de substitution qui a réussi parce qu'il n'a pas divulgué ses activités antérieures d'assassin financier ; spécialiste des cultures indigènes et du chamanisme, professeur et auteur utilisant son expertise pour promouvoir l'écologie et la durabilité des ressources tout en continuant à respecter sa promesse de garder le silence sur ses activités antérieures d'assassin financier ; et il est maintenant un auteur qui, en racontant l'histoire véridique des extraordinaires transactions qu'il a effectuées à titre d'assassin financier, a révélé l'univers de corruption et d'intrigue internationales qui fait de la république américaine un empire global détesté par de plus en plus de gens sur la planète.

Le travail de John en tant qu'assassin financier consistait à convaincre des pays du tiers-monde d'accepter d'énormes prêts — des montants exagérés — pour le développement de leurs infrastructures et de garantir que la réalisation des projets serait confiée à des compagnies américaines comme Halliburton et Bechtel. Lorsque ces pays se retrouvaient criblés de dettes, le gouvernement des États-Unis et les agences d'aide internationale qui lui étaient alliées pouvaient alors contrôler leur économie et s'assurer que l'exploitation du pétrole et d'autres ressources servirait à l'édification d'un empire global.

En sa qualité d'assassin financier, John a voyagé partout dans le monde. Il a participé directement ou assisté à certains des événements les plus dramatiques de l'histoire contemporaine, dont l'affaire du blanchiment d'argent saoudien, la chute du shah d'Iran, la mort violente d'Omar Torrijos, président du Panama, l'invasion subséquente du Panama, et les événements qui ont conduit à l'invasion de l'Irak en 2003.



En 1980, John Perkins a fondé Independent Power Systems, Inc. (IPS), une compagnie d'énergies de substitution. Sous sa direction, IPS a connu un immense succès dans un secteur à haut risque où la plupart de ses compétiteurs ont échoué. Grâce à plusieurs «hasards» et à certaines faveurs de la part de personnes haut placées, IPS a dominé cette industrie. John a également servi de consultant—grassement payé—pour quelques-unes des compagnies dont il avait contribué à remplir les coffres ; il a accepté ce rôle à la suite de menaces à peines voilées et de pots-de-vin.

Après avoir vendu IPS, en 1990, John s'est fait le champion des droits des indigènes ainsi que des mouvements environnementaux. Il a travaillé étroitement avec des tribus amazoniennes pour les aider à préserver leurs forêts vierges. Il a écrit cinq livres, qui ont été traduits en plusieurs langues, sur les cultures indigènes, le chamanisme, l'écologie et la durabilité des ressources ; il a enseigné dans des universités et des centres d'apprentissage, sur quatre continents ; et il a fondé quelques grands organismes à but non lucratif, et siégé à leur conseil d'administration.

L'un de ces organismes, Dream Change Coalition (devenu plus tard simplement Dream Change ou DC), amène les gens à atteindre leurs objectifs personnels tout en prenant conscience des conséquences de leur style de vie sur les autres habitants de la planète. DC incite les individus à créer des communautés plus équilibrées et plus durables. Son programme «Pollution Offset Lease for Earth» (POLE) [«Bail de dédommagement à la pollution pour la Terre»] a pour but de contrebalancer la pollution atmosphérique que nous créons tous, d'aider les peuples indigènes à préserver leurs forêts, et de favoriser une prise de conscience à l'égard de la planète. DC a fait des adeptes partout dans le monde et suscité la création d'organismes semblables dans plusieurs pays.

Durant les années 90 et au début du nouveau millénaire, John a tenu sa promesse de garder le silence sur ses anciennes activités d'assassin financier et il a continué à recevoir d'importants honoraires pour ses services de consultant commercial. Il a apaisé sa conscience en injectant dans des organismes à but non lucratif la plus grande partie de l'argent qu'il avait gagné comme consultant. La chaîne de télévision Arts & Entertainment a diffusé une émission spéciale sur lui, intitulée «Les chasseurs de têtes de l'Amazonie», dont le commentaire était lu par l'acteur Leonard Nimoy. Le magazine *Italian Cosmopolitan* a fait paraître un article important sur ses ateliers de «*shapeshifting*» en Europe. Le magazine *TIME* a choisi Dream Change avec douze autres organismes dont le site Internet reflète le mieux les idéaux et les buts de la journée de la Terre.

Puis vint le 11 septembre 2001. Les terribles événements qui sont survenus ce jour-là ont convaincu John Perkins de lever le voile sur ses anciennes activités d'assassin financier. Il a enfin décidé d'ignorer les menaces et les pots-de-vin, et d'écrire *Les confessions d'un assassin financier*. Il considérait qu'il était de son devoir de révéler ce qu'il savait du rôle joué par le gouvernement américain, par les organisations d'«aide» internationale et par certaines grandes compagnies dans la création d'une situation mondiale rendant possibles de tels événements. Il désirait révéler que les assassins financiers sont encore plus omniprésents aujourd'hui qu'auparavant. Il sentait qu'il devait bien cela à son pays, à sa fille, à tous les habitants de cette planète

qui souffrent des conséquences du travail accompli par lui et par ses pairs, et aussi à lui-même. Dans ce livre, il souligne la voie dangereuse prise par son pays, qui s'éloigne des idéaux originels de la république américaine pour s'engager dans la poursuite d'un empire global.

John Perkins a publié précédemment les ouvrages suivants : *Shapeshifting*, *The World Is As You Dream It*, *Psychonavigation*, *The Stress-Free Habit* et *Spirit of the Shuar*.

Pour en apprendre plus sur John Perkins, pour connaître l'horaire de ses conférences, pour commander ses ouvrages ou pour le contacter, il suffit de consulter son site Internet :

www.JohnPerkins.org

Pour en découvrir davantage sur le travail de Dream Change, l'organisme à but non lucratif 501(c)3 qui œuvre à la transformation de la conscience globale, veuillez consulter :

www.dreamchange.org